

امكان العمل

astrophe ? (suite)

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16310 - 7,50 F SAMEDI 5 JUILLET 1997 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Laurent-Désiré Kabila bloque l'enquête sur les massacres dans l'ex-Zaïre

DÉCIMÉS au cours de leur fuite éperdue à travers le Zaïre, les réfugiés burundais qui ont atterri au Congo ne sont pas au bout de leur périple. Craignant d'être rapatriés de force au Rwanda - où la justice pourrait leur demander des comptes à propos du génocide de 1994 - ils ont repris la route vers le Gabon, le Cameroun ou le Centrafrique. La commission d'enquête des Nations unies, qui devait tenter de déterminer les responsabilités dans les massacres de réfugiés perpétrés sur le territoire de l'ex-Zaïre, depuis octobre 1996, n'a pas reçu l'autorisation de Kinshasa de commencer à travailler. Dans un entretien au Monde, le haut-commissaire adjoint des Nations unies pour les réfugiés estime que l'envoi d'une force multinationale aurait pu empêcher la mort de milliers de réfugiés.

Lire page 2

Le gouvernement annoncera dès le 21 juillet son plan de réduction des déficits publics

L'Insee prévoit une nette amélioration de la croissance au second semestre

LE GOUVERNEMENT n'annoncera pas en septembre, comme il l'avait suggéré dans un premier temps, mais dès le 21 juillet, les mesures qu'il prépare pour contraindre la dérive des déficits publics. Cette annonce coïncidera avec la publication de l'audit des finances publiques.

Cet audit devrait confirmer que les déficits publics sont dans une fourchette de 3,5 % à 3,8 % du produit intérieur brut. Mais le gouvernement, qui veut ramener les déficits à 3,3 % ou 3,4 % dès 1997, n'a pas encore d'indication précise sur le chiffre final que retiendront les deux magistrats de la Cour des comptes. Affirmant qu'il cherchera à « définir un chemin » qui permette de réduire les déficits, mais sans casser la croissance, M. Jospin n'a pas caché, jeudi 3 juillet sur France 2, que ces deux exigences pourraient être « contradictoires ». « S'il fallait faire un choix dans un sens ou dans l'autre, les éléments de ce choix, je les présenterais au pays », a-t-il dit.

La taxation des plus-values à long terme des entreprises devrait



être alourdie, de même que la fiscalité de l'épargne, à laquelle sont assujettis les ménages les plus aisés. Une hausse de l'impôt sur la fortune n'est, en revanche, pas envisagée pour le court terme.

Le gouvernement devrait profiter d'une nette amélioration de la conjoncture. Selon les prévisions de l'Insee, publiées vendredi, la croissance devrait atteindre 2,3 % en 1997, mais l'accélération de l'activité serait sensible au second semestre. Le taux de chômage resterait stable à 12,5 % de la population active.

Au lendemain de l'intervention télévisée de Lionel Jospin, l'opposition critique l'oubli des promesses de campagne et le flou des décisions du premier ministre. Si le Parti socialiste, selon François Hollande, premier secrétaire délégué, se retrouve « pleinement » dans cette démarche, les communistes appellent les salariés à faire pression sur le gouvernement.

Lire pages 6 et 7, la Chronique d'Alain Rolland page 32 et notre éditorial page 13

Nouvelle fusion géante dans l'industrie de défense américaine

LOCKHEED MARTIN, le constructeur des avions de combat F-16 et F-22, de l'avion de transport militaire C-130-J, des fusées Titan IV et Atlas rachète pour près de 70 milliards de francs Northrop Grumman, maître d'œuvre du bombardier B2 et du missile MX. Après la fusion de Boeing et de McDonnell Douglas, l'industrie aéronautique et d'électronique américaine est désormais l'apanage de groupes géants. Pour ses concurrents européens, c'est une formidable menace. Face aux 280 milliards de francs de chiffre d'affaires de Boeing et aux 220 milliards du nouveau Lockheed, les français Aerospatiale et Thomson-CSF, les britanniques British Aerospace et Gec Marconi, et l'allemand DASA ne peuvent opposer au maximum qu'une cinquantaine de milliards chacun.

Lire page 16

Bernard Tapie : dix-huit mois ferme

L'ancien président de l'OM a été condamné à trois ans de prison dont dix-huit mois ferme dans l'affaire des comptes du club marseillais. Le tribunal s'est prononcé contre la confusion de cette peine avec les précédentes. p. 12

Photomaton d'un génocide



Sous Pol Pot, au Cambodge, Nhém Ein photographiait à leur arrivée les prisonniers d'un camp khmer. Des centaines de portraits de victimes sont exposés aux Rencontres internationales de la photographie d'Arles, qui débute le 5 juillet. p. 26

Elf finançait «Globe-Hebdo»

Le groupe pétrolier a versé, via une filiale suisse, 20 millions de francs au moment de la création du magazine, en 1992. p. 10

Cyberpresse

Le San Jose Mercury News, c'est deux journaux en un. L'édition électronique, le Mercury Center, a donné à la version papier de ce quotidien local californien une renommée mondiale. p. 13

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 CAN ; Danemark, 14 KRON ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Hongrie, 100 HUF ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRON ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 ESCUDOS ; République tchèque, 100 KCS ; Suède, 10 KRON ; Suisse, 2,50 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 705 - 7,50 F

La froide confession de l'ancien aumônier de l'aviation argentine

L'ÉGLISE D'ARGENTINE n'en finit pas d'éponger ses dettes de la « sale guerre » conduite par le régime militaire né du coup d'État de 1976. Les révélations publiées dans le numéro de juillet de la revue italienne *Jesús* confirment l'étendue des complicités entre certaines autorités ecclésiastiques et les responsables de la répression. Dans un long entretien, l'ancien aumônier général de l'aviation - qui se protège derrière l'anonymat, mais a autorisé la publication - vole au secours du général Videla, qualifié de « bon catholique », et le disculpe de toute responsabilité dans les crimes commis. « Je n'y suis pour rien, lui répétait le général. Ce n'est pas moi qui fais les listes. » Pour l'aumônier militaire, il s'agissait, par la répression, de « purifier l'atmosphère de tout ce qui était expressément communiste ».

D'Alice Domon et Léonie Duguet, les deux religieuses françaises assassinées, il dit froidement : « Elles étaient mises dans une situation où il n'était pas nécessaire qu'elles se mettent. » Les aviateurs qui participaient à l'élimination des opposants (torturés, drogués et jetés à la mer, selon les récentes révé-

lations du capitaine Adolfo Scilingo) sont ses « amis » et ils éprouvent aujourd'hui « de grands remords ». Que leur disiez-vous ? demande Giovanni Ferro, l'auteur de l'entretien. « Que la vie militaire, c'est la guerre ! Un combat dans lequel je ne peux jamais savoir si la personne en face de moi est innocente ou coupable. C'est ma vie ou la sienne. »

L'aumônier des armées raconte encore comment des militants catholiques de sa paroisse ont été pris « la main dans le sac » pour activités subversives, avant de « disparaître ». Il affirme que l'assassinat de Mgr Enrique Angelelli, évêque contestataire de La Rioja, retrouvé mort en 1976 dans un accident de voiture, est « une invention », reprenant mot à mot la version de la justice militaire. De l'action des militaires dont il assure qu'ils défendaient « le gouvernement, l'Argentine et la démocratie », l'aumônier général à la retraite souligne encore : « Si les militaires n'avaient pas fait cela, aujourd'hui l'Argentine serait dans une situation pire que celle de Cuba. »

Pendant les sept années de plomb de la dictature argentine, la très grande majorité des

évêques avaient gardé le silence, à la différence de leurs confrères chiliens face à Pinochet. Ils avaient même expurgé la prière du *Magnificat* de son plus célèbre verset : « Dieu renverse les puissants de leurs trônes. Il élève les humbles. » Depuis, cet épiscopat a été renouvelé. Il a fait son mea culpa et reconnu la participation de « nombreux fils de l'Eglise » à la répression « immorale et atroce ».

Mais les associations de défense des droits de l'homme n'oublient pas, et les mères de la place de Mai viennent de mettre en cause l'une des plus hautes personnalités de la curie romaine, le cardinal Pio Laghi, qui fut nonce en Argentine entre 1974 et 1980. Dans une plainte déposée devant la justice italienne, elles l'accusent de « coresponsabilité » dans les homicides et affirment qu'il était « parfaitement au courant » de ce qui se passait. Le Vatican a qualifié ces accusations de « diffamatoires et dénuées de tout fondement », mais ces nouvelles révélations en disent long sur l'ampleur des cas de conscience de l'Eglise argentine.

Henri Tincq

Le « New Deal » de l'éducation

LA NOUVELLE STRATÉGIE pour l'école définie par Claude Allègre et par le ministre délégué à l'enseignement scolaire, Ségolène Royal, a toutes les apparences d'une révolution culturelle et structurelle. Avec un sens de la formule-choc dont il est familier,

le nouveau ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie affiche sa ferme volonté de « dégraisser le mammoth » de l'administration. Ou plus précisément de le « muscler », a-t-il corrigé pour gommer l'effet d'une métaphore qui faisait par

trop référence à un propos d'Alain Juppé.

N'a-t-il pas aussi proclamé que « le schéma de l'école de Jules Ferry est dépassé » et qu'il convenait de casser la hiérarchie sociale bâtie à vingt ans sur la seule acquisition des diplômes ? N'est-il pas aussi

décidé à rompre avec la doctrine « égalitariste » d'un système qui doit prendre en compte « la diversité » des élèves et s'attacher à la réussite de chacun, selon ses compétences ? Avec le retour de l'enseignement de la morale et des valeurs républicaines, la valorisation de la technologie et l'annonce d'une refonte des programmes, ce sont en fait des montagnes de traditions bien ancrées et de pratiques immuables que les deux nouveaux ministres entendent soulever.

Ces objectifs qualitatifs figuraient déjà dans la loi d'orientation de 1989, que Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, avait élaborée. Après les réformes engagées par Alain Savary et par Jean-Pierre Chevènement, ce texte scellait en quelque sorte la pensée éducative de la gauche sur l'avenir du système français à l'aube du XXI^e siècle. De cette période, on retiendra des réformes essentielles que la droite n'a remises en question ni en 1993 ni en 1995. On se souviendra surtout des efforts considérables pour ouvrir les portes des lycées et des universités.

Michel Delberghe et Béatrice Gurrey

Lire la suite page 14

Tour de France

LE 84^e TOUR DE FRANCE doit partir de Rouen, samedi 5 juillet. Un prologue et vingt et une étapes, dont cinq de haute montagne, sont proposés aux 198 coureurs de la plus grande épreuve cycliste du monde. Vainqueur en 1996, le Danois Bjarne Riis semble confiant : « Les autres ont peur de moi », assure-t-il dans un entretien accordé au Monde. Mais ils sont plusieurs à rêver du maillot jaune et, parmi eux, les grimpeurs, que le parcours 1997 avantage. Pour raconter cette épopée de 3 870 kilomètres, quatre envoyés spéciaux du Monde proposeront chaque jour une double page de reportages.

Lire pages 22-23 et 32

Mir perd ses boulons



LES AVARIES se succèdent sur la station spatiale russe Mir, après son accident. Dernier incident : la panne du système d'orientation qui oblige le commandant de bord Vassili Tsiibliyev et les deux cosmonautes qui l'accompagnent à utiliser des moteurs auxiliaires pour maintenir les panneaux solaires en bonne position.

Lire page 24

	2	Aujourd'hui	22
France	6	Jeux	11
Société	10	Météorologie	25
Cronique	12	Culture	26
Horizons	15	Communication	31
Entreprises	16	Abonnements	32
Annuaire classés	17	Radio-Télévision	33
France-marchés	28	Kiosque	34

Parmi les dix Etats ayant posé leur candidature à l'Union européenne, seules la Pologne, la Hongrie et la République tchèque seront, selon Bruxelles, prêtes pour les négociations prévues début 1998

ger, au début de l'année prochaine, les discussions sur leur adhésion. Il s'agirait de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque. D'autre part, l'Union a pris l'engagement d'ouvrir des négociations avec Chypre.

Les avis de la Commission ne proposent pas de date pour l'entrée effective des nouveaux membres, même si elle a pris comme hypothèse de travail le 1^{er} janvier 2002. Qu'advierait-il dans le cas de figure où les négociations avec la République tchèque et la Hongrie seraient terminées avant celles, plus difficiles (énorme problème agricole, restructurations industrielles insuffisantes), avec la Pologne ? Certains observateurs n'écartent pas l'idée que ces deux pays adhèrent avant la Pologne.

Les chefs d'Etat et de gouvernements, co décidant, en juin, à Amsterdam qu'une nouvelle CIG devrait être convoquée avant que l'Union compte plus de vingt membres, ont implicitement limité la première vague de l'élargissement à cinq candidats. Quatre sont donc peu ou prou désignés : la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et Chypre ; dans l'hypothèse où les quinze voudraient aller au-delà, la cinquième place

AU LENDEMAIN de l'annonce par la Commissio européenne d'un trafic illicite de viande de bœuf britannique, frappée d'embargo depuis mars 1996, l'état se resserment, jeudi 3 juillet, autour de trois sociétés belge, française et espagnole spécialisées dans l'import-export de viande. « *L'enquête porte sur un opérateur belge au centre du trafic, et des importateurs espagnol et français* », a déclaré un porte-parole de la Commission européenne, en précisant que le trafic découvert portait sur 1 600 tonnes de viande.

Jedi, une société belge, déjà bien connue des services de police pour ses accointances avec la mafia des hormones, a fait l'objet d'une perquisition. Il s'agit de la société Traxer-Gel, située à Wingene (Flandre, nord du pays), dont les dirigeants sont inculpés pour trafic d'hormones. La Belgique est considérée comme une plaque tournante du trafic d'hormones, organisée selon la police par une véritable « mafia », surtout localisée en Flandre. Les dirigeants de Traxer-Gel ont, en outre, déjà été condamnés par la justice belge pour trafic de viande avariée.

Aucune indication n'a été donnée sur les résultats de la perquisition qui a été faite par des inspecteurs de la Commission européenne, les services vétérinaires et la police belges. Selon la presse, la société belge aurait acheté de la viande en Grande-Bretagne, déclarée propre à la consommation, et fait apposer de faux certificats d'origine belge. Une partie de ce trafic, soit 700 tonnes, ont été saisies, fin avril, dans le port néerlandais de Flessingue, non loin de la frontière belge. Les 900 autres tonnes auraient été expédiées vers la Russie et l'Egypte.

DEUX DÉCÈS

Par ailleurs, les services anti-fraude de la Commission européenne ont averti la police espagnole, il y a trois jours, de l'arrivée possible d'une cargaison de viande britannique exportée illégalement. L'entreprise qui a organisé cette importation est la société espagnole Guimaco, spécialisée dans le commerce avec la Guinée-Equatoriale. L'Espagne a consigné, mercredi, « par précaution » la viande bovine en provenance de Belgique.

bovine en provenance de Belgique, le gouvernement français a annoncé de son côté, jeudi, qu'il ferait détruire toute carcasse de viande bovine suspecte en provenance de Grande-Bretagne. «Cela protégera les consommateurs et les producteurs», qui risquent «de perdre la dette qui va s'insiturer», a déclaré Marysive Lebranc, secrétaire d'Etat au commerce. La veille, le ministre de l'Agriculture avait confirmé que 60 tonnes de viande bovine avaient été consignées en France à la suite de contrôles des services vétérinaires et qu'une enquête était en cours. Le nom de la société importatrice concernée n'a pas été précisé. L'Europe avait déposé, en mars 1996, d'imposer un embargo total sur la viande de Grande-Bretagne, après l'annonce de la présence de l'agent pathogène responsable à Pharmed, la filiale française de la vache folle, l'encephalopathie spongiforme bovine (ESB), dont ont été victimes 168 000 bêtes. La Grande-Bretagne conteste l'embargo, estimant avoir pris toutes les mesures nécessaires pour lutter contre cette épidémie. Les deux chaînes de restauration rapide McDonald's et Burger King ont commencé à faire savoir qu'elles n'utiliseraient à nouveau du bœuf britannique pour préparer leurs hamburgers en Grande-Bretagne.

Par ailleurs, le ministère de la Santé à Londres a annoncé, jeudi, que deux personnes étaient décédées après avoir contracté la nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), portant à dix-huit le nombre de Britanniques décédés de cette maladie.

L'an dernier, la Grande-Bretagne avait admis la « possibilité » d'un lien entre l'ESB et la nouvelle variante de la MCJ. La preuve formelle n'a pas encore été établie.

(AFP Reuters)

Le général Rokhline accusé d'être responsable de la destruction de la ville.

« Les relations franco-allemandes : scène de mariage ou divorce ? Tel était le thème d'un colloque organisé, le 1^{er} juillet à l'Assemblée nationale, par l'Association Européenneparis, présidée par Elisabeth Guigou, ministre de la justice, auquel de nombreux responsables politiques de ces deux pays étaient invités à s'exprimer. Le soir même, à Amsterdam, en juin, a confirmé les dysfonctionnements d'un couple Paris-Bonn dont les divergences sur la monnaie unique, sur la construction des institutions européennes ont renforcé les lendemains meilleurs les réformes du renforcement de l'Union européenne que les élites politiques futures rendront indispensables ».

Le débat budgétaire en France, la situation d'Allemagne n'ont pas, depuis, arrangé les choses. L'obligation, pour désamorcer les critiques au sein de la propre majorité, de s'en tenir à des positions rigoureuses sur le respect des plafonds de dépenses budgétaires fixés aux pays candidats a la monnaie unique, Helmut Kohl se trouve en porte à faux avec les dirigeants français, auxquels il reproche de ne pas prendre suffisamment au sérieux les propres difficultés.

Personne ne voulant assumer le risque d'une prise franche, Paris et Bonn jouaient pour tester

leur marge de manœuvre. En réaffirmant, jeudi 3 juin, à Paris, que le déficit français de 1997 dépasserait la barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB) et se rapprocherait des 3,5 %, Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie et des finances, n'ignorait certainement pas qu'il jouait avec le chiffon rouge. La veille, le numéro deux du Parti chrétien-démocrate (CDU), Wolfgang Schäuble, avait estimé qu'avec un déficit de 3,6 %, la France ne pouvait prétendre à l'euro.

UNE AMBASSADE COMMUNE

Dans ce contexte, la visite que le nouveau ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, a faite à Bonn, jeudi 3 juillet, pour réaffirmer la permanence du lien franco-allemand, avait quelque chose d'incantatoire. L'ancien chef de cabinet de François Mitterrand, qui a gardé des amis à Bonn, a été démonstrativement reçu à la chancellerie par Helmut Kohl, avant d'aller se promener sur le Rhin, comme si de rien n'était, avec son homologue. Klaus Kinkel.

Un point de presse avait été organisé au ministère des affaires étrangères pour permettre à nos deux ministres, avant leurs entretiens de la soirée, d'assurer la permanence de l'amitié franco-allemande. Approuvé chaudement par son visiteur, M. Kinkel a souligné qu'en dehors de difficultés bien compréhensibles dues à l'installation

d'un nouveau gouvernement en France, « qui a besoin de temps pour procéder à une évaluation », les deux capitales restaient fidèles à leur volonté de travailler ensemble pour l'Europe.

L'heure n'était pas à entrer dans les « détails ». M. Vedrine, évoquant la préparation du sommet extraordinaire sur l'emploi, qui aura lieu à la demande de Paris en octobre au Luxembourg, a rappelé que la France souhaitait des mesures les plus concrètes possibles. Sur l'euro, le ministre, qui s'était enfilé toute la matinée à la résidence de l'ambassadeur de France pour préparer ses discussions, s'est borné à réaffirmer que le gouvernement de Lionel Jospin entendait, comme l'Allemagne, respecter dans les délais prévus les engagements pris dans le cadre du traité de Maastricht.

Pour preuve de cette permanence des liens, une déclaration avait même été préparée sur le renforcement de la coopération entre les deux ministères des affaires étrangères. Un diplomate de chaque pays sera ainsi affectée à l'ambassade de l'autre pour faciliter les contacts. Dix ans après avoir hésité à créer une ambassade commune à Oulan Bator, il a été décidé d'installer sous un même toit les représentants de la France et de l'Allemagne... au Cap Vert.

Henri de Bresson

Philippine Lemaître

Le vieillissement de la population impose des remèdes drastiques au programme d'assurance-maladie des personnes âgées

de notre correspondant

« Certains de nos pays sont confrontés à des problèmes majeurs quant à la viabilité de leurs régimes publics de retraites et d'assurance-maladie. Ils auraient intérêt à agir rapidement pour rétablir l'équilibre » : c'est ce coosell, figurant dans le communiqué final du récent Sommet des pays les plus industrialisés du monde, à Denver, que le Sénat américain a adopté hier.

En somme, à une large majorité, un programme radical du Medicare, le régime d'assurance-maladie des personnes âgées, républicains et démocrates ont pris de court la Maison Blanche. Bill Clinton a fait savoir qu'il n'était pas « philosophiquement opposé » à ces propositions, mais ses conseillers ont souligné qu'un projet aussi ambitieux demandait une longue réflexion... à mener au sein de la commission spéciale sur la réforme du Medicare que le président suggère de créer.

S'agissant de l'urgence de la situation, le diagnostic n'est pas contesté : Medicare représente une « bombe à retardement démographique » dans la mesure où l'arri-

vée à l'âge de la retraite, au début du siècle prochain, des *baby-boomers* nés après la seconde guerre mondiale, va entraîner une pression insupportable sur l'équilibre financier du régime d'assurance-maladie des personnes âgées.

ÉQUIVALENT DU BUDGET FÉDÉRAL
Le nombre d'Américains âgés de plus de 65 ans, comme le coût global de leurs allocations, va doubler d'ici à 2030. Alors que les dépenses de santé des quelque 38 millions de bénéficiaires de Medicare ont représenté 196 milliards de dollars (130 milliards de francs) en 1996, soit 12,2 % du budget fédéral, elles vont atteindre 312 milliards de dollars (1810 milliards de francs) en 2002, soit un an après que Medicare aura été déclaré en faillite.

Vers 2012, l'addition des dépenses de Medicare, du régime des retraites et du service de la dette pourrait manger l'intégralité du budget fédéral ! A moins, bien sûr, que des solutions drastiques ne soient rapidement mises en chan-

C'est ce que souhaitent les sénateurs, dont les propositions courageuses sont jugées intempestives

par la Maisoo Blanche et les caciques démocrates et républicains : recul progressif, de 65 à 67 ans, de l'âge donnant droit aux prestations de Medicare, augmentation des primes payées par les retraités les plus aisés, création, enfin, d'une sorte de ticket modérateur pour les services médicaux à domicile. Bref, trois suggestions politiquement explosives.

S'agissant de Medicare, la plus grande prudence s'impose aux hommes politiques. L'Association américaine des retraités (AARP), qui regroupe 33 millions d'adhérents, représente un groupe de pression extrêmement puissant. On la vit lors de la dernière élection présidentielle, lorsque Bill Clinton a su convaincre les électeurs, notamment les retraités de Floride, du danger des propositions du républicain Bob Dole.

La réforme sénatoriale, inattaquable dans son principe, n'est pas exempte de critiques : en élevant de deux ans l'âge d'accès au programme Medicare, les sénateurs ont aligné celui-ci sur le seuil envisagé pour la réforme du régime des retraites, l'âge donnant droit aux prestations devant passer de 65 à

67 ans au cours des vingt prochaines années. Mais il y a une différence notable entre les deux régimes sociaux : alors qu'il est possible de prendre une retraite anticipée avec des allocations réduites, l'assurance-maladie ne prévoit pas une telle souplesse, ce qui reviendrait à priver certains retraités de toute assurance-maladie pendant une période plus ou moins longue.

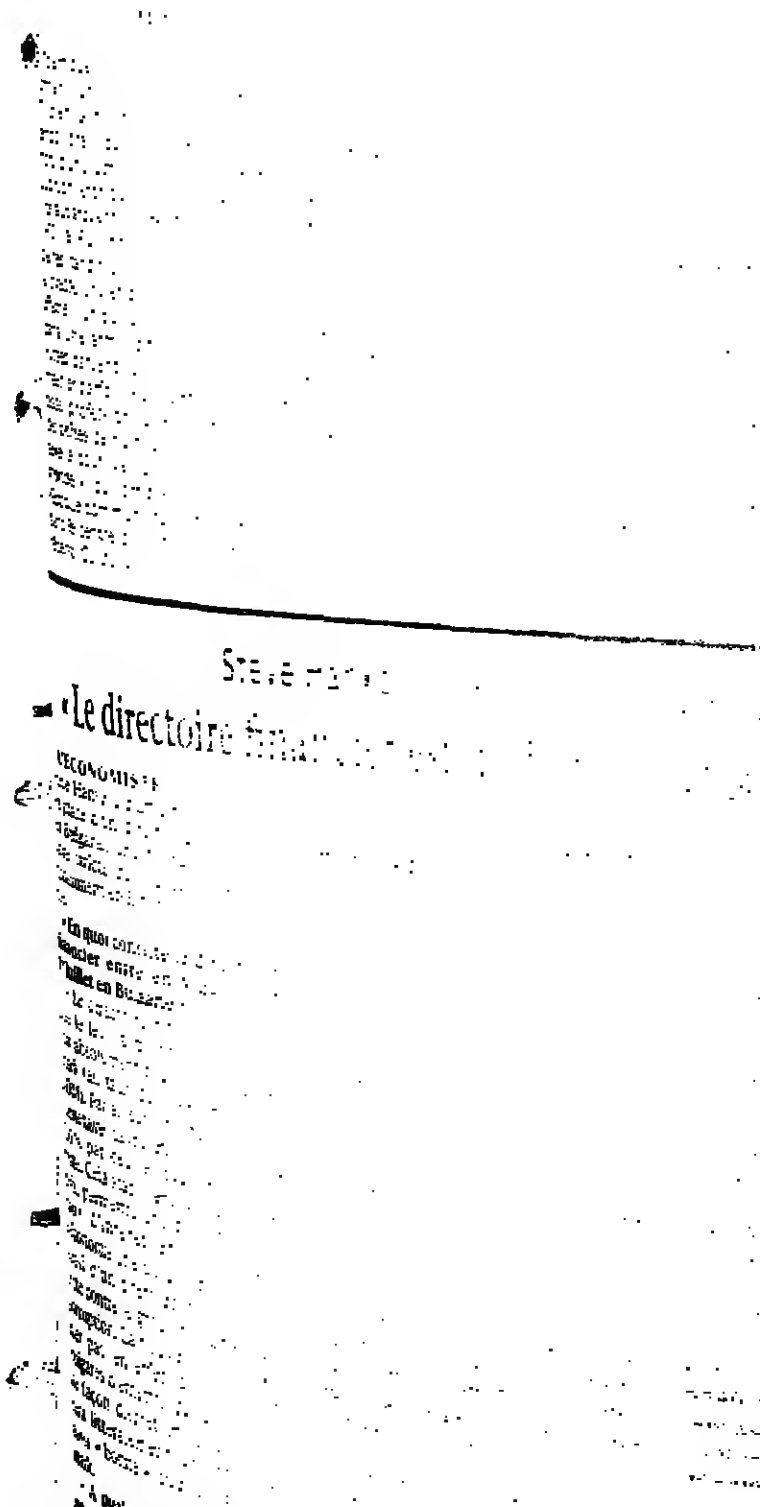
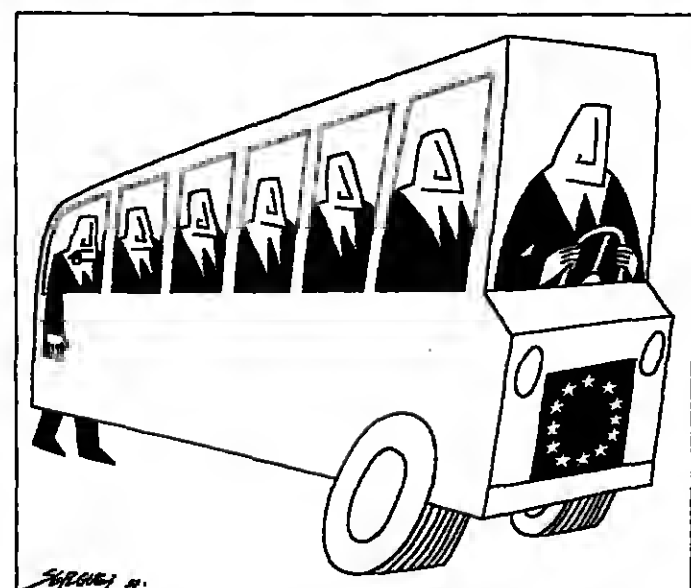
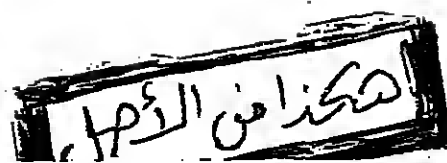
RISQUES POLITIQUES

Les syndicats et les employeurs, peu soucieux d'avoir à prendre en charge cette « soudure », sont donc à priori hostiles. Il leur est cependant plus difficile de contester le principe d'équité contenu dans la proposition visant à augmenter les primes des retraités les plus riches. Le Sénat n'y est pas allé de main morte puisque tous les retraités dont les revenus dépassent 50 000 dollars par an (environ 24 000 francs par mois) seraient touchés par la mesure. En pratique, cela signifie que 5 % des retraités verraient le montant de leur prime augmenter de 525 à 2100 dollars par an (de 3 000 à 12 100 francs). Cette proposition — dont le principe est

assez analogue à la réforme des allocations familiales qui suscite des débats en France - a été immédiatement qualifiée de « rupture du contrat social entre le gouvernement et les contribuables ».

Il est vrai, d'autre part, que si le programme Médicare devient moins généreux, le résultat le plus probable sera d'aggraver le déséquilibre financier du programme Médicare, l'assurance-maladie des plus pauvres, ce qui n'arrange rien. Les Etats, qui financent en partie Médicare, feront leur possible pour qu'un tel transfert de responsabilité financière n'ait pas lieu. Les propositions de réduction des dépenses de santé paraitraient, en fait, exacerber le problème structurel du financement à long terme de Médicare. Comme la Chambre des représentants s'est adoptée des mesures similaires et que la Maison Blanche veut surtout les risques politiques qu'il y aurait à se lancer dans une telle aventure, il est vraisemblable que Bill Clinton choisira de temporiser. Les sénateurs auront au moins le mérite d'avoir tiré la sonnette d'alarme.

Laurent Zecchini



L'ONU ne parvient pas à un accord sur l'envoi d'une force d'interposition à Brazzaville

Mohamed Sahnoun évoque le risque de contagion de la violence dans la région

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni, jeudi 3 juillet, afin d'évoquer l'éventuel déploiement d'une force militaire internationale à Brazzaville.

Le mandat serait limité à la sécurité et la neutralité de l'aéroport de la capitale congolaise. Les Etats membres ne se sont pas mis d'accord sur cette force d'interposition, et ont demandé un rapport complémentaire à Mohamed Sahnoun, l'envoyé de l'ONU en Afrique centrale.

« grave » serait la présence d'éléments de l'ex-armée zairaise en République centrafricaine et au Gabon. Certains chefs d'Etat de la région s'inquiètent d'une « sorte d'alliance » entre ces éléments armés et les milices hutues rwandaises qui subsistent parmi les réfugiés.

NEW YORK (Nations unies), de notre correspondant.

De passage à New York, le représentant de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Mohamed Sahnoun, a lancé un appel au Conseil de sécurité des Nations unies pour le déploiement d'une force multinationale d'environ 1 000 soldats pour assurer la sécurité de l'aéroport de Brazzaville, où les combats entre les partisans du président congolais Pascal Lissouba et ceux de son prédécesseur, Denis Sassou Nguesso, auraient fait plus de 3 000 morts depuis le 5 juin. A cause du manque « extraordinaire » d'enthousiasme de la communauté internationale, la mise en place d'une telle force est loin d'être immédiate, même si M. Sahnoun se dit « encouragé » par la réaction initiale des membres du Conseil de sécurité. Le président en exercice du Conseil, le Suédois Peter Osvold, a fait état d'un « accord de principe ».

Toutefois, bien que le même appel pour le déploiement d'une force ait déjà été lancé le 21 juin par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, aucune partie ne s'est portée volontaire pour en prendre le commandement. Selon des sources onusiennes, seuls trois pays africains – le Niger, le Sénégal et le Togo – ainsi que le Bangladesh auraient proposé de participer à cette intervention militaire. Le secrétaire général souhaite que le Sénégal prenne le commandement de la force multinationale. La France et l'Algérie proposent pour leur part un soutien logistique.

L'autre problème majeur est le financement de cette force. De plus en plus réticents à l'idée de déployer leurs soldats dans des opérations militaires de l'ONU, les pays membres du Conseil de sécurité, et surtout la France, refusent même d'autoriser des forces multinationales composées de soldats africains, car le coût doit en être supporté par les grandes puissances. Le Congrès américain refuse de nouvelles opérations militaires, et les Chinois expriment de plus en plus souvent leur opposition à l'ingérence dans les affaires intérieures des pays. Le plaidoyer de M. Sahnoun sur les conditions « épouvantables » de la région a été perçu comme un appel à l'indifférence.

porté par les grandes puissances. Le Congrès américain refuse de nouvelles opérations militaires, et les Chinois expriment de plus en plus souvent leur opposition à l'ingérence dans les affaires intérieures des pays. Le plaidoyer de M. Sahnoun sur les conditions « épouvantables » de la région a été perçu comme un appel à l'indifférence.

Des « experts » américains en Ouganda et au Sénégal

Les Etats-Unis dépêcheront en juillet, en Ouganda et au Sénégal, des équipes d'une soixantaine d'experts chacune, pour entraîner, voire équiper, des bataillons africains pour des tâches de gestion des crises et de maintien de la paix. Cinq autres pays africains, que Washington se refuse à identifier, devraient bénéficier de cette assistance militaire. C'est la première fois que le Pentagone envoie un contingent aussi important de conseillers militaires dans des pays liés à la France par des accords de défense, comme, par exemple, le Sénégal où la France a déployé mille trois cents hommes, détachés une trentaine d'assistants militaires techniques et dont elle forme, chaque année, quelque quatre-vingt-dix cadres de l'armée nationale. – (AFR)

tables » de vie à Brazzaville semble avoir laissé « froids » les membres du Conseil de sécurité. Seule la dimension internationale de l'affaire semble avoir réveillé « quelques craintes ». Selon un diplomate présent lors de la réunion à huis clos, jeudi 3 juillet, M. Sahnoun a fait état des répercussions des combats de Brazzaville dans les pays voisins, et « les membres du Conseil ont alors montré un brin d'enthousiasme ».

« Sans la présence armée internationale, la paix serait éphémère, non seulement à Brazzaville mais dans toute la région », aurait-il dit. Selon lui, des abus des belligérants congolais sont tombés à plusieurs reprises à Kinshasa. Il a évoqué son entretien avec le ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Bizima Karaba, qui a évoqué des représailles. Cette décision aurait été prise lors d'une réunion « urgente » du gouvernement à Kinshasa. Un autre problème

giés. Dans un entretien au Monde, jeudi 3 juillet, l'ambassadeur Sahnoun a tenu à souligner l'urgence d'un déploiement d'une force au Congo-Brazzaville : « Cette intervention internationale est l'exemple type

Afsané Bassir Pour

M. Jospin entend maintenir des liens privilégiés avec l'Afrique

Le président tchadien en visite officielle à Paris

LE PRÉSIDENT tchadien Idriss Déby s'est déclaré satisfait de ses entretiens, jeudi 3 juillet, avec le président Jacques Chirac et le premier ministre Lionel Jospin, qui entend maintenir des liens « privilégiés » entre la France et l'Afrique. « La coopération entre la France et mon pays, le Tchad, se porte parfaitement bien, a dit Idriss Déby après sa rencontre avec Lionel Jospin. C'est une coopération très saine et qui se développe ».

Il a discuté avec le premier ministre des bouleversements en cours en Afrique. « Nous avons porté des problèmes de la région dans laquelle est le Tchad, pays qui est aujourd'hui dans une situation de stabilité, de progrès vers la démocratie, mais qui peut avoir naturellement des inquiétudes à l'égard des situations qui se produisent dans un certain nombre d'autres pays », a déclaré Lionel Jospin.

Le premier ministre a également souligné que son gouvernement était « composé d'hommes et de femmes qui ont été formés dans

la culture de l'amitié avec l'Afrique ». Il souhaite « la poursuite de cette politique, qui doit être adaptée aux problèmes du temps, à l'évolution des esprits, notamment des peuples africains », et reste « profondément attaché à la politique de liens particuliers, privilégiés et amicaux avec l'Afrique ».

Idriss Déby, arrivé mercredi pour une visite officielle de cinq jours en France, avait eu auparavant un entretien avec le président Chirac. « Je suis entièrement satisfait de cette rencontre, dans la mesure où le président Chirac a été très sensible à nos préoccupations », a-t-il dit à l'issue de cette rencontre.

M. Déby a souligné que le Tchad sortait « d'une longue guerre » et s'était « doté d'institutions démocratiques ». « Nous avons vu les perspectives de développement de cette coopération », a-t-il dit. Le président tchadien a ajouté que Jacques Chirac connaissait et défendait « dans toutes les rencontres internationales les intérêts africains ». – (Reuters)

M. Josselin pour « une remise à plat » des accords militaires franco-africains

INTERVENANT pour la première fois devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 3 juillet, le secrétaire d'Etat à la coopération, Charles Josselin, a affirmé, à propos des troubles au Congo, que l'« on peut craindre qu'ils ne s'étendent aux pays voisins et que toute cette région ne s'écroule comme un château de cartes ». Selon M. Josselin, les protagonistes de la crise congolaise, qui disposent de moyens financiers importants, continuent à s'armer lourdement, « ce qui ne donne pas beaucoup de crédibilité au cessez-le-feu ».

Sur un plan plus large, M. Josselin a affirmé qu'il était « posé » la question de la présence de militaires français sur le sol africain. « Il serait souhaitable de passer du concept de défense à celui de sécurité », a-t-il dit, ajoutant qu'il faudrait « remettre à plat » l'ensemble des accords de défense, de même que les points de stationnement des militaires.

Interrogé sur le conditionnement de l'aide française au respect des droits de l'homme dans les Etats africains, M. Josselin a rappelé le « principe de réalité » énoncé par François Mitterrand dans son discours au sommet de La Baule en 1990, selon lequel la démocratisation sur ce continent devait se faire « chacun à son rythme et selon ses traditions ».

Le secrétaire d'Etat a ainsi indiqué que les processus électoraux rencontrent encore aujourd'hui « quelques difficultés à transcender les réalités ethniques », qu'il est « difficile » de vouloir imposer « nos pratiques démocratiques » dans beaucoup de pays africains, dont, par exemple, que « la simple transposition de notre système judiciaire soit compatible avec les traditions africaines ». Interpellé par le député communiste Georges Hages (Nord), qui souhaite qu'« on mette fin à la complaisance témoignée ou régime d'usurpateur » du général

Baré au Niger, M. Josselin a reconnu le « blocage » du processus démocratique, mais il a néanmoins conclu que « le mieux que l'on puisse souhaiter au Niger est la réussite du redressement économique entrepris par le général Baré ».

RESERVES DE PETROLE. Plusieurs députés se sont inquiétés des moyens à mettre en œuvre pour lutter contre l'« hégémonie américaine en Afrique ». Rappelant que les Américains sont surtout intéressés par les perspectives de développement économique africain, dues notamment à la présence de considérables réserves de pétrole dans le golfe de Guinée, M. Josselin a insisté sur l'aide de ses partenaires européens afin d'équilibrer le rapport de forces avec les Etats-Unis. Il a également expliqué la nécessité d'une politique de visas plus ouverte vis-à-vis des élites africaines, qui, du fait des dysfonctionnements des consulats français, sont attirées par les universités américaines.

Le prédécesseur de M. Josselin, Jacques Godfrain (RPR), a confié à l'issue de la séance qu'il n'imaginait pas « entendre de la part de son successeur des propos aussi proches de ceux qu'il avait tenus à sa place ». Intervenant pour la première fois au Parlement depuis sa démission, Alain Juppé a « confessé éprouver une certaine perplexité. Je n'aurais pas eu grand-chose à changer aux propos du secrétaire d'Etat sur tous les sujets, si j'avais dû répondre à sa place », a-t-il déclaré, en s'interrogeant sur le sens qu'il convenait, dès lors, d'attribuer aux déclarations du premier ministre, quand celui-ci affirmait qu'il fallait « repenser » la politique africaine de la France (Le Monde du 21 juin). M. Josselin a indiqué que la politique de coopération faisait partie du « domaine partagé » et que la recherche de consensus était « obligatoire ».

Fabien Roland-Lévy

CNP, Assemblée Générale du 30 juin 1997

« L'année 1996 aura marqué une étape importante pour la CNP, qui renforce sa position de premier assureur de personnes en France : son chiffre d'affaires a dépassé pour la première fois le seuil de 100 milliards de francs », a déclaré M. Pierre Darnis, Président du Directoire, lors de l'Assemblée générale ordinaire réunie le 30 juin 1997.

Sous la présidence de M. Alain Prate, Président du Conseil de surveillance, l'Assemblée a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996.

1996 : croissance de l'activité et amélioration du résultat

D'un montant de 100,5 milliards de francs en 1996 (+19%/1995), le chiffre d'affaires de la CNP a plus que doublé en 5 ans. Le résultat net s'établit à 1 572 millions de francs (+6%/1995), en progression pour la huitième année consécutive. Le ratio résultat net sur fonds propres atteint 12% et place la CNP parmi les sociétés les plus rentables de son secteur.

Renouvellement des mandats

L'Assemblée générale a renouvelé les mandats de tous les membres du Conseil de surveillance. Le Conseil de surveillance, réuni à la suite de l'Assemblée générale, a renouvelé sa confiance au Directoire.

M. Pierre Darnis a clos ainsi son message : « L'introduction en Bourse de la CNP marquera une nouvelle étape du développement de l'entreprise par l'accroissement de ses fonds propres et l'élargissement de son actionariat ».

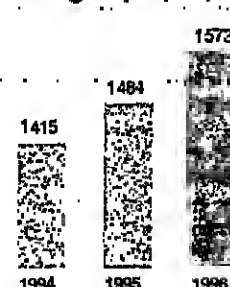
Pour obtenir le rapport annuel de la CNP :

- tél. : 01 42 18 86 53
- adresse Internet : <http://www.cnp.fr>

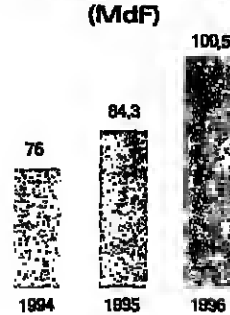


CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

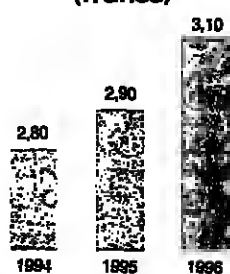
Résultat net part du groupe (Mdf)



Chiffre d'affaires (Mdf)



Dividende net (francs)



L'Assemblée a décidé de porter le dividende à 3,10 francs par action hors avoir fiscal (soit un revenu global de 4,65 francs) contre 2,90 francs au titre de 1995.

حکومت از مردم

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 5 JUILLET 1997

GOVERNEMENT Lionel Jospin a défini, jeudi 3 juillet sur France 2, sa méthode de gouvernement, en revenant sur les sujets de controverse au sein de sa majorité : pacte de stabi-

lité européenne, plafonnement des allocations familiales, fermeture de l'usine Renault de Vilvorde. ● LE PREMIER MINISTRE a souligné que les choix de sa politique seraient présentés au

pays qui « nous aidera à trancher ». ● LE GOUVERNEMENT annoncera dès le 21 juillet, jour de la publication de l'audit, les premières mesures qu'il compte prendre pour ramener les dé-

ficits publics autour de 3,3 % à 3,4 % du PIB en 1997. ● LE PARTI SOCIALISTE « se retrouve pleinement » dans la méthode de M. Jospin tandis que le Parti communiste, le Mouvement des

citoyens et la CGT insistent sur « l'intervention citoyenne ». ● L'OPPOSITION reproche au premier ministre d'être flou ou de revenir sur ses promesses de campagne.

L'opposition reproche à Lionel Jospin de revenir sur ses promesses

Si François Hollande « se retrouve pleinement » dans la méthode du premier ministre, les autres composantes de la majorité en appellent à « l'intervention citoyenne ». Les syndicats accueillent positivement la volonté de dialogue mais restent dubitatifs

UN PARTI SOCIALISTE qui s'y retrouve « pleinement », une majorité « plurielle » qui réagit plutôt positivement, une opposition qui dénonce l'oubli des promesses, des syndicats qui apprécient la méthode mais sont dubitatifs sur la suite : les réactions ont été contrastées, jeudi 3 juillet, après la première intervention télévisée de Lionel Jospin. Seul socialiste à s'exprimer, François Hollande a salué « un langage de vérité » et une méthode « fondée sur la prise en compte des réalités mais avec le souci constant de les transformer ». Alors que la gauche du PS va réitérer ses critiques, samedi 5 juillet, lors d'un conseil national auquel participera M. Jospin, le premier secrétaire délégué note « une rupture heureuse » : « Parler franchement aux citoyens, affronter les problèmes tels qu'ils sont, élaborer collectivement les solutions appropriées et aller jusqu'au bout des marges de manœuvre possibles pour dynamiser l'activité et créer des emplois ».

Président du Parti radical-socialiste, Jean-Michel Baylet décerne au premier ministre un brevet d'« anti-Juppé » qu'il a trouvé « simple, clair, méthodique, pédagogique et sincère ». Philippe Boursier, un des porte-parole des Verts, invite M. Jospin à « faire preuve de plus de volontarisme politique » et s'inquiète de ses « gages d'orthodoxie financière ». Si Michel Suchod, secrétaire général du Mouvement des

citoyens, qualifie M. Jospin de « bon pédagogue », il réaffirme que « les Français doivent se prononcer, le moment venu, sur ces choix et trancher eux-mêmes la question du passage à la monnaie unique ».

La petite phrase de M. Jospin sur le fait que le pays « nous aidera à trancher », reprise en une de L'Humanité du 4 juillet, amène Pierre Zarka, directeur du quotidien communiste, à estimer que « cela ouvre un espace nouveau pour l'intervention des citoyens. Une autre conception de la politique et des rapports entre gouvernants et gouvernés peut s'imposer ». Pour Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, « le changement ne viendra pas seulement du gouvernement et de la majorité mais de l'intervention citoyenne. C'est la grande question des semaines qui viennent ».

RENDEMENT SUR VILVORDE

Maxime Gremetz, le député communiste de la Somme qui n'a pas voté la confiance au gouvernement, se déclare « déçu ». « M. Jospin a confirmé ce que je pressentais », affirme M. Gremetz pour lequel « cela confirme qu'il faut que le mouvement social se bouge ». De la même façon, Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire juge que « c'est à la mobilisation sociale, à l'intervention citoyenne de faire maintenant entendre leurs ex-



gences ». A droite, personne n'épargne M. Jospin que Nicolas Sarkozy a trouvé d'un « classicisme étonnant ».

Pour le député RPR des Hauts-de-Seine, qui s'exprimait vendredi sur Europe 1, la cohabitation sera « moins facile qu'on l'imagine » dans la mesure où M. Jospin « fait montre d'un socialisme pur et dur ». Pierre Leclouche, député RPR de Paris, a présenté son texte d'info une autre lecture en relevant « un hommage appuyé » à Alain Juppé et

en observant que M. Jospin « se range sous la bannière » de Jacques Chirac en politique étrangère. Mais M. Lellouche l'a jugé à la fois « en pleine pause - parce qu'il n'a rien décidé », en plein recul sur tout un tas de sujets - dans l'Europe et les privatisations -, en plein retentissement sur Vilvorde ».

Pour le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, « le premier ministre s'est exprimé comme un socialiste de bonne volonté ». Mais, a-t-il ajouté, « il est à craindre que cet

attentisme, et à plus forte raison, l'annonce de la préparation d'une batterie de mesures issues du projet socialiste, nous fasse rater la reprise et gâcher nos chances de création d'emplois ». Le secrétaire général de l'UDF, Claude Gossu, prédit « un automne socialement et politiquement chaud ». Lionel Jospin s'est pris les pieds dans le tapis de ses promesses, assure Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France.

La CGT reprend aussi le thème de l'appel au pays. « C'est en intervenant rassemblée sur les grands enjeux, affirme Alphonse Veronèse, secrétaire de la CGT, que les salariés aideront à trancher les choix décisifs (...) pour l'avenir du pays et une autre construction européenne ». La CFDT estime que la volonté « de privilégier la concertation » va « dans le bon sens ». Mais elle met en garde contre toute « globalisation hâtive » sur la protection sociale. A contrario, FO se félicite de voir M. Jospin contester « une bonne partie du plan Juppé ». Elle se réjouit de son « souci de vérité » mais souligne, au diapason de la Gauche socialiste, que « le pacte d'austérité institutionnalise l'austérité ».

La CFTC applaudit aussi la méthode tout en regrettant un certain flou. Favorable à un débat sur « une plus grande justice fiscale », la centrale chrétienne « s'opposera à ce que les familles en soient les bouscématoires ». Très critique, la CFE-

CGC « refuse tout prélèvement fiscal supplémentaire sur les revenus salariaux ». Son président, Marc Vilbois, « met solennellement en garde

La photo de Jacques Chirac

Lionel Jospin ne néglige aucun geste pour établir avec Jacques Chirac une cohabitation « sereine ». Ainsi, peu après son installation à l'hôtel Matignon, il a pris conscience que le portrait du chef de l'Etat, pourtant « accroché dans la mairie du plus petit village de France », était absent du bureau du premier ministre. Cette lacune est désormais corrigée. La photographie officielle du président de la République est installée sur une console, à droite de la porte d'entrée. A gauche, deux photos rétablissent l'équilibre : celle de l'actuel gouvernement et un beau cliché de François Mitterrand et Lionel Jospin, échangeant une confiance dans un sourire.

le gouvernement sur la responsabilité qu'il prendrait en privatisant encore davantage la qualification, l'effort, l'implication et l'efficacité ».

Caroline Monnot et Michel Noblecourt

Les administrateurs de Renault

Lors de son intervention, M. Jospin est notamment revenu sur sa capacité à intervenir auprès de la direction de Renault par le biais des représentants de l'Etat au conseil d'administration : « Sur quatorze membres, l'Etat ne dispose que de deux représentants », a souligné le premier ministre. Le conseil de Renault est composé de quinze membres, dont cinq sont, en fait, des représentants de l'Etat. M. Jospin fait ici la distinction entre ceux nommés au titre de « représentant des ministères » (Anne Le Lorier, économie et finances, et Didier Lombard, industrie) et ceux nommés au titre de « personnalités qualifiées » (Henri Martre, ancien président de l'Aerospatiale ; Jean-Claude Paye, conseiller d'Etat ; Jean Peyrelevade, président du Crédit lyonnais). Sur les quinze membres du conseil, cinq représentent donc l'Etat, cinq les actionnaires et quatre les salariés du groupe.

Le sort des groupes financiers publics commence à se préciser

EN AFFIRMANTE que l'Etat n'a « pas vocation à sans cesse renflouer les institutions financières en difficulté », Lionel Jospin a levé, jeudi 3 juillet, sur France 2, un coin de voile sur l'attitude de son gouvernement dans les nombreux dossiers de groupes publics bancaires et d'assurances en suspens. En indiquant qu'il faut « chercher des méthodes simples », le premier ministre a ouvert la voie à une privatisation du GAN et de sa filiale, le CIC, qu'il a cités tous deux.

« Ce qui me guidera, (...) ce sera aussi le coût que représentent pour l'Etat et donc pour les contribuables les recapitalisations fréquentes », a-t-il précisé, rappelant en outre que l'Etat « ne peut pas toujours le faire dans le droit communautaire face à la Commission ». De fait, le secteur financier français est l'un de ceux que le commissaire européen à la concurrence, Karel van Miert, connaît le mieux. Il a depuis plusieurs années trois dossiers sur son bureau : outre celui du GAN, celui du Crédit lyonnais bien sûr, mais également celui de la Marseillaise de Crédit, trois établissements que les prédécesseurs de Lionel Jospin se sont engagés à privatiser.

Le Lyonnais, dont le troisième plan de sauvetage doit être prochainement transmis à

Bruxelles, selon Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, tient le record historique d'aide d'un Etat. Du jamais vu à la Commission européenne, où l'on parle de 80 milliards de francs à terme.

Le dossier du GAN et celui de la filiale bancaire, le CIC, sont aujourd'hui considérés comme les plus urgents. Lionel Jospin l'a confirmé implicitement. Le gouvernement peut difficilement faire l'économie d'une privatisation rapide, sans doute même avant la fin de l'année. M. Strauss-Kahn l'avait déjà laissé entendre lors de son intervention mercredi devant la commission des finances de l'Assemblée nationale. Le GAN se trouve dans une situation financière et commerciale particulièrement délicate et doit trouver rapidement un repreneur.

L'Etat avait déjà apporté de toute urgence 2,8 milliards de francs à l'assureur public en 1996, prenant en contrepartie l'engagement vis-à-vis de Bruxelles de privatiser le CIC dans la totalité du capital se trouve aux mains du GAN. Un second plan de sauvetage d'une tout autre ampleur, comprenant 11 milliards de francs de recapitalisation et 9 milliards de garanties de l'Etat sur les défaisances immo-

bilères du groupe, a été établi en mars contre l'engagement, cette fois, de céder au privé la partie assurances du groupe.

Selon certains spécialistes, les sociétés d'assurances du GAN auraient encore besoin d'un nouvel apport de 10 milliards de francs dans les prochains mois. Du côté de Bercy, on préférerait que ce soit le repreneur qui s'en charge plutôt que le budget de l'Etat. D'autant que les candidats à la reprise ne manquent pas, des AGF en passant par l'allemand Allianz et le néerlandais ING.

RECAPITALISATIONS MASSIVES

Au-delà des recapitalisations à venir, les contribuables ont encore en tête toutes les contributions passées pour soutenir le secteur bancaire en crise. Une étude récente de la banque Deutsche Morgan Grenfell estime le coût total des pertes des groupes publics et des garanties et recapitalisations apportées par l'Etat à 200 milliards de francs. Au cours des trois années 1993, 1994 et 1995, l'Etat a injecté 16 milliards dans les banques sous forme de recapitalisation. La Marseillaise de crédit a reçu plus de 2 milliards pour couvrir ses dérivés de gestion dans l'immobilier et le secteur des PME. Elle n'est toujours pas ren-

table. La Banque Hervet (1 340 personnes) a reçu 1 milliard. L'Etat a également recapitalisé à plusieurs reprises l'ancien Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises, devenu la Banque de développement des PME.

A ces dotations en capital s'ajoutent les pertes de banques détenues par des groupes publics. L'UAF, avant sa privatisation, a dû couvrir à hauteur de 13 milliards de francs le trou abyssal de sa filiale, la Banque Worms, tout comme le GAN a dû renflouer l'UIC (10 milliards de pertes comptables). Il faut enfin prendre en compte les pertes à venir sur les garanties consenties par l'Etat aux « mauvaises banques » du Crédit lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs ou encore le coût final pour l'Etat du sauvetage du Crédit foncier de France, lui aussi compromis dans l'immobilier.

Si la France n'est pas le seul pays à avoir connu des déboires dans son secteur public financier et si les groupes privés ont également beaucoup souffert, on comprend que le gouvernement ait plutôt envie de tourner la page...

Sophie Fay

« S'il faut faire des choix, nous les présenterons au pays »

Voici des extraits de l'entretien accordé par M. Jospin à France 2, jeudi 3 juillet.

L'usine Renault de Vilvorde.

« On ne peut pas, à la fois, dire que



j'ai créé des illusions et dire que je n'ai rien fait de différent. Ne pas créer des illusions, c'était dire que j'étais dans la décision qui a été prise. Ce n'était pas mon cas : j'ai critiqué sa méthode, j'ai critiqué sa brutalité ; j'ai voulu poser, par ma présence à Bruxelles dans une manifestation [le 16 mars], une question européenne : la question de l'emploi en Europe, la question des décisions touchant les restructurations et les licenciements en Europe. A aucun moment, dans la campagne, vous n'avez pu m'entendre dire : « Si la gauche vient à gagner les élections, Vilvorde sera sauvée ».

Privatisations et ouvertures de capital. « Le gouvernement hérite d'un certain nombre de dossiers industriels et financiers qui n'ont pas été réglés par l'équipe précédente,

parfois c'était parce que c'était difficile, parfois c'est aussi parce qu'elle ne s'en est pas véritablement saisie, ou qu'elle n'a pas conduit les choses de façon efficace. (...) Ce qui me guidera, ce sont les cohérences industrielles. (...) Ce sera l'intérêt national, ce sera aussi le coût que représentent pour l'Etat et, donc, pour les contribuables, les recapitalisations fréquentes qui sont faites dans un certain nombre de secteurs, notamment bancaire, qui ont connu des difficultés. (...) Ce qui me guidera, enfin, c'est que je suis attaché au service public. »

Déficits. « A partir du moment où l'on a plus de 3 % de déficits publics, cela veut dire qu'on crée de la dette, qu'on crée une dette supplémentaire. Par ailleurs, il y a des rendez-vous européens, et nous voulons faire la monnaie unique, non pas par contrainte, mais parce que nous pensons que c'est utile et nécessaire pour affirmer la force économique de l'Europe face au dollar, pour éviter la spéculation sur les monnaies à l'intérieur des quinze pays de l'Union européenne. Nous le voulons. (...) »

Il y a un déficit qui est trop important et il y a une dérive de ce déficit : de l'Etat, mais aussi des

comptes sociaux. Le plan Juppé n'a pas été aussi efficace qu'il prétendait l'être, même si j'en conteste par ailleurs une bonne partie des mesures. (...) Il faut trouver le juste cheminement entre la nécessité de maîtriser nos déficits publics et la nécessité de ne pas étouffer la croissance, la reprise possible. (...) Si nous devons faire des efforts, notamment pour éviter un dérapage excessif de nos déficits publics, avec la perspective du rendez-vous de la monnaie unique, ces efforts devront être équitablement répartis. Ceux qui tirent le mieux leur épingle du jeu dans la situation actuelle devront participer, peut-être, davantage que d'autres à cet effort. (...) Il ne s'agit pas, à proprement parler, des entreprises. Il peut s'agir d'un certain nombre de revenus qui ne trouvent pas toujours leur source dans l'entreprise. »

Chômage et croissance. « D'abord, l'héritage d'une situation ; donc, je la traite telle qu'elle est. Ensuite, je décide de ne masquer aucune réalité. C'est quand même une méthode de vérité que je dois aux Français. S'il y a plus de trois millions de chômeurs, je ne peux pas dire qu'ils ne sont pas là. S'il y a un déficit de la protection sociale, je ne peux

pas faire semblant de ne pas le voir. Si je ne veux pas casser la croissance, parce que les Françaises et les Français veulent un dynamisme de l'économie, je ne peux pas prendre des mesures qui cassent cette croissance. En même temps, (...) nous avons le rendez-vous de la monnaie unique ; et nous voulons le faire parce que c'est nécessaire. (...) »

Le gouvernement dira aux Français (...) : « Voilà, nous essayons de définir un chemin qui tient compte de ces données contradictoires. (...) Oui, ce sera étroit, ce sera difficile. » Et s'il faut faire des choix (...) plutôt

MULTIMEDIA COMMUNICATION BUSINESS AUX ETATS-UNIS

Une spécialisation avec stage en entreprise
University Business in America Inc.
PRIX :
Stages linguistiques ou études
CALIFORNIE FLORIDE
CHINE POPULAIRE
Cours, logement et repas inclus
2000-2001
Tél: 01 45 50 28 28
C2000-2001 - Avenue de la République, 1000 Paris
http://www.cepes.com

dans un sens que dans l'autre, eh bien ! les éléments de ce choix, nous les présenterons au pays. Et par ses réactions, ses indications, il nous aidera à trancher. En tout cas, nous, il sera de notre responsabilité de prendre des décisions, mais nous le ferons en ne cachant rien, en ne manipulant pas, en tenant un langage de vérité. C'est cela, fondamentalement, être fidèle à mes engagements. »

Cohabitation. « Elle est simple du point de vue des rapports personnels. Je crois que cela tient aux personnalités : de Jacques Chirac ; j'espère, aussi, de moi-même. Elle s'est bien faite, déjà, sur des dossiers essentiels. Je pense par exemple à Amsterdam, au sommet d'Amsterdam, où le président (...) m'avait dit très nettement : « Moi, je suis engagé par le pacte de stabilité. Je ne l'aurais pas signé tel qu'il a été signé par le gouvernement et, notamment, par M. Arthuis, le ministre des finances. (...) »

Donc, cette parole de la France, ce sera la signature du pacte de stabilité. Je n'avais nullement l'inten-

tion d'ouvrir une crise de cohabitation ou une crise avec les Européens pour le début du gouvernement. J'ai dit au président de la République : « Alors, laissez-moi au moins, sans annoncer que, en tout état de cause, vous signerez, défendre l'intérêt du pays tel que je le vois et, notamment, ouvrir des perspectives nouvelles sur la dimension sociale, sur la concertation des politiques économiques (...) ». Et B, le président de la République m'a dit : « Oui, je ferai cela. » Et il m'a laissé, de ce point de vue, mener un certain nombre de discussions et de négociations, si bien que nous avons conclu, en quelque sorte, ensemble, à Amsterdam. »

« Couac » sur l'OTAN. « Quand on va au concert, il vaut mieux quand même écouter la musique que les couacs. Noter les couacs, mais écouter la musique. Parce qu'un mélomane qui n'écouterait que les couacs aurait vraiment des problèmes avec l'existence. Je pense donc que cette cohabitation se mène comme elle doit se mener. En tout cas, ma conception est la suivante : je veux une pratique de la cohabitation sereine et claire dans l'intérêt de la France. »

Publicité for E.S.G. (Entreprise Sociale Générale) featuring a large image of a person and text about social economy and employment.

Le général Rokhline accuse Boris Eltsine d'être « responsable de la destruction de l'armée »

Le pouvoir a promis de payer les retards de salaires des militaires

Presque aussi populaire en Russie qu'Alexandre Lebed, le général Lev Rokhline a appelé les officiers du pays à s'opposer à certaines réductions

d'effectifs prévues par la réforme militaire, à se réunir dans leurs unités et à transmettre leurs exigences au président. Craignant des re-

mous, le pouvoir a promis de verser, avant la fin du mois de septembre, les arriérés de salaires à tous les militaires.

MOSCOU

de notre correspondant

Que doit faire le commandant en chef des forces armées de la deuxième puissance nucléaire mondiale quand un général des forces terrestres lui envoie une lettre ouverte l'accusant d'être « responsable de la destruction » de cette armée, d'être « personnellement responsable de la guerre en Tchétchénie », d'admettre, dans son entourage, des agents étrangers qui « soumettent la Russie ou dictent l'Occident » ? A ce stade, Boris Eltsine aurait pu se contenter de chercher à étouffer des accusations qui, de toute façon, résonnent en Russie comme des vérités premières. Mais le général Lev Rokhline, presque aussi célèbre dans le pays que son ami Alexandre Lebed, a fait plus : il a appelé les officiers à « se réunir dans leurs unités » et à transmettre leurs exigences au président ; il a appelé à contrôler chaque cas de réduction d'effectifs prévu par les réformes et à s'y opposer si cela leur nuit. Bref, il a lancé ce qui peut être considéré comme un appel à l'insubordination, et envoyé des copies de sa lettre dans les unités militaires du pays.

La première réaction officielle de Boris Eltsine a été révélée par son porte-parole : « Le président est au courant et s'exprimera dans sept jours. » Une semaine plus tard, lundi 30 juin, ce porte-parole annonçait que le président est « satisfait de la réaction du ministre de la Défense, Igor Sergeïev, qui a dit qu'il n'y avait aucune autre réaction ne doit être attendue de la part du président ».

Or, la réaction dudit ministre, intervenue la veille, avait été une

simple constatation : le général Rokhline, a-t-il dit, « a lancé un appel à la révolution, il joue la politique du pire, au moment le plus critique pour les forces armées ». Les médias avaient pourtant agité l'affaire une semaine durant, supputant le sort terrible qui s'abattrait sur un général « qui a le courage de dire la vérité », pour les uns, « qui est l'agent irresponsable d'officiers rétro-

Douma. Le NDR s'est réuni lundi, mais ne s'est pas décidé non plus à l'exclure, ce qui était la sanction minimale attendue. En fait, tout s'est passé comme si la crainte de développements incontrôlables au sein de l'armée était trop forte. Même Alexandre Lebed, tout en affirmant que Lev Rokhline n'a dit « que la vérité », l'a appelé à faire son travail de pade-

Ce dernier est accusé au passage d'avoir eu vent de cette « décision secrète » et d'avoir lancé sa manœuvre dans le seul but de faire croire que c'est lui qui oblige le gouvernement à payer ses dettes aux militaires. Mais le succès de cette deuxième opération, non programmée, est plus aléatoire : les créanciers occidentaux, qui ont financé les retards de retraites, vont peut-être renchérir si de nouvelles catégories sociales demandent un peu vigoureusement à être payées. Demain, ce seront les médecins, les professeurs ou les ouvriers des usines de réparation de sous-marins nucléaires Svezdo, dont quelques centaines, non payés depuis huit mois, ont affronté des policiers, mardi, dans une région d'extrême-Orient.

Car il devient de plus en plus difficile de convaincre que l'argent manque dans le pays. Notamment dans l'armée, dont les nombreux biens servent à de fructueuses spéculations. Mardi, les *Izvestia* ont révélé des détails sur la façon dont des chefs, anonymes, de la flotte du Pacifique - où des appels sont morts de faim sur les îles Rousski - ont vendu deux porte-avions « à la ferraille » à des Sud-Coréens. Selon un rapport des services d'inspection, ces porte-avions, supposés « déclassés », étaient en fait pourvus de systèmes de combat. Mais il devient difficile d'étonner une population à qui les médias annoncent que des trafiquants de drogue achètent des sous-marins nucléaires pour faciliter leurs transports. En Russie, cela paraît en tout cas plausible.

Sophie Shihab

« L'année la plus difficile » pour le chef de l'Etat

Dans une allocution radiodiffusée, Boris Eltsine, réélu il y a juste un an à la présidence russe, a dressé, vendredi 4 juillet, le bilan de « l'année la plus difficile » de sa vie. « C'est bien d'être le président d'un pays heureux et bien portant. Mais quand tu vois que c'est dur, quand partout ce ne sont que problèmes, le poids des responsabilités pèse considérablement », a déclaré M. Eltsine, que ses ennemis de santé ont éloigné du Kremlin pendant pratiquement huit mois depuis sa réélection. M. Eltsine a par ailleurs souligné qu'il avait « changé », notamment dans ses relations avec ses « opposants politiques », relevant qu'il rencontrait désormais facilement des personnalités de tous bords, politiques, « y compris communistes ». - (AFP)

grades et se sachant menacés par une réforme en fin sur les rails » pour les autres - majoritaires, bien sûr, sur les écrans de télévision.

Une telle tolérance après une si longue réflexion s'explique. Lev Rokhline est populaire : non seulement il a fait preuve de « bravoure » en Tchétchénie, mais il a, de plus, refusé l'ordre de Héros de la Russie, dont voulait le gratifier Boris Eltsine, et il a soutenu Alexandre Lebed. Par ailleurs, il est normalement obéissant : il a accepté d'être le général vedette sur la liste du « parti du pouvoir » - Notre Maison la Russie (NDR) - aux élections législatives de 1995. Ce qui lui a valu d'être député et chef de la commission de la défense à la

mentaire et à « laisser travailler le ministre de la Défense, nommé il y a moins d'un mois ». Le général-député a, de son côté, maintenu sa position, qui n'a « rien de contraire à la Constitution », se disant sûr du succès du « mouvement politique » qu'il compte organiser autour des forces armées.

Le pouvoir a eu suffisamment peur, en tout cas, pour faire une nouvelle promesse : celle de payer, avant septembre, tous les retards de salaires dans l'armée. C'est-à-dire qu'il promet de rééditer pour les militaires l'opération qu'il vient apparemment de réussir pour les retraités. En affirmant, bien sûr, qu'il en avait déjà eu l'idée avant l'appel du général Rokhline.

En Russie, le sexe n'est plus ce qu'il était

MOSCOU

de notre correspondant

Polémique dans les alcôves russes. Le pays connaît-il une révolution sexuelle libératrice ? Ou bien la fin du soviétisme, de ses longs textes libres, de ses interdits, a-t-il sonné la mort d'une activité abondante et excitante ? L'édition érotique ou pornographique, interdite auparavant, se porte bien. Lancé en juillet 1995, le *Play-boy* russe tire à 100 000 exemplaires, tandis que la diffusion des monstres de la presse soviétique s'effondre. Au « Canard enchaîné », un bar de nuit branché de la capitale, dans une atmosphère survoltée les jeunes Russes dansent sur le bar, arrachent leurs chemises et parfois leurs petites culottes. Le strip-tease professionnel est devenu une banalité des boîtes de nuit. Les publicitaires utilisent le sexe à tout va. Le « plus vieux métier du monde », qui officiellement n'existait pas à l'époque communiste, est devenu omniprésent dans le centre de la capitale et fait l'objet d'un récent Guide des prostituées de Moscou. Le

temps où l'on n'osait pas s'embrasser dans la rue semble révolu.

Pourtant, en privé, les Russes se plaignent. Le sexe ne serait plus ce qu'il était. La faute au capitalisme. « Avant, le sexe était le principal canal de notre énergie. Aujourd'hui les hommes russes ne sont tout simplement plus intéressés. Toutes leurs forces, leur temps, leurs désirs sont dirigés vers leur travail », dit une jeune femme, citée dans une longue enquête du quotidien moscovite de langue anglaise, *The Moscow Times*.

Quelques études sociologiques suggèrent cependant que les Russes restent les plus actifs du monde, sexuellement parlant. Selon un sondage réalisé en 1995 par un fabricant de préservatifs, ils passeraient à l'acte 133 fois par an, alors que la moyenne mondiale serait de 109. Mais en 1994, dans une enquête du quotidien russe *Sovodnia*, les femmes russes interrogées affirmaient ne faire l'amour que trente-six fois par an, les hommes une fois par mois. Ces résultats contradictoires et l'absence de

toutes données comparatives sur la période soviétique laissent les observateurs dans le brouillard. D'autant plus que l'augmentation des cas de syphilis (+100 % en dix ans) et l'apparition du sida ont troublé les jeux amoureux. En fait, chacun s'accorde sur le fait que le sexe en Russie se rapproche des standards occidentaux.

Pourtant l'éducation sexuelle pêche encore, faisant de l'avortement (trois millions par an) la principale méthode de contrôle des naissances. Le ministère de l'éducation a essayé de moderniser la discipline soviétique intitulée « morale et psychologie de la vie familiale », qui barrait les adolescents. Mais son nouveau programme d'éducation sexuelle a été jugé un peu trop explicite. « Quelle est la partie la plus sensible du vagin ? », était-il par exemple demandé. Sous la pression de l'Eglise orthodoxe, le programme doit aujourd'hui être révisé. Le sexe en Russie reste un sujet sensible.

Jean-Baptiste Naudet

Steve Hanke, conseiller du président bulgare, Petar Stoiانov

« Le directoire financier est un bon début pour sortir la Bulgarie de la crise »

L'ÉCONOMISTE américain Steve Hanke a participé à la mise en place d'un directoire financier en Bulgarie, une thérapie monétaire stricte qu'il a déjà prônée notamment en Estonie et en Lituanie.

« En quoi consiste le directoire financier entré en vigueur le 1^{er} juillet en Bulgarie ?

« Le directoire financier exige que le lev (la monnaie bulgare) soit absolument fixé au deutschemark (au taux de 1 000 leva pour 1 DM). Par ailleurs, toute émission monétaire devra être soutenue à 100 % par des réserves en devise forte. Cela stabilisera le niveau des prix, permettra une réduction des taux d'intérêt et fournira à l'économie une base saine. Il s'agit aussi d'un premier pas dans la lutte contre le gros problème de la corruption. La nouvelle loi ne permet pas, en effet, aux autorités bulgares d'émettre de la monnaie de façon discrétionnaire. Le lev sera littéralement une monnaie aussi « bonne » que le deutschemark.

« A quel point cette thérapie peut-elle être efficace, alors que l'inflation en Bulgarie a atteint

en février un taux record de 243 % et que certains prédisent un chômage de 26 % pour 1997 ?

« J'ai aidé les Estoniens à instaurer un directoire financier en juin 1992, ainsi que les Lituanais en avril 1994. Ces deux pays étaient alors dans des situations assez désespérées. L'Estonie était en pleine hyperinflation, et son économie dans une spirale descendante. Le directoire financier a stabilisé la situation. L'Estonie est par la suite devenue le premier pays de l'ex-URSS à renouer avec la croissance (...). A terme, l'inflation en Bulgarie devrait s'approcher du niveau allemand, c'est-à-dire 1,6 %, mais il est difficile de dire dans quels délais.

« Un directoire financier ne suffit pas : il faut une restructuration en profondeur de l'économie. La Bulgarie est-elle engagée sur cette voie ?

« Elle est, au moins, en train de s'y engager. Le directoire financier ne simplifie pas les mains des autorités du pays, afin que les politiciens ne jouent pas avec la monnaie. C'est par là qu'il faut commencer. Sans environnement macroéconomique favorable,

aucune des réformes structurelles nécessaires ne peut avoir lieu. Le directoire financier ne résoudra pas tous les problèmes - énormes - de la Bulgarie.

« Combien de temps doit-il rester en place ?

« Je pense qu'il devrait être conservé de façon permanente. Les Bulgares ont derrière eux de mauvaises expériences en matière de banque centrale. Le seul moment où ils ont eu une monnaie stable fut en 1928, lorsqu'une réforme monétaire - semblable au directoire financier - fut lancée. La Bulgarie fut alors rattachée à l'étalon-or, en vertu d'un accord avec la Société des nations.

« Certains responsables bulgares parlent de rattrapper le retard économique et de faire de leur pays un candidat crédible à l'entrée dans l'Union européenne. Qu'en pensez-vous ?

« C'est peut-être leur but, mais je ne suis pas certain qu'ils prennent bien la mesure du travail à accomplir, et de la « bonne conduite » requise sur le plan de la politique économique. Le directoire est un bon début, mais il ne constitue pas une garantie que

toutes les réformes structurelles seront menées, ni que l'Etat de droit continuera à être respecté.

« Imposé par le FMI, le directoire financier ne signifie-t-il pas une certaine mise sous tutelle de la Bulgarie ?

« Tout pays qui passe un accord avec le FMI est censé s'y tenir. Il faut noter par ailleurs que, lorsque les Lituanais et les Estoniens ont mis en place des directoires financiers, c'était en partie pour établir leur souveraineté étatique. Car ils savaient que, sans système monétaire stable, ils n'iraient nulle part et seraient vulnérables.

« L'hiver 1996-1997, des « émeutes du pain » se sont produites en Bulgarie. La situation économique peut-elle s'améliorer à temps pour éviter de nouvelles tensions ?

« Ces émeutes ont eu lieu parce que les autorités de l'époque (ex-communistes, renversées en février 1997) avaient confisqué le blé pour le vendre à l'étranger. C'était un cas de corruption au plus haut niveau. »

Propos recueillis par Natalie Nougayrède

OTAN : M. Clinton veut confier plus de postes à des Européens

WASHINGTON. Avant le sommet de l'OTAN, la semaine prochaine à Madrid, le président Bill Clinton a assuré, jeudi 3 juillet, devant cinq télévisions européennes, qu'« un plus grand nombre de commandements [au sein de l'Alliance atlantique] devraient être ouverts à des Européens ». Il continue d'estimer - face à une demande française, appuyée par l'Allemagne - qu'il n'est pas « raisonnable sur le plan militaire » de confier à un Européen le commandement Sud, basé à Naples, parce qu'il s'agit du commandement de la VI^e flotte en Méditerranée. « le plus important déploiement militaire des Etats-Unis » dans le monde. M. Clinton a également expliqué que les Américains s'en tenaient à trois nouvelles candidatures (la Hongrie, la Pologne et la République tchèque) à l'entrée dans l'OTAN, le cas d'autres pays d'Europe orientale - comme la Roumanie et la Slovaquie - pouvant être examiné en 1999. - (AFP)

Hausse de 1 % du PIB russe au premier semestre, selon M. Tchernomyrdine

MOSCOU. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a déclaré, mercredi 2 juillet, que « pour la première fois en cinq ans de réformes » le PIB a augmenté de 1 % au premier semestre, par rapport à la même période de 1996. D'autres dirigeants avaient fait la même annonce ces derniers mois avant d'être démentis. Le Comité d'Etat aux statistiques indiquait le 11 juin que le PIB a baissé de 0,2 % au cours des cinq premiers mois de 1997, après avoir augmenté de 0,3 % pour les trois premiers mois. Tous ces chiffres ignorent largement l'économie de l'ombre, en augmentation chaque année, et qui constituerait, selon les estimations, de 20 % à 50 % de l'activité économique. - (Corresp.)

AMÉRIQUES

■ ARGENTINE : le chef d'une guérilla argentine, Enrique Gorriaran Merlo, fondateur de l'Armée révolutionnaire du peuple, a été condamné, jeudi 3 juillet, à la détention à perpétuité pour l'attaque, en janvier 1989, d'une caserne près de Buenos Aires qui avait fait trente-neuf morts. - (AFP)

■ CUBA : La Havane a paru accorder, jeudi 3 juillet, un certain crédit aux informations sur la découverte des restes d'Ernesto « Che » Guevara. La veille, des responsables boliviens avaient annoncé qu'une mission de scientifiques cubains, argentins et boliviens avait découvert, dans la jungle au sud-est de la Bolivie, des ossements appartenant « très probablement » au « Che ». Le quotidien communiste cubain *Granma* a fait état jeudi de l'optimisme des scientifiques, mais en termes très prudents. - (Reuters)

EUROPE

■ RUSSIE/AZERBAÏDJAN : le président russe, Boris Eltsine, et le président de l'Azerbaïdjan, Gêdar Aliév, ont signé, jeudi 3 juillet, un traité d'amitié et de coopération ainsi que cinq accords sur la coopération économique et l'exploration pétrolière. - (AFP)

■ RUSSIE : une centaine d'employés d'une centrale nucléaire de Smolensk, à 360 kilomètres à l'ouest de Moscou, non payés depuis plusieurs mois, ont commencé, jeudi 3 juillet, une marche de protestation sur Moscou. Les employés de huit autres centrales, qui sont dans le même cas, auraient l'intention de se joindre à eux. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAN : le journaliste iranien Faraj Sarkouhi, dont le procès à huis clos pour « espionnage » est en cours à Téhéran, aurait été condamné à mort, croient savoir la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, le Parlement international des écrivains et Reporters sans frontières. Dans un communiqué publié jeudi 3 juillet, les trois associations appellent « à la mobilisation, en particulier des gens de lettres », pour sauver la vie de Faraj Sarkouhi.

■ LIBAN : un journaliste libanais, Pierre Attallah, poursuivi par la justice militaire pour « contacts avec des agents d'Israël », a affirmé, jeudi 3 juillet, lors d'une conférence de presse organisée par Reporters sans frontières à Paris, avoir fui son pays après avoir été violemment battu et menacé. Il envisage de demander le statut de réfugié politique en France. - (AFP)

■ GAZA : trois agents de la garde présidentielle de Yasser Arafat ont été condamnés à mort, jeudi 3 juillet, par la cour martiale de Gaza pour avoir battu à mort un détenu palestinien. Ils ont été également reconnus coupables, par leur acte, d'avoir incité la population à se rebeller contre l'Autorité palestinienne. - (AFP)

Intervention de deux unités spéciales israéliennes à Hébron

JÉRUSALEM. L'armée israélienne était en état d'alerte renforcée, vendredi 4 juillet à Hébron, en Cisjordanie, en prévision de heurts après la prière à la mosquée. La veille, des militaires israéliens déguisés en Palestiniens étaient intervenus en ville dans les affrontements israélo-palestiniens. Ils ont brusquement surgi des rangs des manifestants palestiniens, ôté leur déguisement - keffiyé et masque - et appréhendé avec rudesse quatre manifestants. Les *Mismista arivim* - c'est leur nom - sont la fine fleur des gardes-frontières, formés pour briser l'intifada. D'autre part, après l'explosion d'une bombe artisanale, mardi, qui blessa deux soldats dans une ruelle de la vieille ville, des tireurs d'élite israéliens, équipés de fusils à lunette M-14 à balles réelles, ont été postés sur les toits. - (Interim.)

Remboursement de l'emprunt Balladur

Priorité aux actions françaises dans le cadre du PEA

Les Fonds à capital et performance garantis indexés en partie sur l'évolution du CAC 40, d'une durée de 2 ans ou 5 ans.

FRANCIC, Sicav investie en grandes valeurs de la Bourse de Paris.

EUROPE REGIONS, Sicav investie en actions régionales françaises et européennes à fort potentiel.

CIC Paris

La Sécurité sociale et les médecins s'entendent sur une formule d'abonnement chez le généraliste

La CNAM en attend des économies et une amélioration de la qualité des soins

La Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et le syndicat MG-France sont parvenus, jeudi 3 juillet, à un accord prévoyant qu'un généra-

liste et un assuré pourront signer un contrat de fidélisation sur la base du volontariat. Le premier devra respecter un cahier des charges (dos-

sier médical, prévention, gardes de nuit, etc.). Le second n'aura plus à faire l'avance des frais et bénéficiera des tarifs de la « Sécu ».

LA CAISSE nationale d'assurance-maladie (CNAM) et le syndicat de médecins MG-France sont parvenus, jeudi 3 juillet, à un accord destiné à renforcer le rôle des généralistes dans le système de santé et à améliorer le suivi et la coordination des soins entre ses différents acteurs. Cette formule d'abonnement, qui doit entrer en vigueur en septembre après agrément du gouvernement, était prévue par la convention médicale des généralistes signée, le 12 mars, par la Sécurité sociale et MG-France, qui précisait qu'ils « pourront offrir, à ceux de leurs patients qui le souhaitent, la possibilité d'établir avec eux une relation privilégiée ».

Le texte prévoit qu'assurés et médecins peuvent, sur la base du volontariat, conclure un accord au terme duquel le généraliste devient, pour un an, le « médecin référent ». Sauf circonstance particulière, comme les vacances, le patient doit consulter ce praticien, qui l'orientera ou non vers un spécialiste et réalise la synthèse des données médicales fournies par les

autres professionnels de santé. Il bénéficie des tarifs conventionnels (110 francs la consultation) et d'une dispense d'avance de frais pour la part relevant de la Sécurité sociale, les signataires du texte souhaitant trouver un accord avec les organismes complémentaires (mutuelles, assurances). L'assuré garde la liberté de consulter un autre médecin, mais il perd alors ces deux avantages.

BILAN AU BOUT D'UN AN

Le généraliste qui choisit ce dispositif devra respecter un cahier des charges contraignant : prise en charge globale du patient, tenue d'un dossier médical, continuité des soins (jours de garde la nuit et le week-end), prévention et vaccination, informatisation du cabinet, etc. En outre, il lui faudra privilégier une démarche coût-efficacité : 10 % de la valeur de sa prescription médicamenteuse devra être constituée des produits les moins chers de leur classe thérapeutique, dont 3 % de génériques. Il devra aussi « respecter les recommandations de bonne pratique » établies par

l'Agence du médicament et l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation co santé, en particulier pour les personnes atteintes d'une maladie de longue durée.

En contrepartie, le médecin recevra une rémunération annuelle de 150 francs par malade « jusqu'à fin 1998 », versée en deux fois : lors de l'adhésion du patient et en fin de contrat. Elle pourra éventuellement être modulée suivant les régions, afin d'inciter les praticiens à venir s'installer dans les zones moins médicalisées et dans celles où il y a peu de praticiens appliquant les tarifs conventionnels, comme à Paris. Le forfait sera majoré de 30 francs pour ceux qui travaillent en réseau et qui, au-delà de la simple télétransmission des feuilles de soins, reçoivent progressivement obligatoire, utiliseront des outils informatiques d'aide à la prescription ou au diagnostic (banques de données médicales, etc.).

La réforme, financée sur l'enveloppe des revalorisations d'honoraires (850 millions de francs pour les généralistes en 1997), n'entraînera pas de surcoût pour les caisses

d'assurance-maladie. Pour le président de la CNAM, Jean-Marie Spaeth (CFDT), il ne s'agit pas des filières de soins prévues par le plan Juppé - et inscrites dans le programme du Parti socialiste -, qui intégreront aussi les médecins spécialistes. Plus contraignantes pour les assurés, elles feront l'objet d'expériences locales, après avoir été soumises à un comité d'experts présidé par Raymond Soubie.

Cette réforme, qui fera l'objet d'un bilan au bout d'un an, est bien l'annonce des filières de soins. En attendant, souligne M. Spaeth, « il s'agit d'un véritable contrat de confiance entre un patient et son médecin généraliste, qui doit conduire à un nouvel équilibre entre médecine curative et médecine préventive ». Il s'agit aussi, selon le président de la CNAM, de « faire une meilleure médecine ou meilleur coût », sans entraver la liberté du patient. Avec, à la clé, des économies que les signataires du texte n'ont pas encore été capables d'évaluer.

Jean-Michel Bezat

Marc Blondel fait part à M^{me} Aubry de ses réserves sur les aides à domicile

L'Etat n'a pas à « financer la domesticité »

FORT DU CHANGEMENT de majorité gouvernementale, Marc Blondel pousse les feux et fait le siège des ministères. Déjà, le 11 juin, à l'occasion de la tournée de consultations des partenaires sociaux entreprise par le premier ministre, avant le sommet européen d'Amsterdam et la déclaration de politique générale, il avait été reçu le premier par Lionel Jospin, ce qui constituait le retour à une pratique traditionnelle. Le secrétaire général de Force ouvrière entend rattraper le temps perdu et être reconnu comme un interlocuteur responsable et qui compte.

A l'issue des travaux du comité confédéral national de FO, le 27 juin, il avait annoncé qu'il avait demandé à être reçu officiellement par Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, même s'il reconnaissait avoir établi des contacts officieux bleus avant, ayant même pris un petit déjeuner avec elle au lendemain de sa nomination comme ministre. Après s'être déjà entretenu avec Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, M. Blondel était reçu, jeudi 3 juillet, par M^{me} Aubry.

privé, mais aussi dans le secteur public, notamment à La Poste. Toujours selon M. Blondel, cette mesure dynamique pour l'emploi ne serait pas trop coûteuse, car elle est « fongible » dans le temps.

M. Blondel a évoqué le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, qui doit faire l'objet d'un projet de loi. Constatant que, lorsque celle-ci existait, les licenciements étaient autorisés dans 90 % des cas, M. Blondel a plaidé pour que l'on renforce le poids de l'intervention syndicale avant toute décision de licencier. Il a insisté, surtout, pour que l'obtention d'aides publiques (plan FNE, préretraites, etc.) soit liée à l'obligation de ne plus licencier pour l'entreprise qui en bénéficie, et que cela puisse aller jusqu'à la suspension de ces mesures.

Sur les allocations familiales, Force ouvrière a rappelé son opposition à toute mise sous conditions de ressources, signalant que la recherche d'une plus grande égalité devrait passer par la remise en cause du quotient familial. M^{me} Aubry a indiqué que le gouvernement compte ne pas s'écarter de la solution retenue, mais que le plafonnement pourrait être de 25 000 francs net et que les familles pourraient bénéficier de 7 000 francs par enfant supplémentaire. Au sujet des aides pour l'emploi à domicile, M. Blondel a fait part des « dérives énormes » qu'il a pu constater et a déclaré que les contribuables n'ont pas à « financer la domesticité ».

Estimant avoir été « bien reçu » et « bien écouté » par le ministre, M. Blondel a jugé que « M^{me} Aubry est une ministre qui connaît bien ses dossiers » et qui semble « animée du désir de faire bouger les choses ». Un deuxième rendez-vous a déjà été convenu pour parler du financement de la Sécurité sociale, sujet qui promet d'être plus épineux.

Alain Beuve-Méry

M^{me} Guigou confirme pour l'automne la réforme de la nationalité

INVITÉE pour la première fois, mercredi 2 juillet, dans ce repaire de juristes avertis qu'est la commission des lois de l'Assemblée nationale, Elisabeth Guigou a fait preuve d'une prudence qui semble avoir été appréciée par ses interlocuteurs. Tout au long de son audition, qui a duré près de deux heures, la ministre de la justice s'est en effet gardée de donner de trop nombreuses précisions sur les réformes qu'elle entend conduire (Le Monde du 24 juin).

Rappelant les orientations susceptibles de guider son action place Vendôme, M^{me} Guigou a réaffirmé son souci de « restaurer une justice impartiale et indépendante ». S'engageant une nouvelle fois à « ne pas intervenir dans les affaires politico-judiciaires », la ministre de la justice a confirmé qu'elle entendait modifier le mode de nomination des magistrats du Parquet, donnant sa préférence pour le maintien d'un pouvoir de proposition du garde des sceaux, avec un avis conforme du CSM.

Dans l'attente des conclusions du rapport de la commission Truche, M^{me} Guigou s'est toutefois engagée à ce que le Conseil supérieur de la magistrature, dont la composition devrait être modifiée, ait « de toute façon un rôle plus important ». Elle a également rappelé que le gouvernement n'entend pas supprimer, mais « redéfinir » le lien entre le Parquet et la chancellerie, à la lumière des conclusions de la commission Truche. L'ancien président de la commission des lois, Pierre Mazeaud (RPR), a interrogé la ministre sans obtenir davantage de précisions sur la question de la responsabilité des membres du Parquet, dans le cas où « leur carrière serait garantie par une autorité indépendante ». Nicole Catala (RPR, Paris) a exprimé sa crainte « que le fonctionnement de l'institu-

tion judiciaire ne soit livré à l'affrontement des différents corporatismes », si le CSM avait une compétence exclusive sur la carrière des magistrats du Parquet.

Soucieuse du « bon fonctionnement du service public de la justice », M^{me} Guigou a affirmé que la priorité serait donnée aux quartiers difficiles, évoquant la création de « ce qui pourrait s'apparenter à des "ZEP" judiciaires ». La ministre a sévèrement critiqué le peu de moyens alloués à son ministère, notant que le budget 1997 était « le plus mauvais depuis quinze ans ». Sur ce point, elle a qualifié certaines réformes engagées par son prédécesseur - réforme de la cour d'assises, bracelet électronique - de « chèques sans provision ». Plusieurs députés sont intervenus pour regretter à leur tour le manque de moyens dont dispose la justice. Véronique Weieritz (PS, Seine-Saint-Denis) a plaidé en faveur de son département, tandis que Louis Mermet (PS, Isère) a mis en exergue l'insuffisance des moyens dévolus aux greffes.

Évoquant le programme législatif de l'automne, le garde des sceaux a rappelé qu'il se composera, pour l'essentiel, de la discussion des textes sur le droit de la nationalité et sur la répression des abus sexuels. Au sujet du droit de la nationalité, M^{me} Guigou a rappelé qu'il consistera à permettre aux enfants nés en France de parents étrangers d'acquiescer la nationalité française après un certain temps de résidence. Pour « éviter que ceux-ci ne deviennent Français sans le savoir », elle a indiqué qu'une « action d'information sur les droits civiques » pourra être menée dans le cadre de l'école, ajoutant que cette action pourra également porter sur l'inscription automatique sur les listes électorales.

Jean-Baptiste de Montvalon

A 6990 FRANCS* SEULEMENT, CES HP VECTRA VONT FAIRE UNE HECATOMBE.



Vectra 320
Spécialement conçu pour les PME/PMI

* Processeur Intel Pentium® 133 MHz • RAM 16 Mo
• Moniteur 14" • Garantie 3 ans dont 1 sur site.



Vectra VE
Idéal pour les grandes entreprises

Pour profiter de ces offres exceptionnelles et connaître le revendeur le plus proche de votre entreprise, appelez dès maintenant le :

0800 120 120



*Haut de gamme, 3.499 F TTC, offre exceptionnellement réservée aux entreprises participant à l'opération « offre » public jusqu'au 31 juillet, dans la limite des stocks disponibles.

La référence... est Jacques...
pour les combats... de la...

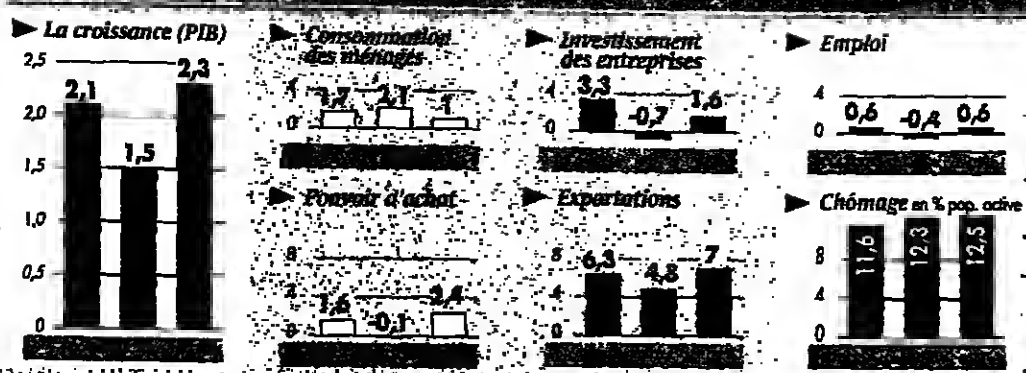
L'ancien... de la...

Le Front national... intérêt...

LE MONDE
diplomatique

avec votre marchand de journaux 22 F

Activité en hausse malgré la faiblesse de la consommation et de l'investissement



Selon l'Insee, la croissance devrait s'accélérer au second semestre

LA « NOTE DE CONJONCTURE » que l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) établit au début de l'été arrive cette année à point nommé. Avec ce document, publié vendredi 4 juillet, le nouveau gouvernement dispose d'un tableau de bord fiable de la conjoncture économique dans laquelle s'inscrit son action. Fiable... mais pas encore totalement réconfortant. L'Institut estime, en effet, que si la croissance va s'accroître, contribuant ainsi à relancer les créations d'emplois, les évolutions démographiques, en revanche, ne permettent pas d'espérer mieux, d'ici la fin de l'année, qu'une simple stabilisation du chômage. Voici les principaux points de cette prévision :

● **La croissance.** Globalement, le climat que décrit l'Insee est incontestablement celui d'une embellie économique. De 0,2 % au quatrième trimestre de 1996 et au premier trimestre de 1997, la hausse du produit intérieur brut (PIB) passera à 1,4 %, 0,8 %, puis 1,1 %. La reprise serait donc manifeste. Certes, ce rythme annuel ne serait pas franchement perceptible : le mauvais début d'année faisant sentir ses effets, la croissance, sur l'ensemble de l'année, n'atteindrait ainsi que 2,3 % en 1997, alors que le gouvernement précédent avait suggéré, juste avant les élections, que la barre des 2,5 % pourrait être atteinte, voire dépassée. L'Insee s'en décline pas moins un scénario d'accélération de l'activité. La croissance, dit l'Institut, « devrait dépasser 3 % en rythme annuel au second semestre » de 1997.

● **La demande étrangère.** Si l'Insee se montre optimiste, c'est d'abord parce qu'il perçoit un « environnement international de plus en plus favorable » et donc une forte demande étrangère adressée à la France. Les exportations devraient donc rester l'un des principaux carburants de la croissance : elles enregistreraient une hausse spectaculaire de 7 % en 1997. Par contraste, la demande intérieure serait encore fragile, ne progressant que de 1,4 % en 1997, après 0,9 % en 1996.

● **Les revenus des ménages.** La demande intérieure qui, par sa faiblesse, a été à l'origine de la très faible croissance de l'année 1996, serait toutefois en passe de venir en appui de la demande extérieure pour consolider la reprise. Et l'évolution, plus favo-

nable, du pouvoir d'achat des ménages expliquerait cette tendance. Après avoir baissé de 0,1 % l'an passé, il progresserait ainsi de 2,4 % en 1997, en glissement (seulement 1,6 % en moyenne). Encore faut-il observer que cette progression globale recouvre des disparités d'une forme de revenus à l'autre : la rémunération des salariés apporterait une contribution négative au pouvoir d'achat des ménages, qui serait d'abord tirée à la hausse par les revenus de la propriété et de l'entreprise ainsi que par un allègement des prélèvements.

Il faut toutefois noter que ce moteur interne de la croissance est encore fragile. L'Insee estime que si la consommation devrait s'accroître au second semestre, son bilan sur l'année restera décevant, la hausse n'atteignant que 1 %. De son côté, le taux d'épargne des ménages augmenterait de 0,4 point par rapport à 1996, pour s'établir à 13,3 %.

● **L'investissement des entreprises.** L'Insee compte sur cette autre courbe pour entraîner le moteur de l'économie. Il estime que l'investissement des entreprises pourrait ainsi progresser de 1,6 % en 1997, après une baisse de 0,7 %, mais cette accélération, qui devrait, là encore, être surtout perceptible au second semestre, reste très modeste, après les sèches résultats enregistrés depuis le début de la décennie.

● **L'emploi.** L'économie française retrouvant des couleurs, l'emploi commencerait à en tirer bénéfice. L'Insee estime qu'après avoir baissé de 0,4 % en glissement, en 1996, l'emploi total pourrait progresser d'environ 0,6 % en 1997, ce qui correspond à près de 135 000 postes de travail supplémentaires. L'industrie continuerait de perdre des emplois (0,4 %), mais les services (+2,7 %) seraient très dynamiques.

● **Le chômage.** Cette tonalité plutôt optimiste de la note de l'Insee est contrebalancée par l'évolution du chômage. Si les créations d'emplois vont aller en s'accroissant, l'Institut relève, en contrepartie, que les évolutions démographiques devraient jouer en sens contraire. La population active potentielle pourrait s'accroître d'environ 180 000 personnes. Par ailleurs, la réduction des effectifs du contingent devrait s'accroître. Au total, le nombre des demandeurs d'emploi, qui a progressé au cours du premier semestre de 1997, devrait, au cours du second, continuer à augmenter. D'une année sur l'autre, le taux de chômage devrait donc encore progresser, passant de 12,3 % en 1996 à 12,5 % en juin 1997, niveau qui devrait rester quasi inchangé à la fin de l'année.

● **Les effets des premières mesures du gouvernement.** Il est trop tôt pour tenter de calculer les conséquences des réformes du nouveau gouvernement sur la conjoncture, d'autant que peu de réformes sont encore connues. Tout en soulignant l'extrême fragilité de son « chiffre », l'Insee a néanmoins cherché à mesurer les conséquences des premières mesures. Il estime ainsi que le coup de pouce en faveur du SMIC, survenu le 1^{er} juillet, pourrait se traduire, directement et indirectement, par un supplément d'augmentation des salaires de l'ordre de 0,2 point, à court terme. En contrepartie, la mesure va entraîner « une augmentation du coût du travail », pesant sur la compétitivité des entreprises. Tous facteurs cumulés, l'effet de la mesure « apparaît négligeable à court terme : très légèrement positif sur la consommation, il est légèrement négatif sur les exportations et sur l'emploi ».

L. M.

Les premiers emplois-jeunes verront le jour à l'automne

LIONEL JOSPIN a confirmé, jeudi 3 juillet, sur France 2, son engagement de campagne de créer 350 000 emplois pour les jeunes dans les secteurs public, para-public et associatif, tout en ajoutant qu'il entendait « prendre le temps qu'il faut pour travailler sérieusement ». Ces emplois, a-t-il précisé, ne sont pas des emplois de « pré-formation », mais des emplois de « formation ». Il s'agit d'emplois réels, qui ne correspondent pas à des besoins. Il a estimé que ces premiers emplois verront le jour « à partir de l'automne », au terme d'une préparation approfondie.

● **RÉFORME SYMBOLIQUE.** Si le gouvernement agissait dans la précipitation, a-t-il expliqué, « on créerait des emplois dans l'administration peut-être, mais nous avons dit que nous créerions des emplois de longue durée et que ce ne serait pas des emplois de fonctionnaires ». Il n'a jamais été question, dans l'esprit de M. Jospin et des experts du PS, de créer des emplois de fonctionnaires titulaires, disposant du même statut que les 4,5 millions d'agents de l'Etat, des collectivités locales ou des hôpitaux. Il s'agit de contrats d'une durée de cinq ans, financés à 80 % par l'Etat sur la base du SMIC, qui devront satisfaire des besoins auxquels ni le secteur marchand, ni le public n'ont ré-

pondu jusqu'à présent. Le même souci d'approfondissement doit prévaloir, selon M. Jospin, pour la préparation de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la durée du travail, programmée à l'automne. Il a demandé à ses ministres, notamment à Martine Aubry et à Dominique Strauss-Kahn, d'être « en contact avec la majorité, les élus de base, les associations, les services publics » pour préparer des mesures. Cette conférence ouvrira, selon lui, « la perspective de la diminution du temps de travail en France ». M. Jospin a indiqué qu'il allait « tirer des leçons » de l'expérience Volkswagen pour voir si elle était adaptable à Renault.

Le premier ministre, qui est revenu sur le dossier des allocations familiales, a réaffirmé que leur mise sous conditions de ressources était « une mesure juste et comprise des Français ». Faut-il étendre ce principe à d'autres branches de la Sécurité sociale ? « Nous n'avons pas envisagé pour le moment de [le] systématiser », a précisé M. Jospin. Nous aborderons cela les yeux ouverts, avec le souci de la justice, qui n'est pas l'égalitarisme. « Tout en jugeant la réforme des allocations familiales « symbolique », M. Aubry avait exclu de modifier les remboursements d'assurance maladie et la fonction des revenus.

Jean-Michel Bezat

Le gouvernement annoncera le 21 juillet les premières mesures fiscales

LES DÉBATS de politique économique ont pris depuis quelques jours une étrange tournure. De rumeurs en faux bruits sur les projets fiscaux du gouvernement,

ANALYSE

Pour réaliser l'euro, Bercy n'a pas intérêt à ce que l'audit soit trop calamiteux

d'indiscrétions en démentis, plus ou moins officiels, sur le niveau des déficits publics, tout se passe comme si le gouvernement, après avoir annoncé ses premières mesures d'urgence, ne savait plus très bien comment conduire la politique économique. Ou, plutôt, comme s'il entretenait un mauvais suspense, faisant mine d'attendre les résultats de l'audit, le 21 juillet, alors qu'en réalité il en deviendrait déjà les conclusions, mais profiterait de ce délai pour tenter de peaufiner un programme d'action encore très flou.

La réalité n'est pas celle-là. Même si le gouvernement se garde de jouer cartes sur table, il a arrêté une stratégie économique assez précise, dont on devrait connaître les principaux contours dès ce mois de juillet. Dans l'esprit du ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn, la priorité est celle de la croissance. A chaque de ses interventions, il rappelle ce qui est devenu son credo : puisque la marge de manœuvre monétaire a été entièrement utilisée, puisque la marge budgétaire est nulle, le gouvernement doit se fixer pour principale ambition de modifier le partage de la valeur ajoutée, de sorte qu'il s'effectue à l'avantage des plus démunis, mais des salariés et, surtout, de l'emploi. Là est, selon lui, la voie pour consolider la demande intérieure et, donc, l'activité.

Cela étant, le gouvernement a un problème de très court terme à résoudre, celui des déficits publics. Car si la France veut rester dans la course de la monnaie unique, c'est à l'horizon très rapproché qu'elle devra prendre des mesures de redressement. Or le problème de l'audit vient tout

compliquer. En temps ordinaire, les gouvernements qui se livrent à ce genre d'opération-bilan savent, par avance, quelles en seront les conclusions. Ayant la tutelle des administrations qui contrôlent les comptes publics et qui fournissent donc des statistiques les « auditeurs », ils ont même la tentation d'orienter ces travaux pour que l'« héritage » paraisse le plus mauvais possible.

Cette fois, le cas de figure est différent. Compte tenu des échéances européennes, le gouvernement n'a pas intérêt à ce que le bilan apparaisse trop calamiteux car, du même coup, l'effort qui devrait être demandé au pays pour respecter les critères de Maastricht, même si ce n'est qu'« en tendance », devrait être élevé. En outre, le gouvernement devine que les déficits publics qui seront affichés par les deux magistrats de la Cour des comptes pour l'année 1997 seront compris entre 3,5 % et 3,8 % ; mais il n'a pas d'indication précise sur le résultat final, notamment parce que les experts prendront en considération la dérive des comptes, mais aussi les effets prévisibles de la conjoncture d'ici la fin de l'année. Or les experts du gouvernement savent qu'avec 3,3 % de déficits publics à la fin 1997, la France n'aurait pas de différend avec l'Allemagne. A 3,4 %, Bonn pourrait rechigner, mais la monnaie unique ne serait pas menacée. Au-delà, une crise européenne surviendrait, dont Paris se veut pas.

GÉOMÉTRIE VARIABLE

Avec des déficits publics affichés à 3,5 % par les deux magistrats, le gouvernement pourrait donc prendre assez facilement quelques mesures indolores pour les ramener à près de 3,3 %. En revanche, si le bilan financier est plus lourd et si, d'ici la fin de l'année, le gouvernement doit prendre des mesures de redressement proches de 0,4 point de PIB (32 milliards de francs), l'exercice sera autrement plus délicat. M. Jospin n'exclut pas cette dernière hypothèse. Affirmant, jeudi 3 juillet, sur France 2, qu'il cherchera à « définir un chemin » économique qui permette de réduire les déficits sans casser

la croissance, il n'a pas caché que, dans le pire des cas, ces deux exigences pourraient être « contradictoires ». D'où sa formule, lourde de sous-entendus : « S'il fallait faire un choix dans un sens ou dans l'autre, les éléments de ce choix, je les présenterais au pays ».

Ce qui peut apparaître comme de l'indécision de la part du gouvernement n'est donc, en réalité, que le produit de ce suspense : selon le verdict de l'audit, l'effort demandé au pays dès 1997, pour ramener les déficits dans une fourchette de 3,3 % à 3,4 %, sera plus ou moins important. D'ici là, le gouvernement est donc contraint d'envisager toutes les éventualités et de préparer un plan à géométrie variable. Ainsi songe-t-on, dès à présent, à une ponction sur les entreprises, sous la forme par exemple d'un allourdissement de la taxation des plus-values des entreprises - à demi mot, M. Jospin l'a confirmé.

Dans la même logique, des prélèvements sur certaines réserves (EDF, caisses d'épargne, etc.) sont à l'étude, de même qu'un prélèvement supplémentaire sur les ménages les plus fortunés, qui devrait intervenir non pas, dans le court terme, sous la forme d'un allourdissement de l'impôt sur la fortune, mais plutôt par le biais d'une hausse de la fiscalité de l'épargne.

L'essentiel, pour le gouvernement, est d'être prêt en même temps que l'audit et de « calibrer » son plan de redressement en fonction du niveau des déficits publics qu'il révélera. C'est d'autant plus important que le gouvernement ne peut pas s'exposer au risque de laisser publier les résultats de l'audit et de s'annoncer qu'en septembre son plan de redressement. Pour que les marchés financiers ne se prennent pas à douter de la détermination de la France à réaliser l'euro, le gouvernement sait - même s'il ne l'a pas encore dit officiellement - qu'il devra réagir immédiatement. Le jour même de la publication de l'audit, le 21 juillet, une première série de mesures de redressement sera donc annoncée.

Laurent Mauduit

Le patronat refuse toute aggravation des contraintes

PAS QUESTION d'impôts nouveaux, de rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement ou de réduction généralisée du temps de travail pour le patronat. La gauche est de retour au pouvoir, mais la position des chefs d'entreprise ne varie pas d'un pouce, comme le prouvent les dix-sept propositions « pour une réforme de l'économie française » rendues publiques, jeudi 3 juillet, par l'Institut de l'entreprise, proche du CNPF.

En tête des propositions présentées par Bertrand Collomb, président de l'Institut de l'entreprise et PDG de Lafarge, on ne s'étonnera pas de voir rappeler que « les entreprises françaises ne sont pas assez compétitives » et qu'elles « sont deux fois moins profitables que leurs concurrents américains ». Répondant à une question sur le rééquilibrage souhaité par M. Jospin entre les revenus du capital et ceux du travail, Didier Pineaum-Valdienne, PDG de Schneider, s'est écrié : « Si on vient ponctionner ce que nous avons provisionné pour investir, ce n'est pas comme ça qu'on créera de l'emploi ».

● **RÉGRESSION INTELLECTUELLE.** La première condition pour remettre la France d'aplomb est de « diminuer le poids des dépenses publiques », qui représentent 56 % du produit intérieur brut et qui devraient, selon le président de l'Institut, être ramenées à 44 % en l'an 2005. Parmi les mesures avancées pour y parvenir figurent la réduction de 10 % du nombre des agents publics « par non-renouvellement ou de départs en retraite et réduction de certains effectifs », mais aussi le relèvement progressif à soixante-cinq ans de l'âge de la retraite et la mise en cause des régimes spéciaux.

« Le problème fondamental de la société française est que tout le monde essaie de préserver le statu quo », a analysé M. Collomb, qui a reconnu que « le changement ne peut être imposé et surtout pas au

nom de l'euro ». Il souhaite « un dialogue qui comporte une part d'ajustement ». Yves Cannac, PDG de la Cegos, a reconnu : « Nous n'avons pas été capables de donner une vision claire de l'économie vers laquelle nous voulions aller, et tous les changements sont perçus de façon négative par l'opinion ». Les chefs d'entreprise souhaitent la poursuite de la réduction du coût global du travail, qui permet à l'économie française de créer aujourd'hui deux fois plus d'emplois qu'au début de la décennie, à croissance égale.

L'Institut de l'entreprise préconise de revaloriser le travail, en arrêtant les aides au chômage en cas de refus d'emploi ou en demandant aux Rmistes des travaux d'intérêt général. Il demande la création d'un reversement fiscal pour celui qui retrouve un salaire et donc qui perd ses allocations chômage. Pas question de réduire le temps de travail de façon autoritaire, car « la croissance forte suppose la possibilité de travailler plus, pour produire plus, pour être davantage compétitif et créer plus d'emplois ».

C'est quand on parle de rétablir l'autorisation administrative de licenciement que les patrons se fâchent. Eux qui réclament à cor et à cri la simplification d'un code du travail dont la taille a doublé en dix ans, sont d'accord pour un contrôle de la légalité des plans sociaux qu'ils sont obligés de mettre sur pied, mais ils refusent un contrôle de l'opportunité. Certes, a déclaré M. Collomb, l'opinion et les juges estiment que la suppression d'emplois est « le mal obsolet », mais « nous ne voulons pas une économie de tulle ? » « Ce serait une régression intellectuelle, car qu'est-ce qui permet de juger si un plan social est bon, sinon la situation de l'entreprise ? », a-t-il plaidé.

Alain Faujas

ESG
La Grande Ecole parisienne leader pour l'emploi et les salaires

CONCOURS PARALLÈLE d'entrée en 1ère année ouvert aux étudiants de niveau BAC+2 :

2 SESSIONS
21 et 22 juillet 1997
8 et 9 septembre 1997

Admission de : DROIT-SCIENCES ÉCONOMIQUES
Lettres
Sciences

Ecole Supérieure de Gestion
Reconnue par l'Etat
Diplôme homologué par l'Etat
25 RUE ST-ANNE 75011 PARIS
Renseignements : 01 43 55 44 44

Remboursement de l'emprunt Ballardur

Priorité aux actions européennes sans aucun risque

CIC EURO GARANTIE N°1

Une garantie de sécurité avec une progression minimum du capital sur 5 ans

Une garantie de performance avec une indexation partielle sur un panier d'indices boursiers européens (Paris, Francfort, Londres, Milan, Madrid).

CIC Paris

Eric Raoult, ancien ministre

« La référence, c'est Jacques Chirac. Le commandant, pour les combats à venir, ce sera Philippe Séguin »

Ancien ministre délégué, Eric Raoult (RPR) revient, dans un entretien, sur le fonctionnement du gouvernement d'Alain Juppé. Il regrette que

les ministres aient été réduits au rang de « spécialistes ». M. Raoult, l'un des chiraquiens pressentis pour faire partie de la nouvelle direction du RPR,

constituée aux assises du 6 juillet, souhaite que M. Chirac demeure le « guide » du mouvement et que M. Séguin en devienne le « commandant ».



ERIC RAOULT

« Certains de vos anciens collègues du précédent gouvernement, Bernard Pons et Jean-Louis Debré, ont émis des réserves sur l'action chiraquienne pendant deux ans par Alain Juppé. »

« Si nous avions été généraux, nous serions toujours au pouvoir ! Pendant deux ans, nous avons mené des réformes sans avoir toujours su les expliquer. Pour autant, ne regrettons pas d'avoir défriché de nombreux chantiers. Il fallait le faire. Bien le faire et le faire savoir avec un certain savoir-faire ; cette règle n'a pas toujours été suivie, je partage donc les remarques de Bernard Pons et de Jean-Louis Debré. »

« Sans avoir pu les exprimer ? »
« C'est plus compliqué ! La fidélité et la loyauté étaient érigées en valeurs suprêmes. Elles ont parfois prévalu sur la lucidité et sur la vérité. Lées par la solidarité gouvernementale et par une véritable amitié pour Alain Juppé, nous n'avons pas toujours pu exprimer les griefs remontés du terrain. Cette fidélité est parfois allée jusqu'à ne plus entendre ce qui se disait autour de nous. Notre équipe a peut-être manqué d'esprit de groupe, de discussions internes et de relais politiques. Les réformes sont apparues comme des contraintes. Face aux critiques, nous nous sommes forgés des armures. Pour porter la bonne parole, ce n'est pas très souple. Durant deux ans, nous sommes devenus de bons spécialistes, sans

avoir su être des généralistes. Nous avons abandonné nos costumes militants pour devenir, comme le souhaitait Alain Juppé, de bons techniciens. »

« Nous avons sûrement trop évité de faire de la politique sur les sujets qui ne relevaient pas directement de notre compétence. Un exemple : lorsque le suis intervenu sur le groupe de rap/NTM ou sur la pétition des cinéastes contre le projet de loi Debré, Philippe Douste-Blazy m'a reproché de marcher sur ses plates-bandes. Pourtant, j'avais raison. Les élections l'ont montré. Dans le domaine dont j'avais la charge, la politique de la ville, la force de parler des exclus - SDF, toxicos, chômeurs de longue durée -, nous avons omis de parler aux « oubliés » - commerçants, policiers, employés -, à tous ceux qui vivent dans les mêmes endroits. La France qui souffre a plusieurs visages ; nous ne les avons peut-être pas tous pris en compte. »

« Aujourd'hui, la rénovation du mouvement passe par Philippe Séguin. Après votre défaite aux élections législatives, fallait-il aller jusqu'à « débarquer » M. Juppé du RPR ? »

« Ce n'est pas « débarquer », c'est passer le relais. Dédramatisons ce qui se passe au RPR ! Lorsqu'il y a un échec, il doit y avoir un moment d'autocritique. Alain Juppé passe simplement le relais. Nous ne l'oublierons pas ! Il n'a pas mérité à la tête du mouve-

ment et nous pouvons le remercier pour toutes ces années à nos côtés. »

« M. Séguin, qui est un homme de convictions, peut-il être un homme de synthèse ? »

« Philippe Séguin est une force de conviction qui sait faire des synthèses. Aujourd'hui, il faut réconcilier et rénover notre mouvement. Dans les dernières années, des fractures, des divorces, des divergences ont secoué le RPR. Il y en a eu, aussi, en 1974, en 1981, en 1990. Nous les avons dépassés. A nouveau, nous souhaitons, tous, la réconciliation, mais nous aurons toujours un guide, c'est-à-dire une référence, et c'est Jacques Chirac : il nous a conduits et il nous inspire. Le commandant, pour les combats à venir, ce sera Philippe Séguin. »

« On imagine mal M. Séguin dans le rôle de simple commandant ? »

Propos recueillis par Jean-Louis Saux

L'ancien juge Jean-Pierre devient trésorier de l'ex-PR

ALAIN MADELIN, président de Démocratie libérale, a présenté, jeudi 3 juin, la composition de la direction de cette nouvelle formation politique, qui a pris le relais du Parti républicain. Constituée au terme de tractations savantes, elle a pour objectif de solder les comptes. Ceux de l'élection présidentielle d'abord, puisque s'y retrouvent des libéraux qui, ayant soutenu Edouard Balladur, étaient demeurés à la direction du Parti républicain, et d'anciens soutiens de Jacques Chirac.

Parmi les dix vice-présidents, six relèvent de la première catégorie, parmi lesquels figurent Jacques Blanc, Jean-Claude Gaudin, qui conservera le dossier des élections, Alain Lamassoure et José Rossi. A leurs côtés François d'Anbert, Charles Millon, Jean-Pierre Raffarin et Philippe Vasseur font leur retour. Et si Pascal Clément, fidèle de François Léotard, conserve le poste de secrétaire général, il sera flanqué d'Hervé Novelli, bras droit de M. Madelin, qui, en qualité de délé-

gué général, sera chargé de la machinerie du parti, et de Laurent Dominati, également proche de l'ancien ministre, doté du titre de secrétaire politique national. En revanche, Gilles de Robien, qui s'était présenté contre M. Madelin à la présidence de Démocratie libérale, n'y a aucune fonction.

Solder les comptes, M. Madelin s'y emploie aussi plus concrètement. La création de Démocratie libérale permet de prendre ses distances avec les défilés judiciaires du Parti républicain relatifs à son financement. Les comptes du PR seront clos, et les fonctions de trésorier de Démocratie libérale sont confiées à l'ancien juge Thierry Jean-Pierre, qui fut chargé d'instruire l'affaire Urba sur le financement du Parti socialiste. Elu au Parlement européen sur la liste conduite en 1994 par Philippe de Villiers, M. Jean-Pierre avait, depuis, rejoint Idées-Action, association dirigée par M. Madelin.

L'ancien ministre a par ailleurs affirmé que les mesures économiques envisagées par le gouvernement auront pour effet de « casser la confiance, la croissance, la reprise et l'emploi ». Il a également formulé la « crainte que les socialistes décident délibérément, plus que par inadvertance, de mettre en panne le mécanisme (...) de construction de l'euro au 1^{er} janvier 1999 ».

Enfin, le maire de Redon a écarté tout « jeu d'alliance » avec le Front national et a proposé que les présidents de région puissent être dotés de l'équivalent d'une question de confiance pour faire adopter leurs budgets même sans majorité absolue. Interrogé sur le dîner qui a réuni Jean-Marie Le Pen et Robert Pandraud, M. Madelin a répondu que les deux hommes sont « libres de leur vie privée » et qu'il n'a « pas d'avis sur ce dîner ».

Cécile Chambraud

Le Front national s'intéresse aux chambres de commerce

LA FÉDÉRATION nationale Entreprise moderne et libérée (FNEML), satellite du Front national, éprouve quelques difficultés à recruter des candidats aux élections

de chambres de commerce et d'industries (CCI). Son président, Jean-Michel Dubois, conseiller régional d'Ile-de-France, ancien élu de la CCI de Paris, multiplie depuis dix

mois les appels, tant dans les meetings que dans la presse du Front national. Des lettres ont été envoyées aux militants par des secrétaires départementaux du parti et les responsables locaux du FNEML afin qu'ils recrutent autour d'eux.

Une telle missive a été envoyée, le 6 juin, par Bernard Philippeau, responsable de la FNEML pour les Bouches-du-Rhône, et Maurice Gros, secrétaire départemental et régional du Front national. M. Philippeau annonce sa nomination, « sur proposition de Maurice Gros », à la tête du syndicat dans le département et « propose » aux militants « de prospecter parmi leurs relations et amis » afin de « mettre sur pied une liste qui pourra les représenter efficacement ». « C'est par notre présence, notre détermination et notre unité que nous inverserons le courant néfaste à la survie de la France », affirme-t-il. Bien que ce courrier à usage interne se situe dans une perspective d'élaboration de liste FNEML, il n'occulte pas les candidatures « d'infiltration » ou négociées avec d'autres, des « cas particuliers » sur lesquels il promet de donner des informations « ultérieurement ».

En fait, au dire même de M. Dubois, la décision de présenter des listes FNEML aux élections des CCI n'a pas encore été prise. Jean-Marie Le Pen, qui souhaite que le parti se mobilise sur les prochaines échéances électorales (régionales et cantonales), en soupçonnerait encore les avantages et les inconvénients. En attendant, Jean-Michel Dubois fait donc « comme si ». Il a d'ail-

leurs envoyé une lettre, lui aussi, fin mai, début juin, cette fois aux présidents des CCI, pour leur demander de lui envoyer les listes électorales et le nombre de candidats à renouveler.

La démarche donne lieu à un différend avec Gérard Trémège, président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), ancien député (UDF) des Hautes-Pyrénées. « J'ai écrit à mes présidents de chambre en leur disant que nous n'avions pas à fournir nous-mêmes ces listes électorales, qui sont disponibles en préfecture », explique le nouveau dirigeant de Démocratie libérale aux côtés d'Alain Madelin, ajoutant qu'il a également « fait allusion dans ce courrier à l'appartenance de M. Dubois au Front national en disant que l'initiative du Front national ne s'inspire pas de l'éthique consulaire ».

Cette mention a provoqué une réaction de M. Dubois, membre du bureau politique du parti d'extrême droite, qui se tourne aujourd'hui vers la justice et poursuit M. Trémège en diffamation. « Les CCI ne sont pas des bastions à prendre pour servir les partis politiques », souligne M. Trémège. Le président de l'ACFCI admet que les chambres comptent « beaucoup d'élus engagés politiquement », mais il ajoute : « Nous n'avons, jusqu'à présent, jamais fait l'objet d'une tentative d'OPA » de la part d'un parti politique. »

Christiane Chombeau

Sondage : M. Chirac et M. Jospin tirent profit de la cohabitation

LE PREMIER MINISTRE n'a pas tort, dans l'immédiat, de souligner que l'opinion publique n'est pas « impatiente » et comprend la démarche prudente du gouvernement. En effet, selon le dernier sondage, réalisé par la Sofres, du 25 au 27 juin, auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes et publié par *Le Figaro Magazine* (daté 5 juin), deux Français sur trois (66 %) font confiance à Lionel Jospin pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement, contre 63 % début juin, soit une hausse de 3 points en un mois. 31 % des personnes interrogées ne lui font pas confiance.

Le président de la République tire également profit de la cohabitation. Jacques Chirac voit sa cote de confiance progresser de 5 points, à 46 %, après la hausse de 3 points déjà enregistrée le mois dernier. Cependant, les opinions négatives à son égard (52 %, -5 points) restent encore majoritaires.

Vitrolles : le gouvernement défend la directrice licenciée par la mairie

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture, a jugé « injuste », jeudi 3 juillet à Grenoble, le licenciement de Régine Juin, directrice de cinéma à Vitrolles, par la mairie Front national. Tout en admettant d'avoir pas « de solution pour l'instant à proposer en échange », M^{me} Trautmann a déclaré qu'elle « ne laisserait pas tomber cette personne ». Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, s'est dit « indigné » par cette mesure, les œuvres projetées par la directrice contre l'avis des élus FN représentant, selon lui, « un message de prévention intelligent » contre le sida. Jack Lang, ancien ministre de la culture et président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée, estime « en ces temps de sida, irresponsable et inadmissible » l'interdiction d'une telle programmation.

DÉPÊCHES

■ **SÉNAT** : trois anciens ministres d'Alain Juppé qui étaient sénateurs avant leur entrée au gouvernement, Jean Arthuis, Michel Barnier et Jean-Pierre Raffarin, souhaitent retrouver leur siège au Palais du Luxembourg. Leurs suppléants, Georges Dessaigne (centriste, Mayenne), Jean-Pierre Vial (RPR, Savoie) et Guy Robert (centriste, Vienne), ont fait parvenir leur démission au président du Sénat, René Monory. Des élections partielles auront lieu dans le courant du mois de septembre.

■ **IDÉES ACTION** : le président de Démocratie libérale (DL), Alain Madelin, a précisé, jeudi 3 juillet, qu'il restera président d'Idées Action, tout en confiant la présidence déléguée à Yvon Jacob, co-fondateur du mouvement. Ancien député RPR d'Ile-et-Vilaine et ancien PDG de Legris Industries, M. Jacob est actuellement vice-président d'Idées-Action.

■ **PARIS** : Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, a déposé, vendredi 4 juillet, un recours devant le tribunal administratif de Paris demandant l'annulation du budget primitif 1997 de la ville pour « illégalité ». Alors qu'une loi prévoit, à compter de 1997, l'entrée en vigueur d'une nouvelle nomenclature comptable assurant « une plus grande transparence de la réalité de l'endettement » des communes, la ville de Paris, dont la dette s'accroît d'année en année, a présenté son budget, en mars, selon l'ancien modèle comptable.

■ **ILE-DE-FRANCE** : Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, a affirmé, jeudi 3 juillet sur France 3, que sa décision de ne pas se représenter aux élections régionales de 1998 datait « d'un certain nombre de mois ». « Cela n'a rien à voir » avec le dossier des marchés publics franciliens, a-t-il ajouté.

■ **PARTI RADICAL** : Bruno Gouallou, président de la fédération des Hauts-de-Seine du Parti radical, et candidat à la succession de son président, André Rossignol, estime que son parti doit « plutôt » quitter l'UDF ou « tout au moins renégocier » avec elle pour retrouver « une certaine audience ». Si les radicaux quittaient l'UDF, « rien n'empêcherait d'arriver des accords de partenariat » avec la confédération ou avec le RPR, a-t-il ajouté.

■ **SUPERPHÉNIX** : nn milliers de manifestants se sont rassemblés, jeudi 3 juillet, sur l'esplanade des Invalides à Paris à l'appel du comité de soutien et des syndicats CGT-énergie, FO-Chimie, CFDT et CGC, pour protester contre la fermeture de Superphénix. Reçus à Matignon par Bettina Laville, conseillère chargée de l'environnement, et Jacques Rigaudat, chargé du social, les représentants des manifestants ont eu confirmation de la fermeture du surrégénérateur, dont la reconversion, « garantissant le maintien en quantité et en qualité des emplois », sera déclinée « dans le cadre de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire », selon M. Willy Del Ben, président du Comité de soutien à Superphénix.

M. Chevènement fait de l'emploi une priorité pour les collectivités

DEVANT le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, qu'il recevait pour la première fois, en présence du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, Emile Zuccarelli, Jean-Pierre Chevènement a déclaré, jeudi 3 juillet, que l'emploi constitue sa « toute première priorité » et que « l'investissement des collectivités locales dans la bataille de l'emploi est essentiel ». Le ministre de l'Intérieur a souligné que « la première contribution demandée aux collectivités locales est celle de la création de 350 000 emplois publics pour les jeunes », avant d'insister sur « le rôle que les communes, leurs groupements, les départements et les régions peuvent jouer dans l'aide à l'insertion sociale et professionnelle ».

LE MONDE diplomatique

Février 1997

● **MAGHREB** : Arabisation et démagogie en Algérie, par Gilbert Grandguillaume. - Les libertés envolées de la Tunisie, par Hamed Ibrahim. - La Mauritanie cernée par les conflits, par Bruno Caillies de Salles.

● **CORÉES** : Les travailleurs à l'assaut du dragon, par Laurent Carroué. - Un régime libéral à poigne de fer, par Bertrand Ching. - Des matras pas très calmes toujours assouffis, par Patrick Maurus. - Craquements en Corée du Nord, par Selig H. Harrison.

● **ALLEMAGNE** : Les « Osis » redressent la tête, par Brigitte Pissold.

● **CUBA** : Miser sur l'Eglise pour sauver la révolution ? par Janette Habel. - Quand les Amériques disent « non », par Maurice Lemoine.

● **SPÉCULATION** : Ces puissantes officines qui notent les Etats, par Ibrahim Warde. - Le projet de taxe Tobin, bête noire des spéculateurs (L. W.).

● **SOCIÉTÉ** : La liberté d'avorter menacée, par Paul Ceshbron.

● **TECHNOLOGIES** : Mondialisation accélérée de la science, par Pierre Pepoon.

● **CINÉMA** : Chris Marker, Okinawa, l'amour et l'ordinateur, par Laurent Roth.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

Remboursement de l'emprunt Balladur

Priorité à la diversification

CHANTEREINE

CHANTEREINE REVENUS, une sélection permanente de nos meilleurs Sicav et FCP monétaires et obligataires.

CHANTEREINE ACTION, une sélection permanente de nos meilleurs Sicav et FCP actions françaises et internationales.

CIC Paris

Bernard Tapie est condamné à un an et demi de prison ferme dans l'affaire des comptes de l'OM

Il devra, solidairement avec les autres prévenus, verser 88 millions de francs de dommages-intérêts

Le tribunal correctionnel de Marseille a condamné, vendredi 4 juillet, Bernard Tapie à trois ans de prison, dont dix-huit mois ferme, dans l'affaire des comptes financiers de l'Olympique de Marseille. Le tribunal a refusé une éventuelle confusion de cette peine avec celles déjà prononcées à l'encontre de l'ancien ministre.

MARSEILLE

Le tribunal correctionnel de Marseille (Bouches-du-Rhône) a condamné, vendredi 4 juillet, Bernard Tapie à trois ans de prison, dont dix-huit mois ferme, dans l'affaire des comptes financiers de l'Olympique de Marseille. Le 28 mai dernier, le procureur de la République avait réclamé quatre ans de prison, dont deux ans ferme contre l'ancien président du club de football. Le tribunal a suivi le procureur en précisant que cette peine ne pouvait être confondue avec celles déjà prononcées à l'encontre de M. Tapie, mais s'est refusé à délivrer un mandat de dépôt à l'audience.

L'ancien ministre a également été condamné à verser, solidairement avec dix-sept autres prévenus, 88 millions de francs de dommages-intérêts à M. Henri Nespoulous, commissaire chargé de l'exécution du plan de cession de la société OM. M. Liénard, avocat de M. Tapie, a aussitôt annoncé son intention de faire appel de ce jugement. « C'est un procès en sorcellerie, a-t-il déclaré, la justice de classe à l'envers est aussi laide que la justice de classe à l'endroit. »

« UN AFFAIRE DÉVOYÉ »

Parmi les autres prévenus, Elie Fellous, contrôleur de gestion du club, et Alain Laroche, directeur financier, ont été condamnés à deux ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis. L'ancien directeur général Jean-Pierre Bernès a été condamné à trente mois de prison

avec sursis, Michel Hidalgo, manager, et Jean-Louis Leveau à un an de prison avec sursis. Les autres prévenus ont été condamnés à des peines de prison avec sursis assorties d'amendes.

Durant le procès, qui s'est tenu du 12 au 31 mai, Bernard Tapie et ses seize coprévenus avaient eu à s'expliquer sur le détournement de 101 millions de francs des caisses

de l'OM. L'ancien président de l'Olympique de Marseille a été condamné à trois ans de prison, dont dix-huit mois ferme, dans l'affaire des comptes financiers de l'Olympique de Marseille. Le tribunal a refusé une éventuelle confusion de cette peine avec celles déjà prononcées à l'encontre de l'ancien ministre.

Il reste néanmoins difficile de cerner le total des peines que devra purger M. Tapie. Car ces deux condamnations s'ajoutent au jugement prononcé dans l'affaire du Phocée. Bernard Tapie a formé, le 10 juin, un pourvoi en cassation contre l'arrêt qui l'a condamné, le 4 juin, à dix-huit mois d'emprisonnement dont douze avec sursis pour fraude fiscale. M. Tapie n'a, en revanche, pas formé de pourvoi contre sa condamnation à trente mois d'emprisonnement avec sursis pour abus de biens sociaux, toujours dans l'affaire du Phocée.

Le difficile décompte des peines

Le tribunal correctionnel de Marseille ayant écarté une éventuelle confusion des peines, l'ancien président de l'OM voit sa condamnation se cumuler avec la peine de huit mois ferme prononcée dans l'affaire du match truqué VA-OM, qu'il purge à la maison d'arrêt de Luyne (Bouches-du-Rhône).

M. Tapie n'avait pas fait appel de sa condamnation, le 1^{er} juillet 1996, dans l'affaire Testut, à deux ans de prison avec sursis et 300 000 francs d'amende.

du club marseillais et de celle de sa régie. Réalisations, Marketing, Gestion publicitaire (RMGP), sur une période allant de 1988 à 1993. Les moyens utilisés (fausse facturation, prêts fictifs aux joueurs, honoraires occultes versés aux entraîneurs, transferts de fonds dans des paradis fiscaux) étaient apparus aux yeux de l'accusation comme la marque d'un « affaire dévoyée ».

En outre, M. Tapie a été condamné à verser, solidairement avec dix-sept autres prévenus, 88 millions de francs de dommages-intérêts à M. Henri Nespoulous, commissaire chargé de l'exécution du plan de cession de la société OM. M. Liénard, avocat de M. Tapie, a aussitôt annoncé son intention de faire appel de ce jugement.

Le Père Jean-Michel di Falco nommé évêque auxiliaire de Paris

LE PÈRE Jean-Michel di Falco qui, depuis décembre 1995, était conseiller culturel à l'ambassade de France près le Saint-Siège, a été nommé par le pape, vendredi 4 juillet, évêque auxiliaire de Mgr Lustiger, archevêque de Paris, le même jour et à la même fonction que le Père Pierre d'Ornellas, ancien secrétaire particulier du cardinal.

Cette promotion épiscopale était attendue depuis longtemps. Ayant exercé, de 1987 à 1995, les fonctions de porte-parole de la conférence des évêques, Jean-Michel di Falco, cinquante-cinq ans, était devenu le « curé » le plus médiatique de France et son nom était cité dès qu'un diocèse devenait vacant.

Son talent pédagogique avait été apprécié notamment dans le traitement des affaires (Lefebvre, Scorsese, Gaillot, etc.) qui ont secoué l'Eglise ces dix dernières années. S'il ne déteste pas les mondanités, c'est pour mieux imposer la

présence de l'Eglise là où on la croise rarement.

Son retour en France confirme d'abord la qualité des liens qui unissent le Père di Falco à l'archevêque de Paris. A son départ, celui-ci lui avait déjà proposé la charge de curé de Notre-Dame de Paris, l'une des plus prestigieuses du diocèse. Cette proposition n'avait pas eu de suite, mais les deux hommes sont restés proches, jusqu'à Rome où le Père di Falco avait gardé une activité pastorale au séminaire français, qui forme l'élite future du clergé.

POLITIQUE DE COMMUNICATION

Cette nomination de Jean-Michel di Falco à Paris ne sera pas sans incidence sur la politique de communication de l'Eglise de France, dont les services sont actuellement dirigés par le Père Olivier de la Brosse. Il a été sollicité par France-Télévision pour couvrir les prochaines Journées mondiales de la jeunesse à Paris, du 18 au

24 août. En 1996 déjà, sur France 2, bénévolement (de fausses rumeurs avaient fait état d'un contrat portant sur plusieurs millions), il avait assuré le commentaire des reportages de la visite du pape à Tours et à Reims.

Même si sa tâche d'évêque à Paris n'est pas encore définie, on peut s'attendre qu'il joue un rôle dans les services de communication du diocèse (dont le directeur, Hervé Moumarché, vient de quitter son poste, remplacé par Thierry Granjean).

Mais les besoins sont tels que sa fonction de représentation pourrait ne pas s'arrêter là. Se faisant l'écho d'inquiétudes diverses, la conférence des évêques de France a décidé de reprendre le « dossier » des rapports entre l'Eglise et les médias, lors de sa prochaine assemblée plénière, à Lourdes, en novembre.

Henri Tincq

CARNET

NOMINATIONS

EPISCOPAT

Le Père Jean-Michel di Falco a été nommé par le pape, vendredi 4 juillet, évêque auxiliaire de Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris (lire ci-dessus).

[Né le 23 novembre 1941 à Marseille, Jean-Michel di Falco fait ses études au grand séminaire de Marseille, puis à l'Institut catholique de Paris (1963-1972). Titulaire d'un CAP de français et d'une licence de philosophie, il est ordonné prêtre en 1968. Il est directeur et adjoint de l'école Saint-Thomas d'Aquin (1968-1974), puis de l'école Bossuet à Paris (1974-1984). En 1982, il est nommé délégué général de Chrétiens-Médias, puis, en 1987, secrétaire général adjoint, porte-parole de la conférence des évêques de France. Depuis fin 1995, il est conseiller culturel de l'ambassade de France près le Saint-Siège et directeur du centre d'études Saint-Louis de France et du séminaire français de Rome.]

Le Père Pierre d'Ornellas a été nommé par le pape, vendredi 4 juillet, évêque auxiliaire de Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris.

[Né le 9 mai 1953 à Paris, Pierre d'Ornellas fait des études d'ingénieur au lycée Janson-de-Sailly et à l'école des Hautes Etudes Industrielles (HEI) de Lille. Entré en 1976 à l'Institut séculier Notre-Dame-de-Vie à Vénusque (Vaucluse), il y fait des études de théologie, poursuites à Fribourg (Suisse). En 1983, il prononce ses vœux perpétuels et est ordonné prêtre en 1984. De 1986 à 1991, il est secrétaire particulier du cardinal Lustiger à Paris. En 1992, il ouvre la maison Thériaud-de-Lieux à Brimelles pour l'accueil de séminaristes et de prêtres. En 1995, il devient directeur de l'école cathédrale du diocèse de Paris et directeur du séminaire de Paris.]

AU CARNET DU « MONDE »

Adoptions

Michel FRIED et Anémone BARÈS partagent avec

Anb-Tessa

la joie d'annoncer la venue dans leur famille de

My-Anna Cécile, née au Vietnam, le 7 mars 1997.

57, rue Lhomond, 75005 Paris.

Mariages

M. et M^{me} Klaus DIETER BRAUN, M. et M^{me} Dominique PÉNAT ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Alexandra et Olivier,

le samedi 5 juillet 1997, en la chapelle Maria-im-Maien à Kettwig-Essen (Allemagne).

Sarita RAYNAUD, Jean-Michel GEORGES, sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le samedi 5 juillet 1997, à 16 heures, en la basilique de Longpont-sur-Orge (Essonne).

« Il faudrait essayer d'être heureux, ne serait-ce que pour donner l'exemple. » Jacques Prévert.

Noce d'or

Geneviève et Pierre RENARD ont fêté avec leurs trois enfants et leurs neuf petits-enfants leurs cinquante ans de mariage.

« Mon âme bénit l'Eternel et n'oublie aucun de ses bienfaits. » Ps. 103.

La Colinière, 89300 Joigny.

« La Varenne (Maine-et-Loire). Trouville.

M^{me} Gilberte Labbé, son épouse, M. et M^{me} Didier Labbé, son fils,

Julien et Sophie, ses petits-enfants, M. Maurice Almona, son beau-frère,

M^{me} Madeleine Hue, sa sœur, Ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice LABBÉ,

à l'âge de soixante-seize ans.

La cérémonie religieuse est célébrée en l'église de La Varenne ce jour, vendredi 4 juillet, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

« Le Forumeur », 49270 La Varenne. Tél. : 02-40-98-56-06.

Mariage

Harald et Michèle Sylvander, Mariève et Jean-Louis Gastaut, Véronique et Nicolas Hahn de Byelovetz,

Christophe et Daniela Sylvander, Laurent Sylvander, Raphaël, Alice, Charlotte, Vincent, Marguerite, Hadrien, Bénédicte, Oscar, ont la très grande tristesse d'annoncer la mort de leur père, beau-père et grand-père,

Georges SYLVANDER, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite.

Ses obsèques auront lieu le lundi 7 juillet 1997, à 8 h 45, au temple de l'Eglise réformée de France, 15, rue Grignan Marseille-6^e.

Les familles Sylvander, Hammar, Kibler, Marzany, Tournant, en France, en Suède et en Italie, se joignent à ce chagrin.

382, chemin du Roucas-Blanc, 13007 Marseille.

« M. Muthana Al Hindawi et ses enfants ont la douleur de faire part du décès, survenu le 28 juin 1997, de

M^{me} Michèle AL HINDAWI, née RATON,

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Le fondateur de l'« instinctothérapie » écroué pour « viols sur mineurs »

GUY-CLAUDE BURGER, fondateur de l'« instinctothérapie », a été mis en examen, jeudi 3 juillet, pour « viols sur mineurs de quinze ans par personne ayant autorité, corruption de mineurs et menaces de mort réitérées » et écroué à Melun (Seine-et-Marne). Quatre disciples de M. Burger, habitants dans son château de Montramé, près de Provins, ont également été mis en examen, dont l'un d'eux a été écroué. L'« instinctothérapie » est qualifiée d'« association à caractère sectaire » dans le rapport parlementaire sur les sectes.

Dans un livre publié en 1990, M. Burger, soixante-sept ans, a écrit que « le propre de notre culture rationnelle, c'est précisément de dépasser les tabous. Pourquoi ne laisserions-nous pas nos enfants exprimer les pulsions incestueuses de cette période oedipienne ? » Dans les années 70, Guy-Claude Burger et son épouse ont été condamnés par la justice helvétique pour attentats contre mineurs et débauche contre nature. Par ailleurs, au début de l'année, M. Burger a été condamné à trois mois de prison avec sursis par la cour d'appel de Paris pour exercice illégal de la médecine. Il s'est pourvu en cassation.

Martine Aubry assure que les « zones franches » ne seront pas remises en cause

ALARMEE par l'écho donné à ses récents propos concernant la politique de la ville (Le Monde du 3 juillet), Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, assure, dans un communiqué publié jeudi 3 juillet, que « la politique de contractualisation » entre l'Etat et les collectivités territoriales en faveur des quartiers en difficulté « sera bien évidemment poursuivie ». « Nous examinerons la possibilité de la renforcer quand sera venu le temps du renouvellement des contrats en cours », précise-t-elle. M^{me} Aubry affirme que les « zones franches ne seront pas remises en cause », tout en déclarant qu'« il convient d'être vigilant afin d'éviter l'utilisation abusive de cet effort financier de l'Etat ». Mardi, la ministre s'était prononcée en faveur de « politiques transversales » dans les domaines du logement, de l'éducation, de la santé et de la sécurité, de préférence à une « politique-ghetto de subventions particulières à ces quartiers ».

DÉPÊCHES

■ **TERRORISME** : les familles des victimes de l'attentat du RER de Saint-Michel, qui avait provoqué la mort de huit personnes et blessé une centaine de voyageurs, le 25 juillet 1995 à Paris, ont été réunies, vendredi matin 4 juillet, par deux juges d'instruction parisiens chargés des affaires terroristes, Jean-Louis Bruguière et Jean-François Ricard. Parallèlement, Boualem Bensaid, un étudiant algérien de trente ans, déjà mis en examen et écroué pour son rôle dans plusieurs autres actions de la vague terroriste de 1995, vient d'être mis en examen pour son rôle dans ce même attentat du RER de Saint-Michel.

■ **ASSISES** : Florence Rey, impliquée dans l'affaire de la fusillade du cours de Vincennes qui avait fait cinq morts dans la nuit du 4 au 5 octobre 1994, dont trois policiers et son compagnon Audry Maupin, a été renvoyée devant la cour d'assises, jeudi 3 juillet, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

■ **JUSTICE** : le procès du réseau Torro bravo de distributeurs et d'acheteurs de cassettes phonographiques colombiennes impliquant, selon l'accusation, des mineurs (Le Monde du 2 juillet) pris fin jeudi 3 juillet. Le jugement sera rendu le 9 septembre.

■ **EXCLUSION** : le tribunal de commerce de Paris a accordé, jeudi 3 juillet, un nouveau délai d'observation de cinq mois aux salariés de La Rue, journal vendu par les sans-abris, en redressement judiciaire depuis octobre 1996. Ce délai, facilité par un engagement du ministère de l'emploi et de la solidarité de reconduire la subvention en faveur du journal pour 1997, doit permettre aux salariés de consolider leur plan de relance.

■ **TOKICOMANIE** : vingt médecins, représentant toutes les « tendances » de la prise en charge des toxicomanes, ont demandé, dans une lettre envoyée lundi 30 juin à Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, l'organisation, « dès la rentrée », d'une « conférence nationale : drogues, toxicomanie, santé publique ». Dénonçant des « moyens financiers dérisoires », les signataires rappellent que Lionel Jospin avait déclaré, pendant la campagne des législatives, que « la réduction des risques liés à l'usage des drogues doit être une priorité de santé publique ».

■ **UNIVERSITÉS** : Bernard Saint-Girons, cinquante ans, professeur de droit public, président de l'université de sciences sociales de Toulouse-I, a été élu, jeudi 3 juillet, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU). Succédant à Jean-Marc Montell, il sera assisté de Jean-Pierre Finance, président de l'université Nancy-I et de Bernard Raoult, président de l'université de Cergy-Pontoise.

Les cyb
du « Me



Le quotidien de Sam
a été l'un des premiers
de l'information
offertes par la presse
Internet est mondiale

Le Monde
«IMMOBILIER»
TOUS LES
LUNDIS DATÉS MARDIS et
MERCREDIS DATÉS JEUDIS.
PASSER VOTRE ANNONCE AU
01.42.17.39.45

هكنا من الزهر

(Publicité)

Journal « Globe-Hebdo »

Centre d'intéressement.

Le maire de Nantes est renvoyé
devant le tribunal correctionnel

The Economist

هكذا من الذم

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

La méthode Jospin

LIONEL JOSPIN n'en finit pas, depuis qu'il est devenu premier ministre, de dissuader sur la « méthode », sur l'« art de gouverner », sur le « métier » de chef ou de membre d'un gouvernement. Il lui arrive même, dans la veine méthodologique et pédagogique qui est la sienne, de suggérer aux journalistes comment faire leur métier. En évitant surtout, leur a-t-il conseillé, jeudi 3 juillet, sur France 2, de le confondre avec celui du notaire.

La volonté de réformer l'exercice de la responsabilité politique - en influant, par voie de conséquence, sur celui de l'information et du commentaire - ne saurait être reprochée à Lionel Jospin. C'est bien ce projet que les électeurs ont approuvé dans la campagne électorale et auquel ils ont décidé de donner leur confiance. Pour autant, la recherche de la vérité, la loyauté vis-à-vis des citoyens ne peuvent dispenser le premier ministre de répondre de ses engagements, dont il a donné, à la télévision, une interprétation curieusement évolutive. L'essentiel, selon lui, serait dans la promesse de dire les choses telles qu'elles sont, sans se soucier de ce qu'on a pu laisser croire qu'elles étaient avant que les électeurs se prononcent.

Sans doute les alternances successives ont-elles vacciné les Français contre les illusions et leur ont-elles appris que les orientations d'une campagne électorale sont une chose, la possibilité donnée au vainqueur de les mettre en œuvre, une autre. Il ne faudrait pas, cependant, que

la réponse au cynisme dont avait fait preuve Jacques Chirac en prenant, le 26 octobre 1995, le contre-pied de sa campagne présidentielle soit une candeur affectée, constante, chez Lionel Jospin, à se prévaloir de sincérités successives : sincérité des souhaits d'hier, sincérité des constats d'aujourd'hui.

La sincérité ne vaut rien, en effet, sans la rigueur. Les Français ont fait confiance à la gauche pour assurer la relance d'une économie asphyxiée par deux ans de matraquage fiscal et d'irrésolution politique. Ils ont opté pour une politique de rééquilibrage des efforts demandés aux différentes catégories sociales. Ils attendent un effort résolu dans la lutte contre le chômage. Les choix devant lesquels se trouve Lionel Jospin sont certes difficiles - c'est une litote -, et l'art de gouverner suppose aussi le sens de la manœuvre. Celle-ci ne doit pas consister, cependant, pour le premier ministre, à s'enfermer à son tour dans l'impasse où s'était précipité son prédécesseur et dont le pays a cru pouvoir enfin sortir lorsque le président de la République lui en a donné le moyen.

Jacques Chirac avait dissous l'Assemblée nationale faute de trouver par lui-même une solution aux contradictions qu'il avait fait naître. Lionel Jospin annonce qu'il « présentera » ces contradictions aux Français si elles se révèlent irréductibles. Jusqu'à nouvel ordre, pourtant, ce sont les élus qui ont mandat de résoudre les problèmes, non les électeurs dont ils ont sollicité et obtenu la confiance.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Aloy ; Directeur général : Noël-Jean Borgeaud ; Directeur général adjoint :

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Thirion, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gélus, Erik Izrael, Michel Kohn, Vincent Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Reynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Médecin : Thomas Porecki

Directeur exécutif : Eric Faltoux ; Directeur délégué : Anne Chazotte
Conseiller de la rédaction : Alain Robit ; Directeur des relations internationales : Daniel Verut

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1994), Jacques Lesourne (1994-1996)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 90 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Associations : Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs
Le Monde Presse, le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Une robe, mais quelle robe !

SANS vouloir généraliser, admettons qu'une seule robe - minimum vital de l'élégance - est vraiment insuffisante pour satisfaire la coquetterie féminine ! Fallait-il pour cela que les femmes se résignent et abdiquent toute séduction, tout imprévu... Que non pas ! Les couturiers, psychologues et poètes, l'ont si bien compris qu'ils ont inventé la robe transformable... Ne m'objectez pas que, depuis longtemps, le soutien-gorge du « bain de soleil » dissimule son exiguïté sous une robe de crêpe, et qu'en été les robes se blottissent volontiers à l'ombre des jupes... Les robes transformables des dernières saisons datent aujourd'hui autant que les Panhard de 1900 comparées aux dernières voitures américaines.

Emules de Fregoli, les femmes peuvent désormais, et du matin au soir, se contenter d'une seule

E. de Semont
(5 juillet 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La bataille des TGV a commencé

QUE VA-T-IL ADVENIR du très ambitieux schéma directeur des liaisons ferroviaires à grande vitesse de 1992, qui prévoyait 2 300 kilomètres nouveaux en plus des 1 300 existants ? Dans un contexte budgétaire qui interdit toute sur-enchère, les partisans des différents projets, du Languedoc-Roussillon à l'Alsace, du Territoire de Belfort à la Bretagne et aux Pays de la Loire, de l'Aquitaine à la Normandie, se positionnent souvent en concurrents voire en rivaux, par lobbies interposés, et s'emploient à rechercher des alliances porteuses de synergies. A l'ouest, le front du TGV, que certains élus rêvent de voir avancer depuis Le Mans jusqu'à Nantes et Brest, n'a pas encore la fièvre. Les opposants commencent juste à dénoncer les « gains de temps ridicules » qu'offriraient des créations de lignes nouvelles. A l'est, en revanche, les deux TGV envisagés (l'Est et le Rhin-Rhône) échauffent déjà les cerveaux, même si le premier dossier est beaucoup plus avancé que le second.

Dans ce jeu d'influence et de « communication », la ligne de partage des partenariats ne recouvre pas forcément celle des appartenances politiques. Lors d'un récent débat du conseil général des Pyrénées-Orientales, Jean-Paul Alduy, maire (UDF-FD) de Perpignan, et très intéressé, à ce titre, par le prolongement du TGV Méditerranée vers l'Espagne, a bien pointé l'apreté de rivalités « géopolitiques » nouvelles : « Le véritable handicap pour nous, c'est le TGV Est, qui n'a aucune rentabilité et qui pèse lourd au sein de la SNCF. Le gouvernement devra trancher entre M. Trautmann, maire de Strasbourg, et M. Chevènement, maire de Belfort. Le vrai sujet est là. Si c'est M. Trautmann qui l'emporte, c'est fini pour nous ; si c'est M. Chevènement, alors le TGV Francfort-Belfort-Barcelone verra le jour. »

« UN ÉLÉMENT STRUCTURANT »
A peine nommé ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, actif président de l'association Trans-Europe TGV Rhin-Rhône-Méditerranée, plaide pour la transparence et, dans un même mouvement, prêche pour sa chapelette, en affirmant qu'« il faut que, sur les dossiers des grandes infrastructures, il y ait un débat public », tout en ajoutant qu'après la décision d'abandonner le projet de canal à grand gabarit la « bonne solution » était « la réalisation de la première phase du TGV Rhin-Rhône ».

Militant anti-canal - c'est même lui qui avait convaincu Lionel Jos-

pin -, le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, élu du pays de Montbéliard, a récemment pris parti pour le rail et constitué ainsi un renfort de poids pour son collègue de l'intérieur. « Ce sera une rude bagarre, explique-t-il sur Radio-Belfort, parce qu'on connaît les contraintes financières et parce que la SNCF peut avoir des difficultés, mais le TGV Rhin-Rhône serait un élément structurant fondamental ». La majorité des élus locaux intéressés se retrouve dans une telle opinion. En revanche, celle-ci n'est pas encore partagée par les conseils généraux et les chambres de commerce et d'industrie des régions, derniers bastions politico-économiques accrochés au concept d'un canal « désenclaveur ».

Quant à Catherine Trautmann,

présidente, fort combattive, de l'association TGV Est européen - et qui était question, à l'automne 1996, d'amender pendulairement « son » projet, remis promptement sur les rails de la grande vitesse par Bernard Pons - elle est également vice-présidente de l'association, aussi pluraliste qu'internationale, de M. Chevènement (Robert Poujade, maire (RPR) de Dijon y cède Adrien Zeller, président (UDF) du conseil régional d'Alsace et Jordi Puig, président de la Généralité de Catalogne). Elle pourrait donc avoir à subir les turbulences d'un débat intragouvernemental, voire à surmonter un problème personnel de sclérophénie régionale, s'il fallait un jour choisir entre les deux nouveaux TGV.

Les ministères compétents pour

trancher sur le dossier des TGV sont ceux des transports et de l'aménagement du territoire, dont le couplage avec l'environnement dit bien la vocation. Jean-Claude Cayssot (PCF) et Dominique Voynet (Verts) paraissent a priori plutôt favorables au train. Mais c'est sur des bases très « politiques » que risque de se jouer l'avenir de certains projets. A moins que la réforme de la procédure des enquêtes publiques ne soit mise en œuvre rapidement et n'instaure une véritable transparence qui rendrait en partie caducs les jeux d'influence dans l'ombre des cabinets ministériels. Dès maintenant, on pourrait envisager que les grands projets de TGV fassent l'objet d'une large concertation organisée par la Commission nationale de débat public récemment mise en place (Le Monde du 23 mai).

LE DÉBAT DÉRAILLE

Pour l'heure, le débat vire parfois à la polémique et peut singulièrement manquer de hauteur. Dominique Voynet avait affirmé, début juin, que le TGV Est n'était pas remis en cause mais qu'il sera néanmoins nécessaire de revoir son tracé et la localisation des gares dans le cadre d'une nouvelle concertation. Le président du conseil général de la Moselle, Philippe Leroy (RPR), a carrément déraillé en déclarant : « M. Voynet a dû entendre des vaches braire, ses amis lui dire qu'il ne faut pas que le TGV passe sur la marguerite de Rupt-sur-Moselle (Vosges) et sur les trèfles à quatre feuilles de Trifouillis-les-Oies », avant de demander l'application de la déclaration d'utilité publique (DUP) et le lancement des études définitives et des acquisitions foncières.

Sur sa lancée, M. Leroy a contesté la position du président du conseil régional d'Alsace, Adrien Zeller (UDF-FD), qui privilégie le système pendulaire par rapport au TGV en site propre, en ces termes : « M. Zeller dit des conneries. On ne peut pas vouloir être une grande région, et refuser les grandes infrastructures ». Les partisans du TGV Est semblent d'ailleurs gagnés par l'inquiétude : le 2 juillet, Daniel Hocfel, ancien ministre (UDF-FD) délégué aux collectivités locales d'Edouard Balladur et président du conseil général du Bas-Rhin, a demandé instantanément au gouvernement de « dissiper doutes et inquiétudes » après l'annulation d'une réunion du comité de pilotage du projet, prévue pour le 4 juillet. Ce n'est pas encore la guerre, mais la bataille des TGV est bien ouverte.

Robert Belleret

Les femmes par Kerleroux



C'EST TOI
MAMAN ?
VOILA T'AI
ENCORE
TRÉBUCHE

Le « new deal » de l'éducation

Suite de la première page

En revanche, sous la pression des syndicats et des lobbies, Lionel Jospin avait dû renoncer à des réformes de structure - la déconcentration de l'administration - que, quatre ans plus tard, Claude Allègre, son ancien conseiller, s'apprête à remettre en chantier. Comme si, malgré son record de longévité, la période de son prédécesseur, François Bayrou, n'avait été qu'une parenthèse, le nouveau ministre paraît bien décidé à parachèver l'édifice qu'il avait contribué à concevoir. Depuis son départ de la Rue de Grenelle, en 1992, le contexte a toutefois radicalement changé : l'école a connu des inflexions significatives et, parallèlement, le contexte économique a cessé de se dégrader.

Premièrement, l'actio des deux ministres s'inscrit dans un cadre budgétaire nettement plus limité qu'en 1989, année de la négociation historique de la « revalo », qui avait conduit Lionel Jospin à débiter pour les enseignants une enveloppe salariale de 12 milliards de francs sur cinq ans. Erigé en priorité nationale, le budget de l'éducation était devenu le plus élevé de l'histoire de la République. Pour y revenir, comme s'y est engagé le premier ministre dans sa déclaration de politique générale, le gouvernement dispose d'une marge de manœuvre beaucoup plus limitée.

La période de vaches maigres pour les finances de l'Etat correspond aussi au moment où l'école exige un dernier « coup de collier »

pour parvenir aux objectifs fixés par la loi d'orientation de 1989. De toute évidence, l'ambition n'a pas été atteinte de conduire tous les élèves à un niveau minimum de qualification, et encore moins 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat. Alors que l'espérance de scolarisation a atteint ce qui semble être une apogée - 18,9 ans en 1994-1995 -, l'amélioration des performances est un exercice malaisé et coûteux pour la nation. Pour tirer d'affaire les exclus de la réussite scolaire, l'effort à consentir, financier et pédagogique, devient de plus en plus lourd. On est loin des années 80, où la volonté sociale d'allongement des études, soutenue politiquement et financièrement, produisait des progrès fulgurants pour l'école, sur fond de démographie en expansion.

En second lieu, l'essoufflement du système éducatif va de pair avec une accentuation des différences entre les établissements scolaires, que renforce l'attitude des familles. Le changement de comportement des parents à l'égard de l'institution, étudié par Robert Ballion dès le début des années 80, sous le vocable de « consumérisme scolaire », s'exacerbe. Dans ce système toujours plus dual, de nouveaux déséquilibres sont apparus : un flux grandissant d'élèves, essentiellement d'origine sociale défavorisée, s'orientent vers les formations professionnelles courtes, voire sortent du système éducatif. Les filières générales restent l'appanage d'une élite scolaire et sociale dont les grandes écoles, au traitement privilégié, sont le reflet. La démocratisation de l'école de masse n'a pas fondamentalement atténué les différences ni les inégalités sociales.

Troisièmement, Claude Allègre

et Ségolène Royal devront gérer la fin de la crise de recrutement des enseignants dans une période de diminution des effectifs. Au lieu de devoir attirer de jeunes professeurs en quantité pour faire face à l'explosion scolaire - comme ce fut le cas de 1988 à 1992 -, M. Allègre doit désormais assurer la gestion pagailleuse d'un trop-plein de « titulaires académiques » sans poste fixe, régler l'intégration des maîtres auxiliaires et tenter de réduire la pléthore d'heures supplémentaires.

« LA COGESTION, C'EST FINI »

Enfin, le ministre de l'éducation nationale se retrouve face à un nouveau paysage syndical, dont les principaux ingrédients se sont mis en place avec René Monory. En 1986, le ministre centriste, exaspéré par la cogestion traditionnelle du ministère avec la Fédération de l'éducation nationale (FEN), n'a eu de cesse d'abattre la « forteresse enseignante ». La volonté de supprimer les mises à disposition d'enseignants, comme l'arrêt du recrutement des PEGC, instituteurs devenus professeurs de collège, participent de cette politique. Paradoxalement, Lionel Jospin ira dans le même sens en 1989, en renouant, sous la pression du SNES (second degré), à créer un corps de professeurs de collège. La FEN, déjà affaiblie, survivra difficilement à ce choix. A quelques mois près, l'éclatement de la fédération correspond au départ de M. Jospin de la Rue de Grenelle.

Aujourd'hui, le partenaire principal du ministre de l'éducation nationale est la Fédération syndicale unitaire (FSU), composée essentiellement des troupes du SNES et du Snuipp (premier degré). Comme tous ses prédécesseurs, Claude Allègre sait qu'il ne pourra

agir sur le système éducatif sans s'appuyer sur la puissance syndicale. Mais il entend d'entrée de jeu imposer un rapport de forces. Le mot d'ordre, répété, est clair : « La cogestion du ministère avec les syndicats, c'est fini. » Pour le SNES, qui fut le principal interlocuteur de François Bayrou, le message est dénué d'ambiguïté.

Au cas, improbable, où le syndicat n'aurait pas compris, trois attaques lui ont été adressées ces quinze derniers jours : Claude Allègre a fait connaître sa détermination « non négociable » de casser le mouvement national des enseignants, que l'organisation dirigée par Monique Vuillat contrôle étroitement. Il a remis en cause devant les députés l'avancement des agrégés à l'ancienneté accordé par M. Bayrou (Le Monde du 3 juillet). Il a enfin émis l'hypothèse d'une révision du temps de service des agrégés et des certifiés. Appliquant la recette du « diviser pour mieux régner », M. Allègre aura sans doute remarqué que ses missiles n'ont pas provoqué les mêmes réactions dans les différentes composantes de la FSU.

Pour vaincre les résistances prévisibles, il faudra beaucoup d'habileté aux nouveaux responsables du ministère. On avait reproché à Lionel Jospin d'avoir accordé les milliards de la « revalo » sans la contrepartie pédagogique du « travailler autrement ». C'est ce deal que Claude Allègre paraît bien décidé à imposer, en lançant l'idée d'une diminution du temps de travail des enseignants, au profit de la formation continue. C'est aussi, pour lui, une nouvelle manière de faire entrer le « mammoth » dans une nouvelle ère.

Michel Delberghe
et Béatrice Gurrw

Informez autrement

D

ers un Vilvorde judiciaire

Georges Fench

L

HORIZONS

ENQUÊTE

Les cyberjournalistes du « Mercury Center »

COMME tous les journaux imprimés, le *San Jose Mercury News*, quotidien de la Silicon Valley, a besoin de plusieurs heures avant de mettre l'information à la disposition de ses lecteurs. C'est pénalisant dans une région où les secondes peuvent valoir des fortunes. Mais grâce au *Mercury Center*, sa version en ligne, il peut promettre une couverture des informations économiques et technologiques de la vallée de « dernière nano-seconde ». Très logiquement, le *San Jose Mercury News* est le premier quotidien à s'être donné une version électronique complète. En 1993, le journal est devenu accessible sur America Online, puis sur la Toile d'Internet en décembre 1994. C'est aussi un des premiers à en faire une opération rentable dès cette année.

Le journal jouit d'un avantage géographique. Il est au cœur de cette Mecque des technologies de l'information qu'est la « vallée du Silicium », au sud de la baie de San Francisco, sur laquelle il donne des informations qui intéressent pas seulement la population de la région mais les cybernautes du monde entier. La Toile lui permet enfin de jouer sur les deux tableaux, sur les « deux audiences » (on ne parle plus de « lectorat » dans l'univers du multimédia).

Le quotidien vend localement 290 000 exemplaires en semaine et 350 000 le dimanche, mais le site reçoit plus de 1 million de hits par jour en moyenne et annonce 230 000 « pages vues ». Ce dernier concept est considéré comme le plus significatif. Il est comptabilisé chaque fois qu'une « page » du journal virtuel apparaît sur l'écran d'un usager. Chaque « page » est composée de fragments graphiques et autres, qui sont autant de hits. Phénomène remarquable, la diffusion du journal et les visites au site augmentent ensemble.

« Nous estimons que la version électronique apporte de nouveaux lecteurs au journal au lieu de puiser dans son lectorat », explique Bruce Koon, rédacteur en chef du *Mercury Center*.

L'équipe attribue son succès aux sujets qu'elle couvre et au fait que les gens ont confiance dans le nom d'un organe de presse centenaire qui a déjà fait ses preuves. Elle s'en sert pour se constituer une audience nationale et même mondiale. Au cours des trois premiers mois de l'année, le *Mercury Center* a reçu trois millions de visites des États-Unis et des dizaines de milliers de visites du Japon, du Canada, d'Australie ou d'Allemagne. La France arrive en dixième position, juste après Singapour et les Pays-Bas.

La réussite de la version sur la Toile a entraîné une réorganisation profonde. Le défi majeur réside dans le passage d'un rythme quotidien de production des nouvelles à un cycle permanent de vingt-quatre heures. « L'audience attend ça de nous », explique Bruce Koon. « Nous fonctionnons de plus en plus comme un studio de radio ou de télévision. Mais la Toile a un avantage : si on n'a pas assisté à l'émission au moment de sa diffusion, on peut quand même se la procurer. »

Les articles de fond ne disparaissent pas pour autant et on voit s'installer progressivement deux grands moments dans la journée. Le matin est marqué par la production de nouvelles urgentes, brèves, qui vont de la tendance du jour (rumeurs, etc.) aux cours de Wall Street. Tout ce qu'il faut savoir pour démarrer la journée avec les trois heures de retard sur New York dues au décalage horaire. Plus « magazine », l'après-midi est réservé à la mise en perspective, à la réflexion, à la préparation des dossiers qui auront la primeur le lendemain.

Les journalistes du quotidien apprennent à produire des articles multimédias. Pour satisfaire les branches de l'édition électronique, il arrive qu'on leur confie un magnétophone ou une caméra. Mais cela ne représente encore qu'une infime minorité de la production, même si Bruce Koon rêve du jour où le début d'un article sera un clip vidéo, où toutes les citations arriveront à l'usager sous forme de son. Ce temps n'est pas encore venu. Les informations sont encore rédigées et présentées de façon classique. « L'article de journal est un instantané, explique-t-il. Mais sur la Toile, on doit produire un texte



Le quotidien de San José, au cœur de la Silicon Valley, a été l'un des premiers à accepter les contraintes de l'information « on line » pour profiter des possibilités offertes par sa version virtuelle. Son audience sur Internet est mondiale et son « lectorat-papier » augmente

qui évolue. » Il reconnaît qu'on n'a pas encore trouvé le moyen d'aborder ce problème autrement qu'en rédigeant un nouvel article à chaque fois. Inventer une nouvelle façon d'informer est « largement une question de moyens ». Il n'y en a jamais assez.

AVEC un succès qui a dépassé ses espérances, le *San Jose Mercury News* s'est aventuré, l'été dernier, sur le terrain d'un nouveau journalisme qui tirerait pleinement partie des propriétés de la Toile pour la diffusion et la présentation. Le sujet pouvait faire des vagues. Il s'agissait d'une série de trois articles selon lesquels la CIA serait responsable de l'introduction du crack dans les banlieues de Los Angeles par l'intermédiaire des « contras » nicaraguayennes et d'une bande de trafiquants de drogue de la baie de San Francisco. Un tel pavé a suscité de nombreuses réactions de la commu-

nauté noire, qui en a fait une affaire nationale, et des autorités, qui ont démenti en bloc tout en déclenchant une enquête. D'autres médias comme le *New York Times* et le *Los Angeles Times* ont repris le dossier sans parvenir aux conclusions du *San Jose Mercury News*. Récemment, Jerry Ceppos, le responsable de la rédaction, a publié un article dans lequel il reconnaît que certaines affirmations de la série avaient été exagérées et que la distinction entre ce qui pouvait être prouvé et ce qui ne pouvait l'être n'avait pas toujours été clairement faite. L'auteur de la série s'en tient à ses conclusions, et Jerry Ceppos précise que ses critiques sur la formulation n'impliquent pas nécessairement une remise en cause du fond.

Mais si l'enquête fait date, ce sera peut-être plus par son utilisation audacieuse des ressources de la Toile. Accessible par tous à tout moment sur le site du *Mercury Cen-*

ter, elle était accompagnée de documents (et de liens à d'autres sites) impossibles à publier dans un journal en raison des limitations de place. L'intérêt national ne s'est éveillée que lentement, mais du jour où l'on a commencé à en parler, chacun pouvait se reporter directement à la série, juger sur pièces, participer au débat. Sans la publication en ligne, elle serait sans doute restée une enquête d'un quotidien local en contradiction avec les grands organes nationaux et, de ce fait, condamnée à un rapide oubli.

« C'est la première tentative authentique qui montre comment le journalisme peut être pratiqué sur ce médium », estime Bruce Koon. De fait, c'est, avec la récente publication par le *Dallas Morning News* d'un article sur la Toile avant sa publication sur papier, l'un des événements qui montre comment Internet est en train d'influencer le journalisme.

Certains analystes ont profité des critiques que l'on pouvait faire à la série pour dire que la Toile n'était pas un instrument fiable de diffusion des nouvelles. C'était d'autant plus d'actualité que cela survenait au même moment que les rumeurs insinuant que le vol TWA 800 aurait été abattu par un missile tiré par la marine des États-Unis. L'article de Jerry Ceppos semble y avoir mis un terme en montrant que la rigueur journalistique peut s'appliquer indépendamment du médium.

À la différence de la plupart des autres quotidiens présents en ligne (ils le sont pratiquement tous aux États-Unis), l'équipe du *Mercury Center* chargée du site est très limitée : huit personnes qui fonctionnent plus comme des secrétaires de rédaction ou des chefs de rubrique que comme des reporters. Ils participent aux réunions de la rédaction du journal et puisent dans les informations produites

par l'équipe de base, quitte à demander aux rédacteurs spécialisés des papiers pour l'édition électronique.

Outre les nouvelles, le *Mercury Center* offre des « services » qui s'efforcent de tirer avantage des spécificités de la Toile et dont l'importance est telle que, sur le site, le journal peut n'être perçu que comme un espace parmi d'autres. Des « Pages jaunes » électroniques permettent de trouver les adresses (avec cartes) de seize millions d'entreprises dans tout le pays. NewsHound (« Chien de chasse traqueur de nouvelles », c'est-à-dire reporter) est un « agent intelligent » modulable par l'usager qui va chercher sur la Toile les informations qui l'intéressent à diverses sources et les lui livre par courrier électronique ou sur sa page d'accueil. La Silicon Valley ayant un déficit chronique en ingénieurs, une section spéciale offre des informations sur le marché de l'emploi et une sorte de bourse virtuelle du travail. Digital High est totalement gérée par des étudiants. C'est « la seule high school [école secondaire] ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre, 365 jours par an ».

LA solidité financière de l'entreprise tient à la modestie de ses effectifs, mais aussi au fait qu'il y a plusieurs sources de revenus qui sont, dans l'ordre d'importance décroissante, la publicité, les abonnements (la recherche dans les archives du journal est gratuite, mais il faut payer pour lire les textes intégraux), la documentation et NewsHound. A cela s'ajoute un produit spécifiquement électronique : le journal est accessible, moyennant finance, sur le système interne d'entreprises qui souhaitent que leur personnel puisse le consulter. C'est le cas, par exemple, d'Intel, le premier fabricant de microprocesseurs. Le fait que *Mercury Center* soit l'un des sites les plus visités permet d'attirer les annonceurs publicitaires.

Le *San Jose Mercury News* est un des premiers à avoir tenté (de façon souple) de faire payer les usagers. Une bonne partie du site est accessible librement. Le journal et la consultation des archives sont gratuits, mais il faut payer pour pouvoir télécharger les articles passés ou accéder aux autres services. Un abonnement de 5 dollars (près de 30 francs) par mois permet de bénéficier de tous les services.

« C'est une erreur de faire payer le contenu », estime Bruce Koon. Le *Wall Street Journal* (le seul des grands quotidiens qui s'y soit essayé) peut le faire en raison de sa spécificité. Il s'agit après tout d'informations qui permettent de gagner de l'argent en Bourse et dans le monde des affaires. Mais, dans la mesure où un nombre croissant de gens ont accès aux sources les plus diverses, les cybernautes se refusent à payer pour lire des articles. « Nous allons évoluer d'une formule où on payait pour accéder à nos informations », explique Koon, à une formule dans laquelle on paiera pour être membre d'une communauté. Nous allons développer les services, personnaliser au maximum. »

Sur le réseau, la concurrence est mondiale et, pour un journal, l'art consiste à bien définir le créneau sur lequel il est meilleur que les autres. Le *Washington Post*, par exemple, doit concentrer ses efforts sur la politique et le gouvernement, estime-t-on au *Mercury Center*, et ne pas essayer d'être un journal général, dans sa version électronique du moins. Une fois ce secteur défini, il peut à la fois donner des informations plus « poignées » sous forme de bulletin spécial (« Newsletter ») et personnaliser le service pour que chacun trouve exactement ce qui l'intéresse.

Quotidien de la Silicon Valley, le *San Jose Mercury News* est en mesure d'intéresser tous les branches de la planète. Un avantage comparatif exceptionnel dont il profite pour innover en matière journalistique comme en matière de gestion. Mais l'un des slogans du *Mercury Center* dit bien l'objectif de l'entreprise : « Making every dollar count » (« Faire fructifier jusqu'au moindre dollar »). Pour les pionniers californiens du cyberspace, l'innovation a souvent pour première fonction de faire gagner de l'argent.

Francis Pisan
« pisan@lemonde.fr »
Dessin : Philippe Roca

حكايا من الصحراء

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 3 JUILLET 1997

ARMEMENT Numéro deux mondial sur les marchés de l'aéronautique et de la défense, l'américain Lockheed Martin va racheter son compatriote Northrop Grumman. ● UN NOUVEAU

GÉANT voit ainsi le jour : le groupe totalisera 37 milliards de dollars de chiffre d'affaires (près de 220 milliards de francs) et emploiera 230 000 personnes. ● NORMAN AUGUSTINE,

l'homme qui a choisi cette stratégie offensive, peut partir en beauté. Il abandonnera la présidence de Lockheed Martin à son bras droit, Vance Coffman, le 1^{er} août. ● LES FUSIONS

qui se succèdent aux États-Unis ont de quoi inquiéter l'Europe. Les autorités de Washington ont donné le 1^{er} juillet leur feu vert au rachat de McDonnell Douglas par Boeing. Le 2 juillet, ils au-

torisaient Raytheon à reprendre l'électronique de défense de Texas Instruments. Maintenant, ils étudient le rachat de Hughes Electronics par le même Raytheon.

L'industrie américaine de défense poursuit sa course au gigantisme

Lockheed Martin va racheter la société d'aéronautique et d'électronique Northrop Grumman, créant un groupe de 220 milliards de francs de chiffre d'affaires. Après la fusion Boeing-McDonnell Douglas, c'est une nouvelle menace pour l'Europe, où ce secteur est trop fragmenté

L'AMÉRIQUE n'aime pas les vaincus. Cinq mois après avoir raté le rachat de Hughes, le groupe d'aéronautique et d'électronique de défense Northrop Grumman est tombé, jeudi 3 juillet, dans l'escarcelle de Lockheed Martin. Les 8 milliards de dollars de chiffre d'affaires du fabricant du bombardier B2 étaient devenus insuffisants pour concurrencer les trois géants nés des « méga-fusions » de ces derniers mois, Boeing-McDonnell Douglas (48 milliards de dollars de chiffre d'affaires, soit 280 milliards de francs), Lockheed Martin (27 milliards de dollars) et Raytheon-Hughes (21 milliards).

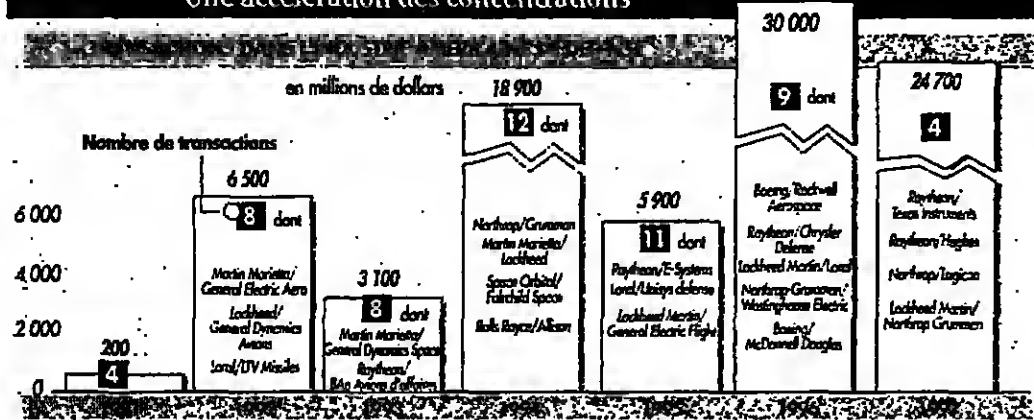
Lockheed Martin a proposé 8,3 milliards de dollars aux actionnaires de Northrop Grumman et reprendra une dette de 3,3 milliards, soit une acquisition représentant au total 68 milliards de francs. Le nouveau groupe totalisera un chiffre d'affaires en 1997 de 37 milliards de dollars (près de 220 milliards de francs) et emploiera 230 000 personnes.

POSITIONS DE QUASI-MONOPOLE

En plus du B2, du missile MX, de l'avion de surveillance Jstars et des éléments du Boeing 747 et du F-18 de McDonnell Douglas, Northrop Grumman apportera à Lockheed Martin son savoir-faire dans l'électronique de défense, où ce dernier n'est pas très présent. Northrop travaille aussi beaucoup pour la Marine américaine, contrairement à Lockheed Martin, qui est surtout engagé avec l'US Air Force. Enfin, Northrop Grumman et Lockheed Martin travaillent déjà ensemble sur des programmes de défense majeurs tel que le F-22, le futur chasseur multirôle Joint Strike Fighter, l'hélicoptère d'attaque Apache et le système de détection avancée en vol Awacs. La fusion Lockheed Martin-Northrop Grumman est « une excellente combinaison stratégique qui crée un concurrent dont la taille et la masse permettent de contrebalancer le poids du groupe Boeing/McDonnell », résume Pierre Chan, vice-président de Morgan Stanley.

Jeudi, les conseils d'administration des deux groupes ont unanimement donné leur feu vert à cette transaction, qui offre aux actionnaires de Northrop Grumman une prime de 40 % par rapport à la dernière cotation de leur titre (1,1923 titre Lockheed pour chacune de leur action). A Wall Street, les arbitres ont logiquement fait faire un bond de 23,7 % à l'action Northrop Grumman, jeudi 3 juillet, et ont entraîné un recul de

Une accélération des concentrations



4,6 % de l'action Lockheed Martin.

« La restructuration de l'industrie américaine de défense n'est pas terminée. Nous n'avons fait que la moitié du chemin », avait déclaré au Monde Vance Coffman, le numéro deux de Lockheed Martin qui prendra la succession de Norman Augustine le 1^{er} août (Le Monde du 11 décembre 1996). Ses principaux concurrents l'ont pris au mot. Boeing a racheté McDonnell Douglas le 15 décembre. Raytheon rachetait coup sur coup l'électronique de défense de Texas Instrument, le 6 janvier, et Hughes Electronics, le 17 janvier. Lockheed Martin, le fabricant des avions de combat F-16 et F-22, de l'avion de transport militaire C-130-J, des fusées Titus IV et Atlas, se devait de réagir, d'autant que Raytheon avait aussi des visées sur Northrop Grumman.

Cette dernière grande manœuvre américaine recevra-t-elle l'aval des autorités antitrust américaines ? Certes, le Pentagone ne se cache pas d'avoir été le principal instigateur de la restructuration de l'industrie de la défense. Contrainte de réduire de plus de 40 % en dix ans son budget de défense (267 milliards de dollars en 1996), l'armée américaine souhaitait une baisse significative des prix de ses fournisseurs, ce qui impliquait une concentration industrielle.

Mais face à la multiplication des rachats, le responsable des contrats au Pentagone a demandé, en 1996, à une commission d'instaurer un système d'alerte pour surveiller les positions ou comportements anticoncurrentiels. Première victime : McDonnell Douglas, qui ne voulait plus s'approvisionner auprès de Loral, racheté par Lockheed Martin, son concurrent direct, a été rappelé à l'ordre.

Si la Commission fédérale pour le commerce a donné un feu vert inconditionnel, mardi 1^{er} juillet, au rachat de McDonnell Douglas par Boeing, elle a conditionné, mer-

credi 2 juillet, l'acquisition de Texas Instrument par Raytheon à la cession d'un composant stratégique pour les systèmes de radars. Le rachat de Hughes Electronics

par Raytheon doit encore recevoir son aval. Certains militaires du Pentagone s'inquiètent des positions de quasi-monopole de Raytheon sur le missile de combat Amraam.

M. Coffman, le successeur de M. Augustine, a d'ores et déjà pris les devants en promettant que « Lockheed Martin continuera à assurer son rôle actuel de fournisseur, en soutenant notamment Boeing et d'autres partenaires dans le monde avec lesquels il est engagé sur différents programmes ».

Vue d'Europe, cette nouvelle alliance constitue une menace majeure. Dans l'aéronautique, le français Aerospatiale, British Aerospace et l'allemand Daimler-Benz Aerospace (DASA) n'opposent chacun qu'une dizaine de milliards de dollars de chiffre d'affaires aux 48 milliards de Boeing et aux 37 milliards de Lockheed Martin. Dans l'électronique de dé-

fense, le français Thomson-CSF et le britannique GEC pèsent à peine, à eux deux, la moitié de Raytheon-Hughes. « La restructuration de l'industrie européenne aéronautique et spatiale est urgente », a déclaré Manfred Bischoff, PDG de DASA, après l'annonce du rapprochement des deux groupes de défense américains.

« Cette nouvelle fusion souligne encore une fois de manière dramatique à quel point l'activité déployée par DASA en faveur d'une réorganisation européenne de cette industrie est justifiée », a-t-il expliqué. Le message a bien été reçu à Paris. « L'industrie française n'a offert jusqu'à présent qu'une réponse défensive aux sollicitations de nos partenaires. Nous devons reprendre l'initiative », explique-t-on au cabinet d'un des nouveaux ministres de tutelle.

Christophe Jakubyszyn

CHAQUE PLUS DE 60 DÉPARTS



VIA Calais

LES MINI CROISIERS

P&O European Ferries. Tél : 03 21 46 73
STENA LINE. Tél : 03 21 46 73

POUR L'ANGLETERRE
04 40 / SEAFRANCE. Tél : 08 00
HOVERSPEED. Tél : 08 00 90 17

COMMENTAIRE URGENCE

A peine Washington venait-il de donner sa bénédiction à la fusion de Boeing et de McDonnell Douglas que Lockheed Martin annonçait le rachat de Northrop Grumman. Après dix ans de restructurations, les Américains n'alignent plus que deux électroniques, Raytheon et le nouveau Lockheed, et deux avionneurs, Boeing et Lockheed, pour consommer des budgets militaires en constante réduction. Pendant ce temps-là, l'Europe de la défense - dont les budgets additionnés représentent à peine la moitié de celui des États-Unis - ne parvient pas à se construire. Contrairement à leurs rivaux américains, ses entreprises ne bénéficient pas d'un grand marché unique.

De cet immobilisme, la France est un peu responsable. Contrairement à la Grande-Bretagne ou à l'Allemagne, elle n'a rien fait pour réduire le nombre de ses industriels. Tardivement engagée, en février 1996, à la demande du chef de l'État, Jacques Chirac, la fusion Dassault-Aerospatiale n'a

pu être menée à bien. Et la constitution d'un pôle d'électronique de défense autour de Thomson-CSF n'a toujours pas pris corps.

Devant la Commission de la défense de l'Assemblée nationale, Marcel Roulet, PDG de Thomson-CSF, a rappelé, le 2 juillet, l'urgence des décisions à prendre pour que son entreprise, détenue majoritairement par l'État, conserve sa position de leader européen. Mais les industriels européens susceptibles de s'allier à Thomson-CSF - et à Aerospatiale - affirment qu'ils ne le feront pas tant que l'État en gardera le contrôle. Pour défendre l'intérêt national - motif le plus souvent invoqué par la gauche pour justifier le statut d'entreprise publique - l'État a d'autres moyens que la propriété du capital. La golden share (ou action spécifique) pratiquée par les Britanniques donne un droit de veto à l'État pour certaines décisions stratégiques. Mais surtout, être le client principal des industriels de l'armement et leur pourvoyeur de crédits d'étude assure à l'État un poids qui le dispense de sa présence au capital.

Claire Blandin

Informer autrement sur France 2

par Yannick Letranchant et Marcel Trillat

DE vive voix : riez ! Impossible de nous faire entendre. Alors essayons par écrit. Un peu comme au cinéma muet où les répliques sur carton remplacent un dialogue impossible.

Depuis de longs mois, reporters, représentants syndicaux, Société des journalistes, certains cadres aussi, le disent à l'oreille : à la rédaction de France 2, rien ne va plus. Dans leur immense majorité, les journalistes s'accrochent sur un cocon : les journaux de France 2 ne sont pas toujours à la hauteur de leur mission de service public. Exemples : une édition qui consacre, en ouverture, un tiers de son temps à l'assassinat de quatre jeunes filles par deux détraqués et qui n'hésite pas à donner en spectacle des familles burlant à la peine de mort. Une autre qui ne répugne pas à s'attarder sur des badauds accourus se repaître sur les lieux du crime. Comme si l'on cherchait à flatter les instincts les plus primitifs, les réflexes de peur, de baine, comme si l'on cherchait à fertiliser le terrain des partis extrémistes.

Étrange manière de contribuer à la « cohésion sociale » !

On montre tout, on s'agit, on explique peu. L'information en images est aussi implicite. A décrire le monde comme une bande dessinée, s'adressant à des spectateurs plutôt qu'à des citoyens, on laisse un sillage fait d'Europe absurde, d'Afrique sauvage, de Yougoslavie moyenâgeuse, d'humanitaires héroïques, etc. Un monde où personne n'est responsable si ce ne sont, bien sûr, les autres : les marchés, le terrorisme, la politique, les droits acquis, la mondialisation... Des diables bien commodes pour éviter d'aller plus au fond des choses.

Qu'est-ce qui a bien pu pousser,

par exemple, des gouvernements français successifs à soutenir et à armer le gouvernement rwandais responsable du génocide de 1994 ? Malgré une avalanche de reportages, France 2 ne posera pas la question.

Notre public devra se contenter, le plus souvent, de poésie prêt-à-porter, d'« images dramatiques », de la langue de bois des têtes d'affiche de la politique ou de l'économie. De vedettes du show-biz ou du cinéma à gros budget venues assurer la promotion de leur dernier chef-d'œuvre en direct à 20 heures... sans parler du record du plus gros chou-fleur de Carpentras ou des vaches covotées dans une étable des Hautes-Pyrénées.

Au nom de la concurrence et de l'Audimat, chacun court pour copier l'autre.

Sans boussole, à la manière d'un bateau ivre.

« A force de courir après le public, disait

Max Ophüls, on finit par voir son cul »

Au nom de la concurrence et de l'Audimat, chacun court pour copier l'autre. Sans boussole, à la manière d'un bateau ivre. « A force de courir après le public, disait Max Ophüls, on finit par voir son cul. » Comment résister aussi à la dérive quand l'Etat-actionnaire réduit d'autorité le budget de France 2 et contraint désormais la chaîne à faire appel à la publicité pour plus de 50 % de son financement ? Même les meilleurs des rédacteurs en chef ne peuvent maîtriser pareil emballement du système !

Pour informer et expliquer autrement, point n'est besoin de formule magique. Depuis sept ans, le succès de « Envoyé spécial », magazine de la rédaction, offre déjà un exemple de ce qui

est possible. Il suffit de ne pas réduire les téléspectateurs à des clients gugués ou à des consommateurs gloutons. De les traiter en adultes. Tout simplement, de leur donner les informations et les explications dont ils ont besoin pour mieux exercer eux-mêmes leurs droits et leurs devoirs de citoyens. De leur fournir des repères dans un monde de plus en plus ardu à déchiffrer.

On ne peut prétendre avoir répondu à tous les problèmes de société. Jouer au journaliste-ministre, au journaliste-président ou au journaliste-juge. L'arme de l'image ne doit pas être utilisée comme un attribut de grand sorcier ! Une évidence ? Certes ! A

condition qu'il ne manque pas, comme c'est le cas pour France 2, un projet concerté lui permettant d'affirmer son identité.

Le dernier sondage de l'IFOP commandé par la chaîne est clair : les téléspectateurs qui nous sont fidèles sont unanimes à souhaiter « une mise en perspective de l'actualité ». Ils veulent du sens et une hiérarchie de l'information plus cohérente.

La solution n'est pas nouvelle : aller sur le terrain sans idée préconçue, rapporter et analyser sans exclusive, sans surcibère, sans collage. Faire du reportage, en somme, et non chercher systématiquement à fabriquer un produit ciblé. Mais aussi, quand l'actualité le justifie, proposer un

point de vue, un papier d'analyse qui permettra de « décoder » ou de prendre ses distances par rapport aux faits bruts. Un exercice quasi absent de nos journaux, si ce n'est sous forme de paraphrase du discours institutionnel.

A la télévision, la politique ne saurait se limiter à l'échange avec l'invité-roi. Ni l'économie à un spectacle social dont les mécanismes sont « trop complexes ou trop longs à expliquer », surtout s'il faut sortir de l'Hexagone ! Au lieu de tout vouloir effleur dans le cadre forcément limité des journaux, pourquoi ne pas mettre en chantier de nouveaux espaces, pour ceux que passionnent le monde, l'Europe, la politique, l'économie, l'environnement, la culture, le sport ?

Doit-on nécessairement tout attendre des projets clés en main de productions privées ? Sur France 2, les idées et les talents font trop souvent antichambre. Il faut dans l'information une équipe de direction respectée et surtout, surtout, indépendante, qui ait le courage de faire des choix, donc des impasses, au lieu de singer la concurrence. Une équipe capable de mobiliser une rédaction qui rêve d'agir et veut accompagner au quotidien les bouleversements ou les inventions de son époque.

Chaque jour un peu plus, grâce au câble et aux satellites, les téléspectateurs peuvent choisir à tout moment parmi une multitude de programmes. Si, dans la jungle des marchands d'images, la télévision publique ne retrouve pas au plus vite son identité, son originalité, elle n'a aucune chance de survie.

Yannick Letranchant et Marcel Trillat sont respectivement vice-président et président de la Société des journalistes de France 2. Ils s'expriment au nom de son bureau.

Un cadeau douteux à Eurotunnel

par Jean Gatty

PLUS d'un milliard de francs : voilà le premier cadeau fait par les gouvernements de gauche anglais et français à ce qu'on appelle le grand capital quand on appelle encore un chat un chat.

Le moyen ? L'allongement de la durée de la concession d'Eurotunnel. La compagnie privée s'était librement engagée à créer et à exploiter certaines infrastructures pendant soixante-cinq ans, pour les rendre ensuite à la collectivité. Elle bénéficie soudain. Dieu sait pourquoi, du droit de les exploiter pendant au moins trente-quatre années de plus ! Bref, sans augmenter la dette dont les générations futures auront à s'acquitter comme on fait d'habitude, on a diminué les ressources de ces mêmes générations futures.

Les gagnants ? Les propriétaires d'Eurotunnel, qui, de leur propre aveu, ont reçu entre 1 et 1,5 milliard de francs ; et sans doute aussi, indirectement, les banques, qui ont eu la bonne idée de racheter des créances sur Eurotunnel au cours des derniers mois.

Les perdants ? L'ensemble des Anglais et des Français, dépossédés de la jouissance de leurs propriétés par une privatisation gratuite masquée, très comparable à la privatisation gratuite de Thomson récemment tentée par le gouvernement juppé.

Ce cadeau aux investisseurs créés-t-il au moins un emploi ? Non : c'est une simple opération financière de redistribution de la richesse au profit des possesseurs d'aujourd'hui, et au détriment de la collectivité de demain. Permet-il d'éviter des suppressions d'emplois ? Non plus : il n'a jamais été question d'arrêter l'exploitation des installations, que l'achet plan de restructuration de la dette d'Eurotunnel soit ou ne soit pas ratifié.

Alors pourquoi ce cadeau ? Parce que d'aucuns se sont laissés persuader qu'il était juste d'indemniser des investisseurs réputés malheur-

reux. Mais qui avait contraint ces investisseurs d'apporter du capital à la société Eurotunnel ? L'ont-ils fait par philanthropie ? Et les actionnaires de 1997 sont-ils encore ceux de 1987 ?

Pis : ce cadeau n'est pas seulement douteux, il est odieux. Car on ne crée pas d'emplois sans créer de l'activité, et l'oo ne crée pas d'activité sans investissement. Or il n'y a pas d'investissement sans chance de gains... mais aussi risque de pertes. Et ce n'est pas favoriser l'investissement, mais à l'inverse décourager les authentiques investisseurs que, de leur dire le même jour : « Si vous faites des pertes, la collectivité compensera ; et si vous

Attribuer un an de RMI à 40 000 pauvres ou allouer

1 milliard de francs à des investisseurs incapables ?

réussissez trop bien, la collectivité vous le reprendra en relevant les impôts sur vos gains ! »

La loi du marché ne doit certes pas être trop dure, et la misère qu'elle produit est un scandale. Mais les actionnaires d'oo ou de SDF ne sont pas des miséreux, et aucun SDF ne s'est refait grâce au milliard donné aux propriétaires d'Eurotunnel. S'il faut prendre un milliard aux générations futures, vaut-il mieux s'en servir pour attribuer un an de RMI à 40 000 de ces ouvriers pauvres qui crèvent de bouler leur misère en silence, ou l'allouer à des investisseurs incapables ?

Jean Gatty est économiste (université Paris-DX - Daphnie, Fondation Thiers - CNRS).

Vers un Vilvorde judiciaire ?

par Georges Fenech

LE premier ministre a tracé, dans sa déclaration de politique générale, les grandes lignes de la réforme annoncée de la justice : « Aucune instruction concernant les affaires individuelles de nature à dévier le cours de la justice ne sera donnée par le garde des sceaux ». Les « projets de nomination des magistrats du parquet général qui recueilleraient un avis défavorable du Conseil supérieur de la magistrature ne seront pas maintenus par le gouvernement ». Conséquence de taille de cette rupture du lien entre la chancellerie et les parquets : les procureurs seront dorénavant « comptables devant les citoyens ».

Ainsi, il aura suffi de quelques affaires politico-financières empoisonnées et d'une tentative héliportée fort maladroite pour en arriver à priver, de manière radicale, la société de son droit de dialogue avec la justice par le biais de son représentant légitime : le ministre de la justice. Ce dernier en fait lui-même les frais, puisqu'il se retrouve confiné à l'unique rôle de garde des sceaux.

Une telle « auto-flagellation » du pouvoir exécutif n'est pas sans poser de sérieuses difficultés d'ordre institutionnel. La volonté du législateur est d'abord bafouée, car l'article 36 du code de procédure pénale (le fameux cordon ombilical) est toujours en vigueur : « Le ministre de la justice peut dénoncer au procureur général les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre d'engager ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le ministre juge opportunes ».

Est-il besoin de préciser que cette disposition n'a jamais signifié une mainmise gouvernementale sur l'action publique et moins encore une main basse sur les « affaires », même si quelques errements passés ont pu fâcheusement laisser croire le contraire à l'opinion publique.

Le piège serait d'imaginer qu'en supprimant la source de légitimité de l'action du parquet la justice gagnerait en indépendance. En

d'autres termes, l'erreur est de confondre la fonction de juger et celle de poursuivre. Cette méprise risque, en outre, de provoquer un déséquilibre des pouvoirs au profit d'une magistrature conquérante malgré elle, au détriment d'un exécutif dépourvu de l'une de ses attributions constitutionnelles, celle de définir (aussi) la politique pénale du pays. Ce n'est pas par hasard si on use de la formule « politique pénale » dont l'acception doit être prise au sens oblique et original du terme. Personne ne peut croire que la diffusion de circulaires de portée générale, à supposer qu'elles soient toujours suivies d'effet, suffise à maintenir l'indispensable cohérence de l'action publique sur l'ensemble du territoire national, sans laquelle on sombrerait dans une rupture détestable de l'égalité devant la justice.

Il y a fort à parier que tôt ou tard, place Vendôme comme à Vilvorde, le principe de réalité l'emportera. M^{re} Guigou n'a-t-elle pas déjà déclaré - très sérieux bémol à l'effet d'annonce - qu'elle se réserverait d'intervenir dans les affaires touchant à l'ordre public et à la paix civile ? N'a-t-elle pas nommé à son cabinet un conseiller à l'action publique, poste que son prédécesseur avait pourtant abandonné ?

Quant à la question plus réelle du mode de nomination des procureurs, la volonté gouvernementale de se soumettre en toute circonstance à l'avis du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ne peut se concevoir qu'à l'occasion d'une réforme portant sur la composition de cet organisme. Seule l'ouverture à des personnalités extérieures au plus grand nombre peut le mettre à l'abri de tout risque de corporatisme, voire de syndicalisme. Etait-il, au demeurant, si urgent de s'en remettre dès aujourd'hui à un CSM dans son actuelle formation, sujette à influences et intérêts classiques.

Sans réforme constitutionnelle, les garanties d'une réelle indépendance resteront un vœu pieu. Qui peut raisonnablement se féliciter que la nomination des procureurs échappe au pouvoir issu du suf-


frage universel pour tomber dans l'escarcelle d'une institution qui, pour être respectable, n'en est pas moins issue, pour la majorité de ses membres, du suffrage judiciaire ? Sans compter que l'engagement solennel du premier ministre peut constituer une source réelle d'écrocs à la cohabitation. Dès lors, en effet, qu'une proposition de nomination est formulée par la chancellerie devant le CSM, on ne voit pas comment le gouvernement pourrait la retirer en cas d'avis négatif, puisque le seul détenteur de la signature du décret de nomination des magistrats reste le président de la République.

La conclusion de M. Jospin sur la responsabilité directe des procureurs devant les citoyens ne manque pas d'être plus d'intriguer les intéressés. Non pas que les magistrats « debout » soient gens à fuir leurs responsabilités. Ils démontrent le contraire chaque jour. Mais leur curiosité porte sur la manière dont sera mise en œuvre leur responsabilité quand, dans le même temps, il leur est défendu de se présenter devant le tribunal de leurs justiciables, et déconseillé de se donner en « spectacle » dans les médias pour pouvoir s'expliquer. Chacun sait en réalité qu'un procureur qui poursuit s'en remet en définitive au jugement de ses collègues du siège, et un procureur qui ne poursuit pas (à tort ou à raison) ouvre la possibilité à la victime elle-même de déclencher l'action publique par une plainte avec constitution de partie civile.

On aurait mauvaise grâce à suspecter le nouveau gouvernement de ne pas être nourri de bonnes intentions en matière judiciaire, mais force est de constater que les premières orientations ne manqueront pas de renforcer le fantasme récurrent d'un gouvernement des juges, alors que la priorité, aux yeux des Français, reste la question de moyens et la lutte contre l'insécurité.

Georges Fenech est président de l'Association professionnelle des magistrats (APM).

Embarquement immédiat pour la Méditerranée !
a dit ma mère.
A ce prix là, d'accord ! a dit mon père.
C'est gagné !




Départ immédiat de Venise sur le Costa Classica
ou le Costa Victoria, les deux fleurons de la flotte.

Ils vous emmènent voguer vers
les Iles Grecques ou vers la Grèce et la Turquie.

Pour un prix plus petit... -50% de réduction
pour les enfants*, ce sont vos parents qui sont contents !

Et nous reavis. Jusqu'au 27 juillet, c'est le moment
de sauter sur la Grande Bleue. Prendre la mer,
c'est ce qu'on fait de mieux sur terre.



*Offre valable jusqu'au 27/07/97 sur la base d'une occupation familiale de la cabine ; réduction de 50% pour les enfants sur les croisières au départ de Venise uniquement. Non cumulable à une autre réduction.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU TELEPHONEZ AU
01 49 24 41 81

Le dynamisme de l'économie britannique propulse la livre à 10 francs

La devise a été dopée par un budget moins rigoureux que prévu. Elle profite également des distances prises par Londres à l'égard de l'euro, guère démenties depuis l'arrivée des travaillistes au pouvoir

La présentation du budget britannique, mercredi 2 juillet, a provoqué une envolée de la livre. Elle a bondi, jeudi, de 9,75 à 9,99 francs, son cours le plus élevé depuis le mois d'août 1991. Alors que la principale

menace qui pèse sur l'économie britannique est celle de la surchauffe, les mesures annoncées par Gordon Brown, le chancelier de l'Echiquier, ont été jugées insuffisantes pour ralentir la croissance, apai-

ser les tensions inflationnistes et donc pour empêcher la Banque d'Angleterre de resserrer sa politique monétaire. Le sterling profite ainsi de la vigueur de la croissance au Royaume-Uni, des anticipations

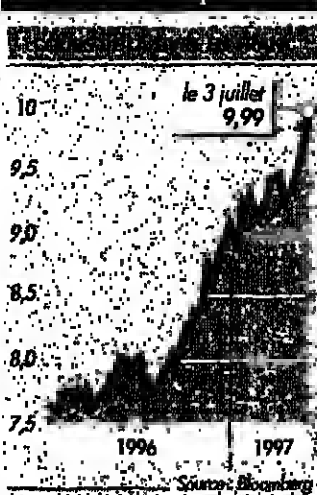
d'une hausse du taux de base de la Banque d'Angleterre, mais aussi des réserves persistantes du gouvernement travailliste à l'égard de l'euro. Tandis que Tony Blair n'évoque toujours pas la possibilité d'un

retour de la livre dans le SME, les investisseurs, inquiets des nombreuses incertitudes qui entourent l'union monétaire, préfèrent placer leurs capitaux outre-Manche.

LES AMATEURS de week-end à Londres vont être déçus. La présentation du budget britannique, mercredi 2 juillet, par le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, a provoqué une envolée de la livre sterling. Elle a bondi de 2,89 à 2,96 marks et de 9,75 à 9,99 francs, ses cours les plus élevés depuis août 1991. Depuis l'automne 1996, la monnaie britannique s'est appréciée de 30 % face au mark.

Contrairement à ce qui se passe sur le continent, où les opérateurs déplorent le niveau trop élevé des prélèvements obligatoires, ils attendaient et espèrent un tour de vis fiscal plus énergique au Royaume-Uni. Alors que la France et l'Allemagne tardent à retrouver le chemin de la croissance, la principale menace qui pèse sur l'économie britannique est celle de la surchauffe. Les mesures annoncées par M. Brown n'ont pas été jugées assez restrictives. Elles ont été considérées comme insuffisantes pour ralentir la croissance, apaiser les tensions inflationnistes et donc pour empêcher la Banque d'Angleterre de resserrer sa politique monétaire. Les dépenses de consommation devraient continuer à progresser à un rythme très soutenu (4,5 %

Envolée de la monnaie britannique



La livre a regagné 30% de sa valeur face au franc depuis l'automne 1996.

prévu cette année) tandis que la croissance s'établirait à 3,25 % en 1997. Le taux de chômage, quant à lui, devrait rapidement se rapprocher de la barre des 5 % (5,3 % en mai), ce qui pourrait provoquer des tensions salariales.

Face à ces menaces inflationnistes, le comité de politique monétaire de l'institut d'émission, auquel le gouvernement travailliste vient d'accorder son indépendance, devrait choisir de répondre en annulant une hausse de ses taux directeurs dès sa prochaine réunion du jeudi 10 juillet. L'objectif d'inflation fixé par le gouvernement à la banque centrale se situe à 2,5 %. En mai, le rythme de hausse des prix à la consommation a déjà dépassé ce niveau (2,6 %).

DURCISSEMENT MONÉTAIRE

La masse monétaire, qui mesure la quantité de liquidités en circulation dans l'économie, progresse elle aussi très rapidement. L'agrégat M4 a augmenté de 11,1 % en mai. Les analystes prévoient une hausse d'un demi-point du taux de base de la Banque d'Angleterre, aujourd'hui fixé à 6,50 %. Ce geste serait suivi par d'autres (le taux de base atteindrait 8 % à la fin de l'année). Un tel durcissement monétaire augmenterait la rémunération de la livre et son attrait par rapport aux autres monnaies européennes (le franc et le mark offrent à trois mois un rendement à peine supérieur à 3 %).

S'il apparaît bon pour la livre et pour la Bourse de Londres (l'indice Footsie a gagné 1,69 % jeudi), le budget britannique a été plus froidement accueilli par les marchés d'obligations. Malgré la volonté affichée par le gouvernement de M. Blair d'accélérer la réduction du déficit public (il sera ramené à 1,5 % en 1998, ce qui diminue le besoin de financement de l'Etat), les rendements des obligations britanniques à dix ans sont remontés de 7 % à 7,05 %.

Certains analystes de la City ont d'ailleurs critiqué le budget de Gordon Brown en estimant qu'il avait introduit un déséquilibre

dans ce que les économistes appellent le *policy mix*, c'est-à-dire le dosage entre politique budgétaire et politique monétaire. En n'étant pas assez rigoureuse, la première obligerait la seconde à être trop restrictive. Le gouvernement s'accrocherait de surcroît le beau rôle en se défendant sur l'institut d'émission de l'annonce des mesures impopulaires.

Le chancelier de l'Echiquier a tenu à répondre, dès jeudi, à ces attaques. « Vous verrez que j'ai fait le nécessaire pour rééquilibrer les politiques budgétaire et monétaire », a affirmé M. Brown. Il a en revanche déploré la hausse de la

livre. « Je souhaite que l'on ait un sterling stable et compétitif. Je voudrais atténuer les pressions sur les exportateurs ».

La livre, estimée toutefois les experts, devrait poursuivre son ascension au cours des prochaines semaines. En dehors des aspects monétaires et économiques qui la dopent, la monnaie britannique profite de la distance prise par Londres à l'égard de la monnaie unique européenne. L'arrivée au pouvoir des travaillistes ne l'a guère réduite : M. Blair n'évoque ainsi toujours pas la possibilité d'un retour du sterling dans le SME.

Le fait que le Royaume-Uni, selon toute vraisemblance, ne participe pas dès l'origine à la zone euro constitue pour la livre un atout précieux. Reodus inquiets par les nombreuses incertitudes qui entourent la forme que prendra l'union monétaire, les investisseurs préfèrent placer leurs capitaux outre-Manche où l'environnement institutionnel, politique, économique et monétaire leur semble plus dégagé. La livre sterling est en passe de remplacer le franc suisse en tant que monnaie refuge.

Pierre-Antoine Delhommais

CORRESPONDANCE

Une lettre de Pierre Habib-Deloncle

A LA SUITE de la publication dans Le Monde du 6 juin d'un article intitulé « Le PDG de la Société marseillaise de crédit se ménageait un point de chute », nous avons reçu de Pierre Habib-Deloncle la lettre suivante :

L'article du Monde comprend beaucoup d'inexactitudes. Il est sans fondement et m'est préjudiciable. Il peut prêter à des interprétations malveillantes.

Le seul motif du départ du président de GP Banque réside dans les sérieux différends que nous avons eus avec M. Hadj-Nacer. Je ne souhaite pas les rendre publics, car la SMC espère conserver de bonnes relations avec lui. En aucun cas, le calendrier électoral ou des motivations personnelles n'ont joué. La SMC, après en avoir informé le ministère des finances, a pris une décision de gestion qu'en vertu de sa responsabilité d'actionnaire de référence elle ne pouvait pas ne pas prendre. La date du 30 mai retenue par M. Hadj-Nacer était la dernière légalement possible pour

tenir l'assemblée générale. Le mandat de M. Hadj-Nacer expirant ce jour-là, il eût été incongru de le renouveler.

Ce n'est donc pas pour trouver « une planque » que j'ai été nommé président de GP Banque mandat à la tête de GP Banque est temporaire et, par ailleurs, il n'est pas rémunéré. Le poste dépend de la SMC et de l'Etat. Imaginez-vous qu'un éventuel successeur m'y maintiendrait ? Me prêter l'intention de racheter GP Banque n'a aucun sens : je n'en ai ni le désir, ni la possibilité, ni les moyens.

Ce que vous dites sur GP Banque est faux. GP n'a ni la dimension ni la rentabilité décrites. Elle n'est pas directement présente en Algérie.

Il n'est pas covenable que le règlement d'un problème interne au Groupe SMC ait pu être présenté comme une manœuvre politique.

A ce sujet, je voudrais bien que vous rappeliez que j'ai une expérience bancaire de vingt-cinq ans. Elle s'est déjà exercée dans le Midi et le Méditerranée, ce qui me

donne une compétence pour diriger la SMC.

Il est faux de dire que la SMC a fait l'objet d'une alternance politique. De 1982 à fin 1993, elle a été placée sous la direction de deux hommes de même obédience. Ils ont été maintenus, à l'échéance légale des nominations, en 1986 pour l'un, en 1994 pour l'autre, par des gouvernements de cohabitation. Le remplacement de l'un par l'autre a eu lieu en 1992 par le gouvernement Bérégovoy. Je note que le premier d'entre eux a été nommé à la présidence d'une autre banque publique puis, en 1994, à une nouvelle présidence bancaire dans le secteur public à Bordeaux.

Je pense que le bilan de ma gestion, après dix-huit mois de présence - ce qui est peu - est positif : le redressement de la SMC est visible, mais il faudra le poursuivre.

Je ne voudrais pas que votre article puisse entacher la réputation de la SMC et porter préjudice aux 2 100 emplois et donc aux 2 100 personnes que comporte le groupe.

Une bonne nouvelle pour les exportateurs français

Si elle constitue un sérieux motif d'inquiétude pour les entreprises britanniques, l'envolée de la livre sterling est en revanche une excellente nouvelle pour les exportateurs français. En neuf mois, les prix des produits fabriqués en France ont gagné, grâce à l'évolution des taux de change, 30 % de compétitivité par rapport à leurs homologues britanniques. Les exportations à destination du Royaume-Uni représentent 9,9 % de l'ensemble du commerce extérieur français (contre 16,7 % pour l'Allemagne, 9,7 % pour l'Italie, 8,2 % pour la Belgique, 8,1 % pour l'Espagne). La situation monétaire des entreprises françaises apparaît d'autant plus favorable que les autres devises réputées faibles, comme le dollar et la lire se sont nettement redressées depuis deux ans (+22 % pour le billet vert et +16 % pour la devise italienne). Enfin, les groupes français bénéficient de conditions de financement très avantageuses, avec des taux historiquement bas (3,25 % à trois mois et 5,50 % à dix ans).

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Gestionnaires et Financiers

ORGANISME PUBLIC LYON recherche

Assistant Gestion Patrimoniale

Rattaché au responsable logistique, il sera chargé de :

- l'amélioration de la politique d'achat.
- de la rédaction des cahiers des charges et du suivi des appels d'offres et de la mise au point et suivi des marchés divers.
- de l'élaboration de procédures de fonctionnement des bâtiments.
- de l'informatisation des approvisionnements.

Profil : ACHETEUR PUBLIC.

Bac + 2 à compétence technique fonctionnement des bâtiments, rompu à l'utilisation de la micro-informatique. Envoyer lettre manuscrite + CV détaillé sous référence 274 MI (sur l'envolée) à COMMUNIQUE - 51, av. Jean Jaurès 69361 LYON cedex 07 qui transmettra votre dossier.

Cadres Territoriaux

CUS habitat
le sens de la communauté

CUS habitat - OPHLM
de la Communauté Urbaine de Strasbourg
RECRUTE
pour son agence «Neuhof» gérant 3 100 logements avec un effectif de 50 agents

UN DEVELOPPEUR DE QUARTIER CHEF D'AGENCE

MISSIONS

1) «Développeur» :

- contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des actions de l'Office dans le quartier, à leur intégration cohérente dans la politique de développement social et urbain de la collectivité ;
- procéder à un diagnostic et à l'analyse de la gestion du quartier, de la demande des habitants, et du niveau de qualité des services qui leur sont offerts ;
- développer, en liaison avec les directions de l'Office, les relations avec les différents acteurs de la gestion urbaine (services publics, associations, ...) en vue de définir des objectifs communs et des actions coordonnées.

2) «Gestionnaire» :

- diriger une équipe, coordonner, responsabiliser, convaincre, déléguer et contrôler les services internes de l'agence ;
- prévoir et organiser l'entretien des logements et des parties communes en liaison avec la direction technique et la maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'un budget annuel négocié ;
- rechercher à tout moment l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires au meilleur coût.

PROFIL :

De formation BAC+4, et doté d'une expérience significative de l'habitat social et de la conduite de projets complexes, le candidat devra allier des aptitudes de développeur à des capacités de management d'équipe, de gestion et d'organisation.

Conditions : recrutement statutaire ou contractuel, rémunération statutaire + régime indemnitaire, 13e mois, chèques déjeuner.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un CV détaillé, d'une photo d'identité et d'une copie des diplômes sont à adresser avant le 30 juillet 1997 à la direction des ressources humaines CUS habitat - 1, rue de Genève - BP 250/R6 - 67006 STRASBOURG Cedex.

Ingénieurs et Informaticiens

LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-EGREVE (ISERE) recherche

par voie de mutation ou de détachement

UN INGENIEUR HOSPITALIER

Diplômé, ayant des connaissances dans les domaines du bâtiment, de la maintenance, et de l'électricité, il animera et encadrera le bureau d'études (6 agents) et les ateliers (30 agents, tous corps d'état).

Adresser candidature avec lettre de motivation et curriculum vitae à :

Monsieur le Directeur
Centre Hospitalier de Saint-Egrève
B.P. 100 - 38521 SAINT-EGREVE Cedex
Renseignements au 04.76.56.42.62

Ministère de la Culture

Direction de l'Architecture

L'Ecole d'Architecture de Strasbourg

recrute un enseignant du grade de Professeur ou de Maître-assistant associé dans le champ disciplinaire Espace et Territoire.

Architecte ayant une réelle expérience de «projet urbain», il interviendra dans le cycle DESS, et dans le certificat de projet de 5ème année, durant l'année universitaire 97/98.

Contact et retrait du dossier de candidature jusqu'au 25 juillet 1997 dernier délai :

Michel Jean DEBRUN, Secrétaire général de l'Ecole d'Architecture de Strasbourg
Tél. (33) 06.08.27.69.26 - Fax : (33) 03.88.32.82.41

Le groupe d'aéroports britanniques BAA se renforce dans le commerce hors taxes

BAA, LE GROUPE D'AÉROPORTS britanniques, a annoncé, jeudi 3 juillet, le rachat de l'américain DFI (Duty-Free International), spécialisé dans le commerce hors-taxe pour 674 millions de dollars (environ 4 milliards de francs). DFI est implanté dans quatorze aéroports américains et gère des opérations de vente de hors-taxe en vol et des entrepôts de hors-taxe aux frontières canadienne et mexicaine. Il réalise un bénéfice avant impôt de 34 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 570 millions de dollars.

Avec ce rachat, BAA deviendra le deuxième opérateur mondial dans le commerce hors taxes, derrière DFS, filiale de LVMH. Présent surtout en Europe, BAA réalise déjà 30 % de son chiffre d'affaires dans ce secteur. L'acquisition de DFI devrait se traduire par un doublement de son chiffre d'affaires dans cette activité pour atteindre 1,2 milliard de dollars. Son renforcement aux États-Unis lui permettra de conforter sa position, menacée par l'abolition programmée des magasins hors taxes dans l'Union européenne en 1999.

DÉPÊCHES

■ RHÔNE-POULENC : le chimiste français a annoncé, jeudi 3 juillet, la cession de sa filiale de distribution Fiprochim à la société Caldic International Beheer BV basée à Rotterdam (Pays-Bas). Fiprochim (700 millions de chiffre d'affaires) distribue des produits de spécialités chimiques et d'additifs pour l'industrie alimentaire dans plusieurs pays d'Europe.

■ PHARMACIA ET UPJOHN : le groupe pharmaceutique suédo-américain a annoncé, jeudi 3 juillet, une restructuration afin d'entraîner la baisse de ses ventes (moins 6 % au premier trimestre) et de simplifier son organigramme. La firme va regrouper ses départements et concentrer ses investissements sur quelques produits-clés.

■ FRANCE TELECOM : le président de l'opérateur téléphonique, Michel Bon, interrogé par la Commission des finances du Sénat jeudi 3 juillet, a indiqué que, d'un point de vue technique, la meilleure date pour une introduction en Bourse serait septembre prochain ; en octobre l'italien STET fera appel au marché, suivi en novembre de l'australien Telstra.

■ PHILIPS : le groupe néerlandais a indiqué jeudi 3 juillet avoir engagé des discussions afin de réduire sa participation dans le fabricant allemand d'électronique de loisirs Grundig, qui est actuellement de 31,6 %.

■ BALLY : les 216 salariés de l'usine du groupe à Villeurbanne (Rhône), mise en liquidation judiciaire le 26 juin, ont refusé jeudi 3 juillet de quitter les locaux de leur entreprise. Estimant que les dossiers des éventuels repreneurs n'ont pas été suffisamment étudiés, les employés rejettent « tout plan de liquidation et de licenciement ».

François Lemasson, directeur général du Consortium de réalisation

« Les contrôles ne sont pas une garantie contre les pressions »

La vente des actifs du Crédit lyonnais, dont une participation dans le groupe Pinault reste controversée

Le premier rapport annuel de l'EPFR (Etablissement public de financement et de réalisation), l'organisme d'Etat bailleur de fonds du CDR (Consortium

de réalisation) chargé de vendre les 190 milliards de francs d'actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais a été rendu public mercredi 2 juillet (Le Monde du

4 juillet). François Lemasson, directeur général du CDR, souligne les lourdes contraintes de gestion du CDR et sa vulnérabilité aux pressions politiques.

« Le rapport de l'EPFR ouvre des pistes de réformes pour la défaillance du Crédit lyonnais. Qu'en pensez-vous ?

« Le rapport de l'EPFR n'est en fait pas très précis. Il décrit la problématique générale du CDR et de la défaillance, plus qu'il ne s'interroge sur le fonctionnement même du consortium. Il souligne les contraintes auxquelles nous sommes confrontés. Elles sont fortes. Le simple fait que nous soyons qualifiés de structure de cantonnement, de défaillance, est un handicap pour valoriser les actifs qui sont logés chez nous. C'est aussi un handicap pour les entreprises que nous pilotons. Enfin, autre contrainte, nous demandons à nos équipes de travailler vite, mais plus elles le font, plus elles creusent leur propre fin.

« En outre, nous exerçons notre tâche dans un contexte de diffusion assez large des responsabilités. L'EPFR ne valide que des orientations générales, des grands objectifs, sans les détailler. Nous devons donc opérer nous-mêmes des choix qui ne sont pas du tout évidents. Nous

faisons toutefois valider les plus importants par le Comité consultatif de contrôle, dirigé par le président de l'EPFR. Quant au Trésor, il est assez proche de nous, via les contrôleurs d'Etat qui sont en permanence dans nos murs et assistent à la plupart des réunions.

« Comment peut-on alléger les contraintes qui pèsent sur le CDR ?

« Certaines choses me paraissent déjà bien engagées. Par exemple, nous devrions bientôt être complètement séparés juridiquement du Crédit lyonnais (NDLR : qui est toujours la maison-mère du CDR). Il n'y a plus aucune raison d'attendre pour couper les liens qui n'ont plus de signification. Nous avons bien identifié toutes les conséquences juridiques que pourrait entraîner une séparation et notamment toutes les garanties que le CDR assure au Lyonnais sur les créances que la banque détient sur des entreprises logées dans le Consortium.

« Il y a un deuxième sujet, auquel je suis sensible, c'est le mode de fonctionnement et l'efficacité du dispositif CDR. Là, plusieurs idées

ont déjà été évoquées. Nous sommes trop endogènes et nous devons depuis longtemps que notre système devrait être ouvert à des personnalités extérieures à même de nous conseiller dans nos arbitrages économiques. Nous souhaitons aussi une réforme de notre système de contrôle. Trop de contrôle tue le contrôle. L'un des moyens de nous ouvrir sur l'extérieur et de simplifier les contrôles pourrait être de nous transformer en société à conseil de surveillance, ouvert sur l'extérieur, et à directoire.

« Enfin le troisième sujet est un débat dans lequel je ne veux pas rentrer. C'est celui de la prise en charge des pertes. Il se passe au niveau de l'Etat, entre l'EPFR et le ministère des finances.

« Tous ces contrôles peuvent aussi servir à vous protéger contre les pressions qui peuvent s'exercer sur vous ?

« En théorie, oui, mais l'histoire a montré que cela n'était pas en soi une garantie. Souvenez-vous des dossiers Pinault ou AOM.

« Pensez-vous avoir fait une erreur dans le dossier Pinault en acceptant en novembre 1996 un prix de sortie à 1,5 milliard de francs pour la participation minoritaire de 25 % dans Artémis, la holding de tête du groupe Pinault, et le remboursement d'obligations remboursables en actions ?

« Non. Le choix de la procédure, la détermination des curseurs financiers, les durées ont été longuement négociés, en consultant largement... et en nous appuyant sur tous nos contrôles. Ce prix de sortie se décomposait en deux parties : 1,5 milliard et un complément que nous avons longuement négocié. Nous voulions profiter d'une partie des plus-values qu'Artémis pouvait réaliser en cédant certains de ses actifs. C'est surtout là que nous avons eu le sentiment d'avoir une vraie valeur ajoutée.

« Est-ce la hausse de la Bourse et de la valeur des composantes du groupe Pinault qui vous a fait changer d'état d'esprit ?

« C'est un changement majeur en effet. Mais nous avons aussi été un peu déçus par la procédure d'appel au marché. Etait-ce inhérent au dispositif ou n'avons-nous pas été aidés par les acteurs ? C'est difficile à dire. Mais il était assez logique qu'au regard de ces éléments, l'Etat se dise finalement : je rentre à nouveau dans le jeu, je respecte les termes du protocole passé avec le groupe Pinault et je mets en œuvre une décision de maintien dans le patrimoine de l'Etat.

« Si François Pinault n'avait pas été un proche du président de la République, les choses se seraient-elles passées de la même manière ?

« C'est une question difficile. Dans l'ensemble, la procédure aurait été la même. Mais je ne suis pas sûr que tous les curseurs auraient été arrêtés au même niveau. Maintenant nous gérons la situation, nos titres sont vendus mais séquestrés et nous attendons nos 3,7 milliards.

« L'estimation de 100 milliards de francs de pertes pour le CDR est-elle désormais réaliste ou peut-il y avoir encore de mauvaises surprises ?

« Il faut être très prudent. Mais nous avons maintenant une vision claire de ce qui est dans le CDR. On ne peut toutefois pas exclure de mauvaises surprises.

« Vous avez déjà traité 41 % des actifs que vous avez reçus. Ne craignez-vous pas d'avoir vendu aujourd'hui ce qui était le plus facile à céder ?

« Pas vraiment. Nous avons vendu à la fois les actifs qui pouvaient être assez rapidement, compte tenu des conditions de marché, et ceux qui devaient l'être compte tenu du foyer de pertes ou de risques qu'ils représentaient, comme MGM, Stardust... Il reste donc des actifs qui doivent être restructurés et valorisés. Ce ne sont pas forcément les plus mauvais.

« Il y a aussi une partie du dispositif que l'on ne vend pas, mais que l'on recouvre : ce sont les créances. A ce niveau, nous gérons aussi des contentieux. Et nous avons, malgré cela, conclu une opération réussie

de cession de créances immobilières. Nous allons d'ailleurs sans doute recommencer.

« Au fil des cessions d'actifs, le CDR s'adapte. A terme, si le consortium reste en l'état, il deviendra un bipôle, composé d'une fondère et d'un gros service du contentieux bancaire. A quelle échéance le n'en sais rien. Mais il faut réfléchir dès maintenant à cette question, très importante pour les équipes. Organisé en plusieurs pôles - CDR Participations, pour les participations minoritaires, CDR Entreprises pour les participations majoritaires, CDR Créances et CDR Immobilier - qui ont chacun une logique, un calendrier et un horizon différent, le CDR peut se resserrer au fil du temps. Lorsque toutes les participations seront vendues, CDR Participations disparaîtra. Je suis prêt à parier qu'en 1999, les choses seront terminées pour ce pôle.

Le simple fait que nous soyons qualifiés de structure de cantonnement, de défaillance, est un handicap pour valoriser les actifs qui sont logés chez nous. C'est aussi un handicap pour les entreprises que nous pilotons

« En sera-t-il de même pour CDR Entreprises ?

« C'est plus difficile à dire. L'essentiel sera traité comme pour CDR Participations, mais il restera peut-être quelques cas délicats pour lesquels nous ne donnerons pas de calendrier. Il faut pouvoir travailler sans pression comme pour Sligos, qui a pu être cédé au travers de la fusion avec Axime, loin des appétits immédiats. Aujourd'hui, il nous reste encore quelques poids lourds, comme AOM, les Bennes Marcel, CCMX-Concept, et le pôle Mallard avec Transalliance, Stock Alliance et Mory en cours de redressement. AOM avait terminé l'année 1996 dans les turbulences mais se redresse. Le transport routier aussi, car nous avons fait un gros travail d'élégage. Pour le reste, nous avons présenté ce matin un projet au comité consultatif de contrôle : la création de bouquets de participations. Il y a à peu près 80 % des lignes non cotées qui peuvent être cédées sous cette forme. Une grande partie des difficultés de fonds de cuve peut être résolue ainsi.

« Et l'immobilier et les créances ?

« En immobilier, il nous reste les trois quarts des actifs que nous avons reçus à traiter. Mais nous maîtrisons bien le patrimoine. Actuellement, nous sortons même légèrement au-dessus des prévisions faites. Nous sommes en train de vendre quelques beaux paquebots. Et nous sommes pratiquement sortis de notre portefeuille étranger, notamment au Portugal et en Espagne.

« Pour traiter les créances bancaires, nous avançons lentement et péniblement, du fait de l'environnement juridique et pénal très difficile.

« Comment s'est passé le début de l'année pour le Consortium ?

« Bien. Sur les cinq premiers mois de 1997, nous avons réalisé 10 milliards de francs de cessions sur un objectif annuel de 25 à 30 milliards. Le taux de récupération est supérieur à 100 % (contre 80 % en 1995 et 68 % en 1996), nous faisons donc une toute petite plus-value. Mais c'est un exercice un peu atypique.

Propos recueillis par Sophie Fay et Eric Leser

LE JOUR VERS L'ANGLETERRE



LES POUR L'ANGLETERRE

46 04 40 / SEAFRANCE. Tél : 08 01 63 63 01
/ HOVERSPED. Tél : 08 00 90 17 77

LES
PRO
STENA

■ LA BOURSE de Tokyo est repassée, vendredi 4 juillet, sous la barre des 20 000 points. L'indice Nikkei a perdu 153,41 points (0,76 %) à 19 968 points.

■ L'EXCEPTION de Paris et Tokyo, les grandes places boursières ont battu des records jeudi 3 juillet. Londres a terminé à 4 831,70 points, Francfort à 3 887,39 points et New York à 7 895,81 points.

■ LE PRIX du baril de brut de référence « light sweet crude » a perdu 78 cents à 19,56 dollars jeudi sur le marché new-yorkais. La veille, il avait gagné 22 cents.

■ LES INDICES de Paris ont affiché de fortes hausses en juin : 10,62 % pour le CAC 40, 9,47 % pour le SBF 120, 8,73 % pour le SBF 250, 5,94 % pour le MidCac et 2,5 % pour le second marché.

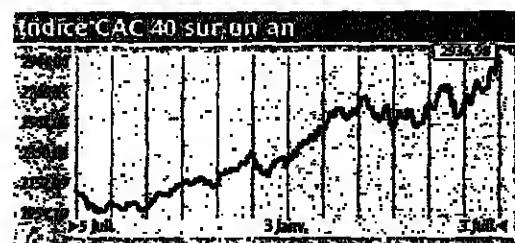
■ L'ACTIVITÉ à la Bourse de Paris a été en forte hausse en juin (+40,12 % par rapport à juin 1996). Le volume des transactions quotidiennes s'est élevé en moyenne à 11,68 milliards de francs.

LES PLACES BOURSIÈRES

Effritement à la Bourse de Paris

LES DÉCLARATIONS jeudi soir du premier ministre, Lionel Jospin, suscitaient peu de réactions vendredi 4 juillet à la Bourse de Paris, qui restait soutenue par le climat boursier international et l'abondance sans précédent des liquidités. En baisse de 0,36 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait, une heure un quart plus tard, une perte de 0,16 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises perdaient en moyenne 0,26 %, à 2 929,27 points. Entre-temps, cet indice avait fait une incursion dans le vert. Le marché était actif, avec un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel.

Comme au cours des dernières semaines, les milieux financiers continuent à juger Lionel Jospin « prudent ». Ce sentiment est partagé par la plupart des analystes après l'intervention du premier ministre. Ce dernier est en effet resté prudent sur les privatisations, laissant une porte ouverte pour l'ouverture au privé du capital de groupes publics.



La Bourse parisienne ne cherche donc pas, pour l'instant, à se déconnecter des autres places, où la fête continue à battre son plein. L'enthousiasme des marchés fi-

LVMH, valeur du jour

BÉNÉFICIAIRE d'une conjoncture favorable, le titre LVMH a terminé à son plus haut niveau de l'année, jeudi 3 juillet, à la Bourse de Paris. L'action a gagné 3,7 % à 1 678 francs. Les opérateurs justifient cette nouvelle progression par le fait que Guiness et GrandMet sont prêts à étudier la proposition de mariage à trois du groupe français. Certains opérateurs notent que le titre est également l'une des valeurs qui a le plus « sous-performé » par rapport aux

autres valeurs de premier plan (Elf Aquitaine, Total, l'Oréal Carrefour) et qu'enfin il bénéficie de la bonne tenue du dollar et du yen.



Tokyo repasse sous les 20 000 points

LA BOURSE de Tokyo est repassée sous le niveau des 20 000 points, vendredi 4 juillet en clôture. L'indice Nikkei a perdu 153,41 points (0,76 %) à 19 968 points.

La veille, Wall Street s'est envolée et a inscrit un nouveau record historique de clôture brisant facilement le seul psychologique des 7 800 points à l'issue d'une séance écourtée à la veille de la fête de l'indépendance. L'enthousiasme des marchés financiers a été déclenché par l'annonce de chiffres de l'emploi plus faibles qu'attendu en juin aux Etats-Unis, qui ont élargi les craintes de reprise de l'inflation. L'indice Dow Jones a fait un bond de 100,43 points (1,29 %), à 7 895,81 points. Les autres indicateurs boursiers ont suivi cette statistique, affichant eux aussi de nouveaux records en clôture.

En Europe, au lendemain de la présentation du premier budget du gouvernement travailliste, la Bourse de Londres a terminé sur un nouveau record. L'indice Footsie a gagné 30,3 points (1,68 %) à 4 831,70 points. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a inscrit son troisième record d'affilée en terminant sur un gain de 0,85 %, à 3 887,39 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 04/07	Cours au 03/07	Var. %
Paris CAC 40	2929,27	2909,45	+0,68
New-York DJ Ind.	7895,81	7795,38	+1,29
Tokyo Nikkei	19968,00	20120,41	-0,76
Londres FT100	4831,70	4771,40	+1,24
Francfort Dax 30	3887,39	3854,76	+0,84
Bruxelles C20	3133,36	3106,06	+0,86
Amsterdam AEX	2987,38	2987,38	—
Madrid IBEX 35	2443,11	2444,93	+1,62
Stuttgart DAX	3071,40	3078,40	-0,23
Osaka Nikkei	19968,00	20120,41	-0,76
Hong Kong Hang S.	15055,70	15196,80	-0,94
Singapore Straits	1962,40	1964,51	-0,11

LES TAUX

Stabilité initiale du Matif

LE MARCHÉ obligataire français était stable, vendredi 4 juillet, au cours des premières transactions. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, abandonnait à l'ouverture 2 centimes à 129,88 points.

La veille, le Matif avait terminé en hausse de 22 centimes à 129,88, profitant de la nette amélioration du marché obligataire américain. Ce dernier a été dopé par la publication des

chiffres de l'emploi aux Etats-Unis qui montrent pour juin une légère progression du taux de chômage de 0,2 % à 5,5 % et moins de créations d'emplois que prévu. Ces chiffres, moins bons que prévu, ont éloigné aux yeux des investisseurs la crainte d'un resserrement monétaire outre-Atlantique.

Le rendement moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est tombé à 6,61 % à l'ouverture contre 6,71 % mercredi en clôture.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat 04/07	Vente 04/07	Achat 03/07	Vente 03/07
Jour le jour	3,1875	3,1875	—	—
1 mois	3,20	3,40	3,32	3,32
3 mois	3,30	3,45	3,36	3,36
6 mois	3,34	3,44	3,33	3,33
1 an	3,42	3,54	3,42	3,52
PIBOR FRANCS	3,3840	3,3781	—	—
Pibor France 1 mois	3,3867	3,3867	—	—
Pibor France 3 mois	3,3867	3,3867	—	—
Pibor France 6 mois	3,4114	3,4043	—	—
Pibor France 9 mois	3,4863	3,4744	—	—
Pibor France 12 mois	3,5332	3,5313	—	—
PIBOR ECU	4,1563	4,1510	—	—
Pibor Ecu 3 mois	4,2031	4,1829	—	—
Pibor Ecu 6 mois	4,2604	4,2500	—	—

MATIF

échéances 03/07	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
Sept. 97	150013	129,90	129,97	129,82	129,64
Dec. 97	1543	98,40	98,40	98,20	98,26
Mars 98	2	97,66	97,66	97,66	97,66

PIBOR 3 MOIS

	Sept. 97	Oct. 97	Nov. 97	Dec. 97	Jan. 98	Feb. 98	Mars 98	Avril 98	Mai 98	Juin 98	Juillet 98
PIBOR 3 MOIS	11772	96,57	96,56	96,55	96,57	96,57	96,57	96,57	96,57	96,57	96,57
PIBOR 3 MOIS	4911	96,55	96,56	96,52	96,54	96,54	96,54	96,54	96,54	96,54	96,54
Mars 98	3442	96,49	96,50	96,46	96,48	96,48	96,48	96,48	96,48	96,48	96,48
Juin 98	2232	96,40	96,41	96,36	96,39	96,39	96,39	96,39	96,39	96,39	96,39

CONTRATS A TERME SUR INDICE CAC 40

échéances 03/07	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
juillet 97	14026	2939	2954	2910	2925
août 97	404	2841	2958	2850	2950
sept. 97	906	2956	2968	2927	2945
oct. 97	25	2989	2989	2989	2989

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 04/07	Var. %	Var. %
Bell	64	+1,38	+100,31
Yehmp	710	+0,82	+45,79
Dassault Electron	573	+4,18	+28,76
Thomson-CSF	169,40	+0,02	+0,05
Northern Oils	163,70	+0,07	+23,06
COF	155,80	+0,08	+29,33
Valco	398,80	+0,08	+24,63
SBC CA	595	+0,24	+25,84
Lagardere	172,60	+0,26	+21,20
Editor Int'l ADP	1469	+0,26	+13

BAISSES, 12h30	Cours au 04/07	Var. %	Var. %
Elfage	299	+0,28	+45,45
Groupe Andre S.A.	502	+0,32	+25,81
Leban	210	+0,38	+22,73
Nord-Est	129,10	+0,39	+22,19
DEVIL-P-Call LI	46,70	+0,40	+1,35
Boussac	140,80	+0,44	+26,27
Rosel	1790	+0,53	+13,65
Comptoir Entrep.	10,30	+0,59	+7,29
Rhone-Poulenc A	253,60	+0,76	+4,35
Interball	168	+0,87	+25,95

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	Cours au 04/07	Var. %	Capitalisation
Elf Aquitaine	483205	+0,81	30081220
Strafor Focim	69400	+0,81	25256731
Lagardere	147078	+0,81	24993763
LVMH Moët Hen.	145119	+0,81	24076194
GrandMet	20238	+0,81	15001928
Thomson-CSF	95274	+0,81	157473830
Total	219819	+0,81	151406754
Carrefour	26436	+0,81	114405194
L'Oréal	45516	+0,81	112344789
Valco	257975	+0,81	10286184030

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 04/07	Var. %	Var. %
Mediaset	570	+11,62	+13,77
Guyancard N.A.	495	+11,62	+115,21
Groupe J.C. Damon	260	+11,62	+19,14
Rep	190	+11,62	—
Delachaux S.A.	1155	+11,62	+63,13

BAISSES, 12h30	Cours au 04/07	Var. %	Var. %
D'Ale	80,75	+0,81	+7,48
Moncl	155,80	+0,81	+3,79
Services et Trans.	428	+0,81	+40,76
Europe Auto Ind.FA	335	+0,81	+70,87
INFRA	28	+0,81	+34,4

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 04/07	Var. %	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1999,11	+0,81	+0,81
Ind. gén. SBF 250	1911,48	+0,81	+0,81
Ind. Second Marché	1681,24	+0,81	+0,81
Indice MidCac	1614,68	+0,81	+0,81

Valeurs Index	Cours au 04/07	Var. %	Var. %
1 - Energie	2331,41	+0,81	+1,89
2 - Produits de base	2095,17	+0,81	+0,76
3 - Construction	1812,30	+0,81	+1,53
4 - Biens d'équip.	1578,87	+0,81	+1,61
5 - Automobile	2184,79	+0,81	+0,34
6 - Biens consom.	3800,39	+0,81	+0,51
7 - Indus. serv. altim.	1880,89	+0,81	+1,93
8 - Services	2166,66	+0,81	+0,51
9 - Distribution	4402,81	+0,81	+0,51
10 - Autres services	1330,18	+0,81	+0,16
11 - Sociétés financières	1320	+0,81	+0,34
12 - Immobilier	775,46	+0,81	+0,27
13 - Services financ.	1284,96	+0,81	+0,15
14 - Sociétés invest.	1857,74	+0,81	+0,91

INDICE SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, Dax 30 sur 3 mois



LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	Cours au 04/07	Var. %	Capitalisation
Allied Lyons	4,34	+2,5	—
Barclays Bank	12,71	+12,10	—
B.A.T. Industries	5,65	5,49	—
British Aerospace	13,12	13,15	—
British Airways	6,87	6,93	—
British Petroleum	7,36	7,53	—
British Telecom	4,79	4,57	—
B.T.L.	2,01	2,15	—
Cadbury Schweppes	5,67	5,33	—
Eurotunnel	0,76	0,77	—
Forde	—	—	—
Glaxo Wellcome	13,07	13,10	—
GrandMet	7,24	7,22	—
Grand Metropolitan	6,17	5,98	—
Guinness	6,19	6,08	—
Hanson Plc	0,87	0,87	—
Great Plc	5,96	6,19	—
H.S. & C.	18,60	18,49	—
Imperial Chemical	8,12	8,24	—
Lloyds & Gen. Grp	4,24	4,33	—
Lloyds TSB	6,76	6,45	—
Marks and Spencer	5,09	5,06	—
National Westminster	8,83	8,59	—
Portsmouth Orienta	6,22	6,21	—
Reckitt Benckiser	6,21	6,31	—
Satchi and Satchi	1,26	1,25	—
Shell Transport	4,43	4,33	—
Tate and Lyle	4,64	4,60	—
Unilever Ltd	17,84	17,74	—
Zeneca	20,29	20,21	—

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

	Cours au 04/07	Var. %	Capitalisation
Allianz Holding N	368,50	367	—
Basf AG	65,85	66,05	—
Bayer AG	71,15	70,75	—
Bay HypoWechselt	54,25	54,45	—
Bayer Vertriebsbank	73	72,60	—
Bilfinger+Berger	14,45	14,43	—
Commerzbank	49,85	50,15	—
Daimler-Benz AG	145,20	144,90	—
Deutsche Bank AG	92,10	92,20	—
Deutsche Telekom	42,65	42,40	—
Dresdner Bank AG FR	62	62,60	—
E.ON AG	544	540,50	—
Henkel AG	100,60	98,40	—
Hoechst AG	77,45	79,30	—
Karstadt AG	637	639,50	—
Linde AG	1370	1352	—
DT. Lufthansa AG	33,05	31,90	—
Salzgitter AG	54	54,50	—
Manneberg AG	781,50	780,50	—
Metz	194,40	192,80	—
Muench. Rue N	4915	4850	—
Preussag AG	513	512	—
Rohr	76,70	74,80	—
Sap VZ	385	367,50	—
Schering AG	118	110,25	—
Siemens AG	108,55	106,60	—
Thyssen	430,70	430,90	—
Veba AG	100,90	99,60	—
Viel	805,60	800	—
Volkswagen VZ	1058	1000	—

LES MONNAIES

Hausse du dollar

LE DOLLAR remonte face au franc et au deutsche-mark, vendredi 4 juillet, au cours des premières échanges entre banques. Le billet vert s'échangeait à 5,9101 francs et 1,7510 deutsche-mark contre respectivement 5,8880 francs et 1,7482 deutsche-mark au cours des échanges interbancaires de jeudi soir.

En revanche, quelques heures plus tôt à Tokyo



TOUR DE FRANCE 1997
C'est de Rouen (Seine-Maritime) que la Grande Boucle prend son élan cette année. Jusqu'au 27 juillet, date de l'arrivée sur les Champs-Élysées, et après le passage de 53 cols et côtes, le peloton et sa caravane vont sillonner 3 870 km en France et en Suisse. Vainqueur en 1996 d'un duel tronqué avec l'Espagnol Mi-

guel Indurain, Bjarne Riis, solide Danois légèrement dégariné, devra prouver qu'il est bien devenu le patron que le Tour se cherche. Le favori est confiant : « Les autres ont



peur de moi », confie-t-il au Monde. Mais qui sait si le futur homme en jaune ne se cache pas plutôt parmi les grimpeurs de poche auxquels le parcours 1997 fait la part belle ?

Sans Miguel Indurain, le 84^e Tour de France s'élance dans l'inconnu

La retraite du quintuple vainqueur espagnol de la plus grande épreuve cycliste du monde, et l'assurance de son successeur danois, Bjarne Riis, contraignent le peloton à la prudence. Rares sont les favoris qui avouent leur état de forme et personne ne se hasarde à un pronostic

ROUEN

de notre envoyé spécial

Pour la 84^e fois, le peloton cycliste s'apprête à entamer en France son tour du propriétaire. Les coureurs vont l'accomplir avec leur habituel dédain, le nez dans le guidon, d'exhalant d'eux-mêmes que cette part d'anatomie qui se dissimule habituellement. Cette provocante prise de possession n'est légalisée par aucun cadastre. Elle est désapprouvée par la vertu. Pourtant, personne ou presque ne la contestera. Il se trouvera même quelques curieux égarés sur le bord de la route, du 5 au 27 juillet, qui applaudiront ce défilé arrogant et fier.

Le grand cirque du Tour de France a planté son chapiteau à Rouen (Seine-Maritime), où devait se disputer le prologue, samedi 5 juillet. On a connu invités plus discrets. Quel Jean-Moulin, ce n'est pas une armée d'ombres qui a débarqué, mais bien un envahisseur. De la cave au plafond, le siège du conseil général s'est empli du grondement incessant d'une foule d'hommes badigeonnés d'une couleur plus discrète. Là, apollon mais nullement aphrodisiaque, se bécotaient les familles. S'agissait-il de Moulinsart pour rendre visite à Tintin et au capitaine Had-

dock, faisaient preuve d'effacement plus de tact que cette horde cosmopolite.

En son sein, 198 personnes prétendent donc faire le tour du pays à vélo. Comme ça, pour le sport. Un effort inutile de 3 870 kilomètres, rien de moins, en tout cas l'espèrent-ils. Pour la plupart des impétrants, l'objectif est en effet d'arriver à la fin de la même année obligés à

quel est le plus petit et qui est le plus grand du peloton. En revanche, on n'aura guère avancé pour désigner le premier et le dernier du classement général.

Miguel Indurain a laissé un grand vide. Les agissements du peloton étaient réglés par la présence de ce favori que l'on pensait éternel. Sa défaite surprise en 1996, sa retraite à la fin de la même année obligés à

une recomposition. « En l'absence de Miguel, il est difficile d'établir une hiérarchie naturelle », explique Cyrille Guimard. Les prétendants à la succession du quintuple vainqueur ne manquent pas. Mais l'heure est aux intrigues sournaises plutôt qu'aux candidatures déclarées.

Seul Bjarne Riis affiche, à trente-trois ans, sa détermination à conquérir un deuxième titre d'affi-

lée. Tenant meeting dans la majestueuse salle des audiences du conseil général, le Danois ne s'embarrasse pas de péripéties. « Je sens que je suis assez fort pour gagner, affirme-t-il, calé dans le confort du siège présidentiel. Qu'il pleuve, vente ou neige sur cette course, cela ne change rien : il fait beau dans ma tête ».

A ses côtés, un autre homme, de dix ans son cadet, serait en droit d'afficher le même optimisme sans nuage. Jan Ullrich, deuxième l'année précédente, a pour lui la jeunesse, mais contre lui ses devoirs d'équipier modeste. « Télécom va travailler pour Bjarne », assure l'Allemand. Il n'est pas certain que sa participation au bien commun soit dénuée d'arrière-pensée personnelle.

D'autres, bien d'autres, se rêvent en jaune. Mais ils se feraient couper la langue plutôt que de l'admettre. L'Espagnol Abraham Olano (Bastet) souhaite simplement « faire le maximum pour être le mieux classé possible ». Le Suisse Tony Rominger (Cofidis) estime « qu'il y a dans le monde des choses plus graves qu'une défaite dans le Tour ».

Pour l'anecdote, le Russe Evgeni Bezine (Batlle-Dei Monte), dans un costume à l'impeccable coupe ita-

lienne, est arrivé chez le docteur trente secondes avant Bjarne Riis, mal fagoté dans son survêtement : on lui souhaite de rééditer la performance en course. L'Anglais Chris Boardman (Gan) est, lui, comblé d'avoir déniché un nouveau livre de Robert Laddum, alors qu'il croyait avoir déjà tout lu de son auteur préféré ; à part cela, il espère cette fois « faire la course et non pas seulement faire du vélo comme l'année dernière ».

Cette réserve générale serait louable si le dernier mois n'avait vu une abominable partie de cache-cache lors même des courses préparatoires. Outre la langue, les coureurs pratiquent ce qu'il convient d'appeler la « jambe de bois ». Le Tour de Catalogne et le Tour de Suisse, en juin, auront été des courses tronquées par les refus des ténors de dévoiler leur état de forme avant l'heure. Sur la Route du Sud, la foule a sifflé un peloton sans ressort se traînant à trente minutes des échappées. Depuis trop longtemps, des coureurs pratiquent l'art de la dissimulation. De Rouen aux Champs-Élysées, il ne sera plus question que de vérités.

B. H.

Les espoirs et les craintes des néophytes de la Grande Boucle

ROUEN

de notre envoyé spécial

À leurs silences gênés ou à leurs rires trop appuyés, à leur souci de ne pas s'écarter d'une seconde de leur équipe ou au plaisir qu'ils manifestent à la seule vue d'une tête connue, on reconnaît très vite les néophytes du Tour de France, ces « nouveaux » qui n'ont pas encore passé leur examen initiatique pour pouvoir être admis dans l'univers des vrais « coureurs ». Car qu'est-ce qu'un coureur cycliste qui n'aurait jamais « fait » le Tour de France ?

Alors, il aura beau dire, Philippe Gaudin (Cofidis), avec sa jolie bouille de faux méchant, que « c'est une course comme les autres » et qu'il ne ressent pas plus de pression que d'habitude, il s'empresse d'ajouter que, pour son premier Tour, il « ne sait pas très bien où il en est ».

L'ancien médaillé olympique du 100 km contre la montre par équipes de Barcelone (1992) et vainqueur des Quatre Jours

de Dunkerque (1996), qui a retrouvé dans sa nouvelle équipe son ancien patron de Castorama, Cyrille Guimard, s'est fait des objectifs modestes. « Quand on arrive, on connaît-il, il ne faut pas être prétentieux, même si l'on peut bien avoir quelques idées au coin de la tête ».

D'ABORD... SE DÉFONCER

La feuille de route est simple : d'abord, « se défoncer » dans le prologue de samedi. Puis « aller chercher des banifications ». Traduire : faire le plus beau classement possible, voire arriver en tête, lors des premières étapes de plat, tout en sachant que « cela va frapper un maximum ». Trouver, enfin, le meilleur « groupetto », ce rassemblement de plusieurs grimpeurs qui s'entraident dès que la route commence à monter, pour éviter d'arriver hors des délais et être éliminés.

Même peur des cols chez Jo Planckaert (Lotto), le dernier rejeton d'une tribu de solides routiers sprinters flamands — deux

maillots verts et une série de victoires d'étape au palmarès de Willy, Walter et Eddy —, qui affronte aujourd'hui son premier Tour. Dans un français en pièces détachées, mais avec une joie entière, il dit que c'est « extraordinaire, fantastique, formidable » d'être là et qu'il se souviendra toute sa vie des fêtes organisées dans son village, près de Gand, lorsque son père, Willy, ou ses deux oncles revenaient couverts de gloire de leur bataille de France.

Son coéquipier, le Breton Benoît Salmon, est moins empathique mais tout aussi ému de se trouver au départ du Tour car pour un coureur, dit-il, « il y a deux grandes émotions : passer professionnel et être engagé dans le Tour de France ». S'il affirme « ne pas encore avoir le trac », Benoît a un objectif : « Voir les Champs-Élysées » ; et une crainte, celle du jour « sans » où le rêve s'effondre et tourne au cauchemar, le long d'une route de douleur.

Aurolé de sa récente victoire dans le

Tour de Suisse, le Français Christophe Agnolotto (Casino) avoue sans forfanterie qu'il est « relativement décontracté » pour son premier Tour de France mais qu'il a « hâte de savoir ce qui va se passer » tant il a, lui aussi, songé à cette course.

J'EN AI TELLEMENT RÊVÉ

Mais le plus ému de tous ces néophytes reste Damien Nazin (La Française des Jeux). Qualifié de « sprinter de l'an 2000 » dans le prospectus de présentation de son équipe, deuxième du championnat de France, dimanche 29 juin, ce Vosgien de vingt-trois ans raconte, tout simplement : « Je ne me rends toujours pas compte que je participe au Tour, tellement j'en ai rêvé. Je savais bien qu'un jour je le ferais, mais pas si vite. J'étais tellement content de partir pour Rouen que j'ai préparé ma valise bien plus tôt que d'habitude et que, pour une fois, je n'ai pas eu trop de mal à quitter les miens ».

Modeste, il a peur de ne pas pouvoir arriver jusqu'à Paris. Mais il garde certainement, lui aussi, quelque part dans un coin de son imagination, le fort espoir de remporter une étape. Et sûrement qu'un de ces « nouveaux » se dit qu'il sera peut-être celui qui rééditera l'exploit de Jacques Anquetin qui, il y a tout juste quarante ans, remportait le Tour pour sa première participation.

Dans la Dream Team de l'enfant prodige du cyclisme français, figurait Gilbert Bauvin, qui avait pris le départ de son premier Tour de France en 1950. « La première étape faisait 320 kilomètres, se souvient-il. Moi qui étais encore amateur deux jours auparavant et qui n'avais jamais couru plus de 100 kilomètres, je pensais que je n'y arriverais jamais. » Il y est arrivé. Et même beaucoup plus loin : Gilbert Bauvin a couru neuf Tours de suite sans jamais abandonner.

José-Alain Pralon

Bjarne Riis, vainqueur de l'épreuve en 1996

« Les autres ont peur de moi »

A TRENTE-TROIS ANS, Bjarne Riis (Telekom), lauréat du Tour de France 1996, entend bien inscrire une deuxième fois l'épreuve à son palmarès. Après des années passées dans l'ombre des grands, le Danois roule pour lui. « Je suis un des meilleurs du monde », affirme-t-il, dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« Vous avez remporté le Tour de France en 1996. Vous voilà donc favori de cette nouvelle édition... »

— Cela change tout. Je vais être observé en permanence. Les autres coureurs savent que c'est moi qu'ils doivent battre. Ils ont peur de moi. Ils sont sûrs que je vais marcher très fort. Je pense d'ailleurs que je suis plus fort que l'année dernière.

— La pression ne vous dérange-t-elle pas ?

— Maintenant, j'en ai l'habitude. Le statut de vedette ne me gêne pas. Au contraire, il m'a donné confiance. Bien sûr, cela ne suffit pas. Il faut tout pour gagner : la bonne forme, la force, la chance.

— Avez-vous étudié le parcours ?

— Je n'ai pas reconnu grand-chose. Ce sont des cols que j'ai déjà faits dans le passé. Et puis, quel intérêt ? Si on va bien le jour de l'étape, ça se passe bien. Si on va mal, ça ne change rien de connaître le parcours.

— A l'exception de votre vic-

toire dans l'Amstel Gold Race, le 27 avril, vous avez été très discret depuis le début de la saison.

— J'aimerais bien gagner toutes les courses, mais ce n'est pas possible. Je veux seulement gagner le Tour. Que m'importe les palmarès, si je peux gagner cette course-là.

— Comment expliquez-vous votre réussite tardive ?

— Sur le papier, j'ai trente-trois ans. Mais mon corps a vingt-cinq ans. Je ne vois pas la différence entre maintenant et quand j'avais vingt-cinq ans. Physiquement, je suis fort. Je suis un bon athlète. J'ai bien progressé toutes les années. Je suis de mieux en mieux.

— Ne regrettez-vous pas le temps perdu ?

— On peut toujours dire ça. Maintenant, c'est comme ça. Si je n'étais pas heureux maintenant, où va-t-on ? Je suis un des meilleurs du monde, c'est déjà pas mal.

— Pensez-vous être aujourd'hui le meilleur coureur du peloton ?

— Qui est le meilleur coureur : Laurent Jalabert, parce qu'il est numéro un mondial ; Johan Museeuw, parce qu'il est champion du monde ; ou moi, parce que j'ai gagné le Tour ? Il y a de la place pour tout le monde. J'ai beaucoup de respect pour des coureurs comme Museeuw ou Barto-

li. Ce sont des coureurs magnifiques, même s'ils ne remportent jamais le Tour.

— Quelle est la clé de votre succès ?

— Il faut beaucoup de travail. Si tu veux battre les autres, il faut rouler plus vite qu'eux. Si tu veux gagner, il faut donner le maximum. Je donne tout ce que je peux, c'est tout.

— Vous semblez plus à même de vous dépasser que les autres.

— Je ne sais pas comment expliquer ça, mais je sens bien mes efforts et jusqu'où je peux aller. Je suis plus capable de souffrir qu'auparavant. Il y a des coureurs « faciles », mais il leur manque le talent le plus important, qui est de savoir souffrir. Si tu ne veux pas te faire mal, ce n'est pas la peine. Quand on monte un col, il n'est pas question de technique : il faut souffrir, c'est tout. Sans jambes, tu ne gagnes pas. Mais sans tête non plus.

— Comment définiriez-vous cette souffrance ?

— Ça fait mal aux jambes !

— Qu'a changé dans votre vie votre victoire de l'année dernière ?

— Ça change tout et rien. J'essaie de rester le même, mais cela me donne beaucoup de responsabilités. Il faut vivre avec. C'est dur de toujours être disponible. Je ne peux pas faire

plaisir à tout le monde. Parfois, je suis capable de parler du matin jusqu'au soir. Mais d'autres fois, j'ai envie qu'on me laisse tranquille.

— Que ressentez-vous aujourd'hui ?

— Tout de suite après l'arrivée, j'étais très heureux. Puis il m'a fallu du temps pour réfléchir à tout ce qui s'était passé. Une victoire dans le Tour de France, ce n'est pas quelque chose qui s'efface. Ça reste. Un an après je suis toujours très heureux.

— Comment vous occupez-vous en dehors du vélo ?

— Hors du cyclisme, il ne me reste pas grand-chose. Être coureur professionnel, c'est vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Si tu veux être professionnel, c'est tout le temps et c'est à 100 %. Pendant les rares moments de liberté, j'essaie de rester relax avec ma famille.

— Que faites-vous à la maison ?

— Mes valises !

— Avez-vous déjà envisagé de vous retirer, notamment lors de toutes ces années de galère ?

— C'est arrivé. Mais lorsque tout marche bien comme maintenant, ce n'y pense plus. J'ai encore des ambitions pour l'avenir.

Propos recueillis par Benoît Hopquin



Bjarne Riis a abandonné dimanche 29 juin son maillot de champion du Danemark à Nicolai Bo-Larsen, mais pouvait endosser, au départ du prologue de Rouen, samedi 5 juillet, le maillot jaune du vainqueur du Tour 1996.

La station spatiale Mir victime d'une panne de courant

Russes et Américains luttent de conserve pour éviter l'abandon du complexe orbital, où les conditions de vie sont de plus en plus précaires en raison de l'accumulation de défaillances techniques

La station orbitale russe Mir se trouve à nouveau dans une situation préoccupante. Une défaillance de son système de positionnement l'a momentanément privée d'électricité, jeudi 3 juillet, les panneaux solaires étant mal

orientés. Cette anomalie a pu être provisoirement résolue à l'aide de moteurs auxiliaires, dont l'autonomie est limitée à quelques jours. Les cosmonautes continuent à se préparer pour une intervention sur le module accidenté

lors de la collision du 25 juin. Cette opération délicate vise à reconnecter trois panneaux solaires afin de rétablir une alimentation électrique compatible avec la poursuite de l'exploitation de la station. Les spécialistes de la

NASA participent à cette opération de sauvetage, tout en suivant avec attention l'évolution de leur sonde Pathfinder, qui devait toucher le sol martien, vendredi soir 4 juillet, vingt ans après la dernière mission Viking.

COLLISION, pannes multiples des appareils de production d'oxygène, pénurie d'électricité. Depuis une dizaine de jours, les incidents se succèdent à bord de la station spatiale russe Mir dont les trois occupants sont lancés dans une suite d'opérations de maintenance qui, vues de la Terre, ressemblent de plus en plus à de l'acharnement thérapeutique.

En début de semaine, la tendance était à l'optimisme. Le module Spectre - inhabitable depuis sa dépressurisation consécutive au choc survenu le 25 juin avec un cargo Progress - avait été isolé du reste de la station. Cette dernière avait pu être réorientée et les panneaux solaires encore en état de fonctionner fournissaient suffisamment d'énergie électrique pour alimenter la quasi-totalité des systèmes de support vie (climatisation, régénération de l'air, etc.). La vie à bord reprenait un cours presque normal (*Le Monde* du 3 juillet).

Mais la série noire a vite repris. Mardi 1^{er} juillet, une valve défectueuse a provoqué une surchauffe dans le

circuit de refroidissement du module Kvant-1, obligeant les cosmonautes à arrêter le générateur d'oxygène Elektron qui y régénère l'atmosphère. La pièce défectueuse a pu être réparée et l'appareil devrait être rapidement remis en marche. En attendant, l'oxygène nécessaire à la survie de l'équipage est fourni par des cartouches chimiques - du type de celle qui provoqua un incendie en février dernier.

AUTONOMIE LIMITÉE

A peine remis de leurs émotions, Vassili Tsioliev, Alexandre Lazutkin et Michael Foale ont dû faire face à un nouveau problème. Jeudi 3 juillet, tous les panneaux solaires ont subitement cessé d'alimenter les batteries. Les énormes gyroscopes (gyrodynes) servant à stabiliser et orienter la station s'étaient arrêtés et les panneaux n'étaient plus dirigés vers le Soleil. La panne est intervenue dans un boîtier électronique se trouvant entre les gyroscopes et l'ordinateur central de la station. Mais, assurait un porte-parole du

centre de contrôle des vols spatiaux russes, la station a pu être réorientée rapidement dans la bonne position « grâce aux moteurs auxiliaires du module Kvant-2 », et l'approvisionnement en électricité a été rétabli.

Dans le contexte actuel, ce genre d'incidents a de quoi inquiéter. Mais les occupants de la station « ont l'habitude de faire face à ces problèmes de maintenance depuis des années », assure l'astronaute Jean-François Clervoy, dernier Français à avoir séjourné à bord de Mir. Des « pertes de contrôle » comme celle de jeudi sont déjà survenues « à trois ou quatre reprises l'an dernier ». Elles n'ont, en principe, rien de dramatique dans la mesure où il est toujours possible de réorienter Mir « en manuel », à l'aide des moteurs auxiliaires dont sont pourvus chacun des modules ainsi que le Soyuz amarré en permanence à la station, précise Jean-François Clervoy. Mais ces moteurs auxiliaires sont de petites fusées dont la réserve en combustible est limitée. Ils devraient néanmoins pouvoir fonc-

tionner « pendant plusieurs jours » estime l'astronaute français.

En cas de problème, les trois occupants de la station peuvent redescendre sur Terre par leurs propres moyens, à bord du vaisseau Soyuz amarré en permanence à la station. Cette éventualité ne semblait pas de mise jeudi soir. A Moscou comme à Houston, on semblait considérer que les cosmonautes pourraient poursuivre leur entraînement en vue d'une sortie « dans l'espace » à l'intérieur du module accidenté Spectre.

UNE « PRIORITÉ »

Cette opération constitue pour eux « une priorité » dans la mesure où elle vise à rendre à Mir une alimentation en électricité compatible avec la poursuite des expériences scientifiques - condition évidente de son maintien en activité. Délicate, elle est préparée à terre, depuis Moscou, par des spécialistes russes et américains parmi lesquels John Blaha, qui séjournera sur Mir de septembre 1996 à janvier 1997. Elle vise à doter Spectre d'une porte

permettant le passage de câbles électriques. Il serait alors possible de remettre en service trois panneaux solaires qui avaient dû être déconnectés pour permettre la fermeture du sas du module accidenté.

Un cargo Progress devrait décoller de Baïkonour samedi 5 juillet à 7 h 11 (heure de Paris), avec la nouvelle porte ainsi que le matériel et les outils nécessaires à la réparation. La sortie dans l'espace est programmée pour vendredi 11 ou lundi 14.

Les trois hommes quitteront les modules habitables de la station dont ils fermeront les écoutilles. Les deux cosmonautes russes Vassili Tsioliev et Alexandre Lazutkin pénétreront ensuite dans le module accidenté et dépressurisé pour inspecter et tenter d'écarter d'écarter la porte. Pendant l'opération - environ cinq heures - l'Américain Michael Foale les attendra aux commandes du vaisseau Soyuz, prêt à recueillir ses deux compagnons pour redescendre en catastrophe sur Terre en cas de besoin.

Jean-Paul Dufour

Mars Pathfinder débarque sur la planète rouge

Vingt ans après la dernière mission Viking, une sonde américaine devait se poser vendredi soir 4 juillet dans la vallée d'Arès

C'EST une grosse production américaine, un peu la revanche de *Mars Attacks* et d'*Independence Day* réunis. En fin de journée, vendredi 4 juillet, jour anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis, une « soucoupe volante » terrienne doit débarquer sur Mars. Plus de vingt ans après les dernières missions Viking, une sonde de la NASA doit « atterrir » sur la planète rouge. Après un voyage de 500 millions de kilomètres, Mars Pathfinder, lancé le 4 décembre 1996 avec, à son bord, un petit robot, Sojourner, doit plonger de nuit vers le sol martien à la vitesse vertigineuse de 26 460 kilomètres/heure.

La chronique de cet « atterrissage », entièrement automatique, a été annoncée de longue date par la NASA : tout doit se jouer en moins de cinq minutes. A 19 heures (heure de Paris), arrivé à 125 kilomètres d'altitude, Mars

Pathfinder est vivement freiné par l'atmosphère de Mars, protégé par un bouclier de frottement dû au frottement des gaz.

Un parachute de 12 mètres de diamètre se déploie alors, puis le bouclier est éjecté. A 300 mètres du sol, des ballons se gonflent autour de la sonde. Avant que Mars Pathfinder heurte le sol, la vitesse est encore réduite à moins de 90 kilomètres/heure par des rétrofusées. Peu orthodoxe, l'atterrissage doit s'achever par une série de rebonds de la sonde garnie de ses coussins gonflables. La NASA prévoit qu'elle pourra « jouer les balles de ping-pong » jusqu'à une hauteur équivalente à un immeuble de 10 étages.

Si Pathfinder résiste à ce traitement de choc, le déploiement de sa carolle pourra débuter. La sonde se présente en effet comme un tétraèdre de 90 centimètres de haut, formé d'un socle et de trois

« pétales » triangulaires qui renferment l'instrumentation et protègent le robot Sojourner, ainsi baptisé en mémoire du défenseur des droits civiques américain Sojourner Truth. Pour reprendre les commandes et s'assurer de la bonne santé de leur protégé, les ingénieurs du Jet Propulsion Laboratory (JPL, Pasadena) devront attendre anxieusement le lever du jour sur Mars. Alors seulement ils pourront activer la caméra et se faire une idée de l'environnement de leur engin.

EN AVANT-GARDE

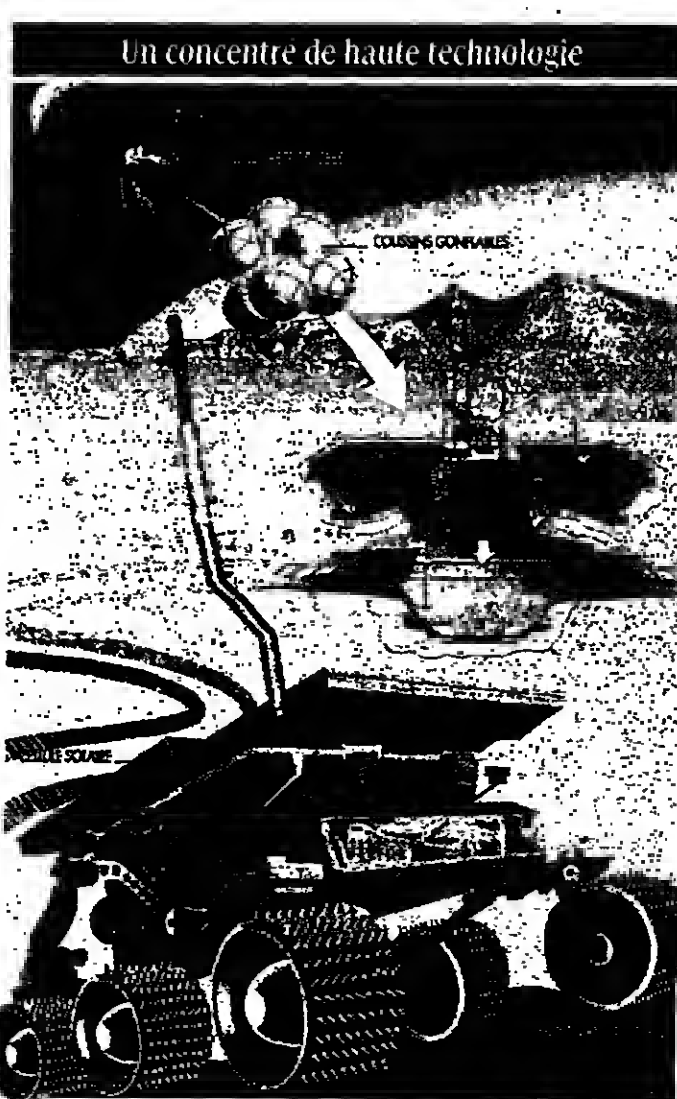
Mars Pathfinder devrait en principe se trouver dans la vallée d'Arès - dieu grec de la guerre, alter ego du Mars latin -, une vaste dépression située par 19,4 degrés de latitude (martienne) nord et 33,1 de longitude ouest, considérée comme l'embouchure d'un fleuve aujourd'hui disparu. Arès Vultis a été choisie pour son calme relatif - bico que de récentes images prises par le télescope spatial Hubble aient révélé de violents orages de poussière à proximité.

Si le check-up est positif, le JPL pourra ensuite activer le robot Sojourner, 10 kilogrammes de technologie montés sur six roues. Il sera piloté depuis la Californie, mais en différé, en raison du temps de transmission des données (la lumière met plus de dix minutes pour parcourir la distance Terre-Mars). Grâce à un système optique stéréoscopique, un relevé topographique des environs immédiats permettra de décider à l'avance du parcours du robot.

Sojourner disposera d'un environnement pour palper et analyser les roches environnantes. Sa mère porteuse effectuera, pour sa part, des mesures magnétiques, atmosphériques et météorologiques, pendant environ un mois.

Cette mission ne prétend pas résoudre la question de l'existence passée de la vie sur Mars, précise la NASA. Les instruments embarqués sont trop rudimentaires pour le recueil des données nécessaires, qui demanderaient des sondages en profondeur et le retour sur Terre d'échantillons. Il s'agit principalement de tester le mode d'atterrissage et d'engranger assez d'informations pour préparer l'arrivée de prochaines sondes.

Car Mars Pathfinder - qui a coûté 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs), une somme relativement modeste pour une mission de cette importance, n'est que l'avant-garde d'une nouvelle vague d'exploration « économique » de Mars (*Le Monde* du 6 décembre 1996). Les dernières sondes américaines à s'être posées sur la planète rouge, Viking 1 et 2, ont été lancées en 1975, et leurs émissions ont cessé en 1982. De-



Prévu successivement par un parachute, des rétrofusées et des coussins gonflables, Mars Pathfinder est censé atterrir dans la vallée d'Arès. Le petit robot Sojourner, doté de trois caméras et d'un analyseur de roches, explorera le sol martien pendant sept jours.

puis, Mars Observer, parti en 1992, s'est perdu en route et Mars Global Surveyor, un satellite de cartographie lancé fin 1996 - qui rencontre quelques problèmes de guidage -, doit se mettre en orbite autour de Mars en septembre.

En 1999, 2001 et 2003, six engins américains doivent rendre visite à la planète rouge. L'apogée de ce

programme sera, en 2005, la « mission de retour d'échantillons » chargée de rapatrier sur Terre les roches récoltées par les sondes précédentes. L'éventuel envoi d'un vaisseau habité dépendra du succès de ces missions préparatoires.

Après les échecs russes - Phobos 1 et 2 en 1988, et l'ambitieux Mars 96, retombé dans le Pacifique fin 1996 -, seule l'Europe peut espérer prendre une part, modeste, dans la conquête martienne. Mars Express, un petit satellite doté d'un ou plusieurs atterrisseurs, pourrait être lancé par l'Agence spatiale européenne (ESA) en 2003. Mais ce projet, lui aussi d'un coût de 200 millions de dollars, est encore suspendu à des arbitrages budgétaires des pays membres de l'ESA qui s'interviendront qu'en novembre. Pour quelque temps encore, Mars risque donc d'être avant tout une planète américaine.

Hervé Morin

Les trithérapies réactivent le système immunitaire des malades du sida

UN GROUPE de biologistes et de médecins français publient dans le numéro de l'hebdomadaire américain *Science* du 4 juillet une étude démontrant que l'administration d'associations médicamenteuses antirétrovirales est de nature à restaurer le système immunitaire des malades atteints du sida. Ces chercheurs, dirigés par le docteur Brigitte Autran (hôpital de La Pitié-Salpêtrière), fournissent des données recueillies sur huit malades ayant atteint un stade avancé de la maladie et qui ont pu bénéficier, depuis un an, d'une trithérapie associant un inhibiteur de la protéase (le Ritonavir) et deux inhibiteurs de la transcriptase inverse (l'AZT et la didéoxycytosine).

On sait depuis plusieurs mois, et sur une échelle de plus en plus large, que de telles associations antirétrovirales permettent de réduire de manière spectaculaire la quantité de particules virales (ou charge virale) dans le sang circulant. Parallèlement, l'état clinique des patients peut être amélioré pendant que le nombre de certaines cellules du système immunitaire (les lymphocytes dits CD4) peut remonter à des niveaux plus proches de la normale. Au terme d'une surveillance immunologique et avec un recul d'une année, les chercheurs ont observé trois phénomènes témoignant d'une restauration des fonctions du système immunitaire de ces malades.

Ils confirment que l'augmentation du taux des CD4 est un phénomène durable qui concerne également, quoique de manière moins marquée, les lymphocytes CD8, autre cible du VIH. Ils observent ensuite une amélioration des capacités de réponse d'une autre catégorie de cellules du système immunitaire (les lymphocytes T) après six mois de traitement et enfin des éléments indiquant, avec le temps, un renouvellement partiel de la lignée des cellules CD4 avec l'émergence dans le sang des patients de cellules dites « oaves » c'est-à-dire n'ayant pas la mémoire d'avoir rencontré le VIH et, à ce titre, plus aptes à lutter contre lui.

QUESTIONS

Pour importants qu'ils soient les éléments fournis par ce travail ne permettent pas encore d'affirmer que cette trithérapie conduit à une normalisation de tous les paramètres du système immunitaire. Ils confirment la profondeur de l'impact, dans le temps, de ces nouvelles associations médicamenteuses antirétrovirales. Ils conduisent aussi à poser deux types de questions.

La première est celle de l'arrêt du traitement. A partir de quels paramètres cliniques et biologiques pourra-t-on envisager, sans prendre de risques pour le malade, une interruption (ou un arrêt) de l'administration des associations médicamenteuses dont on sait qu'elles peuvent être contraignantes, non dénuées de toxicité et parfois mal supportées ?

La seconde question est celle de la date à partir de laquelle il faut, après la contamination, avoir recours à ces associations antirétrovirales et aussi de savoir quelle doit être la puissance de ces dernières. Pour les auteurs, l'ensemble des données dont ils disposent permet de penser que des interventions plus précoces et plus agressives fourniraient de grande chance d'obtenir une meilleure restauration des fonctions immunitaires des personnes infectées par le VIH.

Jean-Yves Nau

* L'étude de *Science* est signée de neuf chercheurs travaillant dans le laboratoire d'immunologie cellulaire (CNRS 625) de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière (R. Autran, G. Carcelain, T. S. Li, C. Blanc, R. Debré), dans le service des maladies infectieuses de ce même hôpital (R. Tubiana, C. Katlama) ainsi que dans le service d'immunologie-hématologie de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches (D. Mathez et J. Lelbowitch).

Des puces rustiques et économiques

Le système de guidage de Pathfinder utilise la même « trousse à outils » informatique que les deux tricolores de New-York et certaines imprimantes de bureau. Le Jet Propulsion Laboratory, concepteur de la sonde, a adapté des puces et un système d'exploitation commercialisés par la société californienne Wind River Systems. Responsable de l'essentiel des opérations de l'ordinateur de bord de l'engin, ce matériel a été « durci » pour résister aux radiations. Il comprend deux puces qui, pour économiser l'énergie, ne « tournent » qu'à 20 mégahertz (dix fois moins vite que les microprocesseurs des ordinateurs de bureau), mais dispose d'une mémoire étendue de 128 mégaoctets. Restrictions budgétaires obligent, les systèmes construits à grands frais pour chaque mission ont fait place à des produits commerciaux éprouvés. Cette pratique fut inaugurée sur les sondes Clementine - qui a dressé la carte de la Lune en 1994 - et Galilée - placée en orbite autour de Jupiter en 1995.

RÉSULTATS DU BAC

Samedi 5 juillet

Bac général
Académie de LIMOGES

Bac technologique
Académies :

PARIS, CRÉTEIL, VERSAILLES, RENNES

Bac professionnel
Académies :

PARIS, CRÉTEIL, VERSAILLES

3617 LAMPLUS

Le Carnet du Monde

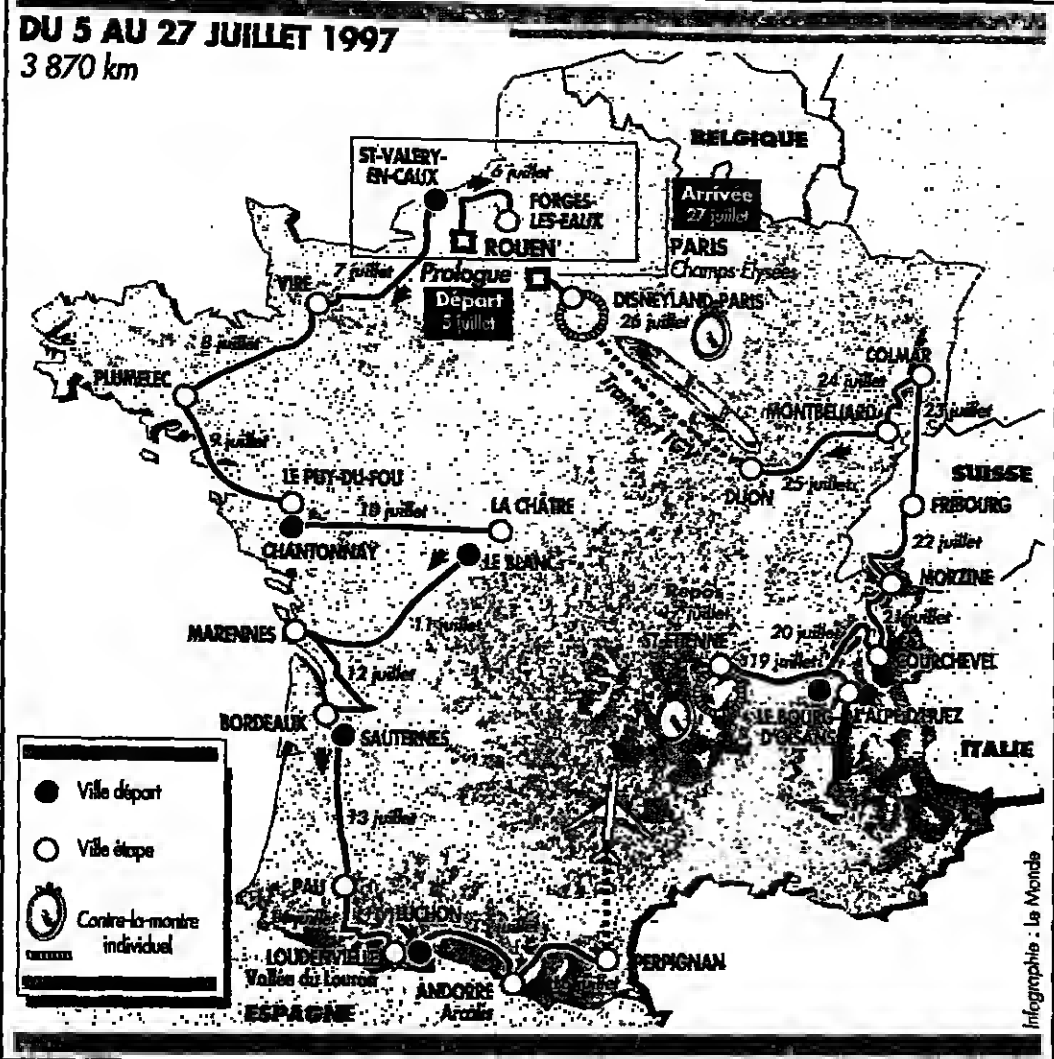
POUR VOS
HEUREUX ÉVÉNEMENTS
NAISSANCES,
MARIAGES

70 F la ligne hors taxes

01.42.17.39.80

01.42.17.38.42

élance dans l'inconnu



Un parcours haut perché

La concentration des étapes de montagne doit contribuer à renforcer la difficulté de ce Tour de France 1997

3 870 KILOMÈTRES, un prologue, 21 étapes, 53 cols et côtes, 2 contre-la-montre individuels, 46 sprints intermédiaires. Côté chiffres, le 84^e Tour de France tient ses promesses. C'est déjà ça. Une fois évacués les 7,3 kilomètres du prologue, qui devait se disputer samedi 5 juillet dans les rues de Rouen (Seine-Maritime), les coureurs se lanceront à la découverte du bocage puis à l'attaque d'une France aussi profonde parfois que haut perché.

Jusqu'à Pau (Pyrénées-Atlantiques), que la cohorte des cyclistes attendra dimanche 13 juillet, place sera faite aux routiers-sprinters. Quelques bagarres sévères sont à prévoir entre Frédéric Moncassin (GAN), Mario Cipollini (Saeco), roi Lion flamboyant du Tour d'Italie 1997, Nicola Minali (Batik-Del Monte), Johan Museeuw (Mapei-GB), champion du monde aussi fatigué que son égal Djamel Zidane (Telekom), maître des bahustrades, et Jo Planckaert (Lotto), héritier timide d'une famille d'équilibristes des arrivées groupées.

Seule inconnue, la météo, qui pourrait bien troubler les pronostics et écraser la course bien mieux

que les équipes des favoris (Telekom pour Bjarne Riis, Once pour Laurent Jalabert, Banesto pour Abraham Olano), décidées à rouler à bloc pour fatiguer les entrainés du raid montagnard : Richard Virenque (Festina), Marco Pantani (Mercatone), Luc Leblanc (Polti), Peter Luttenberger (Rabobank). Le problème, justement, c'est que le Tour 1997 semble avoir été taillé pour eux. Une thèse que Jean-Marie Leblanc, directeur de l'épreuve, déconne : « C'est une vieille antienne. Nous traçons le parcours plus d'un an avant son édition et nous ne savons pas qui sera au départ à ce moment-là. »

LE PLAT DE RÉSISTANCE

Nempêche, le jour de la présentation, le 25 octobre 1996, Richard Virenque était tout sourire. « Les étapes de montagne sont toutes pratiquement concentrées en six jours et cela me convient parfaitement », expliquait-il dans les colonnes du mensuel *Vélo Magazine*. La première journée en altitude sera marquée par l'ascension du col du Soulor (1 474 m), du Tourmalet (2 114 m) et de l'Aspin (1 489 m). Et tout ça en 14 jours. Deux étapes plus loin et après une rapide incursion en principauté d'Andorre,

le peloton, sur les routes, devra consommer son premier contre-la-montre individuel (55 kilomètres et la montée du col de la Croix-de-Chaubouret, 1 200 m d'altitude) dans la région de Saint-Etienne (Loire).

La digestion sera de courte durée puisque, dès le lendemain de ce vendredi 18 juillet, les grimpeurs seront au pied du mur, un mur de vingt et un virages, affichant 8 % de moyenne, s'élevant jusqu'à l'Alpe-d'Huez (1 860 m). Et pourtant, ce n'est rien au regard du meuble des jours suivants : col de la Madeleine (2 000 m), montée inédite vers Courchevel (2 004 m), le 20 juillet ; col de la Croix-Fry (1 477 m), cols de la Colombière (1 618 m) et de Joux-Plane (1 700 m), le 21 juillet ; col de la Croix (1 778 m), col des Mosses (1 445 m), en Suisse, le 22 juillet. Bon appétit ! La suite, c'est-à-dire la longue et morte route vers Paris, manque de saveur. Voilà pourquoi, avant d'envahir les Champs-Élysées, le 27 juillet, le peloton ira, la veille, voir les oreilles de Mickey, à Disneyland Paris, pour un dernier contre-la-montre individuel.

M. D.

La ruée vers l'or des marques de matériel

LE TOUR DE FRANCE est aussi une affaire de gros sous. Si les images télévisées rapportent (beaucoup), les écuries profitent également de l'occasion pour vanter les mérites de leurs montures. Une victoire de Richard Virenque (Festina), et ce sont les cycles Peugeot qui pavoisent ; un sprint rageur de Mario Cipollini (Saeco), et voilà l'américain Cannondale bilare ; une échappée géante de Bjarne Riis, et la maison Pinarello engrange les commandes.

L'enjeu - vendre des bicyclettes - explique que tous les coups sont bons. Le forfait des cycles Profica, propriétés d'Alain Prost et de Laurent Fignon, qui ont dû renoncer à équiper la Française des Jeux de Marc Madiot, a fait le bonheur de Gitane, qui appartient au groupe suédois Moark Cyclenrop, qui possède également Peugeot (Festina, BigMat-Auber 93) et Bianchi (Roslotto-ZG).

Le Tour de France est aussi l'occasion d'envahir le marché. Après un triomphe dans le domaine du

VTT, les marques américaines Cannondale (Saeco) et Trek (US Postal Service) se lancent dans la course. Si le dernier nommé reste encore discret, Cannondale joue la carte « branchée » à fond. Au début de la saison, la firme de Bedford (Pennsylvanie) avait annoncé avec force publicités - façon géographie - *« Saeco pro cycling team ne gagne pas plus de cadres italiens, mais sur des Cannondale »*. Mission accomplie : quelques mois plus tard, Mario Cipollini brillait sur les routes du Tour d'Italie, que son coéquipier Ivan Gotti finissait par emporter.

De quoi inciter les amateurs à se ruier vers le 7R4 (le modèle du sprinter flamboyant), le 7R1 ou le 7R6, qui en sont dérivés. Car, pour vendre, les cadresurs produisent des répliques à moindre prix en série à l'occasion de la Grande Boucle. Gitane et Peugeot commercialisent des montures ressemblant à celles de Frédéric Guesdon, le vainqueur de Paris-Rou-

baix, et de Richard Virenque. Toutefois, si les pros portent les couleurs des firmes partenaires, leurs machines sont réalisées sur mesure par des artisans sous-traitants. Les forçats de la route ou rouleurs pas sur le vélo de monsieur Tout-le-monde.

La guéguerre ne concerne pas que les cadres. Tous les fournisseurs (muniers, chausseurs) rivalisent d'ingéniosité et de publicité, de même que les fabricants d'accessoires (compteurs de vitesse, potences, pédales, roues, pneumatiques). Le marché du dérailleur, lui, fait l'objet d'une lutte sévère. L'italien Campagnolo, qui se fait l'apôtre du beau matériel et a équipé Bjarne Riis, mais aussi du Costa Rica, de Singapour ou de Nouvelle-Zélande pourroot ainsi suivre les ascensions des sommets alpins du 19 au 22 juillet.

Globalement, France Télévision a choisi de recoder le dispositif de l'an passé. On peut tout de

Michel Dalloni

110 heures de programme prévues sur France Télévision

même signaler quelques nouveautés. A la réalisation, Jean-Maurice Ooghe et Jean-Marc L'Héocret remplacent Régis Forissier, parti à la retraite. Pour leurs débuts sur le Tour, ils seront conseillés, dans le car-régie, par un assistant technique de choix : le coureur breton Roaun Pensec, trente-quatre ans, qui a pris sa retraite à l'issue du championnat de France sur route de Moolthéry, dimanche 29 juin (Le Monde daté 29-30 juin).

Les moyens techniques habi-

tuels seront renforcés cette année par l'utilisation du Global Positioning System (GPS), un procédé qui fait appel à plusieurs satellites pour calculer précisément par triangulation la position des coureurs au cours de l'étape. Les écarts entre les concurrents pourroot ainsi être disponibles pour les deux journalistes suivant le peloton et les échappées à moto, Jean-René Godard et Jean-Paul Olivier. Grâce à ces indications, ceux-ci pourroot intervenir en direct à l'antenne pour commenter le temps qui sépare les concurrents et donner leurs avis aux téléspectateurs sur les chances de quelques audacieux de tromper la vigilance du reste de la course.

Les rendez-vous quotidiens

Toutes les étapes du Tour seront retransmises en direct à partir de 14 h 45 ou 15 heures, à l'exception de quatre étapes en montagne et de celle du 14 juillet, diffusées intégralement. France Télévision proposera plusieurs rendez-vous quotidiens. Entre 11 et 12 heures, « Autour du Tour » (F3) s'installera à la ville de départ de l'étape. Sur France 2, après le journal de 13 heures, « En attendant le Tour » sera un point sur la course, présentera l'étape du jour et accueillera un invité de la région. Juste après l'arrivée de l'étape, Gérard Hultz accueillera les coureurs dans le « Vélodrome ». Chaque soir, sur France 3, à 20 h 35, « Le Journal du Tour » permettra de revoir les faits marquants de la journée. Pour entamer les festivités, France 2 proposera une émission spéciale, « En route pour le Tour », avant le prologue du 5 juillet. Miguel Indurain, quintuple vainqueur de l'épreuve et jeune retraité, en sera l'invité.

UN ÉVÉNEMENT UNIQUE

Le contrat de France Télévision avec la Société du Tour de France s'étend encore sur quatre ans, à la grande satisfaction du directeur du service des sports des chaînes du service public, Jean Revellion. « D'un point de vue sportif, le Tour reste un événement unique, explique-t-il. Il suffit qu'un coureur inconnu prenne le maillot jaune pour qu'il devienne une vedette. Par ailleurs, le Tour est un des plus beaux outils de promotion touristique dont la France dispose. »

En moyenne, un téléspectateur sur deux suit le peloton devant son écran. Une audience qui justifie l'optimisme de Jean Revellion, que l'évocation du dopage dans le cyclisme ne parvient pas à altérer. Le directeur du service des sports préfère se féliciter des efforts de la Fédération internationale de cyclisme, qui a mis en place des contrôles sanguins. Le spectacle peut continuer.

Piotr Smolar

Les vingt-deux équipes engagées

TELEKOM (All.)
Bjarne Riis (Dan.)
Jan Ullrich (All.)
Ralf Dillig (All.)
Udo Bolls (All.)
Christian Henn (All.)
Jens Hejnen (All.)
Giovanni Lombardi (Ita.)
Georg Totschky (Aut.)
Eric Zabel (All.)
Directeur sportif : Walter Gockel (Bel.)

FESTINA (Fra.)
Richard Virenque (Fra.)
Laurent Dufaux (Bel.)
Gianluca Bortolami (Ita.)
Laurent Brochard (Fra.)
Pascal Hervé (Fra.)
Jocan Ludica (Fra.)
Christopher Monson (Fra.)
Didier Rous (Fra.)
Néle Stephane (Aut.)
Directeur sportif : Bruno Pissarel (Fra.)

MAPEI-GB (Ita.)
Johan Museeuw (Bel.)
Oscar Camenzind (Sui.)
Valentino Foa (Ita.)
Daniele Nardello (Ita.)
Walter Peeters (Bel.)
Tom Steels (Bel.)
Andreas Tack (Bel.)
Frank Verbrugghe (Bel.)
Stefano Zanardi (Ita.)
Directeur sportif : Pietro Algeri (Ita.)

CHANCE (Esp.)
Laurent Jalabert (Fra.)
Alex Zülle (Sui.)
Inigo Cuesta (Esp.)
David Ceronjano (Esp.)
Marcelino Garcia (Esp.)
Alto Garmendia (Esp.)
Javier Masquero (Esp.)
Roberto Sierra (Esp.)
Mikel Zabala (Esp.)
Directeur sportif : Alberto Salas (Esp.)

ING TECHNOGYM (Ita.)
Michael Barta (Ita.)
Pablo Bakula (Ita.)
Carlo Finco (Ita.)
Fabiano Fontana (Ita.)
Angelo Lucchi (Ita.)
Nicola Lodi (Ita.)
Dario Niccoli (Ita.)
Roberto Pistone (Ita.)
Luca Scinto (Ita.)
Directeur sportif : Giancarlo Farretti (Ita.)

POLTI (Ita.)
Luc Leblanc (Fra.)
Dirk Badinger (All.)
Stefano Bini (Ita.)
Alfio Capodati (Ita.)
Genti De Vito (Ita.)
Miro Gualdi (Ita.)
Giuseppe Gualdi (Ita.)
Sergio Gualdi (Ita.)
Gianluca Vichi (Ita.)
Directeur sportif : Valerio Algeri (Ita.)

COFIDIS (Fra.)
Tony Rominger (Sui.)
Frankie Andreu (Sui.)
Laurent Dufaux (Bel.)
Philippe Gaumont (Fra.)
Nicolas Jalabert (Fra.)
Bobby Julich (Sui.)
Kevin Livingston (Sui.)
Christophe Monson (Fra.)
Oyst Soupein (Fra.)
Directeur sportif : Cyrille Guimard (Fra.)

LA FRANÇAISE DES JEUX (Fra.)
Dervide Redolfin (Ita.)
Mauro Gianetti (Sui.)
Frédéric Guesdon (Fra.)
Stéphane Heuet (Fra.)
Christopher Monson (Fra.)
Damen Nezon (Fra.)
Andres Pison (Ita.)
Maximilian Schmitt (GB)
Piero Verzella (Ita.)
Directeur sportif : Marc Madiot (Fra.)

ROSLOTTO-ZG MOBILI (Rus.)
Alexandre Gontchenkov (Ukr.)
Vladimir Jivertov (Rus.)
Miro Pircin (Ita.)
Vitali Koltsov (Ukr.)
Pavel Pechenko (Ukr.)
Torsten Schmidt (All.)
Daniele Nardello (Ita.)
Mauro Simeoni (Ita.)
Mauro Zini (Ita.)
Directeur sportif : Massimo Giarotto (Ita.)

GAN (Fra.)
Chris Boardman (GB)
Frédéric Moncassin (Fra.)
Stuart O'Grady (Aus.)
Eric Pol (Ita.)
Arnold Priel (Fra.)
Gérard Ruit (Fra.)
François Simon (Fra.)
Clotilde Vassier (Fra.)
Hank Vierge (Fra.)
Directeur sportif : Roger Lapéque (Fra.)

TYM (Bel.)
Laurent Rous (Fra.)
Jocan Blijervens (Bel.)
Maarten Den Bakker (Bel.)
Bo Hantberger (Bel.)
Ylton Hellewaert (Bel.)
Svenne Kravens (Bel.)
Jesper Skibby (Dan.)
Peter Van Petegem (Bel.)
Bart Veldkamp (Bel.)
Directeur sportif : Coen Priem (Bel.)

SAECO-ESTRO (Ita.)
Ivan Gotti (Ita.)
Francesco Casagrande (Ita.)
Marco Cipollini (Ita.)

Gian Matteo Fagnini (Ita.)
Piero Ferracini (Ita.)
Dario Frigo (Ita.)
Giovanni Lelli (Ita.)
Silvio Martinello (Ita.)
Directeur sportif : Claudio Corti (Ita.)

RABOBANK (Bel.)
Peter Luttenberger (Aut.)
Rolf Skeremmen (Bel.)
Michael Boogard (Bel.)
Erik Bruilink (Bel.)
Jens De Maessene (Bel.)
Patrick Janssen (Bel.)
Robbie McEwen (Aus.)
Denny Nelissen (Bel.)
Leon Van Bon (Bel.)
Directeur sportif : Tjaco de Rooij (Bel.)

CASINO-C'EST VOTRE ÉQUIPE (Fra.)
Alberto Elli (Ita.)
Christophe Agnolotto (Fra.)
Lauri Aus (Est.)
Pascal Chaverot (Fra.)
Fabrice Gougat (Fra.)
Rolf Janssens (Sui.)
Arnaud Kappas (Ukr.)
Juan Knappe (Est.)
Mauro Simeoni (Ita.)
Directeur sportif : Vincent Laverne (Fra.)

BATIK-DEL MONTE (Ita.)
Evgueni Berzine (Rus.)
Andres Borgeas (Ita.)
Bruno Cenghella (Ita.)
Gabriele Colombo (Ita.)
Francesco Frattini (Ita.)
Nicola Minali (Ita.)
Gianluca Pierobon (Ita.)
Giuseppe Tortorella (Ita.)
Pablo Tortorella (Ita.)
Directeur sportif : Emanuele Bonifazi (Ita.)

BANESTO (Esp.)
Abraham Olano (Esp.)
Miguel Ángel (Esp.)
Casero Angel (Esp.)
José Luis Arriola (Esp.)
Manuel Beltrán (Esp.)
Santiago Blanco (Esp.)
Vicente García-Aranda (Esp.)
José María Jiménez (Esp.)
Oferdo Rodríguez (Esp.)
Directeur sportif : Eusebio Lázaro (Esp.)

LOTTO-MOBSTAR-ISOGLASS (Bel.)
Laurent Meddens (Fra.)
Djamel Zidane (Bel.)
Peter Planckaert (Bel.)
Jo Planckaert (Bel.)
Barot Salmon (Fra.)
André Tottini (Bel.)
André Tottini (Bel.)

Paul Van Hyfte (Bel.)
Marc Wauters (Bel.)
Directeur sportif : Jean-Luc Vandenbroucke (Bel.)

KELME-COSTA BLANCA (Esp.)
Fernando Escobar (Esp.)
Francisco Benito (Esp.)
Herman Buerstman (Col.)
Francisco Cabello (Esp.)
Juan José De Los Angeles (Esp.)
Antonio González (Esp.)
Jaime González (Col.)
Javier Pascual (Esp.)
José Ángel Vici (Esp.)
Directeur sportif : Alvaro Pilo (Esp.)

MERCATONE UNO (Ita.)
Marco Pantani (Ita.)
Mauro Simeoni (Ita.)
Stefano Zanardi (Ita.)
Roberto Corti (Ita.)
Stefano Della Santa (Ita.)
Oscar Pellicani (Ita.)
Massimo Podenzana (Ita.)
Miro Travertini (Ita.)
Bao Zhang (Sui.)
Directeur sportif : Giuseppe Martinelli (Ita.)

U.S. POSTAL SERVICE (EU)
Vladimir Koltsov (Rus.)
Adriano Baffi (Ita.)
Dariusz Baranowski (Pol.)
Pascual Durana (Fra.)
Tyler Hamilton (EU)
George Hincapie (EU)
Marty Janson (EU)
Peter Meinert-Nielsen (Dan.)
Jean-Cyril Robin (Fra.)
Directeur sportif : Mark Gorski (EU)

LA MUTUELLE DE SEINE-ET-MARNE (Fra.)
Jean-Philippe Dujon (Fra.)
Stéphane Duet (Fra.)
David Dufour (Fra.)
Gordon Fraser (Can.)
Frédéric Guesdon (Fra.)
Claude Lammou (Fra.)
Gilles Maignan (Fra.)
Laurent Pilon (Fra.)
Dominique Rault (Fra.)
Directeur sportif : Franck Siquier (Fra.)

BIG MATAUBER 93 (Fra.)
Pascal Lico (Fra.)
Miguel Ángel (Esp.)
Ludovic Auger (Fra.)
Thierry Burgignon (Fra.)
Laurent Genty (Fra.)
Thierry Gouvenou (Fra.)
Pascal Lico (Fra.)
Miguel Ángel (Esp.)
Gilles Lammou (Fra.)
Gilles Lammou (Fra.)
Directeur sportif : Stéphane Javelot (Fra.)

Ashford
CHAUSSEUR
POUR HOMMES ET FEMMES

"Le haut de gamme du cousu Goodyear"

A renouvelé sa fabrication et vous propose désormais du très haut de gamme à

PRIX D'USINE

A partir du 24 Juin

SOLDES MONSTRES

24, rue de CHATEAUDUN 75009 M[°]ND de LORETTE
4, rue du GL LANREZAC 75017 M[°]ETOILE Sts CARNOT
VENTE PAR CORRESPONDANCE Tel:01.48.68.98.66

L'ÉTÉ FESTIVAL

Le thème des 28^{es} Rencontres de la photographie d'Arles est « Ethique, esthétique, politique ». Parmi les temps forts de l'un des plus importants rendez-vous mondiaux consacrés à l'image fixe, l'exposition Nhem Ein fait l'événement. Adolescent, ce Cambodgien, âgé de trente-sept ans, était chargé de prendre des photographies d'identité des condamnés à la mort et à la torture par les Khmers rouges de Pol Pot, à la prison de Tuol Sleng. Il pense avoir pris dix mille portraits. Ils sont présentés à Arles. Autre temps fort, les reportages d'Eugène Richards : misère, mort, guerre, drogue... dont le spectateur devient témoin. Christian Caujolle, directeur de l'agence Vu, responsable de cette édition, s'explique sur ses choix. A Montpellier-dance, la star américaine Twyla Tharp se cherche avec une chorégraphie autobiographique pour sa nouvelle compagnie.

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Grand format

Christian Caujolle, directeur artistique des Rencontres photographiques d'Arles, commente l'attachement d'un tirage de Ricard Terré, photographe espagnol remarqué dans les années 50 pour ses cadrages, ses sujets et ses formats, audacieux pour l'époque. Ses œuvres sont exposées Espace Saint-Césaire.



Nhem Ein, photographe en chef des Khmers rouges

Arles/Photographie. Rencontre avec ce Cambodgien de trente-sept ans qui a pris dix mille portraits de victimes du génocide

PHNOM PENH

Collés sur des tableaux suspendus aux murs de Tuol Sleng, Musée du génocide implanté au centre de Phnom Penh, les centaines de clichés en noir et blanc ne sont jamais que les photos d'identité d'hommes, de femmes et d'enfants condamnés à la torture et à la mort par les Khmers rouges. Les salles de classe du même bâtiment ont été divisées en chambres de torture. Sur les vingt mille prisonniers amenés à Tuol Sleng - surnommé S-21 -, sept sont sortis vivants. Les tortionnaires obtenaient l'aveu d'activités contre-révolutionnaires ou d'espionnage. La sanction était la mort, le plus souvent le crâne défoncé au bord

Programme

- Le thème. Les 28^{es} Rencontres internationales de la photographie d'Arles ont pour thème « Ethique, esthétique, politique », développé en trois volets : le devoir de mémoire, les formes de l'engagement, la tentation du pouvoir.
- Expositions. Eugène Richards, le photomontage politique, drames et génocides du siècle, Esther et Jochen Gerz, Eva Leito, Kladij Sluban, martyrs du Liban, etc. (du 6 juillet au 17 août, de 10 heures à 19 heures, 20 F et 35 F. Forfait, 140 F). Soirées : 6 juillet, la Shoah suivie d'un concert du groupe Casse-Pipe et de Juliette Gréco. 7 juillet : Eugène Richards et Cambodge. 8 juillet : Franquisme et concert Luis Llach. 9 juillet : collection Lambert et Ballad of Sexual Dependency, de Nan Goldin (Théâtre antique, 22 heures, 6 et 8 juillet, 90 F ; 7 et 9 juillet, 80 F et 40 F).
- Colloque. « Image et politique », présidé par Paul Virilio, avec Eugène Richards, Esther et Jochen Gerz, Pierre Restany, Jacques Henric, et des témoignages de photographes algériens. (6 et 7 juillet, auditorium de l'Ecole nationale de la photographie).
- Spectacle. La troupe Royal de Luxe crée une parade, *Safari*, sur le boulevard des Lices (7 juillet, 15 heures).

* Rencontres internationales de la photographie. 10, rond-point des Arènes, 13200 Arles. Tél. : 04-90-96-76-06. Catalogue, 320 p., 230 F.

d'une fosse, pour économiser le temps et les munitions.

Une partie des images ont fait l'objet d'un livre, *The Killing Fields* (Twin Palms Publishers, 1996). Elles font l'événement des Rencontres internationales de la photographie d'Arles - une exposition à la Commanderie Sainte-Luce et une projection au Théâtre antique, le 7 juillet. Derrière ces portraits de la mort, il y a un photographe, qui n'était alors qu'un adolescent. Il est vivant, s'appelle Nhem Ein et a aujourd'hui trente-sept ans. Quand il est de passage à Phnom Penh, il loge dans une modeste maison d'hôte tenue par un Vietnamien. Lors de notre première rencontre, il sortait de la douche. Il est descendu de sa chambre, torse nu, une serviette nouée autour des reins, un grand sourire aux lèvres, ignorant qu'il pouvait être la « vedette » d'un festival. Le lendemain, il s'est montré tout aussi avenant, répondant sans hésiter, sans méfiance.

Nhem Ein pense avoir pris quelque dix mille portraits. « Jusqu'à six cents par jour », dit-il. Un toutes les deux minutes. « Le développement des clichés se faisait à trois au quatre, sur le champ. » La peur, l'instinct de survie le guident. Une fois le numéro du condamné épinglé, parfois à même la peau, par d'autres, il utilisait un appareil Canon fatigué pour établir une identité qui traitait remplir les fichiers de l'Angkar, l'organisation « dominée par Pol Pot, qui a géré le Cambodge des Khmers rouges, du 17 avril 1975 au jour de Noël 1978, quand l'armée vietnamienne a envahi le pays.

AVANT L'EXÉCUTION

Les portraits sont pris le plus souvent de face. Le « modèle » a parfois déjà été battu et attend la mort avec fatalisme. Souvent, ses bourreaux viennent de le débarrasser du bandeau qu'il a porté sur les yeux pendant des heures de transfert en camion. L'éblouissement de la lumière explique le regard égaré que reproduisent de nombreuses images. Nhem Ein devine tout des tortures, comme arracher les ongles avec une tenaille ou mettre un fil électrique sur la langue. Il entend les hurlements. Il dit fonctionner comme un automate : il ajuste, cadre, prend le portrait et attend le prisonnier suivant. Un jour, il a photographié l'un de ses cousins mais, de peur d'être tué, a fait semblant de ne pas le reconnaître. Pas un regard, pas un mot. Et de confier : « Je savais que je prenais le portrait d'un innocent, mais je savais



Une des victimes dans la prison de Tuol Sleng.

aussi que si je manifestais la moindre émotion, je serais tué ».

Le parcours de Nhem Ein est celui d'un enfant-soldat khmer rouge. En 1975, sur cette terre bouleversée par cinq ans de guerre et de massacres, il avait déjà appris l'indifférence à l'égard de la vie humaine. Ce qui explique sans doute pourquoi il a pu surmonter cette

épreuve et conserver un équilibre. Sa chance, aux yeux de l'Angkar, est d'être bien né. Sa mère était morte quand il avait deux ans et il était l'un des huit fils d'un très pauvre paysan. En outre, bien bâti et de taille moyenne pour un Khmer, il a l'expression vive. Il est visiblement intelligent. Le voilà sélectionné, grand privilège, pour al-

ler en Chine y apprendre à se servir d'un appareil photo. « J'ai beaucoup aimé Shanghai. La nourriture y était très bonne et j'y ai rencontré beaucoup de monde », dit-il. A son retour à Phnom Penh, en mai 1976, il est nommé photographe en chef à Tuol Sleng, il a seize ans.

Son Sen, un membre de la direction khmère rouge qui aurait été assassiné par Pol Pot le 10 juin, venait régulièrement leur rendre visite. Il supervisait les purges menées par « Deuch », surnom du redoutable chef de la sécurité. Les rafles étaient conduites à Tuol Sleng. Pris avant et après leur exécution, les clichés de gens jugés influents étaient transmis à Son Sen : Pol Pot avait ainsi la preuve qu'ils étaient bien morts. A Tuol Sleng, un bilan quotidien rapporte : « Sur un total de 178 ennemis exterminés, 168 enfants ont été tués aujourd'hui ».

Nhem Ein donne l'impression d'un survivant heureux d'être encore sur cette planète. Il n'affiche pas d'états d'âme. En 1979, il a suivi l'Angkar qui fuit, en direction de la frontière thaïlandaise, les unités de *bô dai* vietnamiens. Il est l'un des rares photographes de la guérilla khmère rouge et, à ce titre, a circulé à travers l'ouest du pays. En 1994, il était à Pailin quand les forces royales ont brièvement occupé ce dernier chef-lieu de district tenu par les Khmers rouges. « Je les ai vus arriver. J'ai pris des photos. Puis nous nous sommes retirés pour revenir après leur départ », dit-il. Cette

petite agglomération de l'extrême ouest du Cambodge est le cœur d'une zone que les Khmers rouges de Ieng Sary, ancien numéro trois de l'Angkar, gèrent de façon autonome à la suite d'un *modus vivendi* passé, en 1996, avec le gouvernement royal.

A l'époque, cependant, Nhem Ein dépendait des forces contrôlées par Ta Mok, le chef militaire unijambiste - il a perdu une jambe au combat - surnommé le « boucher ». Son port d'attache était donc Anlong-Veng, dernier réduit des Khmers rouges dans l'extrême nord. « La vie y était très dure, il n'y avait aucune liberté », dit-il. Le photographe a fini par s'enfuir en 1995, abandonnant sa femme et leurs six enfants.

MISE EN SCÈNE

Nhem Ein continue d'être photographe et militaire. « Je travaille pour Hun Sen », dit-il, la façon khmère d'expliquer qu'il appartient à une unité de l'armée royale qui dépend du PPC, le Parti du peuple cambodgien, lequel a hérité du régime mis en place dans les années 80 sous protection vietnamienne. Hun Sen est donc, pour ses anciens chefs, l'homme à abattre, le « valet des Vietnamiens ». Nhem Ein n'est pas pour autant membre du PPC, affirme-t-il. A ses yeux, comme à ceux de nombreux Khmers, le Cambodge est un pays sans frontière politique où, plus simplement, la vie ne vaut pas grand-chose. Il vit en compagnie de sa deuxième femme et de leur premier enfant à Kompong Thom, dans le centre du royaume. « Je ne suis pas riche », lâche-t-il.

« J'ai l'impression que c'est du théâtre khmer rouge », dit Nhem Ein, à propos des événements qui se déroulent à Anlong-Veng depuis début juin, où Pol Pot serait le prisonnier de Ta Mok, son ancien mentor. Entendez : il s'agit encore d'une mise en scène de la direction du mouvement qui aurait décidé de continuer la lutte tout en tentant de se réinsérer dans le jeu politique cambodgien. Mais le sujet ne le passionne pas davantage que la photographie, un métier qu'il réduit à un gagne-pain. Nhem Ein cherche surtout à avoir des nouvelles de sa première femme et de leurs six enfants, dont il ignore s'ils sont « morts ou vivants ». Son passage à Tuol Sleng s'éloigne de son champ d'horizon. Pres de vingt années, également « très dures », se sont écoulées depuis.

Jean-Claude Pomanti

La descente aux enfers selon Eugène Richards

« DANS QUEL EGOUT descendu-tu aujourd'hui ? », auraient demandé un jour au photographe Eugène Richards des confrères new-yorkais. Cette anecdote est rapportée dans le « Photo Poche » (Nathan) qui accompagne l'exposition-phare des Rencontres d'Arles, au cloître Saint-Trophime, et la projection au Théâtre antique, le 7 juillet. A cette provocation, l'Américain rétorque : « La seule beauté qu'il peut y avoir dans le fait d'être vivant, c'est de l'être dans le contexte de la réalité qui vous entoure, de ne pas napper le monde de sucre. »

Tout Eugène Richards est concentré dans cette passe photographique d'un de ses cousins mais, de peur d'être tué, a fait semblant de ne pas le reconnaître. Pas un regard, pas un mot. Et de confier : « Je savais que je prenais le portrait d'un innocent, mais je savais

Liban et au Salvador, l'Amérique des exclus, la drogue, le cancer, le sida, la vieillesse, la misère en Afrique... Ancien membre de l'agence Magnum, collaborateur vedette du magazine américain *Life*, auteur de huit livres - son support préféré -, lauréat de multiples prix, Richards est un torturé. Son engagement dans les reportages croisent ceux de sa vie, notamment en faveur de la communauté noire, qui lui vaudra, au début des années 70, d'être battu par des extrémistes blancs et d'en garder des séquelles nerveuses. Tout est « montable » pour Richards. Quand sa première femme apprend qu'elle est atteinte d'un cancer du sein, elle écrit le journal de son calvaire, et lui prend des photos, le tout à découvrir dans *Exploding into Life* (Aperture, 1986), publié après la mort de sa femme.

L'œuvre est au croisement de trois courants photographiques américains : le constat anthropologique (Walker Evans), le lyrisme accusateur (Eugène Smith) et l'autobiographie (Robert Frank). Eugène Richards se place le plus près possible de ses sujets, transformant le spectateur en témoin : cadre percutant, lumière dramatisée, gros plan, emploi de l'objectif grand angle, contrastes. Témoin ou otage des horreurs du monde ? Cette ambiguïté est au cœur de son livre le plus célèbre, *Cocaine True, Cocaine Blue* (Aperture, 1994), descente aux enfers du crack, de la dépendance et de la mort.

Michel Guerrin

* L'exposition Eugène Richards sera reprise, en février 1998, au Centre national de la photographie, à Paris.

صلى الله عليه وسلم

CLASSIQUE

SERGE PROKOFIEV

Symphonie-Concerto pour violoncelle et orchestre - Concertino pour violoncelle et orchestre op. 132
Deux disques op. 120
Alfred Brendel (violoncelle),
Orchestre national d'Ukraine,
Theodore Kuchar (direction).

Prise de son exéplaire de fidélité aux timbres et à la spatialisation de l'orchestre, interprétation aboutie, d'une virtuosité, d'une rudesse et d'une intensité captivantes : cette version de la symphonie concertante de Prokofiev n'a guère de rivales. Et elle ne coûte que 60 F, prix maximum...
★ 1 CD Naxos 8 553624.

FRANZ LISZT

Danse macabre de Saint-Saëns
Nuages gris - Unstern
Réminiscences des Huguenots
La Légende de la Vierge
Gondole 1 et 2
Totentanz
Arnold Cohen (piano).

Naxos se lance dans une intégrale du piano de Liszt astucieuse : elle sera partagée par plusieurs pianistes. Hélas ! le premier volume pose problème : son programme composite (excellent pour un récital isolé) rendra difficile la recherche d'une pièce dans un corpus qui devrait atteindre la cinquantaine de disques.

Le jeu du pianiste aussi : la perfection digitale d'Arnold Cohen incarne très précisément l'idée répandue selon laquelle les pianistes d'aujourd'hui sont interchangeables et ne savent pas faire nubilier les marteaux. Aucun frémissement, aucune envolée, aucune ligne, aucune expression ne vient animer, hiérarchiser, mettre en scène ces œuvres jouées volontairement d'une façon impersonnelle - pour faire moderne et intellectuel ? Rendre Liszt aussi inexpressif est un exploit quasi historique.
AL. Lo.

★ 1 CD Naxos 8 553 852.

JAZZ

TRIO POINT DE VUE

Point de vue

Le premier enregistrement du trio Point de vue accroche vite. Pas par des effets que tout jeune talent peut reproduire à l'infini, ou en concentrant sur les deux ou trois premiers morceaux des démonstrations à l'épate. On entend là une janie du jeu, débordante de bout en bout, qui ne peut être artificielle. Le jazz, en ce domaine, ne pardonne pas. Si ces trois musiciens ont entendu une partie de l'histoire du jazz (le quartette de John Coltrane, les trios de Bill Evans ou Ahmad Jamal, le quintette pré-électrique des années 60 à 68 de Miles Davis), s'ils en citent des éléments, ce n'est pas pour verser dans la copie mais bien pour montrer d'où ils partent.

Alexis Tcholakian a, au piano, un phrasé lyrique, délié, très fluide, sa main gauche n'écrase pas la mélodie, elle permet le rebond. Au violoncelle électrique, qui donne sa couleur inhabituelle à cette forme classique du trio, Alain Grange agit comme les maîtres

18 JUIN 1976, Théâtre des Champs-Élysées, à Paris. Claudin Arrau partage l'affiche avec Igor Markevitch et l'Orchestre national de France. Au programme, la *Symphonie classique*, de Prokofiev, le *Second Concerto pour piano*, de Brahms, *Till Eulenspiegel*, de Richard Strauss, et la deuxième suite de *Daphnis et Chloé* de Ravel. Inutile de réserver ses places, le pianiste joue toujours devant des bancs vides. Les Parisiens ne l'aiment guère ; les critiques le respectent de loin. Surprise, la salle est pleine, malgré la chaleur suffocante d'un mois de juin resté dans les mémoires. Quelque temps plus tôt, une bonne partie du public du même théâtre avait demandé qu'on lui rembourse les places achetées pour un récital d'Emil Gilels. Une affiche annonçait que le pianiste soviétique était remplacé par Arrau.

Ce n'est donc pas pour le pianiste chilien que le public est venu. Peut-être pour Markevitch, adoré, lui, des Parisiens et dont la presse avait annoncé le retour après des années d'absence ? Le triomphe que ces deux musiciens devaient remporter rejallera sur Arrau qui, à compter de ce jour et jusqu'à ces dernières apparitions, se produira à guichets fermés devant des mélomanes qui avaient appris à l'aimer : quatre ans plus tard, les lecteurs de la revue *Diapason* élisaient Diapason d'or de l'année son interprétation des nocturnes de Chopin. On n'imagine pas le bonheur de cet homme affable, à la gen-

discrets du walking, entraînant la musique. Le batteur Hidehiko Kan va au plus direct, tempo, relance. Tout cela, beaucoup de trios savent le faire. Peu le vivent avec cette évidence-là.
S. Si.
★ 1 CD PV9609.

BLUES

T-BONE WALKER

The Complete Capitol and Black & White Recordings

Disponible depuis 1996 aux États-Unis, la série des rééditions du fonds blues de la compagnie discographique Capitol arrive en France. Une vingtaine de disques simples ou de coffrets de deux ou trois disques compacts permettent de redécouvrir des enregistrements pour divers labels de la maison américaine - en particulier ceux de la marque Imperial - de quelques grandes figures du genre comme Muddy Waters, Son House, Lightnin' Hopkins, John Lee Hooker, L.P. Son Jackson ou le guitariste et chanteur T-Bone Walker.

En dehors de quelques morceaux datant de 1942, l'ensemble des trois CD du coffret qui lui est consacré couvre l'année 1949. Avec une rythmique piano basse battue qui le relie au jazz et l'apport de cuivres, T-Bone Walker inventait alors un blues assez sophistiqué. Son phrasé, tout en modulation, suit le coulé d'un jeu de guitare où le swing est une donnée primordiale. Ces sessions de T-Bone Walker sont ainsi une pièce maîtresse de cet ensemble soigné - les prises de son d'origine sont nettoyées sans être trahies par des effets pour sonner selon les critères actuels -, avec des dessins de Joe Ciardello et des livrets documentés.
S. Si.

★ 1 coffret de 3 CD Capitol 7243 8 29379 2. Distribué par EMI.

Brahms révélé

La rencontre entre un chef, un soliste, un orchestre et une œuvre

Il n'est donc pas pour le pianiste chilien que le public est venu. Peut-être pour Markevitch, adoré, lui, des Parisiens et dont la presse avait annoncé le retour après des années d'absence ?

Le triomphe que ces deux musiciens devaient remporter rejallera sur Arrau qui, à compter de ce jour et jusqu'à ces dernières apparitions, se produira à guichets fermés devant des mélomanes qui avaient appris à l'aimer : quatre ans plus tard, les lecteurs de la revue *Diapason* élisaient Diapason d'or de l'année son interprétation des nocturnes de Chopin. On n'imagine pas le bonheur de cet homme affable, à la gen-

LA LOGIQUE ORGANIQUE DE LA MUSIQUE

On est immédiatement happé par le solo de cor qui nuire le premier mouvement. Emergent de la rumeur de la salle, le soliste de l'orchestre phrase avec une sonorité légèrement vibrée, un chant ample, mystérieux, plante le décor. Le piano entre, vindicatif certes, mais plus encore concentré, tenu par Arrau qui pèse de tout son corps sur un clavier qu'il ne frappe jamais, qui libère toutes ses forces spirituelles, investit chaque note, chaque accord, qui anime de l'intérieur les phrases avec un don total de soi à la musique dont il libère les forces les plus mystérieuses. Arrau avait ce don rarissime de récréation qu'il partageait avec Wilhelm Furt-

wängler, avec Maria Callas. Comme quelques autres, ils allaient jusqu'au bout de leurs idées, sans peur, sans volonté de démonstration ni prise de pouvoir.

La liberté du pianiste obéissait à la logique organique de la musique de Brahms ; la transparence polyphonique de son jeu s'accompagnait d'un déluge de couleurs, d'une liberté rythmique - dans la rigueur - qui donnent l'illusion que la musique naît dans l'instant. Markevitch lui-même, déjà atteint de surdité partielle, déclinée des lignes amples, obtient une qualité de chant, une sonorité automnale d'un orchestre dont les accidents de parcours n'ont aucune gravité dans un tel cadre, petites rides qui embellissent ceux que l'ann aime.

Cette interprétation est ailleurs, incomparable, car les interprètes s'avancent sans aucune défense, provoquant chez l'auditeur le sentiment de partager la soumission d'une centaine de consciences à la musique. Arrau était en analyse depuis cinquante ans lorsqu'il se présenta aux Parisiens. Est-ce la raison pour laquelle, son interprétation du rêve brahmien donne du sens à la musique, ce langage insignifiant par essence, qui, ce n'est pas si fréquent, ici ne dit rien d'autre que ce qu'elle est.

Alain Lompech

★ 1 CD INA « Mémoire vive »

ROCK

TRANQUILITY BASS

Let the Freak Flag Fly

Imaginez la tribu des Freak Brothers, ces pieds-nickelés hippies dessinés par Gilbert Shelton, débarquer dans une fête des années 90. Les zozos vident le bar, fument la moquette, remplacent le DJ et se mettent à passer - en même temps - tous les disques de la discothèque. Vous aurez ainsi une petite idée du contenu de cet album inclassable, kaléidoscopique, mélange festif et tournoyant de salsa futuriste, de folk-rock, de jazz bluesque, de funk et de hip-hop psychédélique. Nées de l'esprit excentrique de Mike Kandel, un Américain barbu de vingt-neuf ans, ces bizarreries s'égarent parfois. Le plus souvent, pourtant, cet enchevêtrement accouche de chansons et d'incantations enthousiasmantes.
S. D.
★ 1 CD Astralwerks 7243 8 4411626. Distribué par PIAS.

OPS

Slush

Un peu trop en avance (le milieu des années 80), les Américains de Giant Sand ont été les apôtres de l'inachèvement et d'un blues-grunge qui trouvait ses ressources dans l'instinct et l'approximation. D'autres qu'eux (Pavement, Sebadoh...) ont profité depuis de ce droit à une turbulente paresse. Vinoniste et chanteuse, Lisa Germano a publié sur le label Arty 4AD, une poignée d'albums intransparents et expérimentaux. Formalisée sous le nom de OPS (prononcer *oplate*, soit « opiate »), la rencontre de cette artiste d'avant-garde et des voyous de Tucson a enfanté des chansons d'une pureté inattendue. Des reprises veloutées de Neil Young (*Round and Round*) et de Lee Hazlewood (*Sond*) co-

toient des berceuses hantées et une country à l'élégance crépusculaire. Un premier album qui mène superbement étrangeté et classicisme.
S. D.
★ 1 CD Thirsty Year/V2 VVR1000332. Distribué par Sony.

WYCLEF JEAN

The Carnival

Avec les Fugees, Wyclef Jean a élaboré un rap adonné par le velours de la soul et les contretemps jamaïcains. Il s'échappe en solo le temps d'un *Carnival* qui fait défiler mille facettes de sa personnalité. Cet album est surtout un voyage sentimental à travers les disques et les voix qui ont marqué l'enfance de ce fils d'émigré haïtien. Wyclef se souvient que dans sa cité de Marlborough, une banlieue pauvre de New York, on écoutait aussi bien le funk de James Brown que la reine latine Celia Cruz, le rock des Animals que le disco des Bee Gees, le reggae des I-Threes que la soul des Neville Brothers. Parfois, un 45 tours - comme le *Concerto pour une voix* de Saint-Preux - y attendait par accident. Tous aujourd'hui sont convoiés au carnaval. On s'y amuse, souvent avec facilité (ce goût des reprises tournées en rap - ici *Quantum Leap*, *Stayin' Alive* -, qui a fait le succès des Fugees). On y croise aussi de la gravité et de l'introspection. Le rap, qui est aussi guitariste, puise alors dans le folk haïtien (*Song Feti*, *Jaspore*, *Yéle*). Disque inégal, mais souvent attachant, cet album fait preuve d'une liberté rarissime dans le hip-hop.
S. D.
★ 1 CD Ruff House 487442 2. Distribué par Sony.

CHANSON

YVES DUTIEL

Touché

Qu'il évoque l'amour, exprime ses révoltes ou parte en croisade, Yves Dutiel ne se défait pas de son attitude de baladin boy-scut. Sur

le même ton de douceur consensuelle, il se pose en redresseur de torts pour son grand-oncle, dont la réhabilitation n'est sans doute pas suffisamment d'éclat à son goût (*Dreyfus*), il alerte le monde sur la lutte du peuple tibétain, vante les charmes de Venise, dédie une chanson à Itzhak Rabin et dit son espoir de voir naître un monde « où régneraient les plus sages d'entre nous / Les savants, les poètes et les fous ».

Aux lames d'émotion, au tumulte et à la chair des mots, Yves Dutiel préfère l'eau calme de phrases bleu dessinées, les mélodies faciles à mémoriser.
P. La.
★ 1 CD BMG 74321468282.

CHARLES AZNAVOUR

Plus bleu...

Pour Édith Piaf, Charles Aznavour a composé des chansons. L'une d'elles - *Plus bleu que tes yeux* - fut l'un des plus grands succès de la même Piaf. Aznavour a racheté les éditions musicales Raoul Breton, qui possèdent une grande partie du catalogue Piaf. Le mariage *o posteriori* de Charles et Édith n'est pas moins choquant que les duos « *paranormaux* » de Nathalie Cole avec Nat, son père, ou les « *nouveaux disques* » de Dalida, morte en 1987. La voix d'Aznavour a vieilli, celle de Piaf, par la force des choses, est restée la même. Il y a aussi, et c'est étonnant de la part d'Aznavour, le côté mal ficelé de ce « duo » voué au succès populaire. Pour le reste, les nouvelles chansons de l'album sont anecdotiques, politiquement correctes (*Le Droit des femmes*, apologie des droits conquis, mais n'efface la gêne masculine, *Les Enfants*, avec les Petits Chanteurs à la croix de bois), etc.
V. Mo.
★ 1 CD EMI 857528-2.

LIANE FOLY

Camille

Dans ce réplâtre d'idées antiques, expédiées à l'américaine (« *Mesdames et Messieurs*, *Lion Foly* » en titre, avec l'accent US), on

apprendra que « la nuit est belle » et cruelle. Le style jazzy évolue vers le funk, le piano cède la place aux cuivres, aux glissades de batterie synthétique. Liane Foly sait manier le swing et la douceur. Mais elle ne se débarrasse pas des manies qui ont, en partie, bâti son succès : cet insupportable accent américanisé, cette propension à rentrer la voix vers l'intérieur... La renaissance du Sphinx aux Amériques est rendue impossible par des chansons chewing-gum, préemballées, taillées pour l'amour bébé vaguement érotisé par des voix nègres plantées en choeur-décorum.
V. Mo.
★ 1 CD Virgin 724344056-2.

MUSIQUE DU MONDE

SUCCÈS AFRICAINS

Ngoma, Souvenir de l'Indépendance

Ce titre mystérieux cache un des plus frais témoignages de l'époque de l'indépendance du Congo belge. Enregistrés en 1960 et 1961, vingt-six succès populaires reflètent l'espoir suscité par la modernité, l'éloignement possible de l'époque coloniale. Le maître d'œuvre, ingénieur du son, patron de studio, compositeur à ses heures s'appelle Nikis Cavadias, Grec né à Addis-Abeba et ayant entamé une carrière dans la banque à Stanleyville (Kisangani) en 1943, avant de gagner son nom d'Africain, Tata Ngoma.

Dans les studios poussiéreux où se mettait en place la future musique zaïroise, pour l'heure très influencée par le twist, le tango, le mambo (on y chante même en espagnol *Rhythm de mi corazón*, un cha-cha-cha interprété par Tchadé et Beguen Band), travaillait le jeune Franco, inventeur de la rumba nationale. Tata Ngoma aimait la clarinette, le saxophone ténor (Bechet), la basse, il fut l'ami de Patrice Lumumba. Les orchestres célèbres le drapeau congolais (Busaka Léon et Beguen Band), commentent le divorce (Paul Mwanga et Affianta jazz), la débrouille. Alors inconnu, Manu Dibango avait fait le voyage. Au saxophone, il inventait le groove africain.
V. Mo.
★ 1 CD Parnad 102/Géma LC7203. Distribué par Night & Day.

OUM KALTOUM

Chansons à l'Éternel (1935-1946)

Arrivée de son village en 1923, la diva arabe commence une carrière cinématographique au Caire en 1937. Elle suivait les traces du grand chanteur Mohamed Abdel Wahab, qui avait conquis, dès 1933, le grand public, en interprétant des chants de miel dans *La Rose blanche* de Mohamed Karim. De 1937 à 1947, Oum Kalsoum sera la vedette de six longs métrages. Le premier, *Widow*, de Fritz Krafft, narre les amours tumultueuses d'un marchand et de son esclave. Le dernier, *Fatma*, d'Ahmed Badran, celles d'un fils à papa et d'une infirmière. En 1947, Oum Kalsoum, qui souffrait des yeux, abandonne définitivement le cinéma. Chansons superbes, signées des compositeurs favoris de la chanteuse (dont Ahmed Rami et Mahmoud Belkhalil) : Oum Kalsoum donne à ces histoires à l'eau de rose toute leur intensité dramatique.
V. Mo.
★ 1 CD Voix du Maghreb/Club du disque arabe 82941-2.



Le Monde

BLUEBERRY FAIT SON ENTRÉE DANS LE MONDE CÉLÈBRE

CHACQUE JOUR À PARTIR DU 14 JUILLET ET JUSQU'AU 8 AOÛT LE NOUVEAU BLUEBERRY

Le Monde

DOSSIERS DOCUMENTAIRES

L'état des conflits dans le monde

Le mouvement de l'Union soviétique, la chute de Berlin et la fin, donc, de la guerre froide. Les conflits ont changé souvent le visage du monde. On observe même des conflits entre États et des conflits de moins en moins arbitrairement contestés.

Le sommaire : l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie, le Proche-Orient, l'Afrique, la Caucase, les Balkans.

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE QUINCAILLERIE

À L'AFFICHE

Festival de danse de Châteauneuf
Avant d'être évincé, Gérard Paquet avait eu le temps de préparer un festival. Il commence le 5 juillet avec des danses de cour japonaises, enchâssées avec du butô. Suivront la Compagnie Castafiore, Maïté Fossin, Emmanuelle Huynh, Pietragalla, Malou Alroudo. Pour finir ? Les fameuses Connexions Hip Hop... TNDI-Châteauneuf, 83192 Ollioules. Du 5 au 27 juillet. Tél. : 04-94-22-74-00. De 50 F à 180 F.

Festival des Vieilles Charrires à Carhaix-Plouguer
Né d'un gag de potaches du centre du Finistère qui voulaient, à l'occasion du rassemblement de vieux gréments de Brest, « montrer aux « voleurs » que les jeunes de l'intérieur savent faire la fête », ce festival invite James Brown, Jane Birkin, Claude Nougaro, Nada Surf, Simple Minds, Bates Motel, Kent, Blankass, Miossec. Cinq cents spectateurs en 1992 ; vingt et un mille en 1996... Place du Champ-de-Foire, 29270 Carhaix-Plouguer. Jusqu'au 6 juillet. Tél. : 02-98-99-25-45. 50 F et 60 F.

Emile Danse(s)
Emile Danse(s) reprend en clin d'œil le nom originel de la compagnie Gallotta : Groupe Emile Dubois. La parenthèse montre que la danse est multiple. Le programme le démontre : Steve Paxton, Anne Teresa De Keersmaeker, Boris Charmatz et Gallotta avec la compagnie japonaise. Grenoble. Du 7 au 11 juillet. Tél. : 04-76-25-70-56. De 40 F à 80 F.

Les choix de Christian Caujolle

Arles/Photographie. Le directeur propose une alternative aux stéréotypes de l'image télévisée

QUE REGARDER, que faire voir, dans cette fin de siècle où l'on est « bombardé d'images, sans que personne ne se préoccupe de donner aux gens les moyens de les lire », où « la cacophonie visuelle dissimule le monde plutôt qu'elle ne le montre » ? C'est l'une des questions que s'est posé Christian Caujolle, le directeur de l'agence Vu, lorsqu'on lui a demandé de prendre la responsabilité des 28^{es} Rencontres d'Arles. « L'idée de montrer, simplement, des photographes que j'aime était plaisante, mais me semblait un peu courte, dit-il. Cette manifestation doit servir, bien sûr, à donner du plaisir, toutefois elle doit aussi susciter des interrogations. Dans ce moment de l'Histoire qui se distingue par la répétition de génocides massifs, j'ai voulu, à travers tout le champ de la photographie, des amateurs ou artistes – en général les festivals et les musées ne s'intéressent qu'à une partie du champ –, réfléchir sur la question de l'engagement, du pouvoir et de l'image comme élément constitutif du pouvoir. Si j'ai choisi le titre « Ethique, esthétique, politique », c'est pour inciter à redonner à ces trois termes leur sens, en renvoyant à leur origine, en Grèce, au moment où s'invente la démocratie. C'est central pour l'avenir de la démocratie – ou sa perte. »

Cette manifestation doit servir, bien sûr, à donner du plaisir, toutefois elle doit aussi susciter des interrogations

Comprendre la place de la photographie dans une époque « où la télévision est devenue le principal vecteur d'images », savoir « jusqu'où l'on peut repousser les limites de l'utilisation de la photo dans un quotidien » : depuis près de vingt ans, à Libération puis à l'agence Vu, ce sont les axes de Christian Caujolle. Pourtant, tout portait le petit garçon né en 1953 dans un village de l'Ariège, passé par une école normale d'instituteur avant d'intégrer l'école normale supérieure, à devenir un homme de l'écrit plutôt qu'un passionné d'image. « D'ailleurs, en 1978, à Libération, j'ai d'abord écrit sur les

livres, confirme-t-il. La photographie m'intéressait déjà depuis quelques années. C'était arrivé tout à fait par hasard, à Toulouse, quand je préparais Normale. J'avais rencontré Jean Dieuzalde et découvert, chez lui, les œuvres de grands photographes. A Paris, j'étais un assidu de la galerie Agathe Gaillard. J'y allais chaque samedi. J'y avais fait la connaissance de Bernard Faucon, qui trouvait sur ses premières photos de mannequins. Nous étions devenus très amis. Très vite, j'ai commencé à écrire sur la photo dans Libération. Hervé Guibert, à peu près au même moment, débutait ou Monde. Il s'agissait de faire sortir le discours sur la photo du champ des revues spécialisées. Je ne me suis jamais considéré comme un critique de photographie. Je souhaitais avoir une approche journalistique. Donner l'information. Mais, évidemment, il faut avoir un point de vue, sinon on demeure dans la banalité, à la surface des choses. »

De ce « point de vue » devait naître le désir de « construire une politique de la photo dans Libération ». En 1981, dans la nouvelle formule du journal, Christian Caujolle, tout en continuant à écrire, a donc pris la responsabilité du service photo. Tout cela a abouti, en bonne logique, à la création, en 1986, de l'agence Vu – installée dans les locaux du journal –, dans laquelle Libération était majoritaire jusqu'à la fin de 1996. Depuis, le journal a cédé ses parts, l'agence va déménager rue du Petit-Musc, dans le 4^e arrondissement, et ouvrir une galerie. « Avec l'agence, on a voulu défendre des points de vue de photographes et mener une réflexion globale sur l'image, mais j'ai été un peu noyé sur les possibilités de faire évoluer les habitudes de la presse », reconnaît tranquillement Christian Caujolle, l'œil ironique, avec cet air de perpétuelle adolescence sur son visage rond. « Les journaux sont incroyablement conservateurs. Ils publient "l'image arrêtée" qu'on montre ou petit écran. C'est sans intérêt, mais cela semble les rassurer en republiant toujours les mêmes stéréotypes. Ils ne s'interrogent d'ailleurs pas plus sur l'écrit. En fait, je suis affligé par la non-réflexion généralisée dans la presse écrite, dont l'existence même passe par sa capacité à utiliser l'image d'une manière différente de la télévision. »

Propos recueillis par Josyane Savigneau

Le rap, l'amour, l'argent, la rue

Rocca et La Cliqua au square Léon, quartier de la Goutte-d'Or à Paris

JEUDI, Rocca le Colombien, et La Cliqua, son groupe hip-hop donnaient un spectacle gratuit au square Léon, à l'ombre de l'église Saint-Bernard. Rocca et La Cliqua sont du 18^e arrondissement, plutôt du côté de Clignancourt, ce qui fait une sacrée différence avec les rappeurs du 19^e, par exemple. Dans cet univers où les différentes bandes se démarquent avec un esprit de rivalité diversement policé, ce « collectif » à ne doit pas être confondu avec des groupes comme NTM. « On n'est pas des bons gars », dira-t-il à la fin du concert pour se dédouaner d'une générosité à fleur de peau, avec un inédit « dédicacé » aux jeunes, aux « anciens » (environ plus de vingt-cinq ans) qui ont lancé le rap, à ceux qui sont « bétons », en « compris » pour avoir rapporté de la « maille » à leur mère.

Mon voisin, de la Goutte-d'Or et de Tunisie, mesure posément les qualités du collectif : « Chez les chanteurs hip-hop, il y a deux catégories. Ceux qu'on comprend en écoutant leurs disques, et ceux qui restent clairs même en public avec une sono pourrie. Rocca, lui, tu comprends presque tout ce qu'il dit ! » Le presque est rassurant, moins manichéen que chez un habitué de Bayreuth.

Dans le magazine L'Affiche, qui lui demande pourquoi il n'emploie que rarement des gros mots, Rocca, vingt et un ans, s'explique : « Si j'ai envie de dire un truc à la police, je n'ai pas besoin de les traiter de fils de pute, ça serait me mettre au même niveau qu'eux, vu que quand je me fais contrôler, ils m'insultent. Il faut être plus intelligent, surtout depuis

l'affaire NTM. Si je vais plus loin que l'insulte, je peux dire plus fort que fils de pute. Quand j'ai loupé mon bac, j'en voulais à tout le système. Première impulsion : nique la fac. J'ai fini par me dire que j'allais le repasser. »

La sono du square est assez sophistiquée (et crachotante). Il fait presque beau, merci Saint-Bernard. Toute la Goutte-d'Or est là, enfants et mamans comprises, mais guère plus. Pas d'architectes répertoriés dans ce quartier marqué par le dictat de formes contemporaines dont les édiles mésestiment la violence, l'arrogance. Car chacun voit la violence et poésies parlent de ça. Ce qui compte est moins le thème que la façon de l'exploiter. L'amour, l'argent, la rue, il n'y a pas de texte périmé. Un artiste a le droit de parler de ce qu'il veut, il faut juste un max de vocabulaire, ne pas sombrer dans la glauquerie habituelle. »

Rocca a commencé à quatorze ans. Sept ans de métier. Ça se voit, ça s'entend. Dans une interview à une autre revue : « L'Ecole ça m'a servi pour avoir une instruction plus académique : je fais une intro, un développement, une conclusion. Je suis un architecte. Je construis. Moi, c'est de l'architecture, c'est peut-être mon truc inco ! J'essaie d'avoir un style toujours en évolution pour avoir toujours un style d'avance sur les copieurs. » Devant la scène, ce serait tous les rappeurs du 18^e, à l'affût d'une idée, d'un mot d'un geste. Pas un architecte bien sûr. Rocca le Colombien, venu de Bogota, n'a rien à leur apprendre : « Le rap, c'est un peu une musique pour les gens qui ont des problèmes... Je ne suis pas un thermostat mais si ça part mal ça sera peut-être aussi à cause de moi, de nous »

lence à la porte de l'autre. On apprend à comprendre les textes de Rocca, à s'inspirer du modèle musical. Le supplice n'est pas pire qu'une journée non-stop à l'arcam, ou qu'un premier soir à l'opéra. Sauf qu'ici les textes sont plus riches, moins répétitifs, pour des histoires pourtant banales, ressées. Moins cruelles qu'à Bastille. Non, Rocca ne va pas sacrifier ses enfants comme une prêtresse gauloise. Non il n'a pas l'intention de s'éteindre longuement à la façon d'une courtisane phénicienne.

Mais pas loin, du côté de chez Brecht : « Quand on parle d'amour c'est un cliché, explique-t-il toujours à L'Affiche. Pourtant les plus belles

chansons et poésies parlent de ça. Ce qui compte est moins le thème que la façon de l'exploiter. L'amour, l'argent, la rue, il n'y a pas de texte périmé. Un artiste a le droit de parler de ce qu'il veut, il faut juste un max de vocabulaire, ne pas sombrer dans la glauquerie habituelle. »

Rocca a commencé à quatorze ans. Sept ans de métier. Ça se voit, ça s'entend. Dans une interview à une autre revue : « L'Ecole ça m'a servi pour avoir une instruction plus académique : je fais une intro, un développement, une conclusion. Je suis un architecte. Je construis. Moi, c'est de l'architecture, c'est peut-être mon

truc inco ! J'essaie d'avoir un style toujours en évolution pour avoir toujours un style d'avance sur les copieurs. » Devant la scène, ce serait tous les rappeurs du 18^e, à l'affût d'une idée, d'un mot d'un geste. Pas un architecte bien sûr. Rocca le Colombien, venu de Bogota, n'a rien à leur apprendre : « Le rap, c'est un peu une musique pour les gens qui ont des problèmes... Je ne suis pas un thermostat mais si ça part mal ça sera peut-être aussi à cause de moi, de nous. Le risque, quand tu rappes sur la violence, c'est d'en faire l'apologie. » En matière de rap, il n'y a pas d'opéra-bouffe.

Frédéric Edelmann

HORS CHAMP

■ Les premières rumeurs concernant la sélection du prochain Festival de Venise, qui se déroulera du 27 août au 7 septembre, indiquent qu'on devrait découvrir sur la lagune Le Bassin d'Aniane, de Joao Cesar Monteiro, Entre nous, de Benoît Jacquot, Nettoyage à sec, d'Anne Fontaine, Chinese Box, tourné à Hongkong par Wayne Wang avec Gong Li (notre photographie) et Maggie Cheung, Bent Familio, du réalisateur tunisien Nouri Bouzid, ainsi que le documentaire consacré par Olivier Assayas à Hon Hsiao-hsien.



■ Le trentième Festival d'été de Québec s'est ouvert le 3 juillet par un hommage à Jacques Brel. Le festival accueillera jusqu'au 13 juillet plus de trois cents artistes venus de dix-huit pays, parmi lesquels Maxime Le Forestier, Marianne Faithfull, Alan Stivell et Ben Harper. ■ Madeleine Peyroun, jeune chanteuse américaine, a publié au printemps son premier album, Dreamland (WEA). Elle interprète, dans le style classique du blues, douze chansons puisées aux sources de la chanson française, du jazz, de la country et du

gospel. Elle donnera quatre concerts en France en juillet : à Vienne (Jazz à Vienne) les 4 et 5, à Sète le 8, à Montreux (Montreux Jazz Festival) les 12 et 13, à Nice (Nice Jazz Festival) le 15. ■ Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Jack Lang (notre photographie), par ailleurs directeur intérimaire du Piccolo Teatro de Milan, a accepté de prolonger de quelques semaines sa mission à la tête du théâtre créé par Giorgio Strehler à la demande du vice-premier ministre italien, en charge de la culture, Walter Veltroni. Cette décision lui permettra de participer à la nomination d'un successeur au fondateur de cette prestigieuse enseigne, qui avait démissionné à la fin de 1996. Emmanuel Hoog, ancien administrateur du Théâtre national de l'Odéon qui avait rejoint Jack Lang à la direction du Piccolo, a décidé lui aussi de prolonger sa mission de sauvetage du théâtre au moment même où il devient conseiller technique auprès du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, en charge des dossiers de la culture, de la communication et de l'an 2000.



Twyla Tharp peine à créer pour sa nouvelle compagnie

Montpellier/Danse. Avec un programme intitulé « Tharp I », une autobiographie qui plonge dans sa mémoire quaker, la chorégraphe américaine cherche un souffle qui ne vient pas

directrice artistique associée à l'American Ballet Theater. Elle aime le jazz, les claquettes, et toutes les manières de danser à condition qu'elles soient bonnes et belles et énergiques. « Séparer la danse en catégories est si bête ! Si improductif ! Cette attitude vient d'un sentiment d'insécurité. Ne pas oser se confronter au classique veut seulement dire que vous craignez que sa force ne vous absorbe. »

A cinquante-sept ans, elle est toujours une terreur. Très sympathique. Elle parle en accéléré. Et l'humour claque. Pantalons d'homme marine, cheveux blancs coupés au carré et retenus dans une sorte de queue-coquette, lunettes. A la fois intello et femme d'action. Heureuse de se retrouver à la tête d'une nouvelle compagnie

Elle aime toutes les manières de danser à condition qu'elles soient bonnes et belles et énergiques.

Pour Tharp I, elle a plongé dans le « tout américain culturel » : recherche de ses racines quaker (Sweet Field), louange des nouveaux héros américains que sont les chanteurs, ici David Bowie et Brian Eno (Heroes), itinéraire de sa famille, venue de l'Indiana jusqu'en Californie par la route 66 (66). Difficile d'imaginer une danse plus américaine et plus sûre d'elle-même. Musclee, rapide, ironique. Mais aussi curieuse, mélangeant les pieds des danses paysannes aux bras sérapiques du classique. Ou carrément dans l'esprit de Broadway, brillante et populaire.

Destinée à distraire, et n'ayant pas d'autres prétentions avouées, ce programme laisse déçu. Non pas déçu : il y a si longtemps qu'on n'avait pas vu Tharp avec une compagnie. C'était en 1986 exactement, au Festival d'automne. On était en attente, sans savoir au juste de quoi. On espérait un retour inspiré. La danse de Twyla Tharp date : moins par la forme que par des procédés narratifs trop appuyés. Des gros chins d'œil afin que l'émotion surmonte jamais n'affleure. Une

danse qui se réfugie dans le style par peur des sentiments. Pas quaker pour rien, et plutôt perverse...

Quand on a rencontré Twyla Tharp à Paris, son esprit était déjà installé au Palladium, night-club chaud de New York, où elle a décidé de danser en septembre et en octobre, pendant six semaines d'affilée, avec une pièce nouvelle conçue sur les musiques du trompettiste de jazz Roy Eldridge. D'ailleurs Twyla Tharp n'était pas à Montpellier. Que tourne la tournée. Et bon vent !

Elle est à New York. Elle prépare l'avenir. Lit-elle Moby Dick pour la dixième fois ? « L'écriture de Melville n'est que mouvement. Celui de l'océan et celui du vent, des hommes et des machines, des baleines et des bateaux. J'ai commencé par Moby Dick, ensuite j'ai lu tous ses livres, toute sa correspondance. » Lit-elle Shakespeare ? Elle avait très envie aussi de s'inspirer du poète Milton. « J'ai reçu une très bonne éducation, mais

elle n'était ni littéraire ni philosophique. » Travaillant tout le jour, elle lit la nuit. « Je me suis lancée dans une étude personnelle de l'histoire, explique-t-elle. Je veux savoir ce qui s'est passé il y a deux mille ans, puis il y a quatre mille ans. Pas seulement savoir, mais réellement sentir avec le corps l'écoulement de ces immenses périodes de temps. »

Que pense-t-elle du thème de Montpellier-Danse, consacré, cette année, au proche, au lointain ? « Je ne crois pas qu'on puisse être responsable d'autres cultures, réagit-elle à toute vitesse. Ce qui me fait l'urgence est d'assumer qu'on ne peut pas avoir une approche de tout. Pour ma part, je ne peux en aucune façon représenter, ou parler, dans mon travail d'une autre culture. On peut, bien sûr, se nourrir de certains éléments, mais en se gardant surtout de rien systématiser. »

Dominique Frérot

Ailleurs Diffusion

Festival de chansons francophones Ailleurs

Café-Concert-Débat

Juillet 87

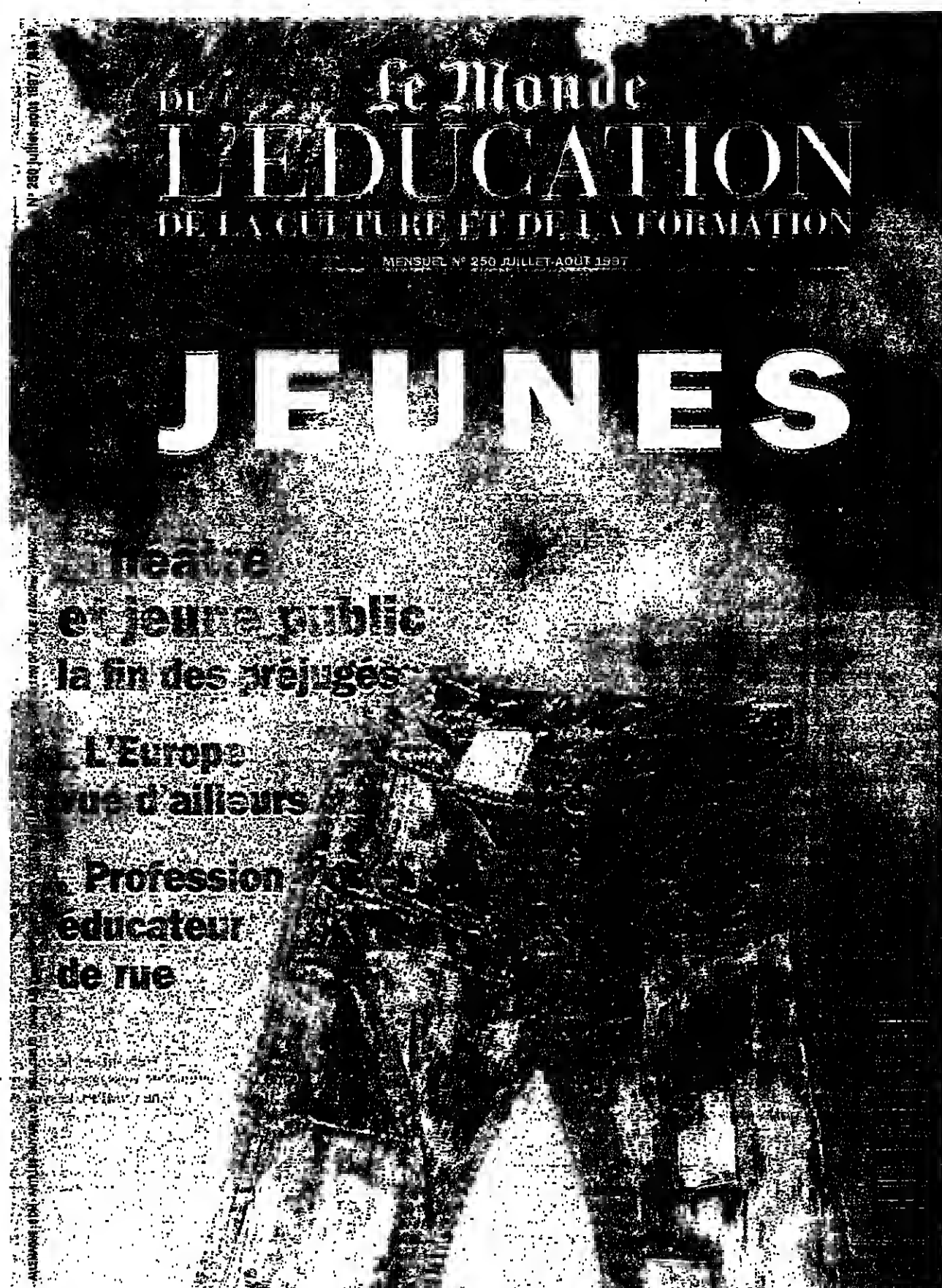
Michèle Alliani
La Môme
Laurent Viel
Jean Claude Goldschmidt
Les Lolos de Paris
Cook the Linzar
Nicolas Reggiani
Erik Karol
Gregory Gabriel
Les Zig Zizim

M^e BASTILLE
réservations et renseignements
01 44 59 82 82

MAIRIE DE PARIS

هكذا من الهم

30 / LE MONDE / SAMEDI 5 JUILLET 1997



Avec Yves Simon, Robert Abirached, Tahar Ben Jelloun, Yves Bigot, Edith Cresson, Marie Darrieussecq, François Dubet, Romain Goupil, Michel Maffesoli, Pierre Mayol, Jean-Pierre Miquel, Olivier Mongin, Michel Serres, Serge Tisseron, Jean-Pierre Vernant, Henriette Walter, etc.

UNE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, écriture, multimédia, voyage, parole, jeunes, civisme, télévision, etc.

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

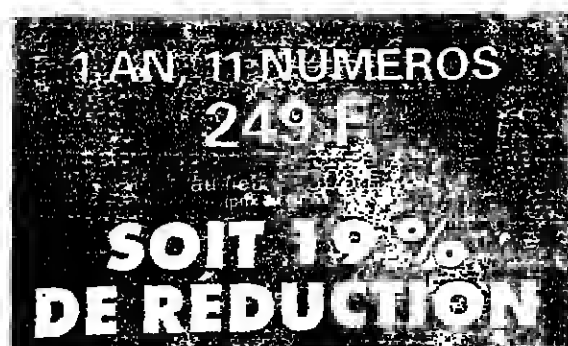
aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.



Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la FNAC, le mardi 22 juillet de 16 heures à 18 heures à la FNAC d'Avignon sur le thème de la création théâtrale pour le jeune public.

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner à : *Le Monde de l'éducation*, Service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex
Offre valable jusqu'au 31 décembre 1997 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures



☐ **OUI**, je souhaite bénéficier de votre offre exceptionnelle d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour 1 an (11 numéros) au prix de 249 F au lieu de 308 F*, soit une économie de 59 F* (hors du numéro).

☐ je joins mon règlement de 249 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.
☐ je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Date et signature obligatoires :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code Postal : Ville :

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant.

TELEVISION

La télévision numérique

DES LECTEURS

Les médias sous l'influence

RECEVOIR

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

Un pari insensé

par Alain Rollat

L'HABIT du pouvoir exécutif sied bien à Lionel Jospin. Il y est à l'aise. La cohabitation ne le gêne pas aux entournures. Il suffit d'ailleurs d'observer ses mains, quand il s'exprime, pour comprendre qu'il s'épanouit dans ses nouvelles fonctions. Elles possèdent l'éloquence des basketballeurs. M. Jospin, qui a pratiqué ce sport, en garde une gestuelle d'entraîneur au sommet de son art. Il connaît toutes les tactiques sur le bout des doigts. A le voir dessiner à l'écran autant d'arabesques, faisant tantôt l'éventail, tantôt l'essuie-glaces, alternant les aronds et les zigzags, jouant de la paume, du pouce ou de l'index, on dirait un sémaphore en train de communiquer en langage codé. Il se dit « heureux », et cela se voit. Il fêst d'autant plus qu'il se sent fort. « Un premier ministre qui dispose d'une majorité parlementaire face à un président qui n'en dispose pas est très puissant », écrivait-il en 1991 dans son livre *L'invention du possible*. Il ne savait pas encore qu'il prédisait son propre avenir.

Heureux mais « pas bête ». Cela vaut mieux. Le temps lui a appris la vanité des utopies. Il se méfie désormais des grands mots. Il y a vingt ans, comme les autres socialistes, Lionel Jospin déclinait une pensée imprégnée de marxisme. Son quotidien militait en courtoisie d'un vocabulaire convenu : « front de classe », « autogestion », « rupture », « exploités », « classe ouvrière », « lutte des classes ». Ces baudruches-là se sont dégonflées sous la pique des réalités. Il s'en tient aujourd'hui à quelques mots

plus simples : « vérité », « volonté », « justice ». Cela n'a rien de révolutionnaire, mais comme il sait l'importance des mots en politique il évite de les galvauder. Il trouve ainsi le ton juste.

Heureux et habile. Cela n'est pas incompatible. Il ne sera pas tombé dans le piège de la polémique. Un sourire lui aura suffi pour mettre hors jeu un Alain Madelin impatient d'en découdre. Une question sur Alain Juppé, dont il mesure mieux quelle a été « la difficulté » depuis qu'il lui a succédé, lui aura fourni l'occasion d'une élégance. Aux yeux de Lionel Jospin, le bonheur est une fleur fragile qu'il convient de tenir à l'abri des coupeurs de cheveux en quatre et autres « notaires » trop prompts à confondre l'art de gouverner et la course contre l'arrosage. Il avancera au rythme qu'il aura choisi. En refusant la tyrannie de la pendule.

Le paradoxe est que la personnalité de Lionel Jospin s'accommode parfaitement de la télévision pour exprimer cette volonté d'agir dans le « temps long », de réhabiliter la réflexion, de privilégier l'analyse, de faire fi de l'écume des choses alors que la télévision exige d'habitude le contraire. Le pari est insensé, il faut donc l'encourager. Car, sans avoir peut-être conscience, Lionel Jospin, qui ne se préoccupe apparemment pas de la présence des caméras quand il répond à ses interlocuteurs, désacralise notre écran à spectacle qu'il a dompté. Pourquoi que les clercs ne le mangent pas !

La passion du Tour

Au départ de la 84^e « Grande Boucle », Arte et France 2 célèbrent la légende de la plus spectaculaire des courses par étapes et tentent d'en percer les mystères

« LA PASSION du Tour de France, c'est presque aussi mystérieux que la Sainte Trinité du catholicisme. » Alphonse Boudard a doublement raison : le Tour passionne les foules. Près d'un siècle de succès phénoménal. Grâce à la télévision, cet événement très français a pris une dimension mondiale, comparable en renommée et en audience aux Jeux olympiques et à la Coupe du monde de football. Mais la télévision a trouvé un sport à sa mesure, elle ne s'est pas imposée au Tour comme ailleurs.

Elle s'est mise à son service, comme un équipier de talent à l'intelligence de se dévouer pour un champion qui le lui rendra bien. Le petit écran, qui a vidé les stades, n'a pas déserté le bord des routes de France sur le passage du Tour. Premier mystère. Ils sont toujours aussi nombreux pour voir passer les coureurs, l'espace de heures d'attente. Ils seraient - et verraient - tellement mieux devant leur petit écran. Mais certains, il est vrai, disposent, sur place, d'une télé de campagne pour combiner les plaisirs. La télévision apporte un formidable surcroît de mise en scène à ce qui est déjà un très grand spectacle.

Plus que jamais, le Tour est une épopée, la légende d'un siècle, une geste. Ses trouvères trouvent inimitablement un souffle hugolien, à l'exemple d'Albert Londres avant la deuxième guerre mondiale, pour vanter les exploits des « forçats » ou des « géants de la route ». Le Tour impose un style, souvent tempéré par un ton rabe-



laisien à l'Antoine Blondin. C'est aussi la tradition du mélodrame et du roman-feuilleton. Il y a également du religieux, comme le souligne le roudard Boudard, quelque chose de la Passion dans ce sport où le mot « souffrance » revient sans cesse. Notamment dans ces montées aux calvaires des grands cols. Sur les pentes tragiques de l'Izoard, on approche du Golgotha. La plus célèbre des courses par étapes prend chaque année un tour quasi mystique. Cette procession paléenne est rythmée dramatiquement comme un chemin de croix.

La chaîne culturelle, Arte, oeuvrait à éviter de consacrer à un tel phénomène une de ses grandes messes ; une soirée « Thema », *Encore un Tour*. Un titre qui pourrait traduire une certaine lassitude mais qui, au contraire, met en valeur la grande saga hexagonale, et retrace, en particulier, les hauts faits des quatre-vingt-trois Tours qui ont précédé celui de cette année. A noter, parmi les documents proposés au cours de la soirée, celui intitulé *Elisir de vitesse*. Il soulève un coin du voile, pudique, qui dissimule l'un des mystères du Tour : le dopage. L'ombre au tableau. Deux anciens coureurs dénoncent une pratique assez généralisée, toujours améliorée, pour échapper aux

contrôles institués après la mort de Tom Simpson au flanc du Ventoux. Autre mystère, éditant celui-là : Jacques Anquetil, « Monsieur Tour de France ». France 2 offre une enquête réalisée avec une belle sobriété sur les dons prodigieux de celui qui fut le premier à remporter la « Grande Boucle » à cinq reprises.

Le Tour 1997, qui part de Rouen, sa ville natale, rend hommage à ce personnage hors normes, quarante ans après son premier maillot jaune. Quel mystère que l'élégance de cet athlète, si fielle et si puissant, spécialiste du contre-la-montre, qui défiait le temps et la raison des autres !

Avec insolence, il carburait au champagne quand ses rivaux se livraient à l'ascèse de la diététique. Quel mystère que l'impopularité de ce champion extraordinaire ! Lui, le maître de l'épreuve, fut stifié par le public sur la ligne d'arrivée du Tour 1961. La France lui préférait l'« éternel second », Raymond Poulidor. Mais Anquetil pouvait se consoler de l'ingratitude des foules idylliques et compter sur le soutien d'un autre homme de défi, le général de Gaulle. Ayant tous deux quitté ce bas monde, ils se sont sans doute retrouvés aux Champs-Élysées, dans le secret des dieux.

Francis Cornu

★ Le Mystère Anquetil, France 2, samedi 5 juillet, à 15 h 55 ; « Thema » : *Encore un Tour*, Arte, dimanche 6 juillet, de 20 h 40 à 0 h 50.

TF 1

20.42
1, 2, 3 SÉRIES
20.45 Walker Texas Ranger.
Les survivants.
21.30 Les Dessous de Palm Beach.
O (V2) Partenaire de cœur.
22.25 La Ville du grand secret.
O Orde de meurtre.

DE PLUS EN PLUS

Magazine présenté par Carole Rousselle.
Invité : Richard Anconina.
La famille la plus nombreuse ;
Le village où il pleut le plus ;
Le plus gros poisson ;
La chanson la plus enregistrée ;
La tomate ; Les plus vieux mariés ;
Le plus jeune romancier publié ;
Le plus petit hôtel (35 min).
0.45 et 1.50, 3.30, 4.15
TF 1 nuit.

0.55 et 1.45, 4.25, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 2.00 L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau. Documentaire. Du grand large aux grands lacs. 4.55 Musique. Concert (15 min).

France 2

20.55
SUSPECT NUMÉRO 1
L'Affaire Menaud.
Téléfilm (1 et 2).
de Christopher Mennel.
avec Helen Mirren, Tony Bell.
(120 min).
3820762
L'inspecteur principal
Tennison est un bon enquêteur.
Mais l'inspecteur Tennison est une femme.
Elle est l'objet de discrimination sexuelle de la part de ses supérieurs et de ses collègues.
Aussi, quand le cadavre d'une prostituée est retrouvé dans un hôtel miteux, c'est à son tour que meusequin qu'est confiée l'affaire, bien qu'il ne soit pas de service.
Helen Mirren a reçu, en 1984, le prix d'interprétation au Festival de Cannes pour *Cal de Port O'Connor*.
0.25 Journal, Métro.
0.40 Les Routiers. Série.

3.00 Les Mémoires d'espionnage et de spectacle. Documentaire. Pilote de Canadair. 4.55 Dictionnaire. Documentaire. 5.10 7 continents. Documentaire. L'essai du Pôle. 5.40 Nana. Dessins animés (20 min).

0.45 et 1.50, 3.30, 4.15
TF 1 nuit.

France 3

20.55
THALASSA
Magazine. Petites séries (65 min).
5303636
Dans le sud de la Thaïlande, des pêcheurs musulmans, d'origine malaise, perpétuent la construction de bateaux, entièrement construits en bois, qui font l'objet d'une décoration élaborée.
22.00
FAUT PAS RÉVER
Magazine.
USA : gospel à Memphis ; France : le chasseur d'éclairs ; Italie : les églises de Florence (50 min).
22.50 Journal, Métro.
23.15 Georges Vedel.
Ou l'esprit de la loi.
Documentaire.
(25 min).
2500162
0.10 La Guerre et les Hommes.
Hiroshima (75 min).
7294969
1.25 Sage-Cast. Magazine. Téléfilm (rediff.) 1.50 Les Tribunes de l'écran. Documentaire. L'essai de Mussolini. Invité : Pierre Milza. 2.55 La Grande aventure de James O'Connell. Poulidor. Des hommes d'honneur (35 min).

0.10 La Guerre et les Hommes. Hiroshima (75 min). 7294969 1.25 Sage-Cast. Magazine. Téléfilm (rediff.) 1.50 Les Tribunes de l'écran. Documentaire. L'essai de Mussolini. Invité : Pierre Milza. 2.55 La Grande aventure de James O'Connell. Poulidor. Des hommes d'honneur (35 min).

Arte

20.45
PERSONNE N'EST PARFAIT
Téléfilm de Thomas Balmann, avec Steven Wink, Franka Potente (196, 85 min).
508988
Deux homosexuels militants s'entendent pour l'amour. Jusqu'au jour où l'un des deux rencontre une jolie secrétaire de mairie...
22.10
GRAND FORMAT : UN DESTIN SICILIEN
Documentaire de Robert Young (50 min).
7922723
23.35 Un ange tombé du ciel.
Téléfilm de Maria Theresia Wagner (1993, 75 min).
5787177
Une jeune fille, élevée à l'écart du monde extérieur, rencontre un journaliste qui elle croit tombé du ciel.
0.50 Le Dessous des cartes.
Géopolitique du sous-continent indien (rediff.).
1.05 Raining Stones. Film de Ken Loach, avec Bruce Jones (1993, v.o., rediff., 90 min).
2593105

22.10 GRAND FORMAT : UN DESTIN SICILIEN Documentaire de Robert Young (50 min). 7922723 23.35 Un ange tombé du ciel. Téléfilm de Maria Theresia Wagner (1993, 75 min). 5787177 Une jeune fille, élevée à l'écart du monde extérieur, rencontre un journaliste qui elle croit tombé du ciel. 0.50 Le Dessous des cartes. Géopolitique du sous-continent indien (rediff.). 1.05 Raining Stones. Film de Ken Loach, avec Bruce Jones (1993, v.o., rediff., 90 min). 2593105

M 6

20.45
FX
Série 120 min...
502227
1/2 et 2/2 L'illusion.
Episode pilote. Un spécialiste des effets spéciaux met son talent au service de la justice.
Téléadaptation du film FX, effet de choc, de Robert Mondel (1986).
22.45
LE CAMÉLÉON
Série, avec Andréa Parker (105 min).
6984891
Jard, garde forestier, part à la recherche d'un homme qui a disparu.
23.35 Une proie pas comme les autres.
Téléfilm de Richard T. Heffron, avec Gerald McRaney (105 min).
6984891
1.20 Beer of groove. 2.20 Les Mégas (rediff.). 2.45 Mister Biz (rediff.). 3.30 Jazz 6 (rediff.). 4.20 Préférences : Jean-Marie Bédard. 4.55 E.M. 6 (rediff.). 5.20 Turbo (rediff.). 5.45 Fan de - Best of (rediff., 30 min).

22.45 LE CAMÉLÉON Série, avec Andréa Parker (105 min). 6984891 Jard, garde forestier, part à la recherche d'un homme qui a disparu. 23.35 Une proie pas comme les autres. Téléfilm de Richard T. Heffron, avec Gerald McRaney (105 min). 6984891 1.20 Beer of groove. 2.20 Les Mégas (rediff.). 2.45 Mister Biz (rediff.). 3.30 Jazz 6 (rediff.). 4.20 Préférences : Jean-Marie Bédard. 4.55 E.M. 6 (rediff.). 5.20 Turbo (rediff.). 5.45 Fan de - Best of (rediff., 30 min).

Canal +

20.35
CADFAEL
La Fête de Saint-Pierre.
Série de Herbert Wise, avec Derek Jacobi, Julian Firth (75 min).
695477
21.50 Artéfact.
Le Golden Four : Meeting d'Olo (Norvège).
22.50 Flash d'information.

23.00
BATMAN FOREVER
Film de Joel Schumacher, avec Val Kilmer, Tommy Lee Jones (1995, 114 min).
6959655
1.20 Quatre jours à Paris.
Film d'André Berthomieu (1955, 100 min).
68251679
3.00 For Ever Mozart. Film de Jean-Luc Godard (1996, 80 min).
1275673
4.20 Les Bidochon.
Film de Serge Korber (1995, 80 min).
6184389
5.40 Mister Dynamite.
Film de Jackie Chan (1986, 79 min).
7814740

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison.
Nicolas Sédouy, écrivain (50 min).
20.30 Radio archives.
Cherche la Rouille.
21.32 Black and Blue.
Coltrane, trente ans déjà. Avec Philippe Baudouin, Jean-Louis Chautemps, François Mouton, Georges Farcy. (50 min).
22.40 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. David Bougnoux (Argon). 0.45 Les Champs du mystère. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Pique nique contemporain. 3.25, Agora : Special Nod. 3.55, Busby Berkeley. 5.21, Pique nique à Raymond Chandler (1910). 5.40, L'instrumental. Inouïe. 5.50, Les Tribunaux, de Roger Martin du Gard. 6.40, Extralux avec Erkin Caldwell.

France-Musique
20.30 Concert.
Festival de Saint-Denis.
Donné en direct du parc de la Légion d'honneur, par l'Orchestre national de France, dir. Lawrence Foster : West Side Story (dames symphoniques et chorales), de Bernstein ; Un portrait de Lincoln, de Copland, Heidi Grant Murphy, soprano ; Sylvie Sully, mezzo-soprano, Greg Roderick, ténor.
22.30 Concert de jazz.
Donné en direct de la nef de la Grande Halle de La Villette, à Paris, par le Maria Schneider Orchestra.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées.
Alexandre Pouchkine.
22.40 Les Soirées. (rediff.) 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today, 20.30 et 21.00, 1.00 World News, 21.30 World Report, 22.00 World News Europe, 23.00 Images, 23.30 World Sport, 0.00 World View, 1.30 Moneyline, 2.15 American Edition.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.00, 23.30, 24.00, 24.30, 25.00, 25.30, 26.00, 26.30, 27.00, 27.30, 28.00, 28.30, 29.00, 29.30, 30.00, 30.30, 31.00, 31.30, 32.00, 32.30, 33.00, 33.30, 34.00, 34.30, 35.00, 35.30, 36.00, 36.30, 37.00, 37.30, 38.00, 38.30, 39.00, 39.30, 40.00, 40.30, 41.00, 41.30, 42.00, 42.30, 43.00, 43.30, 44.00, 44.30, 45.00, 45.30, 46.00, 46.30, 47.00, 47.30, 48.00, 48.30, 49.00, 49.30, 50.00, 50.30, 51.00, 51.30, 52.00, 52.30, 53.00, 53.30, 54.00, 54.30, 55.00, 55.30, 56.00, 56.30, 57.00, 57.30, 58.00, 58.30, 59.00, 59.30, 60.00, 60.30, 61.00, 61.30, 62.00, 62.30, 63.00, 63.30, 64.00, 64.30, 65.00, 65.30, 66.00, 66.30, 67.00, 67.30, 68.00, 68.30, 69.00, 69.30, 70.00, 70.30, 71.00, 71.30, 72.00, 72.30, 73.00, 73.30, 74.00, 74.30, 75.00, 75.30, 76.00, 76.30, 77.00, 77.30, 78.00, 78.30, 79.00, 79.30, 80.00, 80.30, 81.00, 81.30, 82.00, 82.30, 83.00, 83.30, 84.00, 84.30, 85.00, 85.30, 86.00, 86.30, 87.00, 87.30, 88.00, 88.30, 89.00, 89.30, 90.00, 90.30, 91.00, 91.30, 92.00, 92.30, 93.00, 93.30, 94.00, 94.30, 95.00, 95.30, 96.00, 96.30, 97.00, 97.30, 98.00, 98.30, 99.00, 99.30, 100.00, 100.30, 101.00, 101.30, 102.00, 102.30, 103.00, 103.30, 104.00, 104.30, 105.00, 105.30, 106.00, 106.30, 107.00, 107.30, 108.00, 108.30, 109.00, 109.30, 110.00, 110.30, 111.00, 111.30, 112.00, 112.30, 113.00, 113.30, 114.00, 114.30, 115.00, 115.30, 116.00, 116.30, 117.00, 117.30, 118.00, 118.30, 119.00, 119.30, 120.00, 120.30, 121.00, 121.30, 122.00, 122.30, 123.00, 123.30, 124.00, 124.30, 125.00, 125.30, 126.00, 126.30, 127.00, 127.30, 128.00, 128.30, 129.00, 129.30, 130.00, 130.30, 131.00, 131.30, 132.00, 132.30, 133.00, 133.30, 134.00, 134.30, 135.00, 135.30, 136.00, 136.30, 137.00, 137.30, 138.00, 138.30, 139.00, 139.30, 140.00, 140.30, 141.00, 141.30, 142.00, 142.30, 143.00, 143.30, 144.00, 144.30, 145.00, 145.30, 146.00, 146.30, 147.00, 147.30, 148.00, 148.30, 149.00, 149.30, 150.00, 150.30, 151.00, 151.30, 152.00, 152.30, 153.00, 153.30, 154.00, 154.30, 155.00, 155.30, 156.00, 156.30, 157.00, 157.30, 158.00, 158.30, 159.00, 159.30, 160.00, 160.30, 161.00, 161.30, 162.00, 162.30, 163.00, 163.30, 164.00, 164.30, 165.00, 165.30, 166.00, 166.30, 167.00, 167.30, 168.00, 168.30, 169.00, 169.30, 170.00, 170.30, 171.00, 171.30, 172.00, 172.30, 173.00, 173.30, 174.00, 174.30, 175.00, 175.30, 176.00, 176.30, 177.00, 177.30, 178.00, 178.30, 179.00, 179.30, 180.00, 180.30, 181.00, 181.30, 182.00, 182.30, 183.00, 183.30, 184.00, 184.30, 185.00, 185.30, 186.00, 186.30, 187.00, 187.30, 188.00, 188.30, 189.00, 189.30, 190.00, 190.30, 191.00, 191.30, 192.00, 192.30, 193.00, 193.30, 194.00, 194.30, 195.00, 195.30, 196.00, 196.30, 197.00, 197.30, 198.00, 198.30, 199.00, 199.30, 200.00, 200.30, 201.00, 201.30, 202.00, 202.30, 203.00, 203.30, 204.00, 204.30, 205.00, 205.30, 206.00, 206.30, 207.00, 207.30, 208.00, 208.30, 209.00, 209.30, 210.00, 210.30, 211.00, 211.30, 212.00, 212.30, 213.00, 213.30, 214.00, 214.30, 215.00, 215.30, 216.00, 216.30, 217.00, 217.30, 218.00, 218.30, 219.00, 219.30, 220.00, 220.30, 221.00, 221.30, 222.00, 222.30, 223.00, 223.30, 224.00, 224.30, 225.00, 225.30, 226.00, 226.30, 227.00, 227.30, 228.00, 228.30, 229.00, 229.30, 230.00, 230.30, 231.00, 231.30, 232.00, 232.30, 233.00, 233.30, 234.00, 234.30, 235.00, 235.30, 236.00, 236.30, 237.00, 237.30, 238.00, 238.30, 239.00, 239.30, 240.00, 240.30, 241.00, 241.30, 242.00, 242.30, 243.00, 243.30, 244.00, 244.30, 245.00, 245.30, 246.00, 246.30, 247.00, 247.30, 248.00, 248.30, 249.00, 249.30, 250.00, 250.30, 251.00, 251.30, 252.00, 252.30, 253.00, 253.30, 254.00, 254.30, 255.00, 255.30, 256.00, 256.30, 257.00, 257.30, 258.00, 258.30, 259.00, 259.30, 260.00, 260.30, 261.00, 261.30, 262.00, 262.30, 263.00, 263.30, 264.00, 264.30, 265.00, 265.30, 266.00, 266.30, 267.00, 267.30, 268.00, 268.30, 269.00, 269.30, 270.00, 270.30, 271.00, 271.30, 272.00, 272.30, 273.00, 273.30, 274.00, 274.30, 275.00, 275.30, 276.00, 276.30, 277.00, 277.30, 278.00, 278.30, 279.00, 279.30, 280.00, 280.30, 281.00, 281.30, 282.00, 282.30, 283.00, 283.30, 284.00, 284.30, 285.00, 285.30, 286.00, 286.30, 287.00, 287.30, 288.00, 288.30, 289.00, 289.30, 290.00, 290.30, 291.00, 291.30, 292.00, 292.30, 293.00, 293.30, 294.00, 294.30, 295.00, 295.30, 296.00, 296.30, 297.00, 297.30, 298.00, 298.30, 299.00, 299.30, 300.00, 300.30, 301.00, 301.30, 302.00, 302.30, 303.00, 303.30, 304.00, 304.30, 305.00, 305.30, 306.00, 306.30, 307.00, 307.30, 308.00, 308.30, 309.00, 309.30, 310.00, 310.30, 311.00, 311.30, 312.00, 312.30, 313.00, 313.30, 314.00, 314.30, 315.00, 315.30, 316.00, 316.30, 317.00, 317.30, 318.00, 318.30, 319.00, 319.30, 320.00, 320.30, 321.00, 321.30, 322.00, 322.30, 323.00, 323.30, 324.00, 324.30, 325.00, 325.30, 326.00, 326.30, 327.00, 327.30, 328.00, 328.30, 329.00, 329.30, 330.00, 330.30, 331.00, 331.30, 332.00, 332.30, 333.00, 333.30, 334.00, 334.30, 335.00, 335.30, 336.00, 336.30, 337.00, 337.30, 338.00, 338.30, 339.00, 339.30, 340.00, 340.30, 341.00, 341.30, 342.00, 342.30, 343.00, 343.30, 344.00, 344.30, 345.00, 345.30, 346.00, 346.30, 347.00, 347.30, 348.00, 348.30, 349.00, 349.30, 350.00, 350.30, 351.00, 351.30, 352.00, 352.30, 353.00, 353.30, 354.00, 354.30, 355.00, 355.30, 356.00, 356.30, 357.00, 357.30, 358.00, 358.30, 359.00, 359.30, 360.00, 360.30, 361.00, 361.30, 362.00, 362.30, 363.00, 363.30, 364.00, 364.30, 365.00, 365.30, 366.00, 366.30, 367.00, 367.30, 368.00, 368.30, 369.00, 369.30, 370.00, 370.30, 371.00, 371.30, 372.00, 372.30, 373.00, 373.30, 374.00, 374.30, 375.00, 375.30, 376.00, 376.30, 377.00, 377.30, 378.00, 378.30, 379.00, 379.30, 380.00, 380.30, 381.00, 381.30, 382.00, 382.30, 383.00, 383.30, 384.00, 384.30, 385.

COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 5 JUILLET 1997

TÉLÉVISION Le paysage audiovisuel allemand s'est modifié, cette semaine, avec l'entrée officielle du groupe de presse WAZ de la Ruhr dans le capital du groupe audiovisuel CLT-UFA, premier groupe euro-

péen de son secteur. CANAL PLUS, quant à lui, quitte l'Allemagne. Il cède sa participation dans la chaîne à péage Première au groupe de Leo

Kirch. En échange, celui-ci permet au groupe présidé par Pierre Lescure de renforcer son contrôle sur les chaînes à péage italiennes Tele Più. L'OPÉRATION devrait permettre à

Canal Plus de dégager un profit voisin de 3 milliards de francs. LE DÉVELOPPEMENT de la télévision numérique en Allemagne est facilité par un accord germanico-germa-

nique scellé par Deutsche Telekom, Kirch et CLT-UFA. Les bouquets numériques seront commercialisés auprès des 16,7 millions de foyers câblés en Allemagne.

La télévision numérique sera cent pour cent allemande outre-Rhin

Deutsche Telekom va mettre son réseau câblé à la disposition de la CLT-UFA-WAZ, qui vient de conclure avec Léo Kirch un accord aboutissant à la sortie du marché germanique de Canal Plus. La chaîne cryptée française rebondit en Italie

LE PAYSAGE audiovisuel allemand s'éclaircit, se réorganise et se germanise. Hasard du calendrier, trois événements importants dans le secteur audiovisuel s'ajoutent cette semaine outre-Rhin. D'une part, le groupe de presse de la Ruhr, Westdeutsche Allgemeine Zeitung (WAZ) devait faire, vendredi 3 juillet, son entrée officielle dans le holding qui contrôle CLT-UFA; d'autre part, Canal Plus a entériné, jeudi 3 juillet, son départ du marché allemand, en cédant au groupe bavarois de Leo Kirch ses 37,5 % dans la chaîne à péage Première; enfin, la veille, un accord de grande ampleur a été signé entre Deutsche Telekom, Kirch et Bertelsmann, jetant enfin les bases du lancement de la télévision numérique sur le câble.

Second groupe de presse quotidien allemand, très présent aussi dans le radio, la WAZ est entrée dans le principal groupe audiovisuel européen, CLT-UFA, en achetant à Bertelsmann 20 % du holding BWT - qui contrôle

directement et indirectement 50 % de CLT-UFA Holding, la maison mère de CLT-UFA. Cette opération s'accompagne de l'apport, par la WAZ, de ses 11 % dans la première chaîne privée allemande RTL (le reste étant déjà détenu par CLT-UFA). La WAZ avait déjà joué un rôle d'arbitre dans le conflit qui avait opposé Bertelsmann à la CLT, pour le contrôle de RTL.

A l'issue de cette opération, la WAZ détendra une participation consolidée d'environ 10 % dans CLT-UFA, ce qui lui confère un poids similaire à Havas. Sauf que la position du groupe de Pierre Dauterive, enclavé dans le holding CLMM, est bien moins confortable que celle de la WAZ.

REDÉPLOIEMENT STRATÉGIQUE

La direction de la CLT-UFA a rejeté l'hypothèse d'un renforcement de l'influence allemande dans le groupe. Même si plus de la moitié du chiffre d'affaires de la CLT-UFA est réalisé outre-Rhin, l'arrivée de la WAZ « est une opération germanico-germanique, qui

ne modifie en rien les équilibres existants et ne concerne que Bertelsmann ». Par ailleurs, confirmant sa volonté de redéploiement stratégique, Canal Plus a entériné jeudi 3 juillet la cession de ses 37,5 % dans Première à Leo Kirch. En contrepartie, Kirch cède au groupe français les 45 % qu'il détenait dans les chaînes à péage italiennes Tele Più (Le Monde du 25 juin). Ces deux accords, déjà avalisés par le conseil d'administration de la chaîne, doivent encore obtenir un agrément de Bertelsmann et des autorités antitrust et de régulation des médias tant en Allemagne qu'en Italie.

Compte tenu de « l'avancée des plates-formes numériques dans chaque pays, des résultats financiers des chaînes et des perspectives de marché », la transaction s'effectue sur la base « d'un abonné Première pour un abonné Tele Più ». La valorisation de cet abonné a été fixée à 1250 dollars - un seul plus élevé que celui arrêté quand Rupert Murdoch cherchait

l'an dernier à entrer dans Première. La participation de Canal Plus dans la chaîne allemande, qui compte 1,45 million d'abonnés, s'élève donc à 3,94 milliards de francs. Leo Kirch devra payer cette somme en actions Tele Più (évaluées selon cette base à 2,8 milliards de francs pour 0,88 million d'abonnés) et une somme en liquide, de 1,2 milliard de francs, qui ira grossir la trésorerie de Canal Plus.

DES BASES ÉCONOMIQUES SAINES

« Avec la prise en compte de l'impôt attaché à la transaction sur Première et la valeur comptable de cette participation dans le bilan de Canal Plus », le groupe de Pierre Lescure devrait « pouvoir constater un profit voisin de 3 milliards de francs », précise la direction de la chaîne. Sans compter que Canal Plus, qui détendra désormais 90 % de Tele Più, compte en recueillir une bonne partie auprès de partenaires italiens, la Stet (télécommunications) et de la RAI. Si le groupe français se retire du

marché allemand faute d'avoir pu y trouver sa place, ce départ s'effectue dans de bonnes conditions financières : Canal Plus a investi au total près de 600 millions dans Première et récupérera in fine près de cinq fois sa mise initiale.

Par ailleurs, la télévision numérique en Allemagne va enfin pouvoir démarrer sur des bases économiques plus saines. Après l'armistice signé entre CLT-UFA, qui prévoit des pertes cette année, et Kirch, financièrement affaibli par ses développements dans le numérique, l'opérateur de télécommunication Deutsche Telekom va leur permettre de commercialiser leurs bouquets de chaînes thématiques numériques (Première et DF1) auprès des 16,7 millions de foyers câblés. Sans cet indispensable accès au marché du câble, la télévision numérique n'aurait jamais trouvée sa rentabilité. Deutsche Telekom va installer et exploiter une plateforme « garantissant un accès à tous les acteurs, sans discrimination, un accès aux réseaux câblés ».

Coup dur pour France Télécom, qui espérait exporter son système d'accès conditionnel, celui de Kirch lui a été préféré et les décodeurs utilisés seront les D-Box du groupe bavarois. Tout en profitant de cette opération pour réévaluer de 15 % le prix de l'abonnement mensuel au câble (à 25,9 DM), Deutsche Telekom augmentera sa capacité de diffusion en analogique et en numérique, répondant ainsi à une demande pressante des opérateurs.

Désormais, tout est en place pour un développement pacifique de la télévision allemande, entre opérateurs germaniques. Murdoch et Canal Plus ont tout à leur capot, préférant rebondir sur des marchés jugés plus prometteurs. « En revanche, les investisseurs allemands, comme la CLT-UFA et Bertelsmann, n'ont jamais eu de problèmes pour arriver sur le marché français des médias », déplore, un peu désabusé, l'un des protagonistes.

Nicole Vulser

Les médias sous l'influence culturelle d'Internet

Une étude établit l'importance comme nouveau support de l'e-pub, la publicité sur le Web

LE GROUPE Carat, leader français de l'analyse média et de l'achat d'espace publicitaire, a rendu public, jeudi 3 juillet, sa première étude sur les médias numériques baptisée « La publicité sur Internet, vers la maîtrise de l'e-pub ». Plus que le phénomène technologique qui « n'est pas aujourd'hui au centre des préoccupations en France », ce document, qui a nécessité deux ans de travail, rend compte de l'importance stratégique et pas encore économique de l'Internet comme nouveau support publicitaire : dans quel contexte publicitaire l'e-pub (publicité sur le Web) s'inscrit-il, quels sont ses atouts, combien cela coûte, que peut-on en attendre...

Au-delà des données « topographiques », les auteurs se sont intéressés à l'influence de l'Internet sur les médias traditionnels (télévision, radio, presse, etc.). Selon eux, le Web a une « influence culturelle » qui, outre le fait de modifier la façon dont la population consomme les médias, fait peu à peu disparaître les frontières de forme et de fond qui séparent aujourd'hui la télévision de la presse, la radio de l'affichage.

L'influence culturelle de l'Internet tient en ses caractéristiques uniques. A la différence des médias traditionnels, dits de diffusion, il permet un dialogue. L'internaute réagit immédiatement à l'informa-

tion qui lui est envoyée. Le Web bouscule, en ce sens, la relation au lecteur, au téléspectateur, à l'auditeur en « créant une relation plus affective et plus exigeante ». C'est « un média hybride », affirme Erick Rebouh, l'un des deux présidents du groupe Carat, qui se nourrit des différents médias existants (sons, images, textes) pour devenir un nouveau média en soi.

« La presse est le média qui est allé le plus loin dans l'affiliation à l'Internet »

Mais l'influence vaut dans les deux sens. La presse, quotidienne ou magazine, comme la télévision ou la radio, s'inspirent des codes en vigueur sur l'Internet, en s'appropriant « le graphisme propre au Web qu'ils utilisent comme une valeur ajoutée ».

Dès septembre 1995, L'Express s'est rapproché du langage interactif au travers de sa nouvelle maquette. En déstructurant le langage linéaire, en utilisant des codes couleur et en multipliant les entrées possibles dans le magazine, « Christine Ockrent a voulu donner au lec-

teur la sensation d'une plus grande liberté à l'image de celle que l'on peut trouver en se baladant sur le Web », analyse Cécile Moulard, directrice de Carat Multimédia. Selon elle, « la presse est le média, pionnier, qui est allé le plus loin dans l'affiliation à l'Internet ». Le Monde, La Tribune, Les Echos et Libération visent des cibles complémentaires qu'ils souhaitent intéresser par des services associés (Bourse, informations pratiques...). Une façon de valoriser le titre en contribuant à sa notoriété.

Cette démarche vaut également pour certaines chaînes de télévision. Outre la programmation de cyberémissions (Cyberflash sur Canal Plus, Netsurf sur MCM, Des souris et des Rom sur Canal J), celles-ci n'hésitent pas à s'approprier les codes visuels du Net. Ainsi, le journal de la nuit de France 3, Soir 3, a adopté le « bandeau défilant », propre à l'Internet, comme sommaire. Le téléspectateur a l'impression de pouvoir « cliquer » sur les thématiques présentées qui ouvrent une fenêtre, et lancent le sujet.

Les radios ne sont pas non plus en reste. Des stations « jeunes », comme Fun Radio, ou NRJ, créent des sites Web et cliquent fréquemment les adresses. « Une façon de dire, la tribu des jeunes se retrouve sur le réseau », analyse Cécile Mou-

lard - quand des stations généralistes comme France-Inter foot, elles, référence à l'information « piochée » sur le Web.

Le métissage va grandissant. Les médias numériques en ligne condamnent-ils pour autant les médias traditionnels ? « Ils s'inscrivent dans une logique complémentaire », répondent de concert Erick Rebouh et Bruno Kemoun, coprésidents de Carat, pour lesquels le phénomène ressemble fort à celui des radios FM, il y a dix ans. Les données relatives aux transferts de consommation média contredisent l'appréhension des patrons de presse, longtemps convaincus d'être les premières victimes. Aux Etats-Unis, où se trouvent le plus grand nombre d'internautes, la télévision est le premier média à souffrir de la « net-consommation », devant l'édition puis la presse. En France, les transferts de consommation médias sont similaires, mais dans de moindres proportions, selon Médiamétrie : seuls 52 % des internautes français déclarent moins regarder la télévision (contre 77 % aux Etats-Unis), 18 % lisent moins de livres (contre 69 % aux E.-U.) et 15 % seulement consacrent moins de temps à leurs journaux (contre 51 % outre-Atlantique).

Florence Amalou

Le syndicat du Livre-CGT lutte sur plusieurs fronts

AVEC LA GRÈVE au Midi libre, la restructuration des journaux de l'Ouest et de France-Soir au sein du groupe Hershant, et le conflit aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), le syndicat du Livre-CGT est sur plusieurs fronts. Jeudi 3 juillet, la direction du Midi libre a publié une édition imprimée à l'étranger, qui a provoqué un communiqué mesuré de la Fédération du Livre CGT, qui veut « prendre plusieurs initiatives pour soutenir les salariés du Midi libre et faire en sorte que de réelles négociations s'ouvrent dans les meilleurs délais ». Pour le secrétaire général de la Filpac-CGT, Michel Muller, il ne s'agit pas d'un « cas d'école : on ne va pas mettre la France à feu et à sang parce qu'un directeur de journal a sous-estimé des problèmes ».

Aux NMPP, une délégation du Comité intersyndical du Livre parisien a été reçue, jeudi 3 juillet, par le directeur général des Messageries, Yves Sabouret. Les salariés des Messageries contestent la mise en place d'une équipe unique dans deux centres de distribution, à Rungis et à Saint-Denis, qui devrait être intervenir lundi 7 juillet. Plusieurs opérations ont perturbé la diffusion des magazines et des quotidiens. Les salariés contestent le « passage en force » de la direction, tandis que les NMPP estiment que la date du regroupement des

équipes uniques a déjà été retardée. Dans un constat de discussion du 9 janvier, la CGT acceptait un « regroupement négocié, dès que possible, des équipes ». Pour Laurent Jourdas, secrétaire de la section Messageries, « la mise en place d'une équipe unique n'est pas possible sans déstabiliser d'un certain nombre de travaux ».

Désormais, tout est engagé à donner des compensations financières et à garantir la charge de travail des centres, mais n'a pas voulu retarder l'installation de l'équipe unique au-delà éventuellement d'un délai de quinze jours. Pour Laurent Jourdas, « il n'est pas question de donner un chèque en blanc » à la direction. Car, en 1998, doit être mis en route un centre unique de distribution. « On va être obligés de redoubler nos actions », prévient-il. Si elles obtiennent le soutien du Comité inter et de la Fédération, les actions menées par les ouvriers des NMPP, sans grande concertation avec les autres membres du syndicat, irritent certaines autres catégories.

Mais pour la CGT : « Le véritable enjeu, c'est de réaliser une distribution adaptée aux évolutions d'aujourd'hui, mais qui ne soit pas faite par des travailleurs précaires », souligne Michel Muller.

A. S.

*** Les stylos, gravés LE MONDE, vous sont garantis par la marque Rotring.**

Le Triopen 3 fonctions : surligneur fluo, stylo bille noir et portamine (0.7).... 295 F

Acier PO2711
Noir mat PO2712

Le portamine Slide Knock. Mécanisme original de mise en fonction par torsion du stylo..... 195 F

Acier PO1821
Canon de fusil PO1822

Le Roller Esprit, moderne, de haute qualité..... 180 F

Acier P33010
Canon de fusil P33015

Le stylo plume Esprit, moderne, toujours qualité Rotring..... 225 F

Acier P33082
Canon de fusil P33082

*** Les cartables, marqués LE MONDE, sont en simili de haute qualité. Format 28 x 29,5 cm.**

Le cartable 2 soufflets, dont un à fermeture éclair, porte-stylos. Tourniquets automatiques..... 290 F

Noir S3004N
Bleu S3004B

Le cartable 3 soufflets, dont un à fermeture éclair. Fermé à clé..... 290 F

Noir S328N
Bleu S328B

*** La casquette noire en polypropylène, visière bleue, brodée LE MONDE. Taille réglable.**

CASQ1..... 60 F

*** Le carnet métréur, format 13 x 9 cm avec un crayon papier. Couverture cartonnée originale..... 25 F**

Couverture blanche : « LE MONDE en boîte » CARNB
Couverture noire : « LE MONDE et l'ancêtre » CARNN

*** L'ensemble crayons, taille-crayon, gomme, aux couleurs du MONDE : 2 crayons 9 cm, 1 taille-crayon en bois, 1 gomme avec un dessin original..... 25 F**

LOTS1..... 25 F

BON DE COMMANDE

Valable jusqu'au 31 octobre 1997 et dans la limite des stocks disponibles.

Articles	Réf	Qté	P.U.	P. total
- Cartable à tourniquets	S3004N		290 F	
	S3004B		290 F	
- Cartable à clé	S328N		290 F	
	S328B		290 F	
- Triopen	PO2711		295 F	
	PO2712		295 F	
- Portamine	PO1821		195 F	
	PO1822		195 F	
- Roller	P33010		180 F	
	P33015		180 F	
- Stylo plume	P33082		225 F	
	P33082		225 F	
- Casquette	CASQ1		60 F	
- Carnet métréur	CARNB		25 F	
	CARNN		25 F	
- L'ensemble	LOTS1		25 F	

Montant total des articles : _____

Frais de port : ☐ normal* 30,00 F ☐ colisissimo** 45,00 F

Montant total à régler : _____

* Délai de livraison : 2 à 3 semaines
** Délai de livraison : 1 à 2 semaines

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

N° de téléphone : _____ (facultatif)

MODE DE RÈGLEMENT : MSC 001

☐ Par chèque à l'ordre du Monde

Ce bon de commande est à renvoyer à :

LE MONDE BOUTIQUE
21 bis, rue Claude-Bernard
75242 PARIS Cedex 05

Tous ces objets sont en vente à la Boutique du MONDE

Pour tout renseignement, vous pouvez appeler le : 01-42-17-29-87

Tarif valable uniquement pour la France métropolitaine, nous consulter pour l'étranger.

M. le Mouillé !

par Pierre Georges

C'EST BIEN la sécheresse la plus humide que l'on ait jamais vue ! Il y a deux mois, à peine, le titre barrait les « unes ». Y compris celle du Monde. Des entrailles de la Terre montait ce cri horrible, et comme sahélen : « Faut soif ! ». La nappe phréatique était au plus mal, au plus bas. Les sols étaient momifiés. La paysannerie pompait, pompait. Les préfets élaboraient des plans, rouges, verts, blancs, interdiction, restriction, pour passer l'été. Et les augures dissertaient, devant un verre, sur le funeste déclin des sens climatiques.

Nous voici en juillet. Du moins est-ce écrit sur le calendrier. Et il pleut. Depuis un bon mois. Et il pleut bien. Partout et fort et sans arrêt. Il pleut obstinément. Il pleut de la vraie pluie mouillée, jour et nuit, dimanche et fêtes. A l'Est, comme à l'Ouest. Au Nord comme au Sud. Pluie pour tout le monde, c'est le ciel qui régale, sa tournée générale !

Il pleut de toutes les formes de la pluie. Bruine, crachin, ondée, cataracte, averse, giboulée, grain. Il pleut en pièces et en morceaux. En gouttes et grêlons. En neige sur les sommets, en crues dans les vallées. « O bruit doux de la pluie, par terre et sur les toits ! ». Couché, Verlain !

Il pleut comme dans un film catastrophe sur la sécheresse, où l'accessoire, là-haut dans les nuages, se serait trompé de scénario. Il pleut du soleil mouillé. Au moins se gavent-elles, jusqu'à plus soif, plus pluie, les nappes phréatiques ? Se refont-elles une santé et le plein ? Cessent-elles de se miner le niveau et de troubler notre breuvage ?

C'est juillet de calendrier. Et plein de « juilletistes ». Les braves gens ! De l'essuie-glace au parapluie, un joli parcours d'été bien habillé. Bouché devant, bouché derrière, bouché au-dessus. Plus les jours passent, plus l'eau monte. Les feuilles détrempées d'éphémère. Et l'eau tombe fort. M. le Mouillé, juilletiste mon frère !

On l'aura bien compris. Cette chronique-parapluie n'est pas, comme pourraient le supposer quelques moqueurs, le signe manifeste d'une panne sèche d'idées. Elle se veut d'utilité publique. Puisqu'il suffit d'évoquer la sécheresse pour que sèche resse cesse, parlons pluie pour que soleil revienne. C'est aussi simple que cela. Un liquide chasse l'autre, l'encre éponge l'eau. Alchimie merveilleuse du journalisme d'anticipation, fondée sur une lecture sournoise des bulletins météo. Il va faire beau. B. E. A. U. ! C'est pas une nouvelle, une bonne nouvelle, cela ?

Eh puis, pauvres Terriens, cessons de pleurnicher. Nous avons les pieds et le moral humides, soit. Cela se soigne. Mais les autres, les trois autres, là-haut, dans le ciel ? Que devraient-ils dire, dans leur station Mir qui ressemble de plus en plus à une vieille lessiveuse spatiale toute rouillée ? Plus cela va, moins cela va. Collision, pangeaux solaires en berne, pénurie d'électricité, panes des bousins à fabriquer de l'oxygène. C'est autre chose qu'une averse, cela, une pluie de pépins. Vassili Tshiliev, Alexandre Lazutkin, Michael Foale, vous revenez quand vous voulez, quand vous pourrez ! Nous avons mis la Terre au frais.

Cédric Pioline contre Michael Stich en demi-finales de Wimbledon

de notre envoyé spécial

Quand l'Américain Pete Sampras et l'Australien Todd Woodbridge en auront terminé de la première demi-finale des championnats de Wimbledon, vendredi 4 juillet, Cédric Pioline pénétrera à son tour sur le court central du All England Lawn Tennis Club pour affronter l'Allemand Michael Stich. Ce sera le premier Français à fouler l'herbe de Wimbledon à ce stade du tournoi depuis Henri Leconte en 1986. Pour en arriver là, il a dû éliminer jeudi 3 juillet un Britannique, Greg Rusedski, qui est arrivé à la 27^e place du classement mondial avec un service de mitrailleur et un jeu minimaliste.

Face à ce cogneur sans états d'âme, Pioline a trouvé la réponse presque parfaite, des retours de service tirés au cordeau et des mises en jeu pleines lignes. « Il n'est pas très très entré dans le match », a expliqué Pioline. Il a fait deux doubles fautes, moi j'ai tout de suite très bien retourné d'outant plus qu'à mesure que le match avançait il m'était de plus en plus facile de lire son service.

Le Français apprécie Wimbledon. Il a été deux fois quart de finaliste. En 1993, il avait été battu par Stefan Edberg. En 1995, il avait livré un match fou contre Boris Becker, concluant au cinquième set neuf jeux à sept. A vingt-huit ans et au quarante-quatrième rang mondial, Pioline retrouve l'acuité

qui avait fait son talent il y a quatre ans. Finaliste des Internationaux des Etats-Unis contre Pete Sampras, il était alors grimpé à la dixième place mondiale - un rang qu'il n'a plus retrouvé depuis quatre ans.

Au début des victoires et des défaites en Coupe Davis, Yannick Noah lui a apporté un nouvel équilibre qui allait le remettre en selle : « Beaucoup de choses ont changé, estime-t-il. Des choses que je contrôle mieux et qui font que je joue mieux ».

Quelques grands anciens en sont aussi convaincus : Ilie Nastase, John McEnroe, Ken Rosewall et Fred Stolle sont allés le féliciter dans le vestiaire après sa qualification pour les demi-finales. Pioline a accueilli l'hommage avec modestie. Il savait qu'il n'aurait pas la tâche facile face à son prochain adversaire. Champion des lieux en 1991, Michael Stich l'a battu quatre fois au cours de leur cinq précédentes rencontres. Et l'Allemand joue depuis quelques jours avec une nouvelle raquette, plus épaisse et plus longue, qui lui donne une nouvelle assurance, particulièrement en retour de service, ce compartiment du jeu décisif sur gazon.

La finale dames opposera, samedi, la Suissesse Martina Hingis, numéro un mondiale, à la Tchèque Jana Novotna, tête de série n° 3.

Bénédicte Mathieu

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 4 juillet, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 19968 -0,76 +3,13

Hong Kong Index 14822,97 -1,55 +10,20

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

24 mois

Le personnel de Renault-Vilvorde accueille avec réserve le plan social

Une assemblée générale a eu lieu vendredi matin

BRUXELLES

de notre envoyé spécial
La satisfaction affichée en France à l'annonce d'un projet d'accord sur le plan social concernant les ouvriers de Vilvorde était-elle prématurée ? La tonalité de l'assemblée générale, convoquée vendredi 4 juillet dans l'usine belge de Renault à partir de 10 heures, a constitué un élément de réponse. « Le plan qu'on nous a présenté ne mérite pas d'être qualifié de social », a déclaré Raymond Smeyers, secrétaire du CE, très applaudi. Les syndicats belges n'étaient pas sûrs de leurs troupes : la FGTB (socialiste) et la CSC (chrétienne) n'entendaient pas organiser de référendum dans la foulée.

Une éventuelle consultation du personnel devrait avoir lieu la semaine prochaine. Autre signe plutôt négatif : dans l'après-midi du jeudi 3 juillet, direction et syndicats ne sont pas parvenus à un accord concernant le plan social des employés. La discussion se poursuivra la semaine prochaine.

Les syndicats critiquent surtout les insuffisances du plan social en matière de reconversion. Karel Gacomis, porte-parole de la FGTB, fait remarquer que les 400 emplois créés sur le site de Vilvorde risquent d'être des emplois « délocalisés »

de France et ne constituent pas réellement une nouvelle activité. Jean-Paul Verbeke (CSC) souhaite une utilisation de la loi van de Lanotte (l'équivalent belge de la loi Robien) pour réduire le temps de travail des 400 futurs salariés et créer 40 à 50 emplois supplémentaires.

Tous deux sont d'accord en revanche pour pronostiquer qu'il n'y aura pas 263 candidats belges pour venir travailler dans les usines Renault en France. « S'ils sont une vingtaine, ce sera bien », reconnaissent-ils. Les deux syndicats se félicitent aussi de l'absence de licenciements : le projet de plan social reprend une idée émise par la FGTB, en la ramenant de cinq à deux ans, le temps théoriquement de pouvoir reclasser tout le monde. Cette idée consiste à utiliser la mesure du « chômage économique » qui permet au personnel d'être toujours salarié de Renault tout en étant payé treize semaines sur quatre par l'Etat belge et la quatorzième semaine par Renault. Le ministre belge du travail a donné son accord. C'est la première fois qu'une telle solution s'applique lors d'une fermeture d'usine, ce qui provoque d'ailleurs un débat de politique en Belgique.

Mais les salariés risquent d'être

surtout sensibles à l'autre volet du plan : les compensations financières à la perte d'emploi. « Chacun va faire ses comptes et arrêtera sa position en fonction de son enveloppe », expliquent les syndicalistes. Outre une garantie de revenus durant 3 à 5 ans selon l'âge, l'accord prévoit de substantielles indemnités de départ. Les indemnités légales plus les primes exceptionnelles représenteront entre 24 000 francs français et 300 000 francs français en fonction de l'âge et de l'ancienneté. Comme les syndicats belges, le comité de groupe européen (CGE) a centré ses critiques sur le volet emploi. « Il est faux de dire qu'il n'y aura pas de licenciements. Quant aux emplois créés, ils n'apparaissent ni crédibles ni durables », estime un communiqué du CGE. « Il ne peut pas y avoir de plan social sans obligation de résultat », devait de son côté déclarer Emmanuel Couvreur, délégué syndical central de la CFDT lui aussi très applaudi au cours de l'assemblée générale de Vilvorde.

Les syndicats belges semblent espérer que la direction, sous la pression des pouvoirs publics français, améliorera son plan social la semaine prochaine. Mais les vacances approchent...

Frédéric Lemaître

Le char Leclerc descendra les Champs-Élysées

POUR la première fois, le char de combat Leclerc sera présenté aux Parisiens, lors du défilé militaire du 14 juillet, sur les Champs-Élysées. Quarante de ces nouveaux blindés descendront la grande avenue. Une façon de célébrer le cinquantième de la disparition du maréchal Philippe Leclerc de Hautecloque et de mettre en valeur un double symbole de la professionnalisation de l'armée de terre et de la haute technologie.

Avec ses 60 tonnes et un équipage réduit à trois servants, le Leclerc, boursé d'électronique et d'informatique, est censé, en déplacement tout terrain à 40 kilomètres à l'heure, toucher du premier coup un objectif de 4 mètres carrés qui se déplacerait à la même vitesse et à 3 kilomètres de distance : comme si un piéton marchant d'un pas alerte réussissait à planter une fléchette dans une cible en mouvement de 1 centimètre de côté et située à 15 mètres.

Au prix où est le char - 28 millions de francs - la France a dû réviser à la baisse ses commandes. Elle devrait se contenter de 420 exemplaires. Plus riche, l'émirat d'Abou Dhabi en a acheté 436. Mais le contrat a été négocié à perte, avec l'accord des autorités françaises de l'époque pour lesquelles cette

commande était l'occasion de maintenir des emplois et de faire la pige à des concurrents américains et britanniques. Tant et si bien que le groupe GIAT Industries, qui produit le Leclerc, a bien du mal à s'en remettre.

Les Parisiens verront aussi défiler l'équipage du Charles-de-Gaulle, le porte-avions à propulsion nucléaire qui doit entrer en service fin 1999, et celui du Triomphant, le nouveau sous-marin nucléaire lance-missiles stratégique. Le chef de l'Etat descendra les Champs-Élysées avec, à ses côtés, le chef d'état-major des armées, le général Jean-Philippe Douin, qui est notamment le responsable de la conduite des opérations extérieures de la France. C'est une surprise. La tradition qui voulait que le gouverneur militaire de Paris soit honoré de la sorte a été bousculée.

De même, c'est la Garde républicaine à cheval qui terminera le défilé. L'usage, là aussi, dictait que ce soit la brigade des sapeurs pompiers de Paris, mais l'Elysée a souhaité que les spectateurs conservent plutôt en mémoire une autre image : celle des chevaux bien dressés de la Garde.

Jacques Isnard

La CCIP fait 53 propositions pour améliorer la circulation et le stationnement dans la capitale

PARIS souffre de la voiture mais ne peut pas s'en passer. Aussi, la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) a-t-elle étudié et rendu publiques, vendredi 4 juillet, les « vraies et fausses solutions » pour concilier dans la capitale cadre de vie et activités économiques. En cinq chapitres et en cinquante-trois propositions, le rapporteur, Francis Lemer, passe en revue les mesures nécessaires, selon la CCIP. Certaines sont archaïques, d'autres sont plus innovantes.

● La circulation. Le rapport juge que la circulation alternée en fonction de l'immatriculation, décidée par le gouvernement Juppé, est « une fausse bonne idée ». Il préconise de réserver, en cas de pics de pollution, l'accès de Paris aux véhicules fonctionnant au GPL, au bioéthanol ou à l'électricité afin d'« encourager l'usage de l'automobile ». Il est demandé que la vitesse limite

soit abaissée dans les zones réservées aux « circulations douces » (piétons et vélos). Une surrogente payée par les usagers des autoroutes et des voies rapides concourrait à ce résultat tout en finançant les améliorations des voiries.

● Le stationnement. La CCIP propose de généraliser le stationnement payant et d'en moduler les tarifs, en fonction de l'affluence, pour accélérer la rotation des véhicules. Elle souhaite abaisser les tarifs des parcs souterrains pour libérer les emplacements de surface. Elle estime qu'« en tout état de cause l'offre globale de stationnement dans Paris ne doit plus augmenter ».

● Les déplacements. Plutôt que les pistes cyclables, le tout-transports en commun ou les navettes fluviales, le rapport estime qu'une réforme de la tarification des transports publics faciliterait la compé-

mentarité entre les différents modes de déplacement.

● Les livraisons. Au-delà du respect des interdictions de stationner sur les zones réservées aux livraisons, la chambre voudrait « un minimum d'harmonisation ou niveau de l'agglomération » des réglementations en matière de circulation et de stationnement des poids lourds.

● L'organisation institutionnelle. La CCIP souligne deux problèmes institutionnels qu'aucun gouvernement n'a jamais pu résoudre. Elle demande de transférer au maire de Paris les pouvoirs du préfet de police en matière de circulation et de stationnement. Elle estime que « le moment semble venu de transférer la responsabilité des transports à l'autorité régionale », sous la forme d'un établissement public présidé par le président du conseil régional.

Alain Faujas

ALAIN FIGARET

Le Spécialiste de la Chemise

Soldes

Paris 2^e : 21, rue de la Paix - Paris 7^e : 16, rue de Sévres
Paris 8^e : 14 bis, rue Marbeuf - 30, avenue Franklin Roosevelt
Paris 16^e : 99, rue de Lenchamp - Le Chesnay : Parly 2
St Germain-en-Laye : 10 ter, rue de la Salle
Nice - Marseille - Bordeaux - Lyon - Strasbourg - Lille

Offensive à Paris de Bernard Pons contre M. Tiberi

BERNARD PONS, conseiller de Paris et député RPR de la capitale, a estimé, vendredi 4 juillet, « indispensable que la majorité municipale bouge » et mette en place « une stratégie de restauration de l'image du maire de Paris ». « Il y a véritablement un problème. S'il n'est pas réglé d'ici la rentrée, il faudra regarder cette affaire de très près » et envisager « peut-être des modifications », a-t-il déclaré sur France 2.

M. Pons a indiqué qu'il avait eu « l'occasion de le dire personnellement au maire de Paris ». « Toutes les attaques qui ont été dirigées contre lui ont terni l'image du maire de Paris », a-t-il expliqué, en faisant allusion aux procédures judiciaires engagées contre le maire de la capitale Jean Tiberi.

Vendredi 4 juillet, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris doit se prononcer sur la validité de la procédure concernant le rapport rédigé par Xavier Tiberi, l'épouse du maire de Paris, pour le conseil général de l'Essonne. Dans les rangs de la majorité municipale, le sentiment le plus répandu est qu'une annulation de la procédure ne résoudra rien dans la mesure où un doute subsistera sur le fond du dossier.

Lundi 7 juillet, trois rapports de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France, portant respectivement sur l'OPAC (Office public d'aménagement et de construction, ex office d'ILM), la Semidep (une société d'économie mixte qui gère 6 450 logements), et le TAM (transports automobiles municipaux) seront rendus publics au Conseil de Paris. Selon l'opposition socialiste, ces rapports donneront lieu à des suites judiciaires, qui s'ajouteront aux instructions déjà ouvertes (Le Monde du 1^{er} juillet). Le même jour, le groupe UDF pourrait se montrer très critique sur le versement de certaines subventions à des associations.

L'hebdomadaire Le Point, daté du 5 juillet, affirme que Jacques Chirac est convaincu « que la situation politique de Paris avait eu un effet dévastateur » sur les législatives dans toute la France. Selon l'hebdomadaire, « il est décidé désormais à ne pas la laisser se dégrader davantage ».

Pascale Sauvage

FUTONS OMOTÉ

Confort zen.

3290 F

OMOTÉ UN ETAT D'ESPRIT

RÉSULTATS DU BAC

Lundi 7 juillet

Bac général

Académies de PARIS, CRÉTEIL, VERSAILLES

3617 LMPLUS

Le Japon cote en baisse Alberto Fujimori

La presse nipponne reproche au président péruvien, en visite officielle à Tokyo, de ne pas tenir compte des aspirations de son peuple à la démocratie

UNE PLAISANTERIE court au Japon, rappelle le quotidien des milieux économiques *Nihon Keizai* commentant la visite qu'effectue le président péruvien dans l'archipel depuis le 2 juillet : « Il y a une seule chose que le Japon veut importer du Pérou, c'est Fujimori ». Mais, poursuit le quotidien, « sa visite devrait être surtout l'occasion pour le Japon de lui rappeler la nécessité de respecter la démocratie ».

Si la popularité du chef de l'Etat péruvien est montée en flèche après le coup de force du 22 avril, qui a permis de libérer les 72 otages japonais retenus à l'ambassade du Japon à Lima depuis le 17 décembre par des guérilleros du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, elle a connu par la suite, note le *Nihon Keizai*, une chute brutale, passant de 67 à 24 %. La manière autoritaire dont

Alberto Fujimori cherche à reconstruire son mandat pour une troisième fois serait, selon le quotidien, la raison pour laquelle « les Péruviens sont en train de lui tourner le dos ».

Au cours d'une conférence de presse à Tokyo, jeudi 4 juillet, M. Fujimori a demandé de nouveaux investissements japonais en déclarant que l'affaire des otages était un « incident isolé ». Le gouvernement japonais n'avait pas attendu cette requête pour annoncer de nouveaux prêts à taux d'intérêt préférentiel d'un montant de 42,6 milliards de yens (2 milliards de francs environ) destinés à des projets d'infrastructure. En 1996, le Japon avait déjà fourni au Pérou 62 milliards de yens (3 milliards de francs environ).

« Un conseil, fut-il amer à entendre, est plus utile qu'une assistance financière », martèle le *Nihon Keizai*, qui



estime que si le président Fujimori ne tient pas compte des demandes de démocratisation des Péruviens « il sera difficile d'obtenir pour Tokyo de continuer à aider un régime dictatorial ». L'autoritarisme de M. Fujimori a été accepté lorsque le pays était déchiré par les attentats, mais aujourd'hui les Péruviens n'acceptent plus de telles méthodes de gouvernement, poursuit le quotidien. Des critiques se font en outre entendre dans les milieux politiques

sur l'absence de retombées pour les pauvres de l'aide accordée par le Japon. Beaucoup de commentateurs font enfin valoir que la politique néolibérale de M. Fujimori a aggravé l'inflation, le chômage et la pauvreté.

La crise des otages a été ressentie dans l'archipel comme un avertissement des risques courus par les ressortissants dans des pays où l'assistance japonaise a clairement une dimension politique. Dans ses conclusions, la commission d'enquête du ministère japonais des affaires étrangères a « ménagé la chèvre et le chou » en estimant que le Japon avait eu raison de prêter jusqu'au bout une solution pacifique, mais qu'il comprenait que les autorités péruviennes aient décidé d'intervenir militairement. Lors de sa visite à Lima, début mai, le premier ministre Hashimoto avait rendu un

hommage sans réserve à l'action de M. Fujimori.

Le dénouement de la prise d'otages n'en a pas moins laissé un arrière-goût d'amertume provoqué par l'absence de leurs responsabilités par les dirigeants japonais et par les incertitudes sur leurs capacités à gérer une crise semblable si elle se produisait sur le territoire national. Aujourd'hui, un sondage du quotidien *Mainichi* révèle que 61 % des personnes interrogées se déclarent partisans d'un recours à la force si une telle affaire se produisait au Japon (contre 21 % favorables à une solution négociée) tandis que 44 % estiment qu'en cas de nouvelle prise d'otages à l'étranger le Japon devrait envoyer ses forces d'autodéfense sur place.

Philippe Pons

DANS LA PRESSE

RTL

Michèle Cotta
■ Ce que le premier ministre a demandé, hier, c'est d'abord du temps. Aujourd'hui, les Français peuvent encore lui en donner. Ils peuvent comprendre qu'on leur fixe un rendez-vous à l'automne pour, d'ici là, mettre au point des solutions solides et préparées. Ils admettent qu'on ne peut pas susciter des emplois en claquant dans ses doigts. Lionel Jospin revendiquait, il y a quelques jours, le droit à l'erreur, mettons qu'il ait obtenu celui de la réflexion, mais ce droit lui sera contesté dès les premiers jours

de septembre et peut-être avec une vigueur d'autant plus grande qu'on aura eu davantage de temps pour se bercer d'illusions. Le plaidoyer de Lionel Jospin est comme un fusil à un coup, il ne pourra servir deux fois.

BFM

Philippe Alexandre
■ Lionel Jospin n'a pas l'air intimidé. Cet homme est tenace et orgueilleux, patient et sûr de lui, tolérant mais intransigent. Sa force est d'avoir été depuis une dizaine d'années sous-estimé par la Terre entière, la droite, la gauche, Fabius, Juppé, Chirac, Mitterrand. Il doit y avoir du plaisir à constater que tout

le monde s'est trompé sur son compte. Mais nul ne sait s'il pourra imposer ses choix à toute cette arrogante technocratie - sœur jumelle de celle qui régnait sous Juppé - omniprésente dans tous les ministères, notamment aux finances, aux affaires étrangères et à l'éducation nationale. Qui sait si la concertation l'emportera sur la science infuse dont les palais regorgent.

LIBÉRATION

Laurent Jaffar
■ Le premier ministre, conforme au calendrier annoncé, a repoussé l'essentiel des choix douloureux à la rentrée. Ceux qui comparent la préparation de ces annonces aux pro-

messes électorales, dit Jospin, sont des notaires. Peut-être. Remarquons seulement que les notaires jouent parfois un rôle utile dans la vie sociale : ils assurent l'honnêteté des transactions. Lionel Jospin est comme un acrobate volant. Il quitte le trapèze du discours électoral en espérant attraper celui de l'homme d'Etat responsable et efficace. En attendant, il est en l'air. Or, les électeurs ont cette faiblesse : ils croient parfois ce qu'on leur dit. Notamment sur les deux points essentiels : la croissance et le chômage.

LES ÉCHOS

Nicolas Byout
■ Les choix sont remis à plus tard

parce que le gouvernement, aujourd'hui, ne sait pas comment les effectuer. Parce qu'il ne sait pas quelle voie privilégier. Parce qu'il ne voit pas comment passer. Vivornde, les impôts, les déficits, l'Europe, les privatisations, l'emploi des jeunes, la croissance. A chaque fois, Lionel Jospin a souligné les contradictions qui se présentent à lui. A chaque fois, il a promis de tenter de les concilier. Mais à chaque fois il a admis ne pas savoir à ce jour comment faire. Ni comment conjuguer ses promesses électorales et sa pratique gouvernementale. Viendra un jour où il faudra décider, un jour où parler le « langage de vérité » ne suffira plus pour gouverner.

EN VUE

■ « Fergie » ayant confié dans *My Story*, son autobiographie, publiée en 1996, qu'elle avait eu des vœux aux pieds après avoir porté des chaussures de Diana, la princesse de Galles n'adresse plus la parole à la duchesse de York.

■ Mark Crichton-Maitland, descendant du comte de Lauderdale, vient de vendre aux enchères, à Londres, pour l'équivalent de 900 000 francs, le titre de Baron de Houston, l'une des distinctions nobiliaires les plus anciennes d'Écosse. L'acquéreur, un Britannique anonyme, était en concurrence avec des Texans. De Houston.

■ Laloo Prasad Yadav, un politicien de New Delhi, accusé de corruption, utilise des perroquets pour organiser sa défense. Les oiseaux, accompagnés de leurs dresseurs, sont portés à des endroits stratégiques de la ville, comme la Cour suprême, où ils crient en hindi : « Laloo est innocent, Laloo est innocent ».

■ Une cinquantaine de députés démocrates-chrétiens de Berlin cherchant à se rapprocher des électeurs, se livreront à des travaux d'utilité publique, pendant la pause parlementaire de l'été. « Sur simple appel téléphonique, les Berlinois pourront nous demander de venir bêcher leur jardin ou d'accompagner un jeune handicapé », a annoncé, jeudi 3 juin, Volker Liepert, responsable du groupe CDU au Parlement régional. Déjà M. Liepert, qui cite le cas d'un collègue parti nettoyer des cages dans un zoo, s'est embauché comme vendeur de légumes sur un marché de Kreuzberg, au cœur de la communauté turque de Berlin.

SAMEDI 5 JUILLET

TF 1

16.30 Vidéo gag.
16.40 Hercule. Série.
Le mercenaire.
17.35 Melrose Place. Feuilleton.
18.22 Obsession meurtrière.
19.10 Allô bébé. Jeu.
19.30 Antiope-Gag.
19.55 Comme une initiation.
20.00 Journal, l'imagerie du sport, Météo.

20.45

SLC - SALUT LES CHOUCHOUS
Divertissement présenté par Dave.
Invités : Françoise Hardy, Daniel Auteuil, Estelle Daho, Zazie et Dominique Delan.
E.O. Tchan, Michel Fugain, Maurane, Sabine Azéma, Diane Tel (30 min). 267698

22.55

HOLLYWOOD NIGHT
La chronique de films.
19.30 O de Brook Valtan, avec Traci Lords (100 min). 604580
Un couple de voleurs chevronnés dérobe des diamants d'une valeur de 60 millions de dollars au parrain le plus puissant de la ville.
0.35 et 1.40, 2.45, 3.30, 4.30
TF 1 nuit.
0.50 et 1.40, 2.40, 4.55
Histoires naturelles (50 min). 5387612
1.30 Hieronymus Bosch raconte sa terre. Documentaire. La terre - son voyage. 4.50 Musique. Concert (5 min).

France 2

16.50 En route pour le Tour.
Invités : Miguel Indurain, Jean-Marie Leblanc.
17.45 Le Tour de France.
En direct de Rouen.
18.20 Météo. 19.40
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Le Journal, Météo.

20.50

FORT BOYARD
Divertissement présenté par Patrick Laffont.
Invités : Françoise Hardy, Daniel Auteuil, Estelle Daho, Zazie et Dominique Delan.
E.O. Tchan, Michel Fugain, Maurane, Sabine Azéma, Diane Tel (30 min). 267698

22.45

DRÔLE DE COUPLE
Film de Neil Simon, mise en scène de Bernard Murat.
Invités : Marie-Anne Chazot, Clémentine Célarié (115 min). 9541211
0.55 Athlétisme.
En direct de la Martinique. Championnat de France (13 min). 68873285
5.35 Samedi 19.40 film de Roger Vadim, avec Stéphane Ferrara, Hervé Paré (95 min). 943304 4.50. Documentaire. 5.40 Unité. Documentaire. Drole et réaliste de l'école en Côte d'Ivoire. 6.00 Météo. Dessin animé. La chasse (10 min).

France 3

17.45 Sur un air d'accordéon.
Documentaire.
18.13 Expression directe.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Météo. 19.40
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.05 Pa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal du Tour.

20.55

L'HISTOIRE DU SAMEDI
Le 60 coup.
Téléfilm de Miguel Courtols, avec Julien Guéhen (60 min). 7420563
En 1865, cinq enfants et leur mère sont découverts assassinés à Paris.

22.35

VU DE PRÈS
Documentaire de Jean-Louis Fournier.
Voyage en Pays de France (60 min). 4379143
La Payolle regroupe depuis vingt ans quinze communes de Vendée.
23.35 Journal, Météo.
0.00 Mise en scène. Magazine. Invité : Daniel Mesguich (55 min). 79341
0.35 Cap'tain Café. Magazine. Best of 96 (50 min). 5981081
1.40 La Grande Aventure de James O'Connell. Feuilleton (55 min).

La Cinquième

18.05 Les Grandes Biographies. Hirohito. 18.55
Le Journal du temps.
Arte
19.00 Tracks. Spécial Eurockéennes.
19.30 Histoire parallèle. Magazine.
20.15 Le Dessous des cartes. La Pologne [1/2].
20.25 La Documenta. Reportage.
20.30 et 1/2 Journal.

20.45

L'AVENTURE HUMAINE : LA LEGENDE DES SCIENCES
Documentaire.
Série O, avec Taniya Tomita (10 min). 7202582
En suivant les traces de Marco Polo jusqu'en Orient, le philosophe Michel Serres raconte le message des sciences en se demandant s'il existe un autre original du savoir.

21.40

L'AVOCAT
Pour la liberté de l'art.
Série, avec Manfred Krug (45 min). 406018
22.25 Metropolis. Festival d'Avignon. Egypte [3/5].
Bernard Guillot. Aragon : Photographies à l'Arles (1/5). Mathieu Pernot (60 min). 7137821
23.25 Tracks. En direct de Belfort.
Special Eurockéennes (13 min). 81922650
Reportages et concerts autour de Noir Désir, des Smashing Pumpkins, des anglais de Chemical Brothers ou encore du saxophoniste Maciej Pienik accompagné de Fred Wesley et The New Eells, tous les trois anciens cuivres de James Brown.
2.00 Cartoon Factory. Dessins animés (rediff.).
2.25 Collection Hollywood 1950. Série.
La voyante (rediff., 30 min).

M 6

19.05 Turbo. Magazine.
19.35 Warning. Magazine.
19.50 Le Tour de France à la voile.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Fan de « Best of ». Une journée avec les Spice Girls.
20.35 Les Samedis fantastiques.

20.45

BURNING ZONE MENACE IMMINENTE
Téléfilm O de Jan Eliason, avec Kate Jackson, Dean Stockwell (105 min). 8636747
Une femme divorcée est engagée comme secrétaire dans un service local du ministère du travail américain. Elle y découvre bien vite que son supérieur dirige un réseau de prostitution et de drogue.
0.20 Le Baroudeur. Série O.
1.05 La Nuit des clips (415 min).

22.35

LE SCANDALE DE L'AFFAIRE CALDWELL
Téléfilm O de Jan Eliason, avec Kate Jackson, Dean Stockwell (105 min). 8636747
Une femme divorcée est engagée comme secrétaire dans un service local du ministère du travail américain. Elle y découvre bien vite que son supérieur dirige un réseau de prostitution et de drogue.
0.20 Le Baroudeur. Série O.
1.05 La Nuit des clips (415 min).

Canal +

17.15 Rugby. Tournoi des Lions britanniques. Afrique du Sud - Lions britanniques.
► En clair jusqu'à 20.35
19.00 Décade pas Sunny.
19.30 Superman.
19.55 Flash d'information.
20.05 Les Muppets.
Invités : Jay Leno et Little Richard.

20.30

SOIRÉE BOXE À CASABLANCA
20.35 Marcel Cerdan, gentleman boxer. Documentaire.
21.35 Khalid Rahliou sur les traces de Cerdan. Documentaire.
22.15 Boxe. En direct de Casablanca (Maroc). Championnat du monde WBA, poids super légers : Khalid Rahliou (Fra) - Mary Jakubowski (EU). 0.00 Le Journal du hard.
0.05 Club privée au Portugal. Film classé X (1996, 95 min). 6712588
1.40 Ligne de vie III. v.a., 100 min). 9125761
3.20 Leprechaun 2. Film de Roman Polanski (1994, 90 min). 1065167
4.50 Météo. 5.00 Les Nuits de Radio-Classique.
6.05 Un héros très discret. ■■
Film de Jacques Audiard (1995, 104 min). 8589544

Radio

France-Culture
20.45 Fiction : Nouveau répertoire dramatique. Séria : Jean-Luc Lagarce. L'empire.
22.35 Opus.
Doris Smolke, compositrice au GRM.
0.05 Fiction : Tard dans la nuit. Le Code de l'orange, de Marthe Ribet. 0.55 Chroniques du tour des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.30 Concert.
Académies musicales de Saintes.
22.45 Extractions.
23.07 Le Bel Aujourd'hui. Espace contemporain.

Radio-Classique

20.40 Les Dernières années créatrices de Schumann.
Symphonie n° 3, par le Philharmonique de Vienne, dir. Bernstein ; Andante et Scherzo op. 11, de Mendelssohn, par le Quatuor Artès ; Concerto de R. Schumann : Romanesque op. 94 ; La Fiancée de Messine ; Sonate F42 ; Poèmes de Marie Stuart ; Sérénade ; Mémorandum de la Foire, de Wagner, par l'Orchestre de Cleveland, dir. Snel ; Chansons de l'abbé. 22.35 Du Cap. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Papa et rien d'autre.
Téléfilm de Jacques Corral, avec Philippe Volter (90 min). 82297414
21.30 Perfecto. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Le Journal du Tour.
Magazine.
22.45 Questions pour un champion (France 3 du 24/497).
0.45 Soir 3 (France 3).

Pianète

20.35 Le garçon d'appartement Apache.
21.30 Collection royale. [4/6].
21.55 15 jours sur Pianète.
22.20 La Voix, miroir de l'âme.
23.00 Portraits d'Alain Cavalier : La renaissance.
23.15 Le cœur a rendu l'âme.

Animaux

20.00 Nature des choses. Les ours du grand Nord.
20.30 Mors aux dents. Cours hippiques en Islande.
21.00 Le Monde sauvage. Les nouveaux Américains.
21.30 Le Magazine de Jack Hannah.
22.00 ABC natural history. Les seigneurs de Hollande.
23.00 Le Dingo.

Paris Première

20.00 Golf en capitale.
20.30 Regards de mode.
21.05 Paris modes.
22.15 Earth, Wind & Fire.
23.20 Nova. Magazine (30 min).

France Supervision

19.15 Cheb Mami. La voix du rail.
20.45 Symphonie n° 8 en do mineur, de Bruckner. Concert (80 min). 48970389
22.05 Écouter, voir, la magazine des festivals.
23.45 Alan Stivell. Concert au Casino de Paris (94 min). 36510230
0.30 Chimère.
1.30 Festival Chopin : Nocturnes. Concert (65 min). 92774070

Ciné Cinéfi

20.45 Le Club. Invité : Mag Bodard.
22.00 Hollywood Backstage.
23.00 The Calendar. Film d'Arthur Casterline (1940, N. V., 50 min). 4010283
0.20 Man Alive. Film de Ray Knight (1940, N. V., 50 min). 94783781

Ciné Cinémas

20.30 Seul face au crime : L'Affaire Rodani. Téléfilm de Giorgio Capitani, avec Michael Lonsdale (102 min). 7107227
22.05 Ciné Ciné courts. Magazine.
23.15 La Femme d'à côté. ■■
Film de François Truffaut (1981, 105 min). 29605143

Festival

20.30 Les Aventuriers du Rio Verde. Téléfilm de Duco Tassar, avec Jean-Pierre Bouvier (95 min). 86108308
22.05 Macho. Téléfilm de Nicolas Gessner, avec Macho Melli (55 min). 21678143
23.00 Le Voyageur. Les complices. Sang neuf (60 min).

Série Club

19.55 Highlander. L'empire du mal.
20.45 Évacués. La croix de Madère.
22.00 Lolo et Clark. Les nouvelles aventures de Superman.
22.45 Code Quantum. La revanche.
23.35 Mission impossible.

Canal Jimmy

20.00 Cyclisme. En direct. Tour de France. Prologue (7.5 km) à Rouen (120 min). 913655
20.30 Friends (3^e saison). The One With the Tiny T-Shirt. The One With the Dollhouse.
21.15 Spin City. La chanson.
21.40 Automobiles : VW Beetle.
22.35 BB King Live at Nick's. Concert (55 min). 75068921
23.30 T'as pas une idée ? Invité : Annie Fratellini.
0.30 Seinfeld. La source (v.a.).

Disney Channel

20.10 Planète Disney.
21.10 Super Baloo.
21.35 Animallement votre.
22.00 Pas de répit sur la planète Terre.
22.45 Simbad.
23.10 La Courte échelle.
La coupe de Madère.

Téva

20.30 Téva débat. Magazine.
20.55 Flamingo Road. Une petite ville bien tranquille. Tromperie.
0.00 Dakar, les hommes préfèrent les rondes (50 min).

Voyage

20.30 Suivez le guide.
23.10 Rough Guide : Prague.
23.30 Planète aventure : Raft sur le Grand Canyon.

Eurosport

18.00 Cyclisme. En direct. Tour de France. Prologue (7.5 km) à Rouen (120 min). 913655
20.00 Motocyclisme. Résumé. Championnat du monde de vitesse. Grand Prix de Saint-Martin. Essais à Jerez.
20.30 Basket-ball. En direct. Championnat d'Europe. 1^{er} tour. Espagne - France (Espagne) (90 min). 519637
22.30 Basket-ball. En direct. Championnat d'Europe. 2^e tour. Espagne - France (Espagne) (90 min). 530414
0.00 Tennis. Résumé. (60 min).

Muzzik

19.15 Muz à la Scala. Concert. Interprété par l'Orchestre et les Chœurs du Théâtre de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti, chef de chœur : Roberto Gualdoni (105 min). 60508889
21.00 Gioacchino Rossini. De colin Nears. Old Rocco.
22.25 L'Amour. Opéra en un prologue et en quatre actes de Serge Prokofiev, enregistré au festival de Glyndebourne en 1982. Solistes : Willard White, Ryland Davies (120 min). 92588300

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.
A Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
C Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 World Business This Week. 20.30 Computer Connection. 21.00 Moneyweek. 21.30 Science and Technology. 22.30 Best of tonight. 23.00 Early Prime. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 0.30 Diplomatic License. 1.30 Travel Guide.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 23.12 Votre argent. 19.30 et 23.30 Le Grand Journal. 19.45 et 23.15 Box Office. 20.15 Neutrium. 20.42 et 0.43 Emploi. 20.56 et 23.56 Découverte. 21.10 Journal de la semaine. 21.36 et 23.51 Auto. 21.38 et 23.58 Place au live. 22.12 L'Événement de la semaine. 22.44 D'une semaine à l'autre. 23.45 Mult média.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 23.12 Votre argent. 19.30 et 23.30 Le Grand Journal. 19.45 et 23.15 Box Office. 20.15 Neutrium. 20.42 et 0.43 Emploi. 20.56 et 23.56 Découverte. 21.10 Journal de la semaine. 21.36 et 23.51 Auto. 21.38 et 23.58 Place au live. 22.12 L'Événement de la semaine. 22.44 D'une semaine à l'autre. 23.45 Mult média.

Les films sur les chaînes européennes

TSR
20.40 Ballroom Dancing. Film de Bar Lohmann (1992, 90 min). Avec Paul Mercier, Anouk.
20.40 La Vengeance d'une blonde. Film de Jeanmarc Szwarc (1994, 90 min). Avec Christian Clavier. Comédie.
20.40 Les Bronzés. Film de Patrice Leconte (1978, 90 min). Avec Josiane Balasko, Gérard Jugnot. Comédie.
Demain, dans le supplément
TELEVISION RADIO MULTIMÉDIA
■ La télévision cherche ses nouveaux héros.
■ Le 4^e Prix Italia.
■ Internet : la révolution d'octobre dans les écoles.
■ Le film de la semaine : « C'est arrivé près de chez vous », de Rémy Belvaux, André Bonzel et Benoît Pevoorode.

Signification des symboles :
► Signifié dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-Multimédia.
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 6 - LUNDI 7 JUILLET 1997

PROCHE-ORIENT Des affrontements ont eu lieu vendredi 4 juillet, à Hébron, entre l'armée israélienne et des manifestants palestiniens dans la ville d'Hébron, en Cisjordanie, faisant dix-

huit blessés palestiniens. A l'appel du Mouvement de la résistance islamique Hamas et pour protester contre une affiche injurieuse pour le prophète Mahomet, des manifestants

ont défilé dans la ville palestinienne de Naplouse en appelant à la vengeance. L'INDIGNATION provoquée par cette affiche prend une tournure inquiétante avec l'appel au meurtre

de ses auteurs lancé par certains chefs religieux musulmans. EN SIGNE de protestation contre la politique de M. Nétanyahou, plusieurs pays arabes envisagent de boycotter la Confé-

rence économique pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, prévue en novembre à Doha, au Qatar. L'Arabie saoudite a déjà annoncé, pour sa part, qu'elle n'y participerait pas.

M. Nétanyahou affirme qu'il ne tolérera plus les manifestations à Hébron

Dix-huit Palestiniens ont été blessés vendredi 4 juillet dans la cité des Patriarches. La colère monte dans les territoires autonomes et dans le monde arabe musulman après l'apposition dans la ville d'une affiche offensante pour l'islam

DIX-HUIT Palestiniens ont été blessés, vendredi 4 juillet, à Hébron, en Cisjordanie, lors d'échauffourées qui les ont opposés à l'armée israélienne. Celle-ci avait renforcé ses effectifs dès le début de la matinée. L'un des blessés, atteint à la tête par des billes d'acier caoutchoutées, est dans un état grave. Un autre a été tué à la jambe par une balle réelle, selon des sources palestiniennes.

Le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne redoutaient le pire après la prière hebdomadaire du vendredi, en raison de la tension qui est allée croissant depuis la fin de la semaine dernière avec la découverte à Hébron d'affiches injurieuses pour l'islam (lire ci-dessous). L'accès

de la ville avait été interdit par Tsaïhal aux non-résidents, mais plusieurs dizaines de jeunes Palestiniens du cru ont commencé, dès avant la prière, à lancer des pierres, des bouteilles incendiaires et deux bombes artisanales en direction des soldats israéliens sans faire de blessés.

Des militants du mouvement Fatah de Yasser Arafat et des agents de la sécurité palestinienne ont tenté un moment d'empêcher les manifestations d'approcher trop près des maisons des colons et des positions militaires qui les entourent, ont indiqué des témoins. Le général Tarik Zeld, chef de la police palestinienne à Hébron, a réaffirmé que ses forces n'interviendraient pas et a rejeté sur

le gouvernement israélien la responsabilité des violences. « Il n'y a aucune raison que les policiers palestiniens répriment les manifestations de rue », a-t-il indiqué.

COLÈRE EXACÉRBERÉE

Trois semaines d'affrontements quasi quotidiens ont fait plus de 220 blessés dans les rangs des manifestants palestiniens à Hébron. Dix-huit soldats israéliens ont été blessés, dont un grièvement, durant ces affrontements. Les Palestiniens demandent inlassablement à Israël de déplacer les quatre cents colons juifs qui vivent sous haute surveillance militaire dans des enclaves fortifiées au cœur de cette cité de cent vingt mille Palestiniens dont 80 % du

territoire est passé depuis janvier sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. « Nous continuerons à vivre ici et nous continuerons à bâtir », a déclaré vendredi, à la radio de Jérusalem, Moshe Ben Zimra, un colon juif.

Aggravée par le blocage du processus de paix après la mise en chantier, le 18 mars, d'une nouvelle colonie juive à Jérusalem-Est, la colère de la population a été exacerbée par l'affaire des affiches représentant le prophète Mahomet sous les traits d'un porc en train de rédiger le Coran. La condamnation de ces affiches par les dirigeants israéliens n'a pas suffi pour calmer les esprits.

Dans la ville autonome palestinienne de Naplouse, une manifestation a été organisée après la prière du vendredi à l'appel du Mouvement de la résistance islamique Hamas, pour dénoncer cette affiche. « Nous frapperons à la porte du Paradis avec les crânes des juifs », indiquait une banderole brandie par les manifestants.

MISES EN GARDE

Un dirigeant du Hamas en Cisjordanie, cheikh Jamal Mansour, a harangué la foule et appelé implicitement à des attaques anti-israéliennes, en rappelant les attaques à la bombe qui avaient fait cinquante-huit morts en Israël après l'assassinat d'un dirigeant militaire du Hamas, Yehya Ayache, par des agents israéliens, au début 1996.

Face au risque d'embrasement général, les responsables israéliens ont multiplié les mises en garde. « Israël n'est pas prêt à accepter la violence dans la rue parallèlement à des négociations politiques, et nous avons transmis des messages très fermes sur ce sujet à l'Autorité palestinienne », a déclaré vendredi le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, qui, la veille, avait accusé l'Autorité palestinienne d'avoir « orchestré » les troubles, accusation fermement rejetée par Yasser Arafat. Les Palestiniens « qui lancent des engins explosifs pour tuer doivent savoir qu'ils trouveront la mort, car telles sont nos consignes de tir », a averti le commandant des forces israéliennes en Cisjordanie, le général Gabi Ofir. (AFP/Reuters)

Des chefs religieux musulmans appellent à « tuer » les auteurs de l'affiche injurieuse

L'AFFAIRE des affiches injurieuses pour l'islam, apposées à la fin de la semaine dernière dans la ville d'Hébron, en Cisjordanie, prend une tournure inquiétante. Certains chefs religieux musulmans ont appelé au meurtre du ou des auteurs de l'affiche.

A la demande de la défense, le tribunal de Jérusalem a prolongé d'une semaine, jeudi 3 juillet, la garde à vue de l'extrémiste juif Tzvi Sosskind, qui a reconnu avoir rédigé l'affiche. Le ministre israélien de la défense, Itzhak Mordechai, avait affirmé la veille que M. Sosskind a agi seul, mais la police a arrêté jeudi un colon juif, Yehouda Shomrou, ami de l'intéressé et soupçonné de complicité avec elle. Les autorités israéliennes ont vigoureusement condamné ces affiches. Un grand rabbin d'Israël, Eliabau

Bachid Durnu, a rencontré le mufti d'Hébron, Cheikh Mahmoud Nizal Tahboub, pour exprimer son indignation. Mais ces gestes n'ont pas apaisé la colère des musulmans.

« MENTALITÉ MALADE »

Les affiches en question, représentant Mahomet sous les traits d'un porc coiffé du keffiyeh palestinien en train de rédiger le Coran, sont gravement offensantes. Le porc est un animal maudit en islam ; d'autre part, toute représentation du Prophète sous les traits d'un homme - à fortiori sous l'aspect d'une bête - est interdite, et le Coran est un Livre révélé directement par Dieu, donc sacré.

Les dirigeants politiques des pays arabes

ont vivement dénoncé ces affiches. Yasser Arafat, le président de l'Autorité palestinienne, en a rendu le gouvernement israélien directement responsable, et le chef de la diplomatie saoudienne, l'émir Saoud El Fayçal, y a vu la preuve d'une « mentalité israélienne malsaine à l'égard des Arabes ».

Mais certains responsables ont appelé au meurtre. « Aucun musulman, aucune autorité du monde musulman et de l'humanité entière ne doit passer ce crime sous silence. Il faut verser le sang de ses auteurs quelles que soient les considérations », a déclaré Cheikh Mohamad Mahdi Chamseddine, président du Conseil supérieur chiite, la plus haute instance de cette communauté au Liban. A ses yeux, on ne peut dissocier cette affaire

du « crime indélicat commis par l'opostat Salman Rushdie », l'écrivain britannique, auteur des *Versets sataniques*, condamné à mort en février 1989 en vertu d'un décret religieux de l'imam Khomeiny.

« Les responsables de cet acte et (...) de cette insulte doivent être punis et condamnés à mort. Tous les musulmans ont le devoir de les tuer », s'est indigné un influent ayatollah de la ville sainte chiite de Qom, en Iran, l'ayatollah Yousef Sane'i.

Il faut juger et exécuter les auteurs des affiches, a renchérit l'un de ses homologues, Abdelkarim Moussavi Ardehili. Même le cheikh d'El Aazar, peu suspect d'extrémisme, a jugé que le ou les auteurs des affiches devaient subir la peine de mort.

M. Na.

Une revue israélienne publie un dessin offensant les chrétiens

Une représentation de la Vierge Marie sous les traits d'une tête de vache a été publiée dans la revue israélienne *Galileo*. Tirée de l'image de Marie portant l'enfant Jésus, elle illustrait une série sur les dangers du clonage humain. Elle « trahit une mentalité selon laquelle les juifs seraient le peuple élu de Dieu et les autres des étrangers », a commenté le Père Elias Audi, de Nazareth. Le rédacteur en chef de *Galileo* a admis qu'il n'avait pas été tenu compte des sentiments des autres groupes religieux. (AFP)

« Maariv » raconte l'assassinat d'Abou Jihad

Quatre bateaux, un sous-marin, deux hélicoptères et des commandos israéliens ont participé au meurtre du numéro 2 de l'Olp, Abou Jihad, en 1988, dans la ville de Tunis, affirme, vendredi 4 juillet, le quotidien israélien *Maariv*. Le gouvernement n'a jamais reconnu sa responsabilité dans cet assassinat. *Maariv* affirme qu'il a été organisé comme une opération de grande envergure. La villa a été reconstruite à l'identique afin d'entraîner les commandos. Selon *Maariv*, certains agents du Mossad étaient des Tunisiens persuadés qu'ils travaillaient pour un « service » européen. L'opération a été mise au point par le chef d'état-major adjoint de l'époque, Ehoud Barak, aujourd'hui chef du parti travailliste. Le meurtre a été commis par le commando de l'état-major, l'unité la plus prestigieuse de l'armée. (AFP)

Pour dénoncer la politique d'Israël, plusieurs pays arabes menacent de boycotter le forum économique proche-oriental de Doha

FAUT-IL, ou non, participer à la Conférence économique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord prévue en novembre 1997, à Doha, capitale du Qatar ? La question divise les pays arabes depuis plusieurs semaines, à cause de l'attitude du gouvernement de droite israélien, jugé contraire au processus de paix israélo-arabe. Elle n'est pas secondaire, dans la mesure où elle pose, avec plus d'acuité qu'auparavant, la question de la normalisation des relations avec l'Etat juif. Les Etats arabes qui y ont répondu - nu qui y répondraient - par la négative contraindraient par ailleurs les Etats-Unis, principal héritier de ce forum.

Lancée en novembre 1994 à Casablanca, une peu plus d'un an après les accords israélo-palestiniens d'Oslo, ladite conférence - plus connue sous son sigle anglais MENA - à laquelle participent les secteurs privé et public israéliens et qui se réunit une fois par an, vise à favoriser le partenariat économique et commercial entre les différents acteurs de la région et avec des parties privées ou publiques étrangères. Après Casablanca, elle s'est tenue à Amman (1995) et au Caire (1996).

« Nous avons dit (aux Qataristes) que cette conférence allait leur nuire et que nous, et la plupart des Arabes, n'y participerions pas », a annoncé fin juin, le prince héritier d'Arabie saoudite. « Nous leur avons conseillé d'annuler cette conférence tant qu'elle sera source de conflits entre Arabes », a ajouté le prince Abdallah ben Abdel Aziz. Indifférents aux objections soulevées, ici ou là, à la tenue de la conférence de Doha, les autorités du Qatar avaient finalisé quarante-huit heures plus tôt les dernières formalités nécessaires à la réunion avec l'encouragement, voire les pressions de Washington. « Nous leur avons suggéré de répondre à ceux qui faisaient pression sur eux qu'ils faisaient l'objet de pressions similaires de la part des Arabes (...). Nous sommes seuls habilités à décider quels sont nos intérêts », a commenté le prince héritier saoudien. Aux antipodes du Qatar, la Syrie,

qui s'est toujours opposée à ce forum économique dans lequel elle ne veut rien voir d'autre qu'un tremplin visant à assurer l'hégémonie économique de l'Etat juif dans la région, s'est livrée à un véritable travail de lobby contre la conférence de Doha. La colonisation, la confiscation des terres, la politique des faits accomplis israéliens - notamment à Jérusalem - et la panne totale de la négociation israélo-syrienne depuis dix-huit mois, en un mot l'ensemble de la politique du gouvernement de M. Nétanyahou, ont fait de l'arsenal conséquent d'arguments contre la MENA. Sa plaidoirie a fait mouche à Ryad.

L'EGYPTE ENBARASSÉE

A la différence du Qatar et d'Oman qui, jusqu'à la fin de 1996, avaient entamé une normalisation commerciale avec Israël - gelée depuis décembre pour protester contre la politique de l'Etat juif - l'Arabie saoudite et les autres Etats du Golfe sont toujours demeurés sur leurs gardes. Pour eux, la normalisation équivalait à mettre la charrue avant les boeufs,

le processus de paix n'ayant pas encore donné de résultats probants.

Si elles ont participé aux trois précédentes sessions de la MENA, les monarchies pétrolières du Golfe ont en revanche résisté, jusqu'en 1996, au projet américain de banque de développement de la région, dont elles auraient, bien sûr, été les principaux financiers. L'ancien secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a eu tort de pronostiquer la naissance de cet établissement pour 1997.

Aussi longtemps qu'elle émanait de la Syrie - et dans son sillage du Liban - la résistance à la MENA ne portait pratiquement pas à connaissance. Elle prend un autre poids dès lors qu'elle émane de Ryad, du fait de l'influence dont jouit l'Arabie saoudite dans certains pays arabes. Elle acquiert aussi une dimension signifiante, au moins franchement protestataire, à l'égard de Washington, de la part d'un pays traditionnellement allié des Etats-Unis. Le laxisme de Washington vis-à-vis de l'Etat juif est jugé avec beaucoup de sévérité

par l'ensemble des capitales arabes, y compris par Ryad.

Le boycottage de la conférence de Doha par tous les autres Etats arabes n'ira pas non plus sans poser de problème. L'Egypte, qui ne s'est pas encore prononcée sur le sujet, est sur la corde raide. D'une part, ses relations avec Washington ne sont pas au beau fixe et, d'autre part, elle tente de tenir un rôle d'intermédiaire entre Israël et les Palestiniens.

Le Koweït, qui n'a pas pardonné aux Palestiniens leur soutien à l'Irak lors de l'invasion de son territoire et qui est redevable à Washington d'avoir chassé les forces irakiennes, est tiraillé entre cette dette et la solidarité arabe. Indigné par la politique israélienne, certains parlementaires koweïtiens réclament le boycottage de la MENA. Sans oublier l'embarras dans lequel se retrouve le Qatar, dont le projet de conférence, s'il est maintenu, risque d'être un quasi-échec. De tous les pays arabes, seule la Jordanie a annoncé sa participation.

Mouna Naïm

L'appel d'un dissident du Hezbollah à la « révolte des affamés » a été relativement suivi dans l'est du Liban

BEYROUTH

de notre correspondant

Face à une crise socio-économique grandissante et refusant une caste politique soucieuse de ses grands privilèges et empiétant dans ses petites querelles, de sept à huit mille personnes ont répondu, vendredi 4 juillet, à Baalbek, chef-lieu de la Bekaa, dans l'est du Liban, à la « révolte des affamés » lancée par Cheikh Sobhi Toufayli, un chef dissident du Hezbollah chiite pro-iranien.

Cheikh Toufayli, qui est lié à l'aile dure du pouvoir à Téhéran, a lancé il y a deux mois un appel à la désobéissance civile à partir du 4 juillet, sans vraiment susciter l'adhésion de sa communauté et de sa région. Cet appel a toutefois été considéré avec une certaine sympathie par la population parce qu'il exprimait le ras-le-bol des gagne-petit, même s'il ne s'agit pas, à proprement parler, d'affamés. Le PIB par capita étant au Liban de l'ordre de 2 500 dollars (14 500 francs) par an.

La révolte des va-nu-pieds exprimait le désenchantement des classes les plus défavorisées face à ce qu'elles considéraient comme l'indifférence de l'Etat et à l'extravagance du fossé qui les sépare des plus aisés. Les forces syriennes, qui contrôlent la région, ont laissé faire, mais en gardant la maîtrise de la situation.

En fait de désobéissance civile, les « affamés » de Cheikh Sobhi Toufayli, outre qu'ils ne paient ni eau, ni électricité, ni aucun autre service public, s'arrogent le droit de construire des logements sans permis. Et recommencent à planter la drogue locale, le baschisch, dont la culture avait été éradiquée par les Syriens sous la pression des Etats-Unis.

Le gouvernement libanais, dans un sursaut tardif, a alloué 100 millions de dollars (880 millions de francs) au développement de la Bekaa. Mais ces crédits sont théoriques, le Trésor, surendetté, n'en ayant pas le premier centime, et le budget étant déjà déficitaire de plus de 50 %.

Lucien George

COMITE DE SOUTIEN POUR LES JEUX OLYMPIQUES AU CAP EN 2004

9, rue Jean Ferrandi - 75006 PARIS

« Le sport rassemble les hommes et les femmes de pensées et de talents différents » Nelson MANDELA

La ville du Cap, en Afrique du Sud, est candidate à l'organisation des Jeux Olympiques en 2004.

Il s'agit d'un choix important pour la nouvelle Afrique du Sud et pour toute l'Afrique, seul continent à ne pas avoir encore accueilli d'Olympiades.

Après des années de repli et de luttes, l'Afrique du Sud ouvre pour inscrire et donner vie aux idéaux de la charte de l'Olympisme : aider au développement de chacun, concourir à la paix et au respect de la dignité humaine.

Marquée par l'Histoire, l'Afrique du Sud, a été aussi une terre d'asile et d'immigration.

Aujourd'hui, une société multiculturelle se construit, et les Jeux Olympiques ont obtenu droit de cité au Cap, site exceptionnel par sa qualité, et sa beauté naturelle.

L'évolution politique et économique de l'Afrique du Sud a été saluée unanimement. Elle porte de grands espoirs pour tout un continent. Les Jeux Olympiques viendraient les consacrer. La décision qui doit intervenir au début du mois de septembre 1997 élargirait, de manière éclatante, l'horizon de l'an 2000.

Membres d'honneur du Comité : Isabelle AUTISSIER, Naviatrice - Robert BACINTER, Sénateur des Hauts de Seine - Joëlle BOURGOIS, Ancien Ambassadeur de France en Afrique du Sud - André BRUN, Ecrivain - Alain CALMAT, Vice-Champion Olympique, Ancien Intérimaire - Lynn CHAUJEU, Présidente du Club d'Amis Franco-Sud Africain - Johnny CLEGG, Musicien - Gérard CONNAC, Directeur du Centre d'Etudes Juridiques et Politiques du Monde Africain - Jacques DUPONT, Ancien Ambassadeur de France en Afrique du Sud - Hubert FLAHERTY, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris - Nadine GORDIMER, Prix Nobel de Littérature - Philippe LAFARGE, Ancien Bénédictin du Barreau de Paris - Yves LAURIN, Directeur du Comité - Raoul LE BRETON et Remy MARKS, Anciens Présidents de l'Alliance Française du Cap - Georges LORY, Ecrivain - Jean-Pierre MATTEI, Président du Tribunal de Commerce de Paris - Siphos MCHUNU, Musicien - Jean MICHEL, Ancien Consul de France au Cap - Yannick NOAH, Capitaine des Equipes de France de Coupe Davis - Jean-François PICHÉRAL, Maire d'Alsace-Provence - Gilles DE ROBIEU, Député-Maire d'Amiens - Jean-Paul SCHOON, Ancien Président de l'Alliance Française de Patrois - Denis SIMONNEAU, Conseiller des Affaires étrangères - Rafi YAMAGNANE, Député, Ancien Ministre.